

ENCYCLOPÉDIE DE L'ORDRE NOUVEAU
HISTOIRE DU COL, DE LA MILICE FRANÇAISE & DES
MOUVEMENTS DE LA COLLABORATION
VOLUME 3

Grégory Bouysse





Première page d'une liste de « délation » publiée par le Parti Socialiste en ... 1947 !

Couverture, identification des personnages, de gauche à droite :

- En haut : Joseph Darnand, un officier de la LVF non identifié, deux membres algériens des Schutzkommandos de l'Organisation Todt, Marcel Bucard.
- En bas : Jacques Doriot, François Angers (volontaire de la Waffen-SS) et Marcel Déat.

Quatrième de couverture, divers sièges et permanences des mouvements de la Collaboration à Toulouse, de haut en bas, de gauche à droite :

- Permanence du Francisme, 28 boulevard de Strasbourg.
- Hôtel Family, lieu de cantonnement de l'équipe française du SD, 1 rue Maignac (aujourd'hui rue des Martyrs de la Libération).
- Siège du PPF en 1943-1944, 46 rue du Languedoc.
- Ecole Sainte-Barbe, 19 boulevard Armand Duportal, caserne de la Franc-Garde permanente en juillet-août 1944.
- Siège du Sipo-SD de la région Toulouse, 2 rue Maignac.
- Siège régional de la Milice Française, 34 rue Bayard.
- Permanence de la LVF, 32 rue de Metz.
- Château Bertier, à Pinsaguel, caserne de la Franc-Garde permanente en juin-juillet 1944.

Pour ce troisième volume, l'auteur frappe un grand coup, en livrant très exactement 145 biographies de chefs (de l'échelon local à régional) de la Milice et des partis collaborationnistes, ainsi qu'un grand nombre de volontaires de la LVF et de la Waffen-SS. Pour la première fois, le département du Tarn-et-Garonne est abordé. Le Tarn est à nouveau évoqué (absent du volume 2), ainsi que la Haute-Garonne et l'Ariège. Un certain nombre d'hommes ont également tenu un poste dans d'autres départements, ou dans les divers services de Vichy. D'autres enfin ont été seulement des combattants du front de l'Est, et ne doivent leur présence dans ce volume en particulier qu'au fait qu'ils furent jugés par la Cour de justice de Toulouse (ou ses antennes).

Je remercie Julien Vergne pour la confection de la couverture et des flyers promotionnels, et tous ceux qui me soutiennent et m'encouragent en achetant mes ouvrages, condition pour garder la motivation et la passion nécessaires pour continuer une telle entreprise, qui, bien que chronophage, est plus que jamais nécessaire.

Ouvrages du même auteur :

-Encyclopédie de l'Ordre Nouveau – Histoire du SOL, de la Milice Française & des mouvements de la Collaboration volume 1 », juin 2016, Lulu.com

-Encyclopédie de l'Ordre Nouveau – Histoire du SOL, de la Milice Française & des mouvements de la Collaboration volume 2 », septembre 2016, Lulu.com

-Waffen-SS Français volume 1 : officiers, avril 2011, Lulu.com

-Waffen-SS Français volume 2, septembre 2011, Lulu.com

-Légion des Volontaires Français, Bezen Perrot & Brigade Nord-Africaine, avril 2012, Lulu.com

-Waffen-SS Wallons volume 1 : officiers, mai 2013, Lulu.com

-L'auteur reste disponible et prêt à aider d'éventuels chercheurs, amateurs et descendants de volontaires à l'adresse e-mail suivant : encyclo-collaboration@hotmail.com

-Les dates de parutions des futurs volumes, ainsi que des documents inédits peuvent être trouvés sur la page internet suivante¹ :

<http://www.facebook.com/ordrenouveau>

La documentation suivante (inédite) est en ligne sur le site :

A. L'exposé des faits concernant la Brigade Marty. Afin de mieux comprendre les multiples opérations et arrestations effectuées par cette unité, qui opéra successivement dans de nombreuses régions (Tunisie, Paris, Montpellier, Toulouse, Allemagne), et dont l'énumération des actions dans ce volume aurait considérablement alourdi les biographies².

B. Les numéros 2 à 8 de « Combats » (journal officiel de la Milice) en version numérisée.

C. Bulletin d'information à l'usage des cadres (service documentation-propagande de la Milice)

D. Instruction provisoire sur le Service Administratif et Financier de la Milice Française

1 L'ancien site est désormais désactivé.

(<https://dictionnaireordrenouveauetdelacollaborationenfrance.wordpress.com/>)

2 Exclusivement réservée aux acheteurs du présent livre, à titre documentaire, sans exploitation commerciale ou diffusion à des tiers (sur internet notamment).

SOMMAIRE

ADDENDAS VOLUME I & II

BIOGRAPHIES

→ PARTIE I - DÉPARTEMENTS & RÉGIONS MULTIPLES, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

-Inspecteurs de la Brigade Spéciale Marty : Robert BONNET ; René BRUNNER ; Charles CASTEL ; Henri CENS ; Jean GRINCOURT ; Julien LAFFARGUE ; André MARTIN ; Georges MOUCHY ; Pierre TINLAND

Georges d'AYRAL De SÉRIGNAC

André BARRÈRE

Henri BLANC

Louis BONHOURE

Marcel BRILLES

Georges CARTON

Bernard CAYRON

Robert CAZAUX

Jean CLÉRET / Guy CARTIÉ / Charles PUEL

Jules DEDIEU

Jean DERCHEUX

Henri DESCOUS

René DUPEYRON

Félix DUPIN

Pierre ESCOUTE

Maurice FERON

Jean LE ROND

Pierre MARTY

Gérard PALLUAT De BESSET

Claude PLATON

André PRAT

Max QUIQUEMPOIS

Henri ROUTARD

Albert STIRNEMANN

→ PARTIE II – HAUTE-GARONNE

David ALBA

Pierre AURIOL

Jean AUTHIER

Georges BAROILLER

André BAX

André BÉGUÉ

Gustave BÉRIA

André CAHUZAC

Alfred CAZENAVE

Marcel CHAUDON

Jean CLAUSSE

Pierre COMBRET

Raoul DANGIBAUD

Jean DARRIGADE

Louis DÉGUÉRET

Guy DOMERC

Fernand DUTAUD

Louis ERRE

Jacques FARAUT

Jean FERRET

Paul GARDEY De SOOS
Roger GRAU
Paul GRIVEL
Lucien JANTAUD
Henri LARGILLIÈRE
Fernand LARTIGUE
Eugène MAURY
Gabriel MIGINIAC
Pierre MIGINIAC
Louis MOIGNARD
François De MONES DEL PUJOL
Jean OLLIER
Jacques PANIER Des TOUCHES
Georges PARTHAIX
Jean PHEULPIN
François REBOUET
Louis RIGAUD
Justin ROUMAGNOU
Edmond ROUX
Jacques ROUX
Henri SAINTES
Pierre TAVERA
Gabriel UHL
René VIRONNEAU
Jean-Marie ZANOT

→ PARTIE III – ARIÈGE

Albert BLAZY
Jean BONREPAUX
Marcel BRUNET
Lucien CABIROL
Édouard CANTO
Pierre CASTET
Roger CLARAC
Pierre COSTE
Michel DELBOY
François DELPECH
Joseph DUPIN
Paul GABARRE
Émile GIRAL
Georges GOUZY
Paul GUILLOUX
Henri LOMBARD
Marcel MALHERBE
Joseph MARTINEZ
François MAURY
Casimir RIVIÈRE
David SANS
Gaston SAURAT
Henri SIRET
Robert TILLOIS
Jean TILLOT
Antoine TULLIÉ

→ PARTIE IV – TARN

André ALAUX
Gustave CAPELLE

Julien DUPUY
Xavier EPAGNEUL
Élie FABRE
Gaston HAMER
Roger ICHÉ
Édouard ISSALYS
Charles LOMBARD
Michel PIERRE
Henri De POUS
Henri RAYNAUD
Ernest ROHRBECK
Pierre ROUX
Louis TAPIÉ De CELEYRAN

→ **PARTIE V – TARN-ET-GARONNE**

Paul ABADIE
Georges d'AYRAL De SÉRIGNAC
François BÉGOT
Abel BLAZY
Charles BOILEAU
Claude BOSREDON
Paul BUFFA
Hippolyte CALLARD
Marius CAZENEUVE
Pierre CHAUDERON
Lucien DAYNÈS
René DAYNÈS
Adrien DOUMERGUE
Guy GOLDRÉE-BOILEAU De LACAZE
René JAMPY-SICRES
René LE PLAT
Alfred LINA
Léopold LONGUEVILLE
Lucien QUÉREILHAC
Henri RENARD
Albert REPOS
Paul RUFFIÉ
Paul SARDA

→ **ANNEXES & DOCUMENTATION**

- Lettre du *Corpo Volontari della Liberta Division Alpona ci Waltellna*) au Bataillon Français de la Milice, 21 avril 1945
- Lettre du Commando S.A.P à Tirano au commandant du camp de concentration des prisonniers de guerre français à Plaisance, 8 mai 1945
- Sièges et permanences des mouvements de la Collaboration : Haute-Garonne, Ariège, Tarn, Tarn-et-Garonne
- « Alerte Miliciens », par Joseph Darnand
- Cours politiques SOL
- Combats numéros 6, 7, 8 (extraits choisis)

ADDENDA VOLUME I

Pierre BONHOMME

-Sa date (ou lieu) de naissance est sans doute en partie erronée, car introuvable dans l'état-civil en ligne de Mazamet.

-Il sera le chef-adjoint du Groupe d'Action pour la Justice Sociale du Tarn en 1944³, suivant les cours de la caserne Mortier à Paris. Il est capturé par le maquis de La Prade (Aude) courant juillet 1944, en compagnie du membre du GA Auriol, et sont tous deux fusillés⁴.

Victor De BOURMONT

-Nommé chef régional-adjoint de la Milice à Toulouse en mars 1943 (succédant à Louis Deguéret), et non pas en mai-juin.

Jacques CARTONNET

-Il fut également, durant son exil en Allemagne, metteur en page pour le journal « La France », dépendant de la commission Bruneton.

Charles CLAUSSE

-Errata : Charles Clausse ne fut pas chef départemental des Jeunes de l'Europe Nouvelle ! Ce poste était en fait occupé par Jean Clausse (lien de parenté non connu)...

Maurice FOUCAULT

-Sa date de démission est en fait plutôt située en octobre 1942.

Louis MAS

-Il fut d'abord chef de trentaine dans le SOL, mais ne semble pas avoir conservé ce grade dans la Milice (absent des listes de port d'arme de décembre 1942 et février 1943).

-Il meurt assassiné par balle, rue Pharaon, et succombe à ses blessures le 6 septembre 1943⁵. Le tueur (le dénommé Frenkel) fut immédiatement arrêté, alors qu'il fuyait direction la place des Carmes.

ADDENDA VOLUME II

Pierre AUBRY (Biographie corrigée et augmentée)

Pierre Louis Aubry est né le 22 avril 1921 au Vésinet (département de Seine-et-Oise), fils d'un officier de marine de Villeneuve-de-Rivière⁶. S'engage dans la Marine marchande en juillet 1938. Revenu en

3 Dans le procès-verbal d'interrogatoire de Roger Iché (secrétaire fédéral du PPF du Tarn), ce dernier le mentionne comme chef du Groupe.

Mais le dossier de Fabre montre clairement que c'est Fabre (secrétaire fédéral-adjoint) lui-même qui était le plus haut placé au sein du Groupe d'Action.

On peut donc en déduire que Bonhomme était le chef en second...

4 Cette information est issue de témoignages contenus dans le dossier de Roger Iché.

Selon une autre source (témoignage du PPF et membre du GA Paul Abescat), ils furent arrêtés courant mai 1944, à Saint-Albi, dans le Tarn. Cette date paraît moins plausible (trop tôt).

Selon le dossier de Bonhomme (jugé par contumace), Bonhomme se serait replié de La Rochelle avec les troupes allemandes à la Libération, et aurait échappé de peu à la mort lors d'une attaque du maquis à Uchon (Saône-et-Loire). D'où vient une telle information ?

5 Comble de l'ironie, il avait déclaré, la veille de sa mort : « J'ai toujours considéré Costes comme peu intéressant. On n'aurait jamais dû l'admettre à la Milice. C'est un salaud qui n'a eu que ce qu'il méritait. En ce qui me concerne, je n'ai jamais fait de mal à quelqu'un, mais je ne sors cependant pas sans être armé. D'autres ont reçu des lettres de menaces, moi, je n'en ai jamais eues. »

Mas déplorait sans doute la connivence de Costes avec les allemands.

6 Selon les témoignages d'autres miliciens, son père était Enseigne de vaisseau et se trouvait à Tunis en 1942, comme directeur des transports maritimes de l'Amirauté française.

métropole en août 1939, il s'engage dans les Chars de combat. Replié dans le Gers, et démobilisé le 31 août 1940. Son unité blindée n'ayant vu aucun combat. Il rejoint à nouveau la Marine marchande septembre 1940 à juillet 1942), sur le cargo « Champenois » notamment (coulé près de Casablanca). Engagé en 1942 dans le 7^{ème} régiment de Chasseurs à cheval, à Nîmes. Il est réformé en octobre 1942, car jugé comme indésirable.

Il part habiter à Castelnau, dans les Hautes-Pyrénées, où il se marie en octobre 1943. Débarque à Foix début mai 1944, et devient chef de dizaine de la Franc-Garde permanente de l'Ariège, sans commandement précis, et affecté à l'état-major⁷. Il était aussi membre des Amis de la LVF⁸. Il fuit avec le convoi milicien en retraite, qu'il aurait quitté vers Montpellier.

Engagé dans les FFI à Lyon, devenant le chauffeur du commandant Richard, l'amenant jusqu'à Paris⁹. Il se promène alors en uniforme d'officier de marine. S'engage ensuite dans la 2^{ème} division blindée, comme pilote de char, il est arrêté deux jours avant le départ de son unité pour Belfort¹⁰, le 20 octobre 1944, et interné à Fresnes¹¹.

Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Haute-Garonne le 6 août 1945. Jugé le 6 décembre 1945 par la Chambre civique de Toulouse, et condamné à dix ans d'indignité nationale.

Gilbert CAMBEUR

-Proposé pour une citation en juillet 1944 : « Franc-Garde plein d'allant, a été blessé en se portant à l'assaut d'une position tenue par les hors-la-loi dans des conditions particulièrement dangereuses. »

Léonce CRISTOL

-Né le 25 novembre 1891 à Clermont l'Hérault (département de l'Hérault).

-Sert dans l'armée de 1912 à août 1919, et combattrait sur divers fronts, dont Verdun. Il entre ensuite comme employé de la SNCF.

-Il n'est pas versé à la Waffen-SS à cause de son âge, et est envoyé au camp d'Heuberg, comme chef des téléphonistes. Participe aux opérations en Italie du nord à la fin de la guerre.

-Jugé le 18 janvier 1946 par la Cour de justice de Toulouse, et condamné à deux ans de prison, dix mille francs d'amende et la dégradation nationale.

Robert DUBLAIX

-A noter qu'il semble avoir commencé à servir dans l'unité de Haute-Garonne, car il dirigeait l'une des trois dizaines de l'unité commandée par Darrigade envoyée dans le Gers, le 9 mai 1944.

Jean ROGER

-Il dirigeait un service de renseignements formé par Marty à Saint-Dié (Vosges), fin octobre 1944, pour le compte du SD.

-Il était toujours signalé en fuite à la date de mars 1947 (procès Marty).

Aubry se vantait en disant être le fils du fameux Vice-amiral Aubry (1859-1921). Mais il n'était pas apparenté à cet homme !

7 Il servit un temps au sein du 2^{ème} service.

Il prétendra n'avoir rejoint la Milice que le 10 juillet 1944 à Toulouse (sur les conseils de Claude Platon), afin de se soustraire à une plainte pour abus de confiance (40 000 francs lui avaient été confiés pour achat de cognac, et il les avait dilapidés) et au départ pour le STO.

8 Adhère le 4 août 1944, avec le numéro 66.

9 Il aurait commis plusieurs délits (escroquerie et abus de confiance) à Paris et Saint-Germain-en-Laye. Il avait emprunté 10 000 francs à un tenancier de maison close, et avait reçu 24 000 francs pour acheter de l'alcool, qui n'a jamais été livré. Aubry avait un grand talent pour le mensonge et s'inventer une vie !

A noter qu'il fut condamné par contumace pour vol en février 1942 à Marseille. Et en mai 1944 pour abus de confiance à Castelnau, où il habitait.

10 D'après le témoignage d'un camarade milicien (Bauzeil), il fut embauché comme interprète dans l'armée américaine, le 16 septembre 1944 à Vésoul. Cela est moins probable.

11 On avait trouvé un ticket de vin provenant de la Milice.

PARTIE I - DÉPARTEMENTS & RÉGIONS MULTIPLES,
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Robert BONNET

Membre de la Milice à Montpellier, intègre la brigade à Montpellier, comme indicateur. Nommé inspecteur de police le 3 mars 1944.

Sur ordre de ses supérieurs, il infiltre le maquis de Saint-Rome-de-Cernon, dans l'Aveyron. Il eut l'imprudence de téléphoner à Marty dans un hôtel de la localité, et fut démasqué, puis fusillé par le maquis avant que les inspecteurs Castel et Grincourt n'arrivent dans le village.

Son cadavre sera retrouvé par l'inspecteur Gourmand. Des funérailles solennelles lui sont faites à Narbonne, en présence de Marty et des inspecteurs. Proposé pour une décoration avec une citation : « A accompli en service commandé plusieurs missions périlleuses, a été exécuté par des terroristes dans l'accomplissement de son devoir. »

René BRUNNER

René Fernand Gustave Brunner est né le 26 novembre 1921 à Montpellier (département de l'Hérault). Nommé inspecteur de la police d'Etat, le 15 mars 1944, il entre peu après dans la brigade Marty, à Montpellier, montrant une activité débordante¹². Brunner rejoint son chef Marty à Toulouse, début mai 1944. Il opère notamment dans l'Aude. Début juin 1944, il accomplit des missions de surveillance sur les maquis de Tonneins et Villeneuve-sur-Lot.

Suit Marty en Allemagne, où son activité suit celle de son chef. Il entre au service du SD du Standartenführer Bickler, puis séjourne à Sigmarigen à partir du 15 février 1945, intégré à la police locale. Il regagne Paris, après la guerre (il y arrive vers le 21 mai 1945), où il sera arrêté en juillet.

Jugé et condamné à mort avec Marty.

Charles CASTEL

Charles Castel est né le 12 juillet 1918 à Chasse-sur-Rhône (département de l'Isère). Chef de la Brigade spéciale Marty (à Tunis, Montpellier puis Toulouse). Il était l'homme de confiance de Marty, dirigeant les opérations et les affectations des différents inspecteurs sous ses ordres, à partir de janvier 1944 (succédant à Cens).

En disgrâce auprès de Marty, il est limogé le 7 juin 1944¹³, et quitte la brigade (il semble être entré quelques jours au 2^{ème} Service de la Milice). Le 13 juin 1944, Marty fait arrêter la maîtresse de Castel (madame Brousse, ancienne résistante) par les allemands. Huit jours après, Castel parvient à la faire libérer, en intervenant auprès du SD, et en payant près de 250 000 francs (en argent, voitures et bijoux). Marty, furieux, décida de faire arrêter Castel, mais les allemands s'y opposèrent.

Signalé en fuite en mars 1947, lors du procès de la brigade Marty...

12 Il se met immédiatement en chasse, arrêtant plusieurs personnes, et les interrogeant durement à l'intendance de police de Montpellier.

Le 21 mars 1944 a lieu une opération anti-maquis à Saint-Victor, sous la direction de Marty. La villa de l'ingénieur Subsol, responsable résistant, fut fouillée et pillée. D'autres opérations eurent lieu à Saint-Affrique, le 25 mars 1944. L'institutrice fut interrogée et torturée à la machine électrique. Trois jours plus tard, Subsol et un comparse sont arrêtés chez l'instituteur de Faverolles.

Un parachutage allié fut récupéré par la brigade, qui détourne ainsi trois tonnes de matériel.

13 Castel menait un train de vie très supérieur à Marty. Dépensant jusqu'à 100 000 francs par mois !

Henri CENS

Henri Cens est né le 22 janvier 1919 à Confolens (département de la Charente). Chef de la Brigade Marty depuis les débuts, en 1943 en Tunisie. Il sera l'un des inspecteurs les plus durs, n'hésitant pas à torturer les détenus internés à la prison de la Kasbah.

Evacué en France par avion en avril, il reprendra du service auprès de Marty, à Paris, puis Montpellier. Grièvement blessé par balle à la tête le 23 décembre 1943, durant la mutinerie de la prison de Montpellier. En effet, une balle était sortie malencontreusement du revolver de l'inspecteur Castel, occupé à frapper un détenu avec sa crosse. Cens reste atteint d'une infirmité semi-totale, et ne reprit pas du service à la Brigade. Il obtient la Médaille d'argent.

Arrêté à Paris à la Libération, et détenu à Fresnes. Il n'a pu être transféré à Toulouse en 1947, sans doute à cause de son état de santé. Son cas sera donc disjoint, et il sera jugé à Paris.

Jean GRINCOURT

Jean Grincourt est né le 23 janvier 1919 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Il entre à l'âge de seize ans à l'école des apprentis mécaniciens de Toulon, puis s'engage dans la Marine, qu'il quitte en avril 1942, au grade de quartier-maître mécanicien.

Après un bref séjour en métropole, il revient à Tunis, où vit sa fiancée. Il entre dans la police de Tunis au mois de juillet 1942, comme gardien de la paix. Il adhère au PPF en décembre 1942. Rejoint la brigade Marty le 20 février 1943, sur influence d'inspecteurs qu'il avait connu à la Marine. Il quitte la Tunisie dans un avion allemand, le 12 avril 1943. Atterrit en Italie, puis regagne la France, rejoignant Paris pour retrouver les PPF tunisiens exilés.

Son reclassement dans la police de métropole tardant à venir, il se met au service de l'Abwehr comme agent de renseignements, appointé huit mille francs par mois. Il effectue des missions à Istres (surveillance de la maîtresse du résistant Firpi), puis à Tours, où plusieurs résistants sont arrêtés et des commerces pillés. Il chasse également les trafiquants du marché noir, dans des opérations de faux policier, afin de détourner l'argent à son profit.

Il gagne Montpellier en décembre 1943, et intègre la brigade Marty, comme inspecteur de police régionale d'Etat. Bon nombre d'inspecteurs travaillent alors en sus pour le compte du SD allemand (dont ils possèdent un permis de port d'arme et de circuler). Plusieurs arrestations sont faites à Sète, Béziers, Bédarieux, puis en Lozère.

Il opère à Toulouse à partir du 1^{er} mai 1944, au rang d'inspecteur de police nationale. Participe à la plupart des opérations effectuées dans la région. Fuit en Allemagne à la Libération, il serait passé au service des allemands, comme recruteur d'espion et acheminement de ces derniers vers les lignes alliées. Il entre au service du SD du Standartenführer Bickler, puis séjourne à Sigmarigen à partir du 15 février 1945, intégré à la police locale.

Il tente de passer en Suisse à la fin de la guerre, mais n'y parvenant pas, se rend en Italie, où il sera arrêté par les partisans, alors qu'il se cachait sous une fausse identité. Remis aux américains, puis aux français. Jugé et condamné à mort avec Marty.

Julien LAFFARGUE

Julien Honoré Laffargue est né le 4 février 1918 à Sainte-Suzanne (département de l'Isère). Il sert dans la Marine de 1935 à 1942. Démobilisé à Bizerte en octobre 1942, il passe le concours de gardien de la paix, et est affecté à Bizerte, à la B.S.T. Laffargue remplit un rôle administratif jusqu'au débarquement allié de novembre. A la mi-décembre, il est affecté à la B.S.T de Tunis, comme chargé des affaires administratives de la brigade Marty, faisant la liaison avec les autorités allemandes. Il adhéra au PPF, comme la plupart des membres de la brigade, assistant à au moins une réunion, en mars 1943.

Quitte la Tunisie par avion, fin mars 1943. Il revient en France via l'Italie, et gagne Salaise-sur-Sannes. Il passe ensuite un séjour chez ses parents, à Sainte-Suzanne (Isère). Il gagne Paris au début de l'été 1943, afin de retrouver Marty et son équipe. Ce dernier leur donne quelques jours de congé, en attendant qu'il soit reclassé dans l'administration. Laffargue regagne le domicile de ses parents.

Rappelé par Marty à Paris fin juillet 1943, Laffargue intègre l'*Abwehr*, avec un appointement de 8000 francs par mois. Il effectua des missions à Orléans (détection de dépôts d'armes), Tours, Clermont-Ferrand, Limoges et Lyon (arrestations de résistants).

Muté à Montpellier en novembre 1943, dans la brigade Marty reconstituée. Il continue de travailler pour le SD local. Le 23 décembre 1943, la mutinerie de la maison d'arrêt de Montpellier est matée.

Suit son chef à Toulouse, fin avril 1944. Laffargue fera équipe avec Druilhet (nouvelle recrue, chef milicien du Gers), participant à de nombreuses arrestations dans le Gers (Eauze, Lectoure, Auch). Il suivit également Marty dans les nombreuses opérations anti-maquis, dans l'Ariège notamment.

Réfugié en Allemagne, il transite par Kassel puis Baden-Baden, sans activité particulière. Rejoint ensuite Marty à Sigmarigen, comme employé de police judiciaire du gouvernement en exil. Il quitte la ville vers le 15 avril 1945, fuyant l'avancée alliée. Il échoue à passer en Suisse, et se rend en Autriche, où il est arrêté par les Alliés, le 8 mai 1945.

André MARTIN

André Louis Adolphe Martin est né le 13 février 1911 à Saint-Affrique (département de l'Aveyron). Chef d'arrondissement de l'Armée Secrète à Saint-Affrique (sous les ordres du chef départemental Freychet) de 1942 à mars 1944, sous le pseudonyme de « Blanchard ». Arrêté le 25 mars 1944 par la brigade Marty, en compagnie du résistant Soubsoil, grâce à des renseignements donnés par sa maîtresse, elle-même récemment arrêtée (et qui deviendra la maîtresse de l'inspecteur Castel !)

Conduit à l'Intendance de police de Montpellier, il est mis en confiance par Marty et l'inspecteur Castel, il donne des stocks clandestins d'essence et de vivres (respectivement à Pinet, et Rochefort). Martin intègre la brigade Marty comme inspecteur auxiliaire. Il suit la brigade dans plusieurs expéditions en Aveyron (château de Varlhauzy, Saint-Victor, ferme des Trois-Frères).

De retour dans sa cellule à Montpellier, il se garde bien de signaler qu'il est « bien » avec la brigade. Ayant rétabli la liaison avec son chef Freychet, ce dernier lui donne l'autorisation d'intégrer la brigade Marty, comme agent double. Martin clamera après la guerre avoir parfaitement rempli son rôle en informant la résistance des activités de la brigade.

Courant juin 1944, il rejoint le P.C de la Résistance, à Saint-Victor-et-Melvieu. Il sera blessé par les allemands durant une attaque, et hospitalisé à Saint-Affrique. Arrêté et mis en cause en mars 1947, dans le procès Marty, il est mis en liberté provisoire.

Georges MOUCHY

Georges Mouchy est né le 23 janvier 1907 à Mello (département de l'Oise). Sous-officier de carrière, il se trouve en congé d'armistice à Tunis, quand il est recruté par la brigade Marty, en février 1943, comme inspecteur auxiliaire. Parmi ses missions : recherche et arrestations d'agents ennemis. Il participa à l'arrestation de Philip (préfet de police de Tunis, suspect aux yeux de Vichy et des allemands). Il était également membre du PPF.

Replié en France, travaille à Montpellier à partir de décembre 1943, comme agent spécial de la brigade Marty, chargé du service intérieur de l'Intendance de police.

A Toulouse, il est particulièrement chargé de la liaison entre l'Indendance de police, le SD et la Milice. Mais il participa aussi aux opérations sur le terrain¹⁴. Prend la direction de la Brigade, après l'éviction de Castel, le 7 juin 1944.

Réfugié en Allemagne, il se met au service du Standartenführer Bickler, qui l'envoie comme mouchard dans les camps de prisonniers français. Il rejoint ensuite Marty, à Baden-Baden puis Sigmarigen (15 février 1945). Il sera arrêté dans le Tyrol autrichien par les américains. Jugé et condamné à mort avec Marty.

Pierre TINLAND

Pierre Claude Tinland est né le 13 novembre 1924 à Caen (département du Calvados). S'engage dans l'armée en septembre 1942, il n'a pas le temps de rejoindre son régiment en Afrique du nord, en raison du débarquement allié de novembre. Tenant garnison à Nîmes, il est rapidement démobilisé. En mars 1943 il est admis dans un centre de reclassement professionnel, à Paris. Il y fait la connaissance de Marius Bachelet¹⁵, membre du Francisme, avec qui il assiste à des réunions, et fait de la propagande (notamment auprès de ses camarades du centre de reclassement).

Il s'engage dans l'organisation « Jeunesse et Montagne », et est envoyé à Blagnac en avril 1944 (avec près de soixante dix autres jeunes), afin de participer à des travaux de déblaiement. Il s'intègre au milieu franciste de Toulouse (faisant la connaissance de Stirnemann, Cavalerie, Durant, etc).

En mai 1944, il recroise son ami Bachelet (il est alors intégré à la *Schutzpolizei* locale) à l'exposition anti-bolchevique, à Toulouse. Libéré de « Jeunesse et Montagne » en juin 1944, il hésite à prendre du service au SD local, sur influence de Bachelet. Toutefois, il apportait régulièrement des informations à ces derniers, en écumant les cafés de la ville.

S'engage dans le G.M.R Aquitaine (stationné à Lardenne) en juillet 1944. Immédiatement après, il est mis à la disposition du lieutenant Jean Roger, chef de cabinet adjoint de Marty¹⁶. Il a pour rôle de moucharder (provoquant l'arrestation d'au moins trois personnes).

Réfugié en Allemagne avec Marty, ce dernier le détache à la Milice (service du mess des officiers), puis le rappelle à Baden-Baden, le 28 octobre 1944. Il est ensuite affecté au SD (service du colonel Bickler). Il est chargé de l'interrogatoire des prisonniers français. Il est ensuite affecté à Sigmarigen, comme chargé du service de la gare, contrôlant l'identité des arrivants dans la ville. Refoulé à Feldkirch par les autorités suisses le 9 mai 1945, il est arrêté par la Sécurité militaire française, et transféré en France, le 23 juin 1945. Jugé et condamné à mort avec Marty.

14 Parmi son principal fait d'arme : se faire passer pour un colonel parachuté, à Carmaux. Usant d'un mot de passe intercepté, il arrête (en compagnie des inspecteurs Castel, Brunner et Puchouau) plusieurs responsables de l'A.S.D de la XVI^{ème} région. L'arrestation tourna mal, les résistants prirent la fuite. Mais le chef régional Bouloc fut abattu par Mouchy, alors qu'il tentait de fuir.

15 Voir le volume 1.

16 Voir le volume 2.

Georges d'AYRAL De SÉRIGNAC

*Inspecteur au Secrétariat Général du Maintien de l'Ordre (Vichy)
Chef départemental / Chef départemental-adjoint du SOL & de la Milice Française (Tarn-et-Garonne)*



Georges Jean Pierre Marie Germain d'Ayral De Sérignac¹⁷ est né le 13 août 1914 à Tanger, au Maroc. Son père y était directeur d'une usine de chaux et de ciment. Il fait ses études secondaires au collège espagnol de Tanger, puis est envoyé à Toulouse en 1928. De 1931 il étudie à l'institut de chimie et à l'institut agricole, à Toulouse. Il en sort ingénieur I.A.T. Il passe ensuite une année en Tunisie, à Mamaha-Mlif, dans une usine de chaux ayant appartenue à son grand-père.

Effectue son service militaire en 1935-1936, à la base aérienne d'Istres. Nommé sergent pilote au bout de six mois seulement. Libéré, il s'installe à Toulouse, travaillant dans une usine de chaux et de ciment appartenant à son oncle. Il fut militant nationaliste actif¹⁸.

Mobilisé en septembre 1939, et affecté au front des Vosges, comme sergent estafette (il ne put effectuer qu'une seule mission). Démobilisé le 31 juillet 1940 à Salon-de-Provence, où son unité s'était repliée. Trouve un emploi de chef-adjoint de province aux Compagnons de France rémunéré 3200 francs, jusqu'au rattachement de ce mouvement au commissariat du travail. Quitte ce poste en mai ou juin 1942¹⁹.

Adhère au SOL à Toulouse quelques mois après sa formation sur proposition de Souverain, qu'il a connu durant ses années d'études. Il avait un rang de chef, mais on ne sait lequel²⁰. Nommé chef

17 Certains documents le nomme « De Sévignac » voire « De Savignac » par erreur.

18 De tendance Action Française, il aurait fait du trafic d'armes avec les nationalistes de Franco.

19 A son procès, d'Ayral dira n'avoir quitté les Compagnons qu'en octobre 1942, au moment où Souverain lui propose un poste rémunéré au SOL...

20 Un document des RG de Haute-Garonne, daté du 27 juillet 1942, l'indique comme chef SOL, mais sans préciser son poste...

départemental du SOL du Tarn-et-Garonne²¹ fin novembre 1942²², au salaire de 3500 francs. Il échappe de peu à un attentat, le 1^{er} mai 1943²³. Il est « rétrogradé » chef départemental-adjoint vers le 9 avril 1943²⁴. Bien que Descous le remplace, il continue d'officier jusqu'au 15 mai 1943²⁵, ce qui provoque la colère du préfet du Tarn-et-Garonne, qui désirait le voir suspendu pour de bon ! Ayral était peu populaire, et manquait d'énergie²⁶.

Arrêté par les allemands le 2 juillet 1943, car accusé d'avoir détourné des documents confidentiels et des stocks d'armes issus de l'armée d'armistice (stocks de Bressols et Verlhac-Tescou). Envoyé à Lyon, puis à Nîmes, il parvient à s'évader, fin juillet 1944. Il vit alors caché chez une amie à Toulouse, puis à Vic-Bigorre, et enfin Nice.

Fin mai 1944 (non certain), il apprend par Philippe Henriot que ses ennuis avec la police allemande sont terminés. Il obtient le 1^{er} juin 1944 un poste d'inspecteur au secrétariat général du Maintien de l'Ordre, à Vichy²⁷. Se sentant de nouveau inquiété par les allemands, il quitte Vichy pour Toulouse, fin juillet 1944 semble-t-il. Arrêté dans la rue à Toulouse par les FFI, le 22 août 1944.

Condamné à mort, la dégradation nationale et la confiscation de ses biens par la Cour de justice de Toulouse le 2 juillet 1945²⁸. Son pourvoi en cassation est rejeté dès le lendemain. Toutefois, sa peine sera commuée en travaux forcés.

21 Par défaut, il n'était à la base que « chef-adjoint faisant fonction de chef », bien qu'il signe la plupart de ses documents officiels du titre de chef départemental.

22 Le document le plus ancien le mentionnant chef départemental du Tarn-et-Garonne date du 16 décembre 1942. Il a sans doute été nommé peu avant.

23 On vint sonner chez lui, de nuit, sous un faux prétexte. Prudent, d'Ayral se munit d'un revolver, ouvrit la porte et se mit en retrait immédiatement, évitant ainsi le coup de feu. Il ne parvint toutefois pas à rattraper son agresseur.

24 A cause de l'affaire de Verlhac-Tescou, ou Bayard et d'autres avaient « pillé » un dépôt d'armes clandestin. Bien que d'Ayral n'ait pas pris la décision de cette mission, il eut à en subir les conséquences.

25 Ou tout début juin 1943 maximum. Car d'Ayral n'apparaît plus dans les cadres de la Milice du département en juillet 1943 (source : carnets de comptabilité de la Milice).

26 Décrit comme « royaliste, ambitieux, chef modéré, trop naïf, peu énergique, pas très psychologue manquant du timbre de voix qui va bien à un chef important ou à un tribun ». Personne ne voulait de lui comme chef-adjoint. Mais Descous y tenait : « Je conserve d'Ayral envers et contre tout ! ».

27 Cité comme inspecteur de la Milice à la date du 24 juin 1944. Il opéra notamment à Cusset, où il abattit un homme durant une opération en compagnie du chef Blanchard et de deux autres miliciens.

28 La sévérité de la peine est due au fait que le 24 juin 1944, lors de l'interpellation d'un jeune réfractaire à Cusset (en compagnie du milicien Gilbert Blanchard), il abattit ce dernier d'un coup de revolver (soi-disant car le réfractaire s'était enfui tout en les menaçant d'une arme, ce qui est peu probable).



D'Ayral (en bas à droite), probablement durant son séjour aux Compagnons de France²⁹.

29 Il n'est pas certain à 100% que ce soit d'Ayral sur cette photo (de même que la première en haut). Ces deux photos, prises en Isère (non datées) ont été trouvées dans le dossier Cour de justice d'Ayral, sans aucune indication particulière les accompagnant.

André BARRÈRE

Waffen-Oberscharführer der SS

Chef de centaine de la Franc-Garde permanente (Ariège)

Chef de Cohorte du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)



Promotions :

Caporal

Sergent : 01.01.1940

Chef de Cohorte (SOL / Franc-Garde bénévole)

Chef de centaine-adjoint (Franc-Garde permanente) : 08.05.1944

Chef de centaine (Franc-Garde permanente) : juin 1944

Waffen-Oberscharführer der SS : 05.11.1944

André Barrère est né le 29 janvier 1897 à Perpignan (département des Pyrénées-Orientales). Il étudie au lycée de Foix puis au collège de Perpignan. Il entre comme apprenti à la maison de tissus Villanove, à Perpignan, en 1913, puis embauché un an plus tard à « La Personne » (magasin de nouveautés), à Toulouse.

Mobilisé le 15 décembre 1915, et affecté au 53^{ème} régiment d'infanterie (à Perpignan). Il part au front le 23 juillet 1916, au 9^{ème} bataillon de cette unité. Affecté au dépôt divisionnaire du 171^{ème} régiment d'infanterie, le 22 janvier 1917. Affecté à la 2^{ème} compagnie, il combat dans le secteur de Soissons à partir du 13 mai, puis dans la Somme, les Vosges, et au Chemin des Dames. Fait prisonnier le 30 mars 1918 à Sovillers-Morgival, et amené dans un camp à Saint-Quentin. Il s'évade le 11 novembre 1918 (troisième tentative), quelques heures avant la signature de l'armistice !

En mars 1919 il est volontaire pour l'armée d'Orient, au sein du 176^{ème} régiment d'infanterie, puis passe au 4^{ème} régiment de Zouaves. Il fait l'occupation en Bulgarie et en Roumanie. Revenu en France le 31 août 1919, et démobilisé peu après. Il reprend son emploi au magasin « La Personne ». En septembre 1922 il entre à la maison « Sabatier », comme voyageur de commerce, puis en 1924 à la maison « Wallaert frères » (société de tissage). Son rayon de vente s'étend alors sur 28 départements du Midi. Il avait adhéré à l'Action Française.

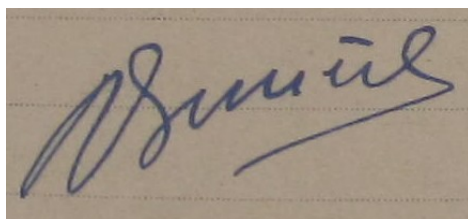
Mobilisé d'août 1939 à août 1940, comme chef comptable du 171^{ème} régiment régional, à Saint-Gaudens puis Luchon, unité qui ne voit aucun combat. Il occupe un emploi d'agent civil auxiliaire à la caserne Niel, à Toulouse, jusqu'en mai 1941, et retourne travailler pour la maison « Wallaert ». Adhère à la

LFC le 11 novembre 1940, puis au SOL le 30 octobre 1941 (matricule 43). Il fut chef de la Cohorte du SOL³⁰ puis de la Franc-Garde bénévole de Toulouse. Nommé chef de centaine de la Franc-Garde permanente de l'Ariège³¹ fin mai 1944, amenant avec lui quarante-huit Francs-Gardes de Haute-Garonne. Il fut donc le principal chef militaire milicien du département, menant bon nombre d'opérations contre le maquis jusqu'à la Libération³².

Versé à la brigade « Charlemagne », comme chef de section à la 1^{ère} compagnie du *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 58*³³. Il quitte le commandement de sa section le 12 janvier 1945, car affecté à la compagnie d'état-major de ce même régiment, sans commandement précis. Envoyé suivre un stage (mécanicien-chauffeur) à Sbirow (Bohême-Moravie) le 16 février 1945, il ne rejoint Wildflecken que le 15 mars 1945, y retrouvant de nombreux soldats de retour de stage et des rescapés de Poméranie. Un bataillon de marche est formé. Ils quittent Wildflecken le 27 mars 1945, rejoignant le régiment Hersche, et affecté à la 3^{ème} compagnie. Fait prisonnier le 2 avril 1945 à Richtenhausen, par des éléments de la 11^{ème} division blindée américaine.

Condamné à mort par contumace le 21 juin 1945 par la Cour de justice de Toulouse. Rejugé le 18 janvier 1946, encore à Toulouse, et condamné aux travaux forcés à perpétuité, à la dégradation nationale à vie et la confiscation de tous ses biens. Sa peine sera réduite à quinze ans de travaux forcés, en juillet 1948.

Barrère est décédé le 8 mars 1972 à Perpignan.

A handwritten signature in blue ink on a light brown background. The signature is stylized and appears to be 'Barrère'.

30 Le document le plus ancien le mentionnant à ce poste date du 14 décembre 1942.

31 Chef brutal et autoritaire, prévenant qu'il ferait fusiller tous ceux qui quitteraient la Milice.

Il semble qu'avant cela, il occupait un poste subalterne (cité comme chef de centaine-adjoint dans la liste des miliciens de Haute-Garonne versés à la F-G de l'Ariège) à la Franc-Garde permanente de Haute-Garonne, depuis le 8 mai 1944 au moins. Lui seront reprochés des arrestations dans le Gers.

32 Roquefixade, La Crouzette, Betchat, Gabre, Vira, la Bastide de Sérou, etc.

33 Selon Eric Lefèvre, il fut plutôt le Spiess de la compagnie.

Henri BLANC

Chef de main de la Franc-Garde permanente (Ariège ; Tarn)

Henri Blanc est né le 15 septembre 1924 à Castres (département du Tarn). Employé dans le commerce de ses parents, à Castres, il s'engage dans la Franc-Garde permanente de l'Ariège en décembre 1943, afin d'éviter le STO. Envoyé à l'école des cadres d'Uriage afin de suivre un stage de douze jours, dont il sort chef de main³⁴. Du 25 janvier au 5 avril 1944 il participe aux opérations de Haute-Savoie.

Après un bref séjour à Toulouse à la mi-mai 1944, il est affecté à la Franc-Garde permanente du Tarn. Il prend part au convoi milicien en retraite en août 1944, mais l'aurait quitté en route, à Montpellier. Reboussant chemin vers Béziers, où il fut apparemment capturé et fusillé par des FFI³⁵.

Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse le 7 septembre 1945.

34 Il est décrit comme tel dans sa fiche individuelle d'Uriage :

« Moyennement intelligent et sans grande envergure. Bonne humeur. Veut rester franc-garde et limiter ses ambitions au grade de chef de main. C'est un sage ! »

35 Non certain.

Source : témoignage de l'inspecteur du 2^{ème} service de l'Ariège Joseph Martinez. Ce dernier quitta Blanc à Montpellier, et quelques jours après il lut dans les journaux qu'un milicien nommé « Blanc » avait été fusillé à Béziers...

Louis BONHOURE

Secrétaire régional de la LVF (Toulouse)

Secrétaire départemental de la LVF / Légion Tricolore (Ariège), Membre du PPF



Louis Bonhoure est né le 8 juin 1912 à Saint-Jory (département de la Haute-Garonne). Engagé dans l'armée de 1930 à 1932, il travaille ensuite quelques mois chez son beau-père, à Mazamet. Il s'engage dans la Garde mobile, et servira de nombreuses années à Meknès, au Maroc. Il est rayé des cadres de la Garde fin 1941, pour avoir correspondu par lettre avec une femme juive internée au camp de Rivesaltes³⁶.

Rentré en France en avril 1942, un membre influent du PPF de Narbonne le « pistonne » pour qu'il obtienne le poste de secrétaire départemental de la LVF de l'Ariège. Bonhoure était rémunéré 3000 francs par mois, et tenait son bureau à Foix. Il adhère dans la foulée au PPF. Sollicité par Pincemin pour entrer dans la Milice vers février 1943, il refuse.

Il quitte son poste en mars 1943, et part pour Toulouse, comme secrétaire régional de la LVF³⁷. Il quitte cette fonction au plus tard fin août 1943³⁸, et part en Allemagne comme chauffeur, à Dresde (dans l'Organisation Todt ou la NSKK ?)³⁹.

Muté dans un Kommando disciplinaire à la fin de la guerre, pour coups et blessures sur un ouvrier allemand. Dirigé ensuite à la prison de Dresde, en attente d'y être jugé, il est libéré par l'avancée des troupes russes, le 27 avril 1945. Il rentre chez ses parents, à Revel, le 6 juin 1945.

Jugé par contumace le 31 mars 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à la dégradation nationale. Il se rend de lui-même aux autorités à Toulouse, le 16 juillet 1945, et est écroué au camp de Noé.

36 Quand Bonhoure demanda des explications à son colonel, ce dernier lui répondit « qu'il était bon pour faire un soldat sous la 3^{ème} République, et non sous le nouveau régime. »

Note personnelle de l'auteur : il ne serait pas étonnant que ce colonel ait par la suite fait une brillante carrière dans le nouveau régime républicain...

37 Selon Julien Meunier, il aurait rejoint Toulouse en juin 1943 seulement...

38 Le capitaine Rollet entre en fonction à ce poste dès le premier jour de septembre 1943.

39 A son procès, Bonhoure déclara qu'il démissionna de la LVF et du PPF en mars 1943 !

Peu après son arrivée à Toulouse, il aurait été accosté dans la rue par des soldats allemands (peut-être des SS...), qui l'emmènent rue du Taur, où on lui demande des explications sur sa démission de la LVF. On l'aurait alors envoyé sous bonne garde au château de Vincennes, où il effectue un stage de chauffeur durant huit jours, puis est envoyé à Dresde. Il est alors, selon ses dires, employé comme chauffeur de transports en commun.

Cette version paraît peu crédible !

Marcel BRILLES

Chef du 2^{ème} Service de la Milice Française (Tarn-et-Garonne)

Inspecteur du 2^{ème} Service de la Milice Française (Haute-Garonne)

Chef de centaine de la Franc-Garde bénévole (Castelsarrasin - Tarn-et-Garonne)

Promotions :

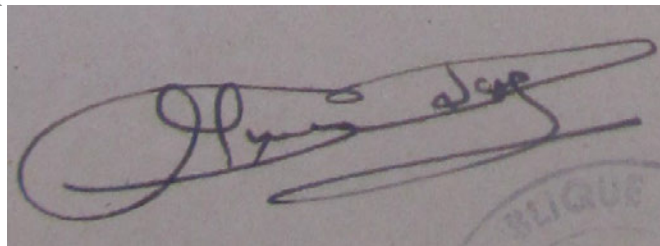
Chef de trentaine (Franc-Garde bénévole) : août 1943

Chef de centaine (Franc-Garde bénévole) : novembre 1943

Marcel Lucien Isidore Brilles est né le 11 août 1897 à Toulouse (département de la Haute-Garonne), d'un père industriel en chaussures à Toulouse. De 1912 à 1915 il est envoyé à Barcelone par son père, au lycée Garcia Goy, afin d'apprendre la langue espagnole⁴⁰. Mobilisé en 1916⁴¹, et affecté au dépôt d'artillerie de Carcassonne. Il monta brièvement en ligne trois fois, avant d'être à chaque fois évacué à cause de ses crises d'épilepsie. Démobilisé pour une durée d'un an, il se ré-engage une dernière fois, et est envoyé au front de Salonique, où il attrape le paludisme. Il est finalement rapatrié, peu de temps avant la fin de la guerre.

Il tenait un office de contentieux et de recouvrement à Agen (au 109 boulevard de la République) depuis 1935, après avoir été représentant commercial dans l'usine de son père (vendue en 1934). De moralité commerciale douteuse, il faisait l'objet de plusieurs plaintes pour escroquerie⁴². Simple membre du SOL (depuis décembre 1942) puis de la Milice à Agen, il quitte cette ville pour Castelsarrasin (au printemps 1943 semble-t-il), laissant derrière lui de nombreuses dettes.

Il effectue un stage à l'école d'Uriage, du 10 juillet à fin août 1943, et en sort chef de trentaine. En novembre 1943, il est nommé chef de la 3^{ème} centaine du Tarn-et-Garonne (arrondissement de Castelsarrasin). Participe aux opérations de Haute-Savoie, où il ne serait resté qu'un mois maximum, étant évacué pour cause d'épilepsie.



Il est nommé inspecteur du 2^{ème} Service de la Milice en Haute-Garonne en avril 1944⁴³. Fin juin 1944 il revient à Montauban (après une violente altercation avec le chef Pincemin⁴⁴), et est promu chef du 2^{ème} Service du Tarn-et-Garonne. Brilles sera particulièrement actif à Montauban⁴⁵.

Exilé en Allemagne, il démissionne de la Milice vers le 15 octobre 1944 (il s'estimait trompé par la Milice), il occupera un poste d'employé de bureau pour la commission gouvernementale (section finances) de Sigmarigen, jusqu'au 27 avril 1945⁴⁶. Il est arrêté à Colmar le 9 juin 1945, après avoir traversé le Rhin en

40 Il fut victime en 1914 d'un grave accident de side-car. Il fut grièvement blessé à la tête (il conduisait) et resta plus d'un mois dans le coma. Son ami fut tué sur le coup, et on ne lui apprit que quelques semaines après son réveil.

Brilles souffrira toute sa vie des séquelles de cet accident, notamment des tics (Ne pas marcher sur le bord d'un trottoir, ni à la gauche de quelqu'un, ou bien sursautait à la moindre détonation... Ce qui fait qu'il ne tirera jamais un coup de fusil de sa vie).

Il suivra ensuite un traitement de huit mois à la maison de santé du docteur Nogues, à Toulouse. Il ne sortait jamais seul, à cause de crises comitiales.

41 Il aurait pu se faire exempter de service militaire grâce à un certificat médical, mais il refusa.

42 Il comparait devant le tribunal correctionnel d'Agen le 28 juin 1939, mais est relaxé.

43 Il effectua de nombreuses opérations contre le maquis (arrestation de dix personnes à Salies-du-Salat, arrestation du commandant Millet à Carcassonne le 27 mai 1944).

44 Pincemin avait accusé Brilles d'avoir volé une valise contenant dix mille francs. Ce qui est fort probable, Brilles se servant allègrement lors des perquisitions.

45 Perquisition, interrogatoires de prisonniers au lycée de jeunes filles de Montauban, pillage de l'hôtel Larroque à Caussade, etc.

46 Dans un autre interrogatoire, il dit qu'il se trouvait vers Berlin à la fin de la guerre, et qu'il a fui la ville avant l'encerclement par les troupes russes...

bateau.

Jugé le 13 juin 1946 par la Cour de justice de Toulouse⁴⁷, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité, la dégradation nationale à vie et la confiscation de ses biens. Son pourvoi en cassation est rejeté quelques jours après. Interné à la prison d'Eysses, il y resta jusqu'en janvier 1951 au moins (date où il présente un recours en grâce).

47 Condamné une première fois à mort par contumace par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne le 17 juillet 1945.

Georges CARTON

Agent du SD (Ariège ; Haute-Garonne)



Georges Louis Carton est né le 22 juillet 1921 à Marseille (département des Bouches-du-Rhône). Titulaire d'un C.A.P de dessin industriel, il suivit également des cours à la Chambre de commerce de Marseille. Carton était membre du PSF. Travaille comme mécanicien d'entretien jusqu'en mars 1940. Il passe ensuite chauffeur particulier pour un teinturier bien connu de Marseille. Fin 1941, il organise un restaurant clandestin dans son propre appartement, sa compagne faisant la cuisine, et lui servant les clients.

Se laissant séduire par une connaissance, il signe un contrat de travail en Allemagne en octobre 1942. Regrettant son geste, il quitte Marseille pour Saint-Girons afin de se mettre à l'abri. Retrouvé presque immédiatement, il est envoyé en Allemagne le 17 octobre, affecté à l'usine Arbus de Reinickendorf.

En mars 1943 il parvient à bénéficier d'une permission spéciale, en soudoyant grassement un employé français de l'usine possédant certaines responsabilités. Revenu à Saint-Girons, il falsifie sa permission, la prolongeant jusqu'en juin 1943. Il se met en contact avec la douane allemande locale, commandée par le capitaine Dreyer, vers la mi-juin. L'officier allemand le reçoit d'abord froidement. Pour se faire désirer, Carton argue qu'il est capable de fournir de grandes quantités de glycérine pour l'armée allemande. Après un repas avec le chef Dreyer, ce dernier promet d'y réfléchir. Finalement, après s'être fréquenté quelques fois, Carton est accepté comme agent appointé, en août 1943 avec un salaire de base de 4000 francs⁴⁸.

Ses premières missions consistent en des collectes de renseignements sur les suspects et le signalement des passages en Espagne. Vers novembre 1943, Carton cesse d'être rémunéré par la douane, travaillant plutôt pour le SD. En février-mars 1944 il opère même à Marseille. Dans cette dernière ville il fréquentait les bars, afin de se faire passer pour un passeur de la frontière espagnole. Récupérant les postulants à la gare de Toulouse, il les amenait ensuite non loin de Saint-Gaudens en fourgon fermé à clef, où la police allemande les arrêta. Il opérait sous le pseudonyme de « Jacques Ferrier »⁴⁹. D'avril à août 1944 il se trouvait à Toulouse, hébergé à l'hôtel de l'Opéra (réquisitionné par les allemands pour les services téléphoniques), mais ne semble pas avoir eu de contacts avec le SD local, préférant travailler seul. On lui propose de suivre le repli des allemands en août 1944, mais il préfère refuser.

Il se rend à Marseille à la Libération, ville où il est arrêté quelques semaines plus tard. Transféré à Toulouse le 8 février 1945. Jugé le 2 avril 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à la peine

48 Mais avec les « extras » il touchait en moyenne 17 000 francs.

49 Parmi ces « faits d'armes » :

- l'arrestation des frères Lion, imprimeurs à Toulouse pour le compte de « Combat ». Tous les employés seront également arrêtés.
- dénunciation de Castelli, chef des M.U.R à Marseille.
- d'avoir livré aux autorités allemandes le chef Vallalta, du réseau « Combat » à Marseille, qui aboutit à l'arrestation de soixante membres.
- arrestation de personnes désirants franchir la frontière espagnole.

de mort, la dégradation nationale et la confiscation de tout ses biens. Son pourvoi en cassation est rejeté six jours après, et Carton fut donc probablement fusillé.

Bernard CAYRON

Secrétaire administratif de la LVF (Lot-et-Garonne)

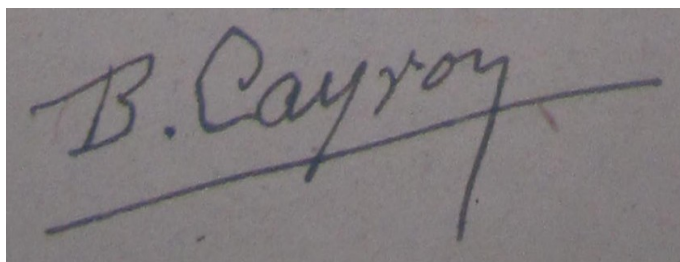
Secrétaire fédéral du PPF (Tarn-et-Garonne)

Bernard Louis Pierre Laurent Marie Cayron est né le 27 août 1885 à Tournefeuille (département de la Haute-Garonne), fils d'un lieutenant-colonel. Il fait ses études au collège d'Issoudun et au lycée d'Agen, où il obtient le baccalauréat. Engagé en 1904 au 9^{ème} régiment de Chasseurs, à Auch, puis au 219^{ème} de Chasseurs à Limoges. Libéré en 1907 avec le grade de maréchal-des-logis. Il continue ses études, obtient sa licence de droit et fait même quelques années de médecine.

Il part en 1912 en Afrique Occidentale Française, comme adjoint de deuxième classe des affaires indigènes. En octobre 1914, il s'engage volontairement dans l'armée, et rejoint la métropole. Il sera sous-officier de liaison de bataillon, aux 10^{ème} Hussards et 22^{ème} R.I. Il participe aux campagnes de la Somme, de Champagne, d'Alsace et de Verdun. Blessé à la jambe en Champagne et enterré vivant à Verdun. Blessé à Verdun et hospitalisé, il est déclaré inapte. Il part donc pour l'AOF, comme adjudant de méharistes. Il prend part à la campagne d'Agadès et est démobilisé en 1917. Décoré de la *Médaille militaire* et de la *Croix de guerre* avec une citation à l'ordre du régiment.

Il sert ensuite dans le civil, comme fonctionnaire, Adjoint principal. Tombé gravement malade, il prend sa retraite plus tôt que prévu en 1935 et part s'installer à Toulouse. Il habite Grisolles pour raisons de santé de 1937 à 1942, puis Pompignan. Il fut délégué cantonal à la propagande de la LFC de Grisolles⁵⁰. Adhère au PPF en 1943, comme délégué au Service social du PPF du Tarn-et-Garonne. Il devient secrétaire fédéral du PPF du Tarn-et-Garonne à la mi-1943, sur demande d'Azam. En février 1944 il reçoit la visite d'un certain Bideau, inspecteur régional de la Waffen-SS de Limoges (il résidait à Périgueux), qui lui propose le poste de secrétaire départemental de la Waffen-SS en Tarn-et-Garonne. Cayron accepta la proposition⁵¹. Il quitte Montauban pour Agen le 15 mai 1944, et devient secrétaire administratif de la LVF du Lot-et-Garonne⁵².

Arrêté par les FFI à Toulouse le 5 septembre 1944. Jugé le 27 novembre 1944 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, il est condamné à mort. Renvoyé devant la Cour de justice de Haute-Garonne, qui confirme la peine de mort le 16 février 1945. Son pourvoi en cassation sera rejeté le 28 suivant. Il finira tout de même par être gracié, car il est décédé le 12 mars 1964 à Agen.

A photograph of a handwritten signature in dark ink on a light-colored surface. The signature reads 'B. Cayron' in a cursive, slightly slanted script. A horizontal line is drawn across the bottom of the signature, extending from the left side of the 'B' to the right side of the 'n'.

50 Que ce soit à la LFC ou au PPF, Cayron fournissait en rapports ses supérieurs sur les personnalités supposées gaullistes ou communistes de sa région. A son procès lui fut reproché notamment les arrestations massives de Grisolles, le 6 mai 1944. Cayron avait parlementé avec les troupes allemandes et fourni des noms de suspects.

51 Cayron écrivit à trois reprises à Bidaud. Ce dernier lui dit qu'il devait le tenir au courant de sa nomination.

Cayron aurait touché 5000 francs par mois, une arme et un ausweis permanent.

A son procès, il prétendit qu'il ne fut finalement pas nommé...

52 Il avait auparavant tenté de supplanter Quereilhac au poste de secrétaire départemental de la LVF du Tarn-et-Garonne, car soi-disant jaloux de son traitement élevé.

Robert CAZAUX

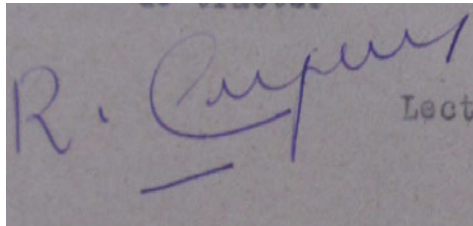
Chef de trentaine-adjoint de la Franc-Garde permanente (Vichy)
Chef de dizaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Robert Marcel Pascal Cazaux est né le 29 mars 1920 à Bizanos (département des Basses-Pyrénées). Etudiant en médecine à Toulouse, il s'inscrit au SOL fin octobre 1942, sur proposition de camarades étudiants. Nommé chef de dizaine en janvier 1943. Il passe à la Milice, mais son activité baisse, car il prépare le concours d'externe des hôpitaux.

Début août 1943, il est envoyé à Vichy (pour échapper au STO) comme médecin auxiliaire de la Franc-Garde permanente du château des Brosses, avec le grade de chef de trentaine-adjoint. Après un mois d'activité (il faisait passer les visites médicales), il désire quitter la Milice, car ayant eu vent de la militarisation prochaine de la Milice à travers la France.

Il fait une demande écrite au directeur des hôpitaux de Toulouse. On lui répond qu'il sera embauché à compter du 15 septembre 1943. Cazaux écrit alors à Pierre Cance (secrétaire général de la Milice) pour annoncer son départ, et quitte Vichy le 13 septembre. Il donne sa démission écrite au chef Frossard le 20 septembre. Par la suite, il recevra deux lettres de menaces, dont une insultante, du chef de centaine Darrigade.

Arrêté le 23 août 1944 à son domicile par des FFI. Jugé le 8 mars 1945 par la Chambre civique de la Haute-Garonne, il est condamné à vingt ans de dégradation nationale. Libéré peu après, il sera appelé à servir comme infirmier dans le 14^{ème} régiment d'infanterie.



R. Cazaux
Lect

Jean CLÉRET

Délégué du C.D.F. du Francisme (Gers, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées & Landes zno) & Agent du SD

Jean Cléret est né le 2 février 1913 à Boulogne-sur-Mer (département du Pas-de-Calais). Membre du Francisme depuis l'avant-guerre, il fut l'ami (et l'amant) de Marcel Bucard⁵³. S'installe à Riscle après l'Armistice, vivant du négoce de vins et d'armagnac (à son compte dès 1942). Délégué d'un Centre de Diffusion Franciste à Riscle. Grâce à sa sœur, fiancée à un officier allemand (et accessoirement membre du groupusculaire Parti National-Socialiste Français), il fait affaire avec les autorités occupantes, s'enrichissant considérablement (jusqu'à trente millions en biens divers). Il se fait aussi remarquer par ses mœurs homosexuelles, attirant dans son activité plusieurs hommes séduits par lui.

Devient agent du SD (antenne de la rue des Chalets à Toulouse) à partir de juin 1943. A noter qu'il était autorisé à revêtir l'uniforme allemand⁵⁴, qu'il mettra plusieurs fois en opérations. Vers le 15 avril 1944, après une visite à l'état-major franciste à Paris, il est nommé délégué du C.D.F. du Francisme pour les départements du Gers, Lot-et-Garonne, Landes (zone sud) et Hautes-Pyrénées⁵⁵. Bucard l'avait chargé d'intégrer au mieux les membres du parti dans les services du SD⁵⁶. Son activité redouble jusqu'à la Libération, s'entourant de plusieurs homosexuels, souvent membres du Francisme, comme gardes du corps (Charles Puel et Guy Cartié) et de nombreux informateurs⁵⁷. Son activité s'étendant sur plusieurs départements, notamment dans la zone de Tarbes (Cléret quitta Riscle le 6 juin 1944, suite à une descente du maquis à son domicile), où plusieurs arrestations furent effectuées.

Le 5 juillet 1944, il décide de monter à Paris, afin de recruter une vingtaine de francistes pour son équipe. Il part donc direction Pau, puis Bayonne, Bordeaux, puis Paris. Mais le petit groupe est arrêté par la Feldgendarmarie d'Epernay, pour cause de papiers non en règle. Ils seront libérés début août 1944. Sur conseil de Puel, ils se rendent à Vichy, où ils restent quelques jours. Le 17 août, ils partent sur Lyon, dans des véhicules de la Milice. Le groupe se sépare dans cette ville, et Cléret rentre dans le sud-ouest par camion.

On perd ensuite sa trace. Il fut probablement fusillé par les FFI dans la région de Toulouse⁵⁸, même si un homme l'ayant connu à Boulogne-sur-Mer dira l'avoir vu sur les bords du lac de Constance, en avril 1945⁵⁹. Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse le 19 juin 1946.

Guy CARTIÉ

Membre du Francisme & Agent du SD (Toulouse)

Guy Cartié est né le 21 juillet 1922 à Epernay (département de la Marne). Il fait ses études secondaires dans cette dernière ville, qu'il interrompt en janvier 1939 pour entrer comme aide-dessinateur à la Centrale électrique d'Epernay, où travaille son père.

Il tente de s'engager au 7^{ème} régiment de chasseurs à cheval, le 10 avril 1944, mais sa demande n'est pas acceptée. Il sera évacué de la région parisienne vers Nevers durant la débacle, et ne revient à Epernay qu'en juillet 1940. Le 13 novembre 1940 il franchit la ligne de démarcation pour s'engager au 2^{ème} Régiment de hussards, à Tarbes. Son contrat est résilié le 18 novembre 1941, sur sa demande, après le décès de son

53 Fait confirmé par Roger Rouch, franciste et agent du SD de Toulouse.

54 Selon la Cour de justice, il s'agissait d'un uniforme d'officier. Mais c'est peu probable.

55 La note de police ne précise pas le titre exact, pas plus que le dossier Cour de justice de l'intéressé.

56 Cléret prit contact avec Stirnemann à son retour dans le sud-ouest. Stirnemann accepta cette collusion directe du parti avec le SD, mais prévint que tous les militants ne seraient pas d'accord. Et que les plus récalcitrants seraient expulsés.

57 Bernard Berut, François Walch, Jean Labatut, Jean Montaut, Georges Forster. Ils seront tous jugés le 19 juin 1946, dans le même dossier que Cléret, Puel (tous deux en fuite) et Cartié.

58 Plusieurs rapports de la Sûreté Nationale donnent en ce sens, mais ne donnent pas de date ni de lieu.

59 Source : interrogatoire de Odette Panet, ancienne secrétaire et interprète d'allemand de Cléret. Elle accompagna la bande à Cléret de mai à août 1944. Elle fut jugée en même temps que ses derniers.

père.

Il reprend sa place de dessinateur-calqueur à l'usine électrique d'Epernay. Il suit en même temps des cours de dessin animé par correspondance. Il entre comme dessinateur dans la firme « De Cavaignac », à Paris, où il reste jusqu'en mai 1942. Il entre ensuite à la firme Badallo. Les allemands ayant restreint le tournage de film en juin 1943, il quitte la firme. Il se lance ensuite dans le négoce et le trafic de champagne au marché noir. Il était membre du Francisme. Vivant un train de vie plus que luxueux (dépensant 20 000 francs par mois, dont la moitié pour un sublime appartement, rue du Rocher)⁶⁰.

Il fait la connaissance de Cléret lors d'une visite de celui-ci à Paris (pour affaires), vers la mi-avril 1944. Il accepte de devenir secrétaire et chauffeur de ce dernier (et agent de renseignements du SD), aux appointements de mille francs par mois. Il était également son amant. Il suit Cléret dans tous ses déplacements (mais opérant parfois seul) jusqu'à Lyon, où ils se séparent⁶¹. Cartié parvient à s'engager dans un corps franc du maquis (groupe Marin, commandé par le lieutenant Thierry). Il sera blessé par un éclat de balle à la jambe.

Démobilisé le 15 octobre 1944. Sans argent, il décide de vendre une voiture qu'il avait volée aux allemands. Il est arrêté le 21 décembre, la personne ayant acheté la voiture qui eu des soucis avec la police. Interné à la prison Saint-Paul à Lyon, puis transféré le 11 janvier 1945 à la Surveillance du territoire de Toulouse. Condamné aux travaux forcés par la Cour de justice de Toulouse le 19 juin 1946. Il sera interné au camp de Saint-Sulpice.

Charles PUEL

Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne), Membre du Francisme & Agent du SD (antenne de Toulouse)

Charles Raymond Gaston Puel est né le 27 mai 1924 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Il s'était engagé dans les marins-pompiers de Marseille, dont il déserta (en 1942 ?). Durant ce temps là, il racontait avoir fait du trafic de stupéfiants et du proxénétisme⁶².

Après un stage à l'école des cadres d'Uriage, il est nommé chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole à Toulouse, comme armurier. Il était aussi membre actif du Francisme. Participa aux opérations de Haute-Savoie. Il fut ensuite garde du corps de Joseph Darnand, apparaissant à ses côtés dans de nombreuses photos de l'époque.

Il est nommé second garde du corps du chef franciste Cléret, vers le 6 juin 1944, par le délégué régional Stirnemann. Il accompagne Cléret dans ses déplacements à travers le sud-ouest (Tarbes, Pau, Toulouse, etc)⁶³, puis à Paris. Il prend la direction de la petite équipe vers le 7 août 1944, Cléret étant pris de panique par la tournure des événements. Le petit groupe s'étant séparé à Lyon, Puel et la secrétaire du groupe se rendent à Besançon, y restant quatre ou cinq jours. Il évoque alors l'envie de s'engager à la Waffen-SS, et

60 Il ne sera pas prouvé qu'il ait eu des activités politiques ou policières en faveur des allemands durant le temps qu'il était à Epernay et à Paris.

61 La relation de Cartié avec Cléret ne fut pas toujours rose. Cartié fut de mêche avec Puel quand ce dernier tenta d'assommer puis de tuer Cléret, le 30 juin 1944 (Cléret semble ne l'avoir jamais appris).

Le 6 août 1944, alors qu'ils étaient à Paris, à l'hôtel Idylle, Cléret tira un coup de feu dans la porte de la chambre, car Cartié refusait de lui ouvrir.

62 Désabusé, il confiait à son amie « ne pas valoir cher ».

63 Le 30 juin 1944, durant une opération à Lannemezan, Puel (en accord avec Cartié, et sur proposition d'un individu devant de l'argent à Cléret) tenta de tuer Cléret, alors qu'ils roulaient tous trois en voiture, le frappant à la tête avec une matraque. Mais l'ayant atteint superficiellement, Cléret se retourna et dévia le bras armé de Puel. La balle ne le toucha que superficiellement. Cartié, conduisant la voiture, fut atteint lui aussi par le coup de matraque (ce qui permit à Cléret de ne se douter de rien) et la voiture s'écrasa contre un arbre.

Cartier courut chercher de l'aide, pendant que Puel fait des reproches à Cléret, lui disant qu'il n'était pas digne d'être leur chef, et qu'il voulait le tuer ! Cléret mit ceci sur le compte d'un accès de folie due au paludisme de Puel. Il lui répondit « Je ne veux pas me venger, je t'aime trop pour cela. »

Plus tard, Puel se plaignit au chef SD allemand de Tarbes (Bradl) d'avoir reçu des propositions malhonnêtes de Cléret, et qu'il fallait le destituer. Mais Bradl déclara que c'était une affaire personnelle, et que Cléret dépendait de Toulouse, et pas de l'antenne SD de Tarbes.

se rend au SD de Besançon. Il est alors inquiété par les allemands, car dénoncé comme terroriste par un ancien camarade.

Il retourne alors à Lyon dans les derniers jours d'août 1944, retrouver Cartié, et se fait héberger chez sa cousine. En fuite, condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse le 19 juin 1946 (en compagnie de Cléret). Il sera admissible à la loi d'amnistie en mars 1960, preuve qu'il n'a pas été retrouvé à cette date.

Jules DEDIEU

Waffen-Oberscharführer der SS
Franc-Garde permanent (Camp de l'Hippodrome, Vichy)
Adjudant / Feldwebel

Promotions :

Caporal : 1926

Sergent : 1927

Sergent-chef / Unterfeldwebel : 1940

Adjudant / Feldwebel

Franc-Garde (Franc-Garde permanente)

Waffen-Oberscharführer der SS⁶⁴

Jules Dedieu est né le 24 juillet 1905 à Quarante (département de l'Hérault). Scolarisé à l'école pratique de Béziers, dont il sort titulaire du Certificat d'études, en 1921. Ayant d'excellents résultats, il est proposé pour l'école des Arts et Métiers. Mais il préfère se lancer dans la vie active pour gagner de l'argent. Il commence alors un apprentissage de menuiserie, travaillant dans l'Hérault puis à Paris. Effectue son service militaire de 1926 à 1928, et en sort sergent.

Dans les années suivant son service militaire, il travaillera comme menuisier, carrossier puis manutentionnaire dans la vigne⁶⁵. En 1938 il prend la gérance de « La Ruche du Midi », à Saint-Hippolyte (près de Perpignan). Mobilisé de septembre 1939 à juillet 1940⁶⁶.

Gardien au camp d'internement de Saint-Sulpice depuis mai 1941, il s'engage dans la LVF comme sergent-chef, le 8 novembre 1941⁶⁷. Il s'engagea avant tout par idéal⁶⁸. Il fut affecté sous-officier d'armement d'une compagnie du III^{ème} bataillon. Il sera promu adjudant courant 1942 ou début 1943. Renvoyé aux arrières en juillet 1943, et démobilisé à Versailles vers octobre, car inapte.

Il revient s'installer à Saint-Sulpice-la-Pointe, et s'engage dans la Franc-Garde permanente à Vichy, fin février 1944 semble-t-il⁶⁹, servant dans la première trentaine (la trentaine du camp de l'hippodrome), comme garde-magasin⁷⁰. Il n'a toutefois jamais été inscrit à la Milice du Tarn. Fuit en Allemagne à la Libération.

Versé à la Waffen-SS en novembre 1944, et affecté à l'une des deux colonnes de ravitaillement (*Fahrschwadron*) de la brigade « Charlemagne ». Vu son passé militaire, il est probable que Dedieu détenait un grade de sous-officier. Fait prisonnier en Poméranie le 6 mars 1945. Il sera interné à la prison de Tegel, à Berlin à partir de novembre 1945.

Jugé le 24 septembre 1946 par la Cour de justice de Toulouse, et condamné à vingt ans de travaux forcés, dix ans de dégradation nationale et l'interdiction de séjour dans le Tarn⁷¹. La peine est commuée en dix en novembre 1947, puis cinq ans en juillet 1948, du fait de la loi d'amnistie.

64 Supposition. Il fut peut-être simplement Unterscharführer, voire même homme du rang (moins probable).

65 Mis au chômage technique de la carrosserie « Fougaz » en 1937, il tentera de reprendre sa place un an plus tard environ, mais ne sera pas admis, à cause de sombres démêlés avec les syndicalistes locaux...

66 D'abord au 81^{ème} R.I.A (Montpellier), puis à la 28^{ème} compagnie du Génie.

67 Après le départ de Dedieu, sa femme (ayant quatre jeunes enfants) sera victime de brimades de la part de l'ancien employeur de Dedieu, qui lui refusait des avantages en nature (charbon, etc) et voulait l'expulser de son logement de fonction.

68 Dans une lettre de doléances, il finit sa lettre par :

« Vive la Collaboration, Vive la Légion des Volontaires Français, pour une Europe nouvelle et unie. Pour une France propre. »

69 Sa femme sera menacée par une famille voisine. Cette dernière accusait la femme Dedieu d'être peu ordonnée, de mœurs faciles (recevant même des internés du camp de Saint-Sulpice en semi-liberté), etc...

Dedieu était en tout cas très déprimé et inquiet pour sa famille.

70 On ignore s'il détenait un grade quelconque dans la Milice...

71 Condamné à mort par contumace le 15 février 1945 par la Cour de justice du Tarn.

Jean DERCHEUX

Intendant régional-adjoint du Maintien de l'ordre (Toulouse)

Délégué régional du Service des Sociétés secrètes (Marseille)

Jean Dercheux est né le 10 février 1904 à Vence (département des Alpes-Maritimes), d'un père médecin. Il obtient un diplôme d'ingénieur agricole, puis intègre l'école de cavalerie de Saumur. Il quitte l'armée en 1929, avec le grade de lieutenant. Il devient ensuite régisseur de propriétés agricoles, jusqu'en 1937, date où il s'engage dans l'armée de l'air. Démobilisé en octobre 1940.

Il entre au Cercle d'Etudes et d'Informations de Marseille, qu'il abandonne quand cet organisme est dissous. En septembre 1941 il est nommé délégué régional du Service des Sociétés Secrètes, à Marseille. Nommé intendant régional-adjoint du Maintien de l'ordre de la région de Toulouse, début juillet 1944⁷², secondant Pierre Marty, notamment pour la partie administrative du travail, les rapports avec l'administration pénitentiaire⁷³ et les autorités allemandes.

Réfugié en Allemagne, il fut mis à la disposition du Standartenführer Bickler, du SD. La fin de la guerre le voit à Sigmarigen, avec son ancien supérieur, Marty, qui le nomme chef de la police administrative. Mis en état d'arrestation après la guerre, il est jugé en mars 1947, avec son chef Marty et plusieurs anciens inspecteurs de la brigade. On ignore quelle sentence fut prononcée (la mort?).

72 Il est nommé à cette date intendant de police de troisième classe.

Selon d'autres sources, il fut en fait nommé à ce poste début mai 1944...

73 Il fut accusé d'avoir livré aux allemands de nombreux détenus des prisons Saint-Michel, d'Eysses, du camp de Saint-Sulpice, etc.

Il adressa également les listes de « communistes et terroristes » aux autorités allemandes.

Henri DESCOURS

Chef départemental de la Milice Française (Tarn-et-Garonne)

Chef départemental du SOL & de la Milice Française (Aude)

Chef départemental-adjoint de la LFC (Aude) & Chef de Centre du SOL (Limoux - Aude)

Henri Jules Victor Descous est né le 22 juillet 1910 à La Londe-les-Maures (département du Var). Il fait ses études à l'école libre de la Dalbade, puis à l'école Mallaret, à Toulouse. Appelé au service militaire en 1932, il sert au 12^{ème} R.A.C., à Agen. Libéré en 1935 avec le grade de maréchal-des-logis. Il entre dans les assurances, et devient inspecteur pour « La Séquanaise » en 1936.

Mobilisé en 1939-1940, comme maréchal-des-logis au 32^{ème} régiment d'artillerie coloniale. Décoré de la *Croix de guerre* avec deux citations (dont une à l'ordre de la division). Il regagne son domicile toulousain, mais est muté dans l'Aude en janvier 1941, comme inspecteur des assurances Séquanaises.

Chef départemental-adjoint de la Légion Française des Combattants de l'Aude (du 7 avril à août 1942) et chef de Centre du SOL de l'arrondissement de Limoux. Il est nommé par Caillard⁷⁴ chef départemental du SOL de l'Aude le 3 septembre 1942. Il devient naturellement chef départemental de la Milice Française en février 1943.

En disgrâce auprès de ses subordonnés⁷⁵, il est limogé fin mars 1943, et muté chef départemental de la Milice du Tarn-et-Garonne le 9 avril⁷⁶. Son activité fut assez discrète, recrutant peu de nouveaux membres, et enregistrant des démissions⁷⁷. Victime d'un accident de moto le 6 août 1943, il est hospitalisé à Carcassonne, puis à Toulouse, où il est amputé d'une jambe. Il garde ce poste⁷⁸ jusqu'au 18 octobre 1943, date où il est relevé de ses fonctions⁷⁹. Il semble avoir eu pour projet d'entrer en contact avec des officiers de

74 Chef départemental de la LFC de l'Aude.

75 Notamment avec les éléments PPF et Groupe Collaboration, qui voulaient organiser un service d'ordre à séance de diffusion d'un film de propagande allemand.

Darnand expliquera à Descous les raisons de sa mutation, dans une lettre (26 mars 1943) :

« Comme Cance vous l'a déjà dit, nous n'avons aucun grief contre vous. Si vous ne pouvez pas, à notre avis, conserver le commandement de la Milice de l'Aude, c'est parce que l'intransigeance de votre caractère vous a aliéné trop de sympathies dans la troupe et dans les différents milieux que vos fonctions vous auraient amené à fréquenter. »

76 Avant même son éviction, en octobre 1943, il fit assez mauvaise impression. En témoigne cet extrait de rapport d'un membre des RG, qui eut l'occasion de voir Descous à son arrivée dans le Tarn-et-Garonne :

« Au point de vue physique je dirais que c'est un monsieur qui a tout du policier, en quête de gibier, plutôt que d'un chef officiel. Il est petit de taille, il a un visage très peu sympathique, presque bestial (sic!), son teint est celui d'un bon vivant qui ne souffre guère des restrictions. On a l'impression très nette à le voir que chacun de ses gestes est étudié, que sa démarche n'est pas naturelle et que ses discours ont été longuement préparés. J'ajouterai qu'il porte souvent un imperméable blanc et un chapeau marron. Il est vif, brutal même, il est inutile de dire qu'il est très orgueilleux. La question du scrupule est à éliminer car il est de ceux pour qui tous les moyens sont bons (le crime non excepté). Bien mieux, il arrive, à t-il prétendu, avec un programme. A Vichy on lui a dit qu'il était autant que le préfet, qu'il pouvait au besoin faire dégommer, que le commissaire de police devait compter avec lui, bref qu'il était le maître ou presque dans le cadre de son département. »

77 Le préfet (François Martin) rencontra Descous peu après son arrivée. Il lui déclara : « Après ces débuts en Tarn-et-Garonne la Milice n'a plus qu'une chose à faire : se faire oublier. »

Plus tard, en septembre 1943, le préfet revit Descous, et le prévint que Darnand finirait par mettre la Milice au service des allemands. Descous répliqua :

« Soyez assuré, monsieur le Préfet, que l'unanimité parmi nous n'est pas réalisée, et que le jour du débarquement vous verrez que toutes les sections départementales ne se rangeront pas du côté des allemands. Il y en a aussi qui aideront les alliés. »

78 Il semble qu'il se soit absenté au moins quinze jours au mois de mai 1943, sans donner signe de vie (source : un rapport du préfet du Tarn-et-Garonne, s'énervant au sujet du fait que Ayrat soit toujours en activité).

Descous étant en convalescence, Rigaud le remplaça du 6 août au 5 octobre 1943.

79 La radiation officielle sera prononcée par Darnand le 27 octobre 1943. Les dirigeants de la Milice de Montauban étaient soupçonnés d'avoir dilapidé des fonds destinés à des fins personnelles. C'est notamment vrai pour Rigaud, peu scrupuleux (100 000 francs de dettes au 15 octobre 1943 !). Mais Descous était plutôt du genre honnête.

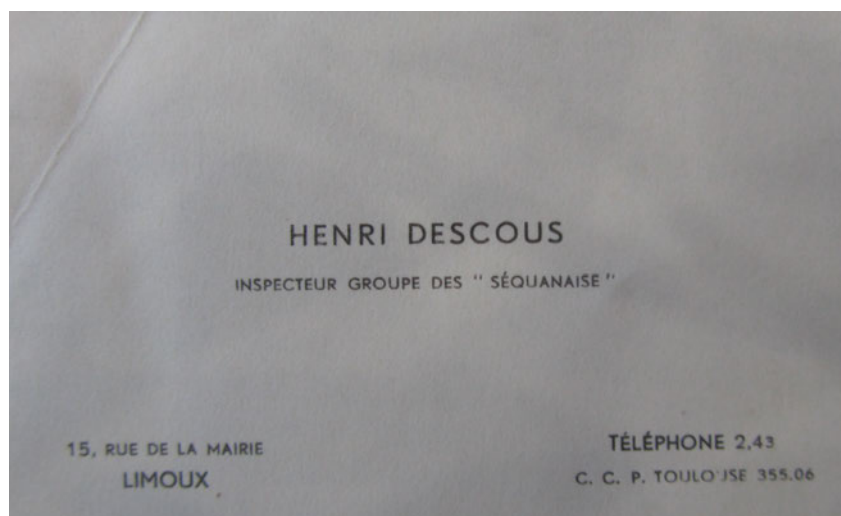
Selon ce dernier, il fut avant tout victime de la haine que lui vouaient plusieurs responsables locaux, Gilles en tête. Qui n'avait été placé dans le Tarn-et-Garonne que pour le faire sauter.

l'Armée Secrète, afin de faire une alliance avec elle⁸⁰.

Il n'occupe alors plus aucune activité politique (travaillant comme inspecteur d'une compagnie d'assurances couvrant la Haute-Garonne et l'Ariège), même s'il fut contacté par des résistants pour les aider (il devait se montrer discret). Il faillit tout de même être arrêté par le SD, le 8 juin 1944. Ce dernier s'est présenté au domicile de Descous à 10 heures du matin (il était parti plus tôt, à 8 heures).

Apprenant que sa femme avait été arrêtée, il se rend aux FFI de la rue David Bégue, à Toulouse, le 26 septembre 1944. Transféré de la prison militaire au camp de Noé le 27 novembre 1944, puis à la prison de Montauban le 17 janvier 1945. Jugé le 23 avril 1945 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, il est condamné à deux ans de prison et l'indignité nationale à vie. Après un recours en grâce, sa peine est réduite à un an de prison, le 6 septembre 1945⁸¹.

Descous vécut jusqu'en 1956 au moins (date de son remariage).



Carte de visite de Descous

Pour finir, Descous n'était plus d'accord avec la ligne officielle de la Milice, et était mécontent de l'engagement de Darnand à la Waffen-SS.

80 Il dépêcha à Vichy son chef du 2^{ème} Service (De Saunhac), qui sonda la question. Il lui fut répondu « qu'il pouvait essayer à ses risques et périls, mais que cela représentant quelque danger. »

81 Le 14 septembre 1943, alors qu'il se trouvait en convalescence à la clinique de Carcassonne, des allemands vinrent arrêter le docteur Brun, soupçonné de résistance. Ce dernier avait été déplacé dans une autre chambre, et Descous retint assez longtemps les allemands pour que le docteur sorte de l'hôpital et s'éloigne le plus loin possible, en utilisant la voiture officielle de la Milice, prêtée par Descous !

Enfin, le 19 mai 1944, il aida le capitaine Jean Goupaud (officier de l'A.S) à fuir la ville de Toulouse, alors que la brigade Marty était lancée à ses trousses.

René DUPEYRON

Waffen-Rottenführer der SS

Franc-Garde permanent (Lot-et-Garonne)

Franc-Garde bénévole (Valence d'Agen - Tarn-et-Garonne)

Promotions :

Franc-Garde (Franc-Garde permanente)⁸²

Waffen-Kanonier der SS : novembre 1944

Waffen-Rottenführer der SS : février 1945⁸³

René Pierre Dupeyron est né le 7 février 1907 à Saint-Paul-d'Espis (département du Tarn-et-Garonne). Electricien à Valence d'Agen, il s'inscrit à la Franc-Garde bénévole en avril 1943, sur les instances de son employeur (le milicien Bertrand). Il fut d'abord planton au siège de Montauban, puis garde du corps du chef Roudié, début 1944.

Répond à l'appel de mobilisation de Darnand, et gagne la Franc-Garde permanente du Lot-et-Garonne le 9 juin 1944. Le 17 août 1944, son unité en repli vers Toulouse, composée d'une vingtaine de Francs-Gardes, fait une halte à Valence d'Agen⁸⁴.

Versé à la brigade « Charlemagne » en novembre 1944⁸⁵, et affecté à la 1^{ère} batterie du *Waffen-Artillerie-Abteilung der SS*. Il suivit les cours de téléphoniste de l'école de Josefstadt, et en sort Rottenführer, et se fait tatouer son groupe sanguin à ce moment là. Son parcours ultérieur n'est pas clair, mais il semble avoir rejoint la « Charlemagne » avec le reste du bataillon d'artillerie fin février 1945. Ne désirant pas continuer le combat, en avril 1945, il passe au bataillon de travailleurs de la division « Charlemagne ». Capturé à Schwerin par les troupes américaines, le 1^{er} mai 1945.

Interné au camp de Bad Fallingbommel, rapatrié en France le 28 août 1945. Jugé le 27 mars 1946 par la Cour de justice de Toulouse, et condamné à dix ans de travaux forcés, la dégradation nationale et la confiscation de ses biens.

Dupeyron est décédé à Valence d'Agen le 7 mai 1968.

82 Il n'est pas impossible que Dupeyron ait eu un petit grade dans la Franc-Garde permanente.

83 Dans son interrogatoire, Dupeyron dira avoir fait un mois et demi de classe à Wildflecken, et presque deux mois à l'école de Josefstadt, ce qui donne donc mi-février 1945 comme date approximative de sa sortie de l'école.

A noter qu'il dira avoir été nommé « brigadier-chef » (sic !). Ce grade de l'armée française est l'équivalent de caporal-chef pour les branches artillerie et cavalerie.

84 Il a été vu par des habitants, dans le premier camion du convoi, couvrant la marche avec son fusil mitrailleur.

Le même jour, avant leur arrivée à Valence, les miliciens furent attaqués par des FFI au hameau Moulin du Noble, sur la commune de Saint-Nicols de la Balherme, où sept maquisards furent tués. Dupeyron aurait été vu en train d'achever un blessé à coups de talon !

85 Pour atténuer sa responsabilité, Dupeyron prétendit à son procès s'être engagé à la LVF en avril 1944 (afin de faire libérer un membre de sa famille prisonnier de guerre) ! Il sera trahi par les nombreux témoins qui attesteront de sa présence en France jusqu'à la Libération.

Félix DUPIN

Waffen-Unterscharführer der SS

Secrétaire départemental de la Milice Française (Haute-Garonne)

Secrétaire départemental du SOL & de la Milice Française (Ariège)



Félix Dupin est né en 1913 à Sète (département de l'Hérault). Employé de préfecture à Foix⁸⁶, il est nommé comptable de la LFC au début de l'année 1941. Il fut secrétaire départemental du SOL puis de la Milice de l'Ariège.

Il suit le chef Pincemin à Toulouse en avril 1944, et devient secrétaire départemental de la Milice de Haute-Garonne⁸⁷. Il était accrédité par Pincemin pour gérer les affaires courantes de la Milice avec le préfet régional.



Versé à la brigade « Charlemagne », comme *Unterscharführer*, chef de section au *Fahrschwadron B*⁸⁸. Il participe à la campagne de Poméranie, et est fait prisonnier le 6 mars 1945⁸⁹.

Rapatrié en France en octobre 1945⁹⁰, après être passé par le camp de Tambov. Incarcéré à la prison d'Eysses. Jugé par la Cour de justice de Haute-Garonne⁹¹ le 23 septembre 1946, et condamné à vingt ans de travaux forcés et une interdiction de séjour de dix ans. Il est libéré en 1953 au plus tard.

86 Il avait emmenagé près de Foix avec sa mère dans les années 1930. Son père était décédé en 14-18.

87 Selon André Laurens, il sera très actif, n'hésitant pas à interroger et torturer des détenus. Dont une femme, violée et suppliciée durant une heure par quatre miliciens, dont Dupin.

88 A noter qu'il refusa d'être tatoué sous le bras.

89 Selon Robert Soulat, il aurait été expulsé de la « Charlemagne ». Il s'agit d'une erreur, selon toute vraisemblance.

90 Jugé une première fois par contumace le 1^{er} octobre 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à mort par contumace.

91 Selon Robert Soulat, Dupin est décédé en décembre 1945. Il s'agit d'une erreur.

Pierre ESCOUTE

Waffen-Grenadier der SS

Chef de trentaine-adjoint de la Franc-Garde permanente (Rhône)

Franc-Garde bénévole (Puylaurens - Tarn)

Promotions :

Franc-Garde (Franc-Garde bénévole) : juin 1943

Chef de trentaine-adjoint (Franc-Garde permanente) : juin 1944

Waffen-Grenadier der SS⁹²

Pierre Émile Gaston Escoute est né le 13 juin 1924 à Puylaurens (département du Tarn). Lycée à Valence d'Albi, il adhère à la Milice à Puylaurens en juin 1943, sur influence de son père, chef local⁹³. Suit un stage à l'école des cadres d'Uriage de février à juin 1944, et en sort chef de trentaine-adjoint dans la Franc-Garde permanente. Il est affecté à Lyon dans une unité permanente.

Il effectue le repli en Allemagne à la Libération. Versé à la Waffen-SS en novembre 1944, il combattra probablement à Berlin où il fut blessé et évacué⁹⁴. Rentré en France en juin 1945, se faisant passer pour un requis du STO. Il se fait embaucher à Paris à la compagnie Massey-Harris (fabricant de tracteurs), comme employé de bureau, vivant sous un faux nom.

Jugé le 28 juin 1950 par la Cour de justice de Toulouse⁹⁵, et condamné à vingt ans de dégradation nationale et cent mille francs d'amende.

92 On ignore si Escoute possédait un grade dans la division « Charlemagne ».

93 René Escoute, chef cantonal de Puylaurens. Milicien convaincu jusqu'au bout, il rejoint la Franc-Garde permanente en juin 1944.

94 Très évasif sur son parcours, Escoute mentionne simplement « Après un stage, j'ai été envoyé sur le front de Berlin et blessé dès le premier jour à la jambe. »

95 Jugé par contumace le 5 avril 1945 par la Cour de justice du Tarn, il avait été condamné à mort.

Maurice FERON

Waffen-Unterscharführer der SS

Secrétaire administratif régional du 2^{ème} Service (Toulouse)

Secrétaire départemental de la Milice Française, Chef de centaine de la Franc-Garde bénévole & Chef de dizaine de la Franc-Garde permanente (Tarn)

Inspecteur régional / Chef régional du 2^{ème} Service du SOL & de la Milice Française (Toulouse)

Promotions :

Chef de centaine (Franc-Garde bénévole)

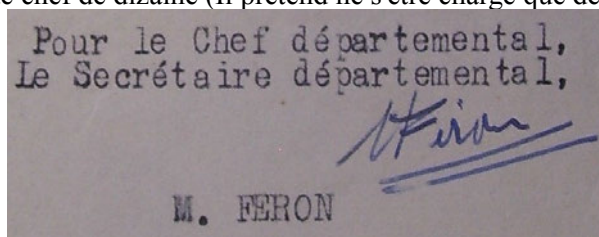
Chef de dizaine (Franc-Garde permanente)

Waffen-Grenadier der SS : novembre 1944

Waffen-Unterscharführer der SS : février 1945⁹⁶

Maurice Paul Feron⁹⁷ est né le 15 octobre 1903 à Lezoux (département du Puy-de-Dôme)⁹⁸. Ingénieur électricien à Toulouse, il avait adhéré au Parti Social Français avant-guerre. Mobilisé de septembre 1939 à juillet 1940⁹⁹, comme soldat de première classe au 5^{ème} régiment du Génie, à Toulouse.

Il adhère à la LFC, et au SOL dès ses débuts. Il est inspecteur régional du 2^{ème} Service du SOL puis chef régional du 2^{ème} Service de la Milice à Toulouse¹⁰⁰. Il fut à deux doigts d'être expulsé de la Milice, le 3 mars 1943, suite à des indélicatesses¹⁰¹. Probablement pour ces mêmes raisons, il est immédiatement muté dans le Tarn, comme secrétaire départemental de la Milice¹⁰². Il avait également le grade de chef de centaine de la Franc-Garde bénévole¹⁰³. Il fait partie du contingent tarnais de volontaires pour la Haute-Savoie, en février 1944, avec le grade de chef de dizaine (Il prétend ne s'être chargé que des cantonnements).



Quitte le Tarn pour Toulouse peu après le débarquement du 6 juin 1944, où il est affecté à la fédération régionale, comme secrétaire administratif du 2^{ème} Service, sous la direction du chef Estrade¹⁰⁴. Outre les tâches administratives, il assurait aussi la liaison entre la Milice et le SD. Il fuit avec les convois de la Milice fin août 1944.

Versé à la brigade « Charlemagne », au sein du bataillon d'artillerie de l'unité. Envoyé en stage de sous-officier radio-télégraphiste à Josefstadt, fin décembre 1944. Rejoint à temps le bataillon d'artillerie, qui regagne son unité mère, la division « Charlemagne », sur le front de Poméranie, fin février 1945. Le matériel

96 Non certain, mais probable, étant donné que Feron suivit des cours de sous-officier radio de l'école de Josefstadt...

97 Parfois nommé « Ferron » par erreur.

98 Bizarrement, il n'apparaît pas dans les listes de l'état-civil de la commune... Se pourrait-il qu'il ait donné une fausse date de naissance à son procès ?

99 Il combattit en 1925-1926 en Syrie, où il reçut une citation.

100 A son procès, il dira avoir été secrétaire administratif du SOL, appointé 2500 francs. C'est peu probable (ou alors il avait une double fonction). Mais on comprend que la dénomination de chef régional du 2^{ème} Service était peu vendeuse auprès du juge !

101 Pour avoir « soustrait des documents et les avoir confiés à des agents de l'étranger » et avoir « fourni en maintes reprises des renseignements concernant des militants communistes, renseignements souvent erronés et qui avaient porté un préjudice certain à ceux qu'il suspectait de propagande subversive ».

102 Il signe un document à ce poste au 25 juin 1943.

103 Il était encore actif en juin 1944. Car il participa à des opérations de contrôle de la Franc-Garde permanente, en compagnie d'une trentaine venue du Gers, sous le commandement de Pierre Werner. Gerlié le décrit comme « un élément actif mais peu intelligent. »

104 Selon Gerlié (PV), il fut secrétaire régional... Or, à cette date, il semble que ce soit plutôt Chaudon le titulaire de ce poste...

d'artillerie n'étant pas arrivé, Feron combat comme fantassin. Il se retrouve replié à Dantzig, et participe aux combats de défense de la poche, avec plusieurs centaines d'autres SS Français. Les survivants sont évacués par la mer, direction le Danemark. Feron est fait prisonnier par les américains à Schwerin, le 2 mai 1945.

Jugé le 11 avril 1946 par la Cour de justice de Toulouse¹⁰⁵, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité, la dégradation nationale à vie et la confiscation des biens présents et à venir. Il sera interné au camp de Saint-Sulpice.

Jean LE ROND

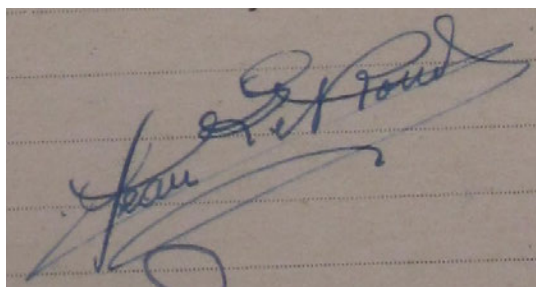
*Inspecteur régional financier de la Milice Française (Toulouse)
Chef du 5^{ème} Service du SOL & de la Milice Française (Ariège), Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole (Saint-Girons - Ariège)*

Jean Édouard Le Rond est né le 2 juin 1913 à Boulogne-sur-Mer (département du Pas-de-Calais). Il effectua ses études à l'école pratique de commerce de Boulogne, y obtenant un brevet commercial. Mobilisé en 1939 dans une unité de DCA, cette dernière se replie jusqu'à Saint-Girons en juin 1940. Démobilisé quelques mois après, Lerond décide de rester dans cette ville, travaillant dans le parc automobile de l'armée. Le parc étant fermé en mai 1941, le maire de la ville (Loubet) lui propose la gérance du centre de propagande de la Révolution Nationale.

En octobre 1942, lorsque le centre de propagande ferme, il entre au SOL comme chef du 5^{ème} Service de l'Ariège, puis garde le même poste à la Milice¹⁰⁶. Fin octobre 1943 il est envoyé à Saint-Girons, comme chef cantonal de la Milice (avec donc théoriquement un grade de chef de trentaine)¹⁰⁷. Il y reste probablement jusque fin mars 1944¹⁰⁸, car il est alors appelé à prendre le poste d'inspecteur régional financier de la Milice à Toulouse, qu'il prend effectivement vers le 10 avril, dans les bagages du chef Pincemin.

Part avec les miliciens en Allemagne et assure la solde des miliciens de la région de Toulouse. Il sera ensuite au camp d'Heuberg, avec les miliciens inaptes, comme chargé de comptabilité. Fait prisonnier à Milan le 24 avril 1945 par les partisans.

Rapatrié en France et interné au camp de Sorgues. Jugé le 25 mars 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est acquitté, mais la Chambre civique le condamne à l'indignité nationale et quinze ans d'interdiction de séjour dans l'Ariège et la Haute-Garonne.



105 Jugé une première fois par contumace le 26 avril 1945, par la Cour de justice du Tarn, et condamné à mort.

106 Sa sœur Gilberte était dactylo de la Milice.

107 Toutefois, il est probable qu'il garde son poste au 5^{ème} Service.

108 A son procès, Le Rond déclara être tombé malade (infection pulmonaire) vers octobre 1943, et être revenu en convalescence à Saint-Girons jusqu'en mars 1944.

Mais le milicien Jean Galy déclara qu'en fait, Le Rond fut envoyé à Saint-Girons par Pincemin, afin de collecter des renseignements sur les gaullo-communistes locaux, pour le compte du 2^{ème} Service... Le Rond fut donc détaché à Saint-Girons de fin octobre 1943 (voire un peu après) à début avril 1944 (ce n'est pas très clair, Galy donne le 1^{er} février 1944, Le Rond donne courant mars 1944)...

La Milice à Saint-Girons fut quasi-inexistante, à cause de la forte implantation du PPF. Peut-être Le Rond avait-il été renvoyé dans la région afin de remédier à ce fait et contre-carrer le PPF en formant une section milicienne ?

Pierre MARTY

Intendant régional du Maintien de l'Ordre (Toulouse)

Intendant régional de police (Montpellier)



Pierre Marie Albert Marty est né le 24 novembre 1900 à Constantine, en Algérie. Il fut avant 1939 commissaire de la Marine marchande pour le compte de la Compagnie Générale Transatlantique, puis directeur de la firme commerciale « Les Comptoirs Numidiens ». Il avait adhéré à l'Action Française, avant de s'en détourner quand celle-ci fut condamnée par le Vatican. Mobilisé de septembre 1939 à août 1940, comme lieutenant de vaisseau dans la D.C.A de Bizerte, et officier d'ordonnance de l'amiral Husson.

Sur recommandation de l'amiral, il entre comme commissaire de police (à titre provisoire) aux Renseignements Généraux, à Tunis, le 7 octobre 1940. Titularisé le 17 avril 1941, après avoir réussi le concours de commissaire de police, et nommé chef de la deuxième Brigade de Surveillance du Territoire, à Bizerte¹⁰⁹. Marty est alors noté comme très favorable au nouveau régime. En un an et demi, il parvient à faire arrêter les principaux leaders communistes et gaullistes de Tunisie (respectivement 21 et 24 hommes).

Le 18 décembre 1942, Marty est arrêté par Firpi, mais est rapidement mis hors de cause. En guise de dédommagement, il est nommé contrôleur général de la police administrative de Tunisie, et également directeur de cabinet de Christian Du Jonchay, un ami d'enfance. Marty déploie une activité débordante durant les quelques mois de l'occupation allemande de Tunisie¹¹⁰. Après le 25 avril 1943, il reste le plus haut fonctionnaire dirigeant restant, la plupart étant rentrés en métropole (y compris les hommes de sa brigade). Il fait réquisitionner tout l'or qu'il peut trouver (dix-sept kilos, essentiellement chez les bijoutiers de Tunis) pour les soustraire aux Alliés. Marty embarque dans le dernier avion allemand, et s'envole pour Berlin.

Arrive à Paris à la mi-mai 1943, et se met en relation avec le SD, et reconstitue sa brigade. Marty couvre ses hommes, notamment dans les affaires faux policiers (il fait libérer Castel et Cens de la prison de Fresnes, alors qu'ils avaient été arrêtés par les allemands).

Nommé intendant régional de police à Montpellier le 16 octobre 1943. Il amène avec lui sa brigade spéciale d'une dizaine d'hommes, la « Brigade Marty »¹¹¹, avec lesquels il va porter des coups durs aux mouvements de la Résistance¹¹². La collaboration avec le SD local (dirigé par l'Ostubaf. Mahren) est totale.

109 Marty est décrit comme tel, à son procès :

« Marty accuse une forte personnalité, il est travailleur et débordant d'activité. Son intelligence est très vive. A tous les échelons de la hiérarchie, dans toutes ses activités, il a fait montre de qualités professionnelles brillantes. Dans ses études, dans ses examens, il se classe toujours en tête de ses pairs. L'ambition paraît être le trait le plus caractéristique de son comportement. »

110 Le préfet Philipp, son directeur de cabinet (Vié), le directeur de la police (Simon Poli), l'ancien ministre Laffont, sont arrêtés et ramenés en métropole.

111 Ses membres viennent du PPF ou du Francisme, et étaient enclins aux méthodes peu orthodoxes. Marty avait d'ailleurs expliquer à un commissaire de police toulousain choqué que s'il se servait d'hommes de sacs et de cordes, c'était pour laisser intact l'honneur de la police régulière !

Marty n'hésitait pas à user de méthodes peu orthodoxes. Il fit sauter plusieurs lieux connus comme fréquentés par la Résistance (le restaurant « Le Mouflon d'or », le bar « Y'a bon, y'a mieux », une librairie. Tout ceci afin de faire « activer » la police en son sens.

112 Un seul homme de la brigade Marty (dite « Brigade sanglante ») avait été inspecteur de carrière. Il avait toutefois été révoqué avant la guerre...

Cité à l'ordre de la police par René Bousquet en décembre 1943, après avoir réprimé la mutinerie de la maison d'arrêt de Montpellier.

Il est nommé intendant régional du Maintien de l'ordre à Toulouse le 15 avril 1944. Débarque à Toulouse le 1^{er} mai 1944, après s'être octroyé quinze jours de repos à Paris. A son arrivée, il ré-organise la brigade en deux groupes¹¹³. Dans cette nouvelle région, Marty s'appuiera plutôt sur la Milice que sur le SD local. A noter qu'il n'était pas membre de la Milice, mais était farouchement pro-milicien, notamment à cause de la mauvaise volonté des forces de l'ordre classiques¹¹⁴. Il devait faire face à une hostilité larvée ou ouverte des forces de l'ordre traditionnelles¹¹⁵.

Replié en Allemagne le 19 août 1944, il s'installe à Baden-Baden, à l'hôtel Park, dès le 2 septembre. Il se rend ensuite à Berlin, afin de se mettre au service des allemands en montant un service de renseignements. Marty opère donc à Saint-Dié, dans les Vosges, jusqu'au début novembre 1944¹¹⁶. Entré en contact avec le colonel SS Bickler, il met à son service plusieurs hommes de sa brigade¹¹⁷. Marty sera chargé de la police à Sigmarigen, à partir du 15 février 1945¹¹⁸. Il se rend aux troupes américaines le 8 mai 1945, en compagnie de Dercheux et plusieurs hommes (Mouchy, Laffargue, etc).

Durant son procès à Toulouse, le 22 mars 1947, il tentera de se dédouaner au mieux et mettra en avant son rôle « modérateur »¹¹⁹. Condamné à mort le 23 juillet 1948, avec cinq de ses hommes, et exécuté¹²⁰.

113 La première équipe aux renseignements : Castel, Grincourt et Laffargue. La seconde aux opérations : Puchouau, Bosch, Poilane, Gourmand, Brunner, Martin et Albert.

114 Il adresse une circulaire aux commissaires de police le 19 mai 1944 :

« Vous devez considérer la Milice Française comme une alliée précieuse pour le Maintien de l'ordre dans notre pays et comme une force supplétive qui se révélera certainement sous peu comme indispensable pour sauver le pays de l'anarchie. Je tiens donc absolument à ce que vos rapports avec la Milice soient des plus cordiaux, non pas d'apparence mais effectivement ce qui veut dire que vous devrez, non seulement lui apporter un concours loyal et total mais encore vous efforcer très sincèrement d'aplanir toutes les difficultés et tous les incidents qui peuvent naturellement surgir de l'action d'une organisation nouvelle, jeune et pleine d'allant, telle celle de la Milice. »

115 Il déplorait la faiblesse du préfet régional, l'apathie du commandant des G.M.R, des carences de la police et de l'hostilité de la gendarmerie.

116 Marty était assisté de Dercheux (intendant régional-adjoint à Toulouse) et son secrétaire Mouchy.

Les premiers agents franchissent les lignes alliées le 10 octobre 1944.

117 Dercheux, Brunner, Grincourt, Mouchy et Tinland. Ils étaient chargés de l'interrogatoire des prisonniers de guerre français. Présentés comme « journalistes correspondants de guerre », leur solde (1000 marks) était payée pour moitié par les services de Bickler, et pour moitié par Sigmarigen.

118 Darnand lui aurait proposé de diriger les éléments policiers français repliés en Allemagne, mais Marty aurait refusé.

119 Il clama notamment avoir protégé au mieux les gaullistes, et réprimer les FTP.

A propos du maquis de Roquefixade, détruit le 6 juillet 1944 : « Je commandais moi-même les expéditions afin de mieux contenir ces brutes assoiffées de sang. En une seule occasion la Milice échappa à mon contrôle et ce fut le terrible massacre de Roquefixade. »

120 Les inspecteurs Puchouau, Poilane, Bosch et Gourmand n'ont pas fui en Allemagne. Dénoncés par le chauffeur de la Brigade Marty aux autorités (André Albert), ils furent arrêtés, condamnés à mort et fusillés.

NB : les trois premiers avaient rejoint la Brigade Marty à Montpellier, fin 1943.

Note de l'Intendant régional au Maintien de l'Ordre Pierre Marty aux commissaires centraux, commissaires chefs de brigades, commissaires de Police et chefs de Service, 19 mai 1944

« En prenant mes fonctions dans la région de Toulouse, je tiens à attirer tout particulièrement votre attention sur l'importance de premier plan que j'attache aux relations cordiales qui doivent exister entre les services de Police et les services de la Milice.

Je tiens d'abord à vous préciser que je ne suis pas milicien, je n'appartiens à aucun mouvement politique, je suis et je tiens à rester uniquement un serviteur du gouvernement du Maréchal ; c'est la position que j'ai prise en Tunisie comme Contrôleur Général de la Police et c'est celle que je continue d'avoir comme Intendant du Maintien de l'Ordre.

C'est pourquoi je peux me permettre, en toute liberté de conscience et d'esprit, de vous dire que vous devez considérer la Milice Française comme une alliée précieuse pour le Maintien de l'Ordre dans notre pays et comme une force supplétive qui se révélera certainement sous peu comme indispensable pour sauver le pays de l'anarchie.

Je tiens donc absolument à ce que vos rapports avec la Milice soient des plus cordiaux, non pas d'apparence mais effectivement, ce qui veut dire que vous devrez non seulement lui apporter votre concours loyal et total, mais encore vous efforcer très sincèrement d'aplanir toutes les difficultés et tous les incidents qui peuvent naturellement surgir de l'action d'une organisation nouvelle, jeune et pleine d'allant telle que celle de la Milice. Vous devez vous persuader que vous avez affaire à des hommes convaincus de leur mission mais encore inexpérimentés dans le métier de policier que les circonstances tragiques que nous traversons les obligent à exercer.

Chaque fois donc que vous vous trouverez en présence d'un incident créé par l'inexpérience d'un milicien, loin d'envenimer cet incident, vous devez vous efforcer de l'apaiser, de le minimiser de telle sorte que, tout en sauvegardant, dans la mesure du possible, le droit des gens, vous évitiez de porter atteinte au prestige indispensable, à l'action naissante, mais combien vigoureuse, de la Milice Française.

C'est de ce point de vue, quant à moi que je jugerai tous les incidents qui seront portés à ma connaissance. Je suis persuadé que vous comprendrez ce point de vue qui est celui même de l'intérêt supérieur du pays et que vous m'éviterez d'avoir à sévir au cas où je décèlerais dans mon personnel une animosité, même voilée, contre nos camarades miliciens.

Par contre, vous pouvez être certain que, chaque fois que se révélera une faute de service ou un excès de pouvoir de la part des Miliciens, je serai le premier à exiger de leurs chefs une sanction exemplaire.

L'Intendant Régional du Maintien de l'Ordre
P. MARTY »

Gérard PALLUAT De BESSET

Inspecteur régional à l'Avant-Garde (Limoges)

Chef du 2^{ème} Service de la Milice Française (Haute-Garonne)

Chef de centaine-adjoint du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne).

Gérard Régis Albert Jean Marie Palluat De Besset est né le 17 mai 1914 dans le VIII^{ème} arrondissement de Paris¹²¹. Après le lycée, il entre à l'école supérieure de commerce de Lyon, qu'il quitte en 1934 pour raisons de santé, et part habiter à Toulouse. Il travaille alors comme courtier d'assurances pour l'agence « La Prévoyance ». En 1936 il fonde sa propre compagnie, « l'Aigle ». Il milita à l'Action Française de 1928 à septembre 1938, démissionnant du mouvement suite aux accords de Munich. Il fut aussi adhérent du PPF.

Engagé volontaire en septembre 1939 (malgré qu'il fut réformé du service militaire), il est affecté au XVII^{ème} dépôt d'artillerie, à Toulouse, puis à la troisième batterie du 16^{ème} R.A.D. En congé de convalescence en mai 1940, il rejoint le dépôt de Clermont-Ferrand, où il connaît les combats contre la division *Leibstandarte SS Adolf Hitler*. Décoré de la *Croix de guerre* avec une citation à l'ordre du régiment¹²². Fait prisonnier et emmené au stalag I/B. Rapatrié en février 1941 car atteint de la scarlatine. Il retourne à Toulouse, et s'occupe de ses affaires d'assurances, et adhère à la LFC, comme membre du Comité du service des prisonniers. Il était aussi délégué du Secours National à la Maison du prisonnier.

Chef de centaine-adjoint du SOL puis de la Franc-Garde bénévole, il suit un stage à l'école de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, en octobre 1942. Il est nommé chef du 2^{ème} Service de la Milice de Haute-Garonne en mars 1943. Il fut imposé par Collomb pour seconder Tilhol (chef régional du 2^{ème} Service¹²³), qui ne verra pas d'un bon œil cette arrivée¹²⁴. Palluat démissionne fin septembre 1943¹²⁵, après avoir reçu de trop nombreuses menaces à son égard. Il quitte Toulouse, afin de prendre quelques mois de repos, rendant visite à des parents dans le Cantal et la Loire.

En mai 1944 il se rend à Vichy, afin d'y trouver une situation, et demande à voir Filippi, le chef de cabinet d'Henriot, mais il rencontre finalement Henri De Lacaze, qui lui offre le poste d'inspecteur régional (ou départemental?) à l'Avant-Garde à Limoges¹²⁶, où il arrive le 5 juin. Jusqu'en août 1944 il donne des cours d'instruction générale et militaire, et d'assistance sociale aux jeunes gens et aux jeunes filles. Il quitte Limoges le 16 août 1944 dans le convoi de la Milice.

Il refuse d'être intégré à la Waffen-SS. Il réside à Sigmarigen jusqu'en avril 1945, donnant la classe (cours, religion, sport) à trente-sept enfants âgés de dix à quatorze ans. Il faisait partie de la « centaine du Maréchal », miliciens chargés de la garde du château et de la hissée des couleurs. Il passe en Italie à la fin de la guerre avec une quinzaine de jeunes gens¹²⁷. Rapatrié dans un camp de la Croix Rouge internationale, il se présente aux américains (le major Knox, du 349^{ème} régiment d'infanterie US), et demande à intégrer l'US Army, comme volontaire contre le Japon. Sa demande n'est pas acceptée.

121 Famille de nobles et de notables du Forez (remontant à 1750 au moins, mais peut-être dès le XIV^{ème} siècle selon certaines sources), qui fut l'une des principales figures de la Révolution industrielle dans la région (douze moulinsages et dix neuf filatures en 1845).

122 « Palluat de Besset Gérard, canonnier à la 101^{ème} batterie du dépôt d'artillerie 313 :
Volontaire pour faire parti de la batterie d'artillerie à pied chargée de la défense de Pont-du-Château, le 20 juin 1940 s'est distingué par son ardeur au combat, infligeant des pertes à l'ennemi en se servant de son arme automatique jusqu'au bout à son poste de combat. »
Signé : Bridoux.

123 Collomb s'adressant à Tilhol : « Je vous présente M. Palluat de Besset, qui désormais supervisera tous vos travaux. Je n'ai pas dit qu'il vous remplacerait mais comme il a, ici à Toulouse, beaucoup de relations, il sera mieux à même que vous de servir plus utilement la cause de la Milice. »

124 A cette époque, le deuxième service n'est pas encore policier. Palluat se chargeait des enquêtes de moralité sur les postulants miliciens, des enquêtes sur les trafiquants du marché noir et sur l'état d'esprit de la population.

125 A son procès il dira avoir rompu tout contact avec la Milice à la mi-juillet 1943. Ce qui est vrai, car il passa la majeure partie de l'été 1943 en repos en dehors de Toulouse. Toutefois, il est encore porté comme chef du Service à la date du 3 septembre 1943. Il exerçait cette fonction à titre bénévole, contrairement aux autres chefs de Service, rétribués.

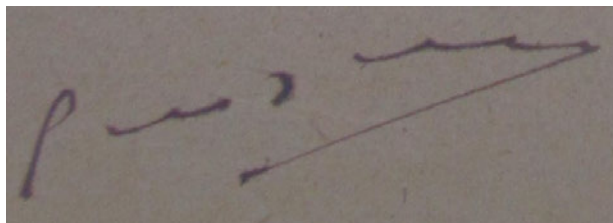
126 A la base, Palluat désirait un poste de permanent au Secours National.

127 Pour échapper à l'intégration dans le *Volksturm*, voulue par les allemands !

Quelques jours après, à Merano, il croise une voiture d'officiers français, et se présente comme milicien. On lui demande de se présenter plus tard. Au rendez-vous fixé, il apprend que les officiers avaient été mis aux arrêts (commandant De Lausanne...). Il est finalement arrêté par le nouveau lieutenant français¹²⁸, et mis au cachot durant quinze jours. Il connaît les camps de prisonniers de Merano et de Modena, et rapatrié en France, où il est interné au camp de Saint-Mître, du 13 août au 6 novembre 1945.

Jugé le 19 février 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à quatre ans de prison, dix mille francs d'amende, la dégradation nationale à vie et la confiscation des biens présents et à venir¹²⁹. Il se pourvoit en cassation trois jours après, et sa peine est réduite à deux ans de prison le 15 avril.

Il est décédé en 1992.



128 Qui sera lui-même arrêté par les américains peu après, comme ancien du SD !

129 Voici ce qu'écrit l'inspecteur chargé de l'enquête :

« Palluat De Besset n'est pas intelligent, c'est un mystique et un rêveur. Son affection pour les jeunes, son désir de les guider dans le bon chemin est son principal souci.

Palluat De Besset a commis une faute grave en répondant à l'ordre de mobilisation de Darnand, mais ayant prêté serment à Pétain, il n'a pas voulu être parjure, Dieu étant mêlé, bien involontairement d'ailleurs, à cette histoire. »

Claude PLATON

Waffen-Standarten-OberJunker der SS

Chef de centaine-adjoint de la Franc-Garde permanente (Ariège)

*Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole & chef de trentaine de la Franc-Garde permanente
(Toulouse - Haute-Garonne)*



Promotions :

Chef de trentaine (Franc-Garde bénévole) : ... 1943

Chef de trentaine (Franc-Garde permanente)¹³⁰

Chef de centaine-adjoint (Franc-Garde permanente) : juin 1944

Waffen-Standarten-OberJunker der SS¹³¹

Claude Emmanuel Platon est né le 2 mars 1918 à Cherbourg (département de la Manche), fils de l'amiral Charles Platon¹³². Démobilisé en avril 1941, il part travailler en Algérie, comme sous-directeur d'une exploitation agricole. Rentré en France en octobre 1942, il est appelé aux Chantiers de jeunesse dans le Puy-de-Dôme, de janvier à juillet 1943. Il s'installe à Toulouse, travaillant comme ingénieur à la Direction des services agricoles de la ville. Il s'inscrit à la Milice en août 1943, comme chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole.

Envoyé en Haute-Savoie le 5 mars 1944, avec rang de chef de trentaine. Il assurait notamment la liaison entre l'état-major milicien et celui des GMR et de la Garde mobile. Incorporé dans la Franc-Garde

130 Minimisant son importance hiérarchique à son procès, Platon dira n'avoir jamais dépassé le grade de chef de trentaine...

131 Parfois donné comme Standarten-Junker. Robert Soulat et Éric Lefèvre confirment plutôt StdObJu.

132 L'un des plus brillants amiraux de la flotte, il se distingua à Dunkerque en juin 1940. Secrétaire d'Etat des colonies de Vichy. Il a été démis de ses fonctions par Laval en mars 1943. Se rapprochant de plus en plus des collaborationnistes, et complotant contre Laval et son gouvernement, il est assigné à sa résidence de Pujols (Gironde). Enlevé par des partisans FTP de Dordogne, il est jugé par un tribunal militaire, qui le condamne à mort. Il est exécuté le 28 août 1944.

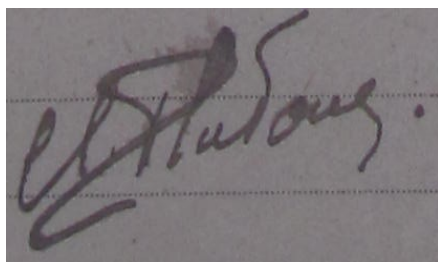
NB : pendant longtemps, il a circulé la rumeur qu'il avait été torturé et écartelé (avec des bœufs) par les FTP. Mais les données mises à jour au fil du temps ont permis de montrer qu'il avait été plutôt bien traité, commandant même son peloton d'exécution : « Avant de mourir, je tiens à proclamer que j'ai toujours aimé mon pays, que j'ai toujours cru le servir jusqu'au sacrifice suprême... » avant de commander lui-même : « En joue ! Feu ! »

permanente de l'Ariège fin mai 1944¹³³. Platon prit part à plusieurs opérations contre le maquis¹³⁴. Renvoyé à Toulouse le 17 juillet 1944, à la suite d'une mésentente avec Pincemin, qu'il accusait d'agissements malhonnêtes¹³⁵. Platon semble avoir été rétrogradé chef de trentaine. Il part à Vichy début août 1944, afin de s'enquérir du sort de son père, enlevé par le maquis en Dordogne.

Exilé en Allemagne à la Libération, transféré à la Waffen-SS en novembre 1944, il sera nommé second officier d'ordonnance de l'état-major de la *33. Waffen-Grenadier-Division der SS « Charlemagne »*. En Poméranie, Platon passe au régiment de marche lors de la réorganisation de la division. C'est lui qui conduit Émile Raybaud blessé au port de Kolberg. Il fait partie des quelques deux à trois cents soldats du groupe de Jean Havette qui veulent continuer le combat, à Kolberg¹³⁶. Platon détruit trois chars durant la bataille¹³⁷. Les survivants sont évacués le 18 mars 1945 à Swinemünde. De là ils rejoignent le régiment Hersche à Wildflecken. Platon finit la guerre dans le bataillon de travailleurs, ayant refusé de continuer la lutte.

Comme la plupart des hommes du bataillon, il est capturé début mai 1945, et fut interné plus tard à Neugamme. Interné à la maison d'arrêt de Valenciennes, puis envoyé à Toulouse le 17 janvier 1946. Jugé le 24 septembre 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité et la dégradation nationale¹³⁸.

Claude Platon est décédé en 2001.



133André Laurens le donne comme chef-adjoint de la Franc-Garde permanente. Mais des documents retrouvés aux AD de l'Ariège donnent Duplaix à ce poste, ou Jean Rollet (au moins à la fin de la période).

A noter qu'il dirigea l'une des trois dizaines de la trentaine Darrigade envoyée dans le Gers, le 9 mai 1944.

134 Selon Platon à son procès, il eut aussi pour rôle d'instruire la dizaine en side-car, ainsi que d'assurer la sécurité du chef Meyniel, lorsqu'il se rendait à Ax-les-Thermes.

135Selon le témoignage de Jérôme Miquel (chef de trentaine-adjoint), Platon aimait s'amuser, et se serait saouler une fois de trop. Pincemin l'aurait alors muté à Toulouse.

136Cette unité, dirigée par l'Ostuf. Paul Ludwig, a perdu 90% de ses effectifs lors des combats, entre le 7 et le 18 mars 1945.

137Sur les quelques trente détruits par les français défenseurs de Kolberg.

138Malgré plusieurs témoignages à décharge d'anciens collègues et résistants, qui avaient certifié que Platon avait facilité la vie aux prisonniers, en faisant passer des colis et évitant les sévices.

A noter qu'il avait été condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse, le 13 septembre 1945.

Max QUIQUEMPOIS

SS-Frw. Oberscharführer

Instructeur sportif à l'école des cadres de la Milice Française à Uriage (Secrétariat Général)

Chef du 4^{ème} Service du SOL puis de la Milice Française (Tarn-et-Garonne)

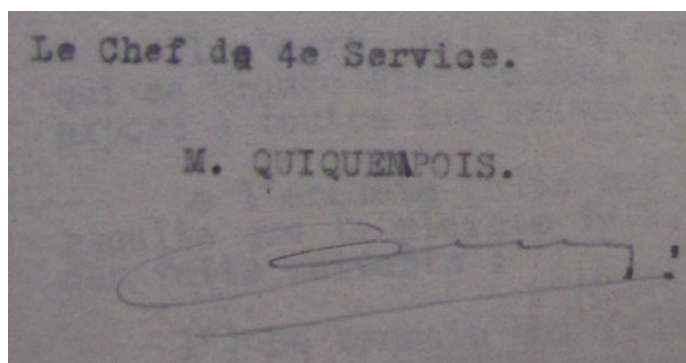
Promotions :

SS-Frw. Unterscharführer

SS-Frw. Oberscharführer : automne 1944

Max Quiquempois¹³⁹ est né le 10 septembre 1916 à Ribérac (département de la Dordogne). Employé dans un magasin de Lille, il fut membre du PSF avant-guerre. Après sa démobilisation, en 1940, il part chez sa grand-mère, à Borde-sur-Lèze (Ariège), travaillant comme manœuvre à l'empierrement des routes jusqu'en octobre 1940. Il entre aux Compagnons de France à Foix. En novembre 1941 il trouve un emploi rattaché au Ministère de l'Information et de la propagande, sa principale mission étant de distribuer des brochures officielles dans les bureaux locaux de Tarbes, Perpignan et Montauban. S'inscrit au SOL en avril 1942.

Chef du 4^{ème} Service du SOL puis de la Milice du Tarn-et-Garonne¹⁴⁰. Il est appelé à l'école des cadres d'Uriage par Du Vair, en avril 1943¹⁴¹, pour devenir instructeur sportif¹⁴². Engagé à la Waffen-SS en octobre 1943¹⁴³, après la visite d'une commission allemande à Uriage.



Au grade d'Unterscharführer, il commande la quatrième section de la 3^{ème} compagnie en Galicie. Décoré de la *Croix de fer IIème classe*, et promu au grade supérieur. En Poméranie, il sert dans la 3^{ème} compagnie du *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 57*, sans doute en tant que chef de section. Après la mort de Guy Counil, le 24 février 1945, il prend le commandement de la compagnie¹⁴⁴. Quicampoïis est capturé en Poméranie, alors qu'il se trouve avec le *Fahrschwadron B*. Il parvient à s'évader, et se réfugie à Bâle, en Suisse à la fin de la guerre, où les autorités locales l'internent dans un camp. Il s'évade, et rejoint le domicile de sa grand-mère, en Ariège, en août 1945. Il est arrêté par le maire peu après.

Rapatrié en France, il est condamné à vingt ans de prison, la dégradation nationale à vie et la confiscation de tous ses biens par la Cour de justice de Toulouse, le 4 janvier 1946. Il s'évade du camp de

139 Son nom est souvent écrit « Quiquempoïis », voire « Quicampoïis ». Il s'agit d'une erreur.

140 Signe un document à ce poste à la date du 3 février 1943.

141 Ou peut-être en mai ou juin 1943, selon sa grand-mère.

142 Quicampoïis, d'après ses dires, avait commencé ouvrier, avait eu à se plaindre de ses patrons, et était donc le seul à être arrivé à la Milice avec un programme traitant du sort de l'ouvrier. Début 1943 il tenait un commerce à Montauban, rue Saint-Louis.

D'apparence, il était décrit comme « petit, le visage frais et le front découvert. L'un des plus intelligents des chefs locaux, et débrouillard. »

143 Inquiet pour sa grand-mère restée en France, il lui écrit le 15 juillet 1944 :

« Chère Mamet,

J'espère que cette lettre te parvienne, en tout cas on s'occupe de toi, et sois sûre que s'il t'arrive des ennuis, quelques notables bien connus du pays seront châtiés en conséquence. Vois Pincemin à Foix de ma part, si tu dois te déplacer réclame toi de moi, tu seras défendue et hébergée. Essaie de me faire parvenir de tes nouvelles, car je suis réellement inquiet de ton sort. Ici tout continue à bien marcher sans ennuis avec une bonne santé et un excellent moral. Ecris bien vite, je t'embrasse très fort, très fort. Ton fison. »

144A son procès, Quiquempoïis minimisa son rôle, prétendant qu'il n'avait été que chauffeur, non armé !

Saint-Sulpice-La-Pointe le 8 juin 1946, durant une corvée¹⁴⁵. Il envoie une carte postale au directeur de la prison, le jour de son départ pour l'Amérique du sud !

Henri ROUTARD

Délégué d'arrondissement de la LVF (Saintes - Charente-Maritime)
Secrétaire de section du PPF (Carmaux – Tarn)

Henri Routard est né le 1^{er} avril 1896 à Gaillac (département du Tarn). Instituteur suppléant à l'école Sud Saint-Michel de Toulouse, il est appelé sous les drapeaux en mars 1916, et affecté au 3^{ème} régiment d'artillerie à Carcassonne. Il part au front et servira dans le 248^{ème} régiment d'artillerie. Finit la guerre maréchal-des-logis (ni cité, ni blessé). Il sera nommé sous-lieutenant de réserve en 1938, par concours.

Démobilisé depuis novembre 1919, il s'installe comme professeur de musique de métier à Carmaux. De la fin des années 1920 à 1939 il est employé à la musique municipale de la ville de Nice. Il avait adhéré au PPF en 1937-1939. Mobilisé en septembre 1939, comme gestionnaire de l'hôpital complémentaire de Cannes, plus tard replié à Avignon. Démobilisé en août 1940, il trouve un emploi de secrétariat à la mairie de Nice (la musique n'existant plus). Il rentre habiter à Carmaux en mars 1941, à cause des difficultés de ravitaillement. Il y trouve un emploi de bureau aux Mines de la ville.

Se re-inscrit au parti en août 1942, après avoir fait connaissance avec Assie. Il devient secrétaire de la section PPF de Carmaux, qu'il fonda en décembre 1942, date de la première réunion du parti. On lui proposa un poste rémunéré (3000 francs par mois)¹⁴⁶, mais il refusa, car ne voulant pas trop s'afficher PPF dans la ville où son père était connu comme SFIO depuis quarante-cinq ans (quand à sa mère, elle brûlait les journaux PPF que son fils recevait!).

Il quitte Carmaux (et le PPF) en août 1943, soi-disant pour raisons de santé¹⁴⁷, et s'installe à Châtelailon. Après quelques mois d'inactivité, il se met en quête d'un travail, et on lui propose le poste de secrétaire de la LVF de Charente-Maritime, mais il ne reste que quinze jours à ce poste, étant nommé délégué d'arrondissement de la LVF de Saintes. Il démissionne en mai 1944, sans avoir recruté quiconque.

S'engage au service santé de l'armée, à Agen, en janvier 1945, comme sous-lieutenant (nommé lieutenant le 25 juin 1945), il officie d'abord à l'hôpital complémentaire, puis est muté officier d'administration à Saint-Quentin. Condamné à mort par contumace le 7 août 1945 par la Cour de justice du Tarn, il sera arrêté plus tard, et transféré à la prison Saint-Michel de Toulouse. Jugé le 8 juin 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à cinq ans de prison, 12 000 francs d'amende et la dégradation nationale à vie. Son pourvoi en cassation est rejeté le 20 juin¹⁴⁸.

145 Quiquempois fila à toute jambe, le gardien chargé de surveiller les détenus ne put que crier, n'ayant aucune arme à disposition.

146 Selon Routard, il démissionna du parti en janvier 1943, et c'est alors qu'il eut la visite d'un inspecteur du PPF, le dénommé Grégoire.

147 Selon une autre source, il avait séduit Madame Ramnoux (déléguee à l'action sociale de la section, femme du secrétaire administratif de section, Pierre Ramnoux) et ils avaient décidé de quitter la ville.

Selon une troisième source, il quitta Carmaux sur conseil de son père, qui avait peur pour la sécurité de Routard, connu comme PPF dans la ville, et mal vu de la population.

148 Sa date de décès n'est pas connue, mais elle est postérieure à 1960 (date de son troisième mariage).

Albert STIRNEMANN

Délégué régional du Francisme (Toulouse)

Délégué départemental du Francisme (Gers)

Délégué départemental-adjoint du Francisme (Haut-Rhin)

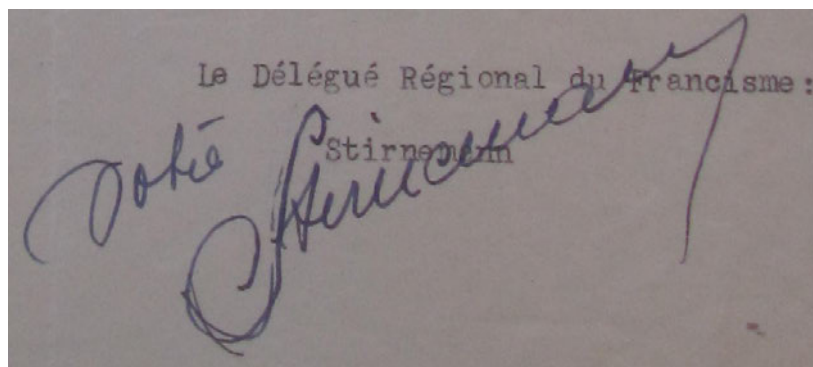
Albert Thiébaud Stirnemann est né le 18 juin 1906 à Sennheim (Empire allemand - département du Haut-Rhin). Délégué départemental-adjoint du Francisme du Haut-Rhin avant-guerre¹⁴⁹. Il exerçait la profession de chauffeur de taxis à Mulhouse.

Démobilisé à Toulouse après la défaite. Expulsé d'Alsace en décembre 1940 pour avoir contracté un mariage « mixte » avec une française de l'intérieur¹⁵⁰. Réfugié dans le Gers, délégué local des réfugiés alsaciens-lorrains, il devient le délégué départemental du Francisme, et y tente vainement de développer le parti¹⁵¹.

Il devient délégué régional du Francisme de la XVII^{ème} Région (Toulouse) le 27 novembre 1941. Il tenait aussi la librairie Franciste de la ville. Il gardera ce poste jusqu'à la Libération, encourageant largement les membres à faire partie de la police allemande ou de la Milice. Il fuit en Allemagne à la Libération.

Arrêté en Autriche par les autorités britanniques, en janvier 1948, et remis à la France. Jugé le 11 mai 1949 par la Cour de justice de Toulouse¹⁵², il est condamné à trois ans de prison et l'indignité nationale¹⁵³.

Il est décédé le 19 juin 1974 à Cernay.

A photograph of a document featuring a purple ink signature that reads 'Albert Stirnemann'. The signature is written over a rectangular stamp. The stamp contains the text 'Le Délégué Régional du Francisme:' in a bold, sans-serif font, with the name 'Stirnemann' printed below it in a smaller font.

149 A noter qu'il fut conseiller municipal communiste à Cernay, en 1930.

150 Il écrira à un ami : « Je n'ai pas pu et d'ailleurs n'aurait pas voulu rentrer en Alsace, car étant Franciste jamais je n'aurais voulu changer ma chemise bleue contre la brune. Etre pour la Collaboration ne veut pas dire être allemand et national-socialiste. Malheureusement il y a des hommes qui se disaient français et qui ont tourné la veste tout de suite, tels les PSF et beaucoup de royalistes. »

151 Une poignée de membres, et aucune permanence, faute de moyens.

152 Condamné à mort par contumace le 20 avril 1946.

153 Il ne sera pas reconnu comme ayant été agent ou informateur régulier de la « Gestapo ». La peine peut paraître légère, quand on sait que les militants les plus actifs du Francisme de Toulouse ont collaboré avec le SD.

PARTIE II – HAUTE-GARONNE

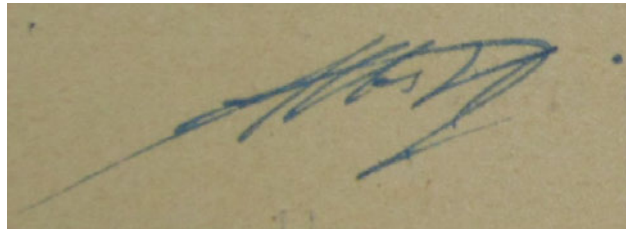
David ALBA

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Cintegabelle - Haute-Garonne)

David André Alba est né le 28 décembre 1898 à Varilhes (département de l'Ariège). Mobilisé en avril 1917 à Toulouse, et monte au front quelques mois après. La guerre terminée, il continue son service en Orient, et est démobilisé en avril 1920. Titulaire de la *Croix de guerre* avec trois citations (dont une à l'ordre de la division).

Électricien pour la SNCF à Cintegabelle depuis 1929, chef cantonal du SOL puis de la Franc-Garde (matricule 2010) de Cintegabelle (dépendait de la Centaine d'Auterive), avec le rang de chef de trentaine. Il démissionne en septembre 1943, avec toute la section d'Auterive, car déçu de l'orientation pro-allemande prise par le mouvement.

Arrêté à son domicile par des FFI d'Auterive, le 22 août 1944. Jugé le 26 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à la dégradation nationale.



Pierre AURIOL

Waffen-Sturmmann der SS

Promotions :

Légionnaire / Soldat

Caporal / Gefreiter

Waffen-Sturmmann der SS¹⁵⁴

Pierre Sylvain Auriol est né le 26 décembre 1921 dans le VI^{ème} arrondissement de Paris. Finissant ses études à l'école primaire supérieure de Perpignan (école préparatoire au concours des Arts et Métiers), il est appelé dans les Chantiers de jeunesse en 1942. A la fin de son stage, il est convoqué par le STO. Ne désirant pas partir, il signe un engagement à la LVF le 9 juin 1943 (matricule 11639), et dirigé au Centre d'Instruction des Cadres de Guéret le 22, et intégré au peloton d'élèves-aspirants du lieutenant Inglès.

Après plusieurs mois passés à la caserne de Versailles, il est envoyé au camp de Kruszyna, le 8 septembre 1943. Il prétendra n'être jamais monté au front et être resté comme secrétaire du service d'engagement (?). Il bénéficia d'une unique permission d'une vingtaine de jours, fin mai 1944. Versé à la brigade « Charlemagne », restant probablement dans le régiment Hersche jusqu'à la fin de la guerre¹⁵⁵. Il est également possible qu'il ait été envoyé à l'école de Kienschlag¹⁵⁶.

Parvient à rentrer en France en se faisant passer pour un prisonnier de guerre rapatrié. Il passe illégalement la frontière espagnole. Après huit mois sans papiers, il demande une carte de travail aux autorités, et est immédiatement interné à la prison de Barcelone. Libéré une année après, grâce à l'intervention d'une religieuse. Il travaille ensuite comme dessinateur dans une usine.

Jugé le 28 juin 1950 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à deux ans de prison et dix ans de dégradation nationale¹⁵⁷.

Auriol est décédé le 19 mars 2000 à Perpignan.

154 Etant donné son parcours (peloton d'élèves-aspirants de la LVF, peut-être l'école SS de Kienschlag, etc), on est en droit de penser qu'il détenait au moins le grade de caporal, voire même au-delà.

155 Il n'avait à priori aucun grade. Mais son dossier en justice étant peu fourni, on ne peut en être sûr...

156 Source : correspondance avec Eric Lefèvre.

157 Il avait été condamné à mort par contumace à Perpignan le 9 août 1945.

Jean AUTHIER

Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)
Chef de centaine du SOL (Toulouse – Haute-Garonne)

Promotions :

Chef de centaine (SOL)

Chef de trentaine (SOL)

Membre SOL

Franc-Garde bénévole

Chef de trentaine (Franc-Garde bénévole)

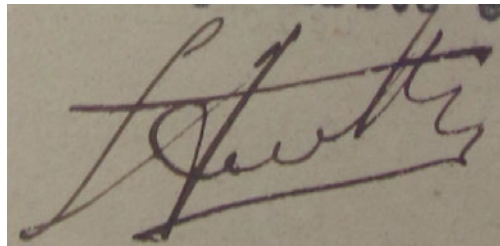
Jean Georges Authier est né le 29 juillet 1899 à Agen (département du Lot-et-Garonne). Mobilisé de février 1918 à 1921, il combattit brièvement à la fin du conflit, dans la Meuse. Il reprend ensuite son travail de voyageur de commerce, qu'il quitte en 1930 pour être grossiste en mercerie. En 1936 il entre comme voyageur de commerce dans la maison « Capdevilla-Lavigne », à Toulouse.

Mobilisé d'août 1939 à février 1940, dans une compagnie automobile du 17^{ème} régiment du Train, à Toulouse. Renvoyé dans ses foyers car appartenant à la classe 1915. Il entre alors comme Contrôleur adjoint du Service de Fabrication de l'Industrie, qu'il gardera jusqu'à la Libération.

Membre de la LFC, il adhère au SOL en mars 1942, comme chef de centaine. Il sera ensuite chef de trentaine, puis simple membre SOL. Authier ne saura pas expliquer les raisons de cette dégradation continuelle, si ce n'est peut-être un manque de zèle. En tout cas, il passe automatiquement à la Milice (matricule 32). Il sera même nommé chef de trentaine. Il participa à l'action contre le restaurant de La Reine Pédaque, et assista à l'enterrement du milicien Costes. S'apercevant de l'évolution collaborationniste de la Milice, il démissionne fin septembre 1943.

Arrêté le 5 septembre 1944 à Castéras, par la gendarmerie. Incarcéré à Foix jusqu'au 14 octobre 1944, puis interné au camp de Noé. Jugé le 16 mars 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à dix ans de dégradation nationale.

Authier est décédé le 26 janvier 1974 à Toulouse.



Georges BAROILLER

Chef de trentaine de la Franc-Garde permanente (Haute-Garonne)

Georges Baroiller est né le 9 décembre 1921 à Epinal (département des Vosges). Requis pour le STO, il adhère à la Milice à Albi, en avril 1943, sur conseil du chef Lemaire, mais dépendait de l'union de Haute-Garonne. Envoyé faire un stage de six mois à l'école des cadres d'Uriage, du 15 juin au 9 décembre 1943. Il fut sans doute nommé chef de trentaine¹⁵⁸.

Revenu à Toulouse, il occupe un poste rémunéré à la Franc-Garde permanente, service comptabilité. Il quitte cet emploi fin janvier 1944, et démissionne de la Milice un mois plus tard, car étant désormais certain de trouver un nouvel emploi. En effet, il entre aux Gardes voies et communications, comme brigadier-chef, en mai 1944.

Jugé le 10 avril 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à l'indignité nationale.

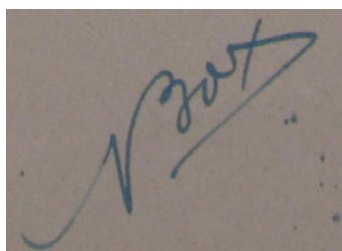
André BAX

Président départemental du Groupe Collaboration (Haute-Garonne)

André Bax est né le 7 avril 1944 à Bizanos (département des Basses-Pyrénées). Ingénieur des Arts et Métiers, officier de réserve mobilisé en 1940. Il quitte Paris pour Toulouse en 1941, et s'y installe comme commerçant et courtier de matériel industriel, faisant affaire dans tout le sud-ouest¹⁵⁹.

Président départemental du Groupe Collaboration de Haute-Garonne d'avril 1942 au 4 février 1943¹⁶⁰, date où il démissionne. Depuis l'arrivée des allemands en zone sud, il avait liquidé adroitement une partie de la trésorerie du mouvement, afin de le torpiller.

Arrêté par les RG de Toulouse le 24 août 1944. Jugé le 7 mars 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à la dégradation nationale à vie et la confiscation de ses biens à hauteur de 20 000 francs. Il est libéré du camp de Noé le 28 juillet 1945, et mis en résidence assignée. Il reprend son activité professionnelle à sa sortie, qui deviendra prospère.



158 A son procès, il expliqua avoir démissionné de la Franc-Garde à sa sortie de l'école, afin de ne pas être nommé chef de trentaine... Mais ce qui est étrange, c'est qu'il revient à Toulouse avec un poste rémunéré à la Franc-Garde !

159 Les établissements André Bax, basé au 45 allée Jean Jaurès en 1945. Longtemps après, l'entreprise deviendra prospère dans tout le sud-ouest, et changera de nom en Asmo Bax.

160 Par idéologie, et dans le souci de pouvoir ramener plus vite des membres de sa famille prisonniers de guerre.

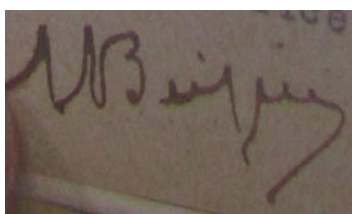
André BÉGUÉ

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Léguevin – Haute-Garonne)

André Jean Guillaume Bégué est né le 2 juin 1902 à Cox (département de la Haute-Garonne). Après des études médiocres, au collège de Sorrèze puis au lycée à Toulouse, il revient s'installer à Cox, comme cultivateur. Il fait son service militaire à Béziers, dans les chars d'assaut, comme simple soldat.

Mobilisé en 1939 dans un groupe forestier de l'armée, à Quillan. Chef cantonal du SOL puis de la Milice (matricule 2136) de Léguevin¹⁶¹, avec le rang de chef de trentaine. Il dépendait de la centaine du docteur Pradel.

Démissionne le 20 mai 1943 (avec l'assentiment de son ancien supérieur, le chef de centaine SOL Pradel), car inquiet de la tournure pro-allemande de la Milice. Arrêté à son domicile, et incarcéré au camp de Noé, il sera ensuite interné à l'hôpital de La Grave, car sujet à des troubles mentaux¹⁶². Il est jugé le 13 mars 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, et acquitté.



161 Comprenait alors sept communes : Léguevin, Cox...

162 Qui se traduisait par une attitude apathique, un état anxieux, des pertes de mémoires, une attitude distante vis-à-vis de sa femme, etc. Il se pourrait que Bégué simulait cet état, afin d'atténuer son cas devant la justice...

Gustave BÉRIA

Sergent / Unteroffizier

Gustave Jean Joseph Béria est né le 19 décembre 1897 à L'Isle-en-Dodon (département de la Haute-Garonne). Sorti de l'école à quinze ans, il est placé comme apprenti cuisinier. Mobilisé en décembre 1915, il recevra la *Croix de guerre* avec une citation (à l'ordre du régiment). Travaille comme facteur intérimaire de 1919 à 1926, puis comme gendarme jusqu'en 1937¹⁶³, prenant sa retraite proportionnelle car en désaccord avec ses chefs. Il travaillera ensuite de manière irrégulière, comme manœuvre dans sa région natale.

Mobilisé en 1939-1940, comme sergent, il ne voit aucun combat¹⁶⁴. Se retrouvant sans ressources, il s'engage à la LVF sur un coup de tête¹⁶⁵, début novembre 1941, avec son grade. Affecté à la batterie d'artillerie régimentaire. Démobilisé en mars 1942 comme indésirable (à cause de son « mauvais esprit »)¹⁶⁶, il rentre à Versailles en avril. Se porte volontaire pour le travail en Allemagne en juin 1942. Il travaille dans une fonderie de Dortmund. Bénéficiant d'une permission spéciale (décès de sa sœur) en juin 1943, il ne regagne pas son travail à l'issue de celle-ci. Mais finalement, se retrouvant à nouveau sans argent, il se porte à nouveau volontaire, en octobre 1943, et est envoyé en Autriche¹⁶⁷.

Rapatrié par les troupes soviétiques, à Odessa, il est arrêté dans le train qui le ramenait à L'Isle-en-Dodon, le 24 août 1945. Il apprend alors que son fils, maquisard à Meilhan, fut fusillé par les allemands le 7 juillet 1944. Jugé le 21 janvier 1946 par la Cour de justice de Toulouse, et condamné à deux ans de prison et la dégradation nationale.

163 Il servit deux années dans les colonies, en Algérie et en Syrie. Il contracta le paludisme et la dysenterie, et aurait pris l'habitude de se livrer à la boisson.

164 D'abord affecté au 67^{ème} régiment d'artillerie, aux Sept-Deniers à Toulouse, puis envoyé en Tunisie. Revient en France et affecté à un dépôt d'artillerie, dans le Lot.

165 Il clamera plusieurs excuses : avoir bu un coup de trop avec copain, après une violente dispute avec sa femme (qu'il battait)...

166 Selon un témoin, Béria ne fut démobilisé que vers juillet 1942, date où il fut vu en uniforme allemand au village, où il faisait une active propagande orale en faveur de la LVF !

167 D'abord occupé dans une ferme jusqu'en avril 1944. Il eut des relations intimes avec une femme, et fut envoyé en guise de punition dans une fabrique de chaussures (à Wimpassing) jusqu'en janvier 1945, puis dans une fabrique de boulons.

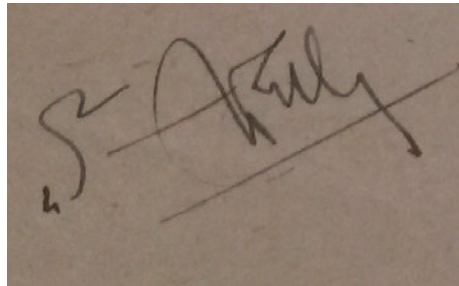
André CAHUZAC

Chef de centaine-adjoint du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Saint-Martory – Haute-Garonne)

André Pierre Cahuzac est né le 28 septembre 1912 à Carcassonne (département de l'Aude). Appelé au service militaire en 1932, il bénéficie d'un sursis à cause de ses études en médecine. Docteur en médecine, installé à Saint-Martory depuis 1937, il professait alors des idées socialistes. Mobilisé en 1939-1940, comme médecin auxiliaire aux armées¹⁶⁸, à l'hôpital complémentaire de Charleville-Mézières, jusqu'au 10 mai 1940, puis rejoint son unité, à Rethel.

Démobilisé à Saint-Gaudens le 19 août 1940, il rejoint la LFC, dont il fut le secrétaire de la section locale. Chef de centaine-adjoint du SOL (qu'il rejoint fin 1941) puis de la Franc-Garde bénévole (matricule 2046) de Saint-Martory (chef cantonal)¹⁶⁹. Il cesse toute activité milicienne progressivement, durant l'automne 1943. Craignant pour sa sécurité (il figurait sur une liste de gens à abattre), il quitte Saint-Martory avec sa famille le 21 mai 1944, et se réfugie chez son beau-père, à Saint-Sever-sur-Adour.

Arrêté chez sa belle-famille le 13 septembre 1944¹⁷⁰, et interné au camp de Noé. Il est jugé le 12 avril 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, et relevé de l'indignité nationale, grâce à de nombreux certificats de complaisance signés en faveur de jeunes requis du STO. Son père, le colonel d'aviation Pierre Cahuzac, fut arrêté par le SD à Toulouse le 5 mai 1943, et fut déporté à Buchenwald, où il mourra en 1944¹⁷¹. Son fils ne l'apprit qu'en mars 1945.

A photograph of a handwritten signature in dark ink on a light-colored, textured paper. The signature is stylized and appears to read 'A. Cahuzac'.

168 Passe par l'école des officiers de réserve du 12 octobre 1939 au 1er janvier 1940.

169 Son activité milicienne passa relativement inaperçue au niveau local (Cahuzac clamera n'avoir jamais fait partie de la Milice), mis à part un défilé en mai 1943, où était présent le chef Frossard (Cahuzac était le médecin de famille des Frossard).

170 Arrêté sur le chemin du retour de la gare, où il était allé chercher sa femme. Cette dernière revenait en effet de Saint-Martory, afin de « tâter » le terrain concernant le sort pesant sur son mari.

171 Attaché militaire auprès de l'armée républicaine espagnole à Madrid en 1936.

Il fut l'un des fondateurs du mouvement Libération-Sud.

Alfred CAZENAVE

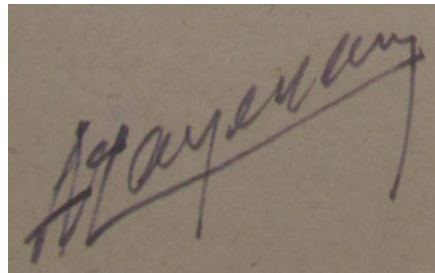
Chef de centaine de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Alfred Victor Cazenave est né le 6 mars 1872 à Idron (département des Basses-Pyrénées). Il fut mobilisé durant la guerre 1914-1918, et nommé *Chevalier de la Légion d'honneur* le 12 août 1918¹⁷². Directeur de l'Arsenal de Toulouse de 1921 à 1931 (nommé *Officier de la Légion d'honneur* en 1925), il prend sa retraite avec le grade de colonel d'artillerie¹⁷³.

Il adhère à la Milice en septembre 1943 (membre de la LFC depuis le mois de mars), comme chef de la Défense passive à Toulouse, avec le rang de chef de centaine (matricule 1074). Il assista aux obsèques du général Philippon, qui fut longtemps son supérieur dans l'armée. En février 1944, il cacha chez lui un capitaine de l'armée d'Afrique (Espardeilla), parachuté en France. Il démissionne en juin 1944, au moment de la mobilisation de la Franc-Garde.

Arrêté à son domicile par des FFI, le 22 août 1944. Amené au PC des FFI des Minimes, puis à la prison Saint-Michel. Jugé le 28 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à cinq ans de dégradation nationale¹⁷⁴.

Le colonel Cazenave est décédé à Toulouse le 18 novembre 1959.



172 Citation accompagnant la décoration :

« Capitaine de réserve à la 7^{ème} compagnie du 2^{ème} régiment d'infanterie coloniale : Gradé énergique. Le 8 août 1918 a fait preuve de courage en entraînant ses hommes à l'assaut, malgré le feu des mitrailleuses ennemies. A été grièvement blessé. Une blessure antérieure. Une citation. »

173 Il avait été nommé lieutenant-colonel en 1924.

174 Il avait un beau-frère officier dans l'armée américaine, et un neveu dans l'armée d'Afrique.

Marcel CHAUDON

Secrétaire régional de la Milice Française (Toulouse)

*Secrétaire administratif régional du SOL & de la Milice Française (Toulouse) & chef de centaine
du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)*

Promotions :

Chef de trentaine (SOL)

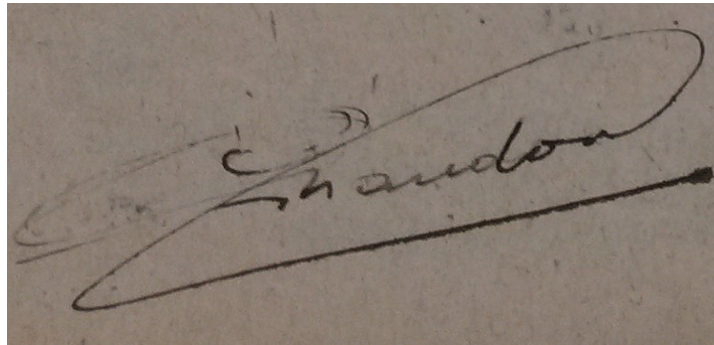
Chef de centaine (SOL / Franc-Garde bénévole)

Marcel Raoul Robert Chaudon est né le 26 juin 1903 à Laon (département de l'Aisne). Mobilisé à la poudrerie nationale de Toulouse, de septembre 1939 à février 1940. Comptable à l'Epicerie Américaine de Toulouse, il adhère aux Amis de la LFC, puis au SOL en novembre 1941. Il passe successivement chef de trentaine puis chef de centaine. Il fut nommé secrétaire administratif régional du SOL, poste qu'il garda à la Milice¹⁷⁵. Il était appointé 5 000 francs par mois. Sa tâche consistant en la répartition du budget régional, la vérification des comptes et l'établissement des pièces administratives.

Quitte Toulouse le 19 août 1944 avec ses chefs (De Perricot et Péribère), emportant les papiers de comptabilité et deux millions de francs en liquide. Chaudon se trouvait dans le même véhicule que le chef Gerlié (du Tarn, qui était son ami). Quitte le convoi à Pont-Saint-Esprit (remettant l'argent à De Perricot), et se réfugie à Gardanne, où il reste jusqu'au 13 novembre, date où il revient à Toulouse pour se constituer prisonnier.

Jugé le 16 avril 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, et condamné à la dégradation nationale et la confiscation de ses biens à hauteur de cinq milles francs.

Décédé à Laon le 26 septembre 1973.



¹⁷⁵ Deguéret occupait le poste de secrétaire régional de mars à juin 1943, on peut en déduire que Chaudon occupait un poste subalterne à celui-ci, et qu'il fut nommé secrétaire régional après la démission de Deguéret. Chaudon est cité secrétaire régional dans un document du 11 juillet 1944.

Jean CLAUSSE

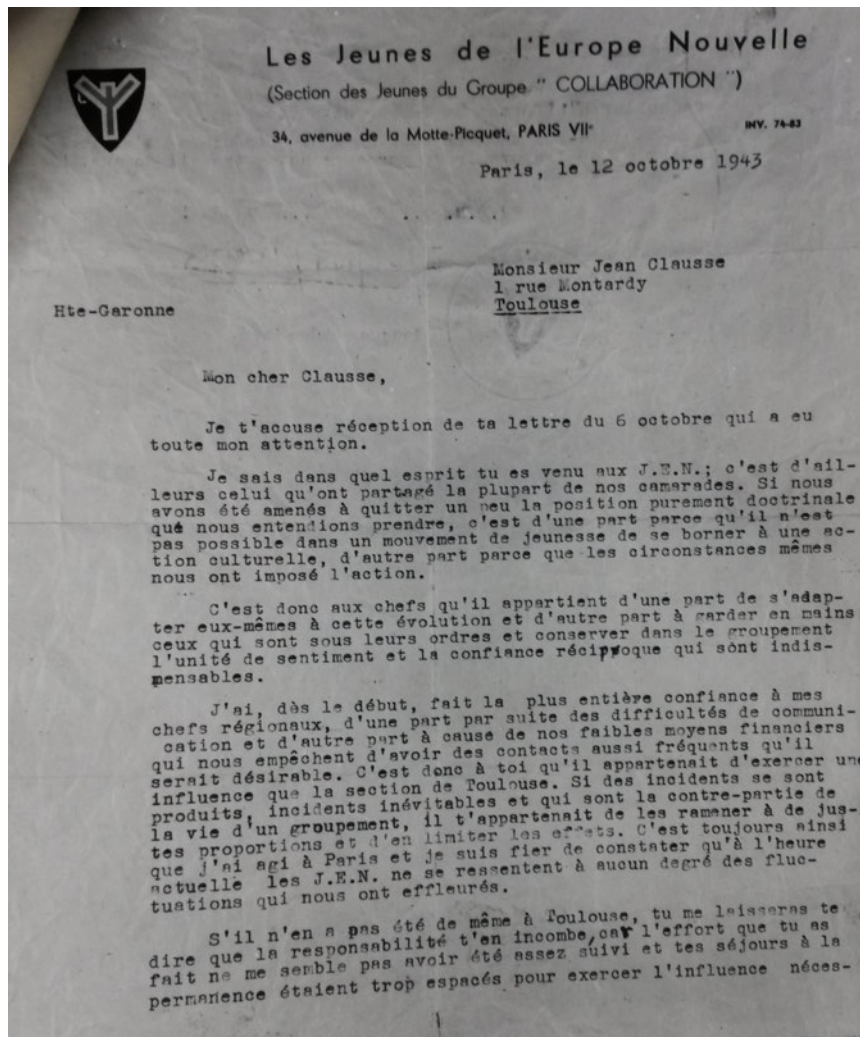
Chef départemental des Jeunes de l'Europe Nouvelle (Haute-Garonne)

Jean Maurice Clausse est né le 24 juillet 1918 à Brillon-en-Barrois (département de la Meuse), dans une famille de souche lorraine, qui eut par trois fois à subir la destruction du patrimoine familial par les allemands, en 1870, 1914 et 1940¹⁷⁶. Démobilisé, il se fixe à Toulouse, y trouvant un emploi de secrétaire pour une agence immobilière.

Adhère au Groupe Collaboration fin 1941, et aux Jeunes de l'Europe Nouvelle fin 1942, devenant chef départemental des JEN de la Haute-Garonne en mars 1943. Il démissionne le 6 octobre 1943¹⁷⁷. Il se retire ensuite à Lavaur avec sa famille.

Convoqué par la Sûreté de Toulouse le 29 août 1944, il est mis en état d'arrestation et interné à la prison Saint-Michel, puis au camp de Noé à partir de novembre. Jugé le 14 avril 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à vingt ans de travaux forcés.

Lettre de Jacques Schweitzer en réponse à la démission de Clausse



176 A la défaite de juin 1940, la famille (dont les sept enfants) seront dispersés. L'un des frères de Clausse fut déporté en Allemagne.

On ignore si Jean Clausse était de la même famille que Charles Clausse (inspecteur régional de la Waffen-SS à Toulouse. cf. vol. 1).

177 Il aurait démissionné à cause de lettres de menaces. Après sa démission, les JEN n'ont plus guère d'activité et se fondent dans le Groupe Collaboration.

saire sur les J.E.N. .

Tu abandonnes la lutte à un moment où il est nécessaire de redoubler d'efforts; je le regrette vivement.

Laisse-moi te dire combien j'ai apprécié de t'avoir à mes côtés et quel souvenir je garde de notre travail commun.

J.E.N. ... FRANCE, ... EUROPE !



Jacques Schweizer

Jacques Schweizer

Clément COMBRET

*Inspecteur du 2^{ème} Service de la Milice Française (Toulouse)
Planton du SOL & de la Milice Française (Haute-Garonne)*

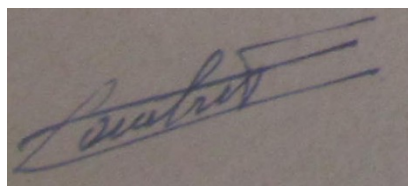
Clément Jean Marie Combret est né le 28 février 1914 à Savenès (département du Tarn-et-Garonne). Epicier à Lavaur de 1936 à 1939. Mobilisé en septembre 1939 à la Poudrerie Nationale, il quitte cette dernière en novembre 1941 pour devenir gardien au camp du Récébédou. Il y travaille jusqu'en juin 1942, date de son renvoi (à cause de ses affinités avec des internés espagnols et juifs).

A cette date il entre au SOL, comme planton rémunéré (1 800 francs). Il montait la garde du siège (55 allée Jean Jaurès) et faisait les courses. Il garde le même poste à la Milice, jusqu'à son renvoi en mai 1943, à cause de la tiédeur de son engagement (renvoi causé par le chef Duprat).

Il reprend alors un emploi de garde-magasin à la Poudrerie. En mai 1944 il devient inspecteur du 2^{ème} Service¹⁷⁸, dépendant de l'échelon régional du Service, avec un salaire de 4 000 francs par mois. Il opéra dans l'Ariège en juin 1944, mais son activité sera peu productive. Combret était entré à la Milice principalement pour mener la grande vie¹⁷⁹.

Le 28 juillet 1944, son chef le désigne pour la Dordogne, afin de localiser le maquis qui détient l'amiral Platon. Combret accepte la mission (avec le milicien Rigaud) afin de pouvoir s'éloigner de Toulouse. Arrivés à La Réole, il essaie de se mettre en relation avec le maquis, et est arrêté par les FTP, qui l'incarcèrent à cause de sa fausse carte d'identité. Fin août, il est incarcéré à la Centrale d'Eysses, où il reste jusqu'au 6 novembre 1944, date où il est transféré au camp de Carrère. Libéré le 21 novembre 1944.

Jugé le 18 juillet 1945 par la Cour de justice de Toulouse, en même temps que son comparse Rigaud, il est condamné à cinq ans de prison et la dégradation nationale à vie.



Raoul DANGIBAUD

Secrétaire fédéral corporatif du PPF (Haute-Garonne)

Raoul Dangibaud est né le 11 octobre 1899 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Peintre de métier à Toulouse, militant communiste avant la guerre de 1939. Il adhère au PPF en mars 1942, et est nommé quelques mois après secrétaire fédéral corporatif du PPF de Haute-Garonne, poste qu'il garde jusqu'en avril 1943, date de sa démission. Il aurait quitté le parti car il n'approuvait pas l'attitude du mouvement envers les juifs et les communistes.

Jugé le 21 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est relevé de l'indignité nationale.

178 Selon la femme de Combret, ce dernier démissionna de la Milice à la fin de l'année 1943. Ayant reçu des menaces de mort, Combret fit marche arrière et revint à la Milice.

179 On soupçonna aussi Combret de se livrer à la dénonciation rémunérée (à cause de son train de vie fastueux) et à la bastonnade sur des prisonniers capturés.

Jean DARRIGADE

Waffen-Untersturmführer der SS

*Chef de centaine de la Franc-Garde permanente & chef de Centre-adjoint de la Franc-Garde
bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)*

Chef de centaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Promotions :

Adjudant

Chef de centaine (SOL ; Franc-Garde bénévole)

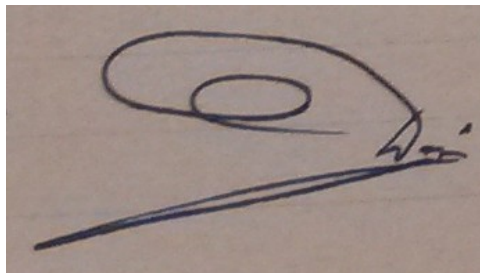
Chef de Centre-adjoint (Franc-Garde bénévole) : octobre 1943

Chef de centaine (Franc-Garde permanente)

Waffen-Untersturmführer der SS : novembre 1944¹⁸⁰

Jean Roch Darrigade est né le 26 septembre 1899 à Cap-Breton (département des Landes). Fait son service militaire de 1919 à 1921, sortant avec le grade d'adjudant. Diplômé de l'école de l'Industrie de Bordeaux. Fait prisonnier le 17 juin 1940 à Pontarlier. Interné provisoirement à Besançon, il parvient à s'évader le 11 août.

Conducteur de travaux de la compagnie du gaz à Toulouse, adhère à la LFC (service des prisonniers de guerre) fin 1940. Chef de la 4^{ème} centaine du SOL¹⁸¹ puis de la Franc-Garde bénévole, à Toulouse. Il passe ultérieurement chef de Centre-adjoint, probablement en octobre 1943, à la démission de Partheix¹⁸².



Il fait partie du contingent de volontaires (au moins vingt hommes) pour la Haute-Savoie¹⁸³, avec le rang de chef de centaine. Darrigade fut le chef de la Franc-Garde permanente départementale de Haute-Garonne, menant diverses opérations de police dans le département¹⁸⁴, ainsi qu'en Ariège à partir de début août 1944¹⁸⁵. Organise le repli de ses hommes le 19 août 1944.

Versé à la Waffen-SS en novembre 1944, au grade d'Obersturmführer. Darrigade est nommé adjoint de Jean Schlisler au *Fahrschwadron A* (automobile) de la brigade/division « Charlemagne ».

180 Dans la plupart des sources sur le sujet (manuscrit de Robert Soulat, livres de Mabire), il est cité comme Obersturmführer.

Or, Darrigade, à son procès, déclara avoir été Untersturmführer seulement. A moins qu'il ait été promu au grade supérieur ultérieurement (peu probable) nous le retenons simplement comme Ustuf.

A noter que ce grade lui fut concédé par le général Puaud, qui voulait que Darrigade reste dans la SS.

181 Un homme ayant connu Darrigade le décrit ainsi :

« Je connais depuis très longtemps Darrigade. Sur les faits eux-mêmes je ne puis rien dire, mais je tiens à affirmer que c'était un homme d'honneur et de devoir, incapable d'une indécatesse. S'il est entré à la Milice c'est qu'il a cru faire son devoir de bon Français. »

182 A son procès, Darrigade prétendra avoir été proposé pour un stage à l'école d'Uriage, du 1er au 30 mars 1944. Mais qu'à cause des opérations de Haute-Savoie, le stage avait été annulé.

183 Il était le second du chef du détachement (Collomb), qui comptait une vingtaine d'hommes.

A noter qu'il avait déjà rang de chef de centaine permanent à cette période.

184 Le 9 mai 1944 il fut envoyé dans le Gers, à la tête d'une trentaine (35 hommes), afin de participer à des opérations de récupération de matériel parachuté.

185 Il sera proposé pour une citation :

« Au cours de la prise d'une maison tenue par des hors-la-loi, a été blessé par deux fois et a continué à remplir sa mission jusqu'à la prise du repaire. A peine remis de ses blessures a fait preuve des plus belles qualités entraînant sa troupe à l'assaut d'une position fortifiée tenue par les terroristes. Après anéantissement de ces derniers a permis le décrochage d'une autre unité qui sous le feu intense était menacée d'encerclement. »

Fait la retraite de Poméranie au sein du bataillon du régiment de marche Henri Fenet. Lorsque la division est réorganisée, il est nommé à la tête de la 3^{ème} compagnie du bataillon de travailleurs, à partir de fin mars 1945.

Condamné à mort, à la dégradation nationale et la confiscation de ses biens par la Cour de justice de Toulouse le 30 novembre 1945. Il est gracié et sa peine sera réduite à dix ans de travaux forcés. Interné à la centrale d'Eysses puis au camp de Saint-Sulpice. Libéré conditionnellement le 2 février 1951.

Darrigade est décédé le 19 juillet 1982 à Mont-de-Marsan.

Louis DÉGUÉRET

Agent du SD (Haute-Garonne)

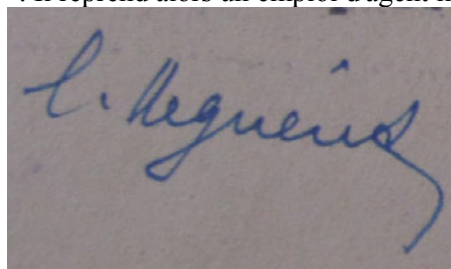
Secrétaire régional de la Milice Française (Toulouse)

Inspecteur régional-adjoint du SOL / Chef régional-adjoint de la Milice Française (Toulouse)

Membre du Francisme & du Groupe Collaboration

Louis Émile Déguéret est né le 2 février 1897 à Corquoy (département du Cher). Sous-officier de métier, retraité de l'armée coloniale depuis 1932 (au grade d'adjudant-chef)¹⁸⁶. Il s'installe à Toulouse en 1935¹⁸⁷. De fin 1940 à mai 1942 il entre comme chef du secrétariat du groupement de travailleurs étrangers n°2.

Il adhère au Francisme le 11 janvier 1942 (carte n° 41 243), au Groupe Collaboration, et au SOL en mai 1942, comme employé permanent rémunéré (2500 francs), secrétaire du 4^{ème} Service régional¹⁸⁸. A l'automne 1942 il passe inspecteur régional-adjoint du SOL de Toulouse¹⁸⁹, puis chef-régional-adjoint de la Milice Française en février 1943¹⁹⁰. Participe au premier stage de l'école d'Uriage. Il devient secrétaire régional de la Milice de Toulouse à l'issue du stage, fin mars 1943. Démissionne fin juin 1943, suite à des dissensions avec le chef Souverain¹⁹¹. Il reprend alors un emploi d'agent immobilier.



En septembre 1943, il devient ensuite agent pour le compte du SD (sous le pseudonyme de « Antoine »), fournissant des renseignements moyennant rétribution¹⁹². Les renseignements étaient d'ordre généraux, sur les membres des FTP ou de l'Armée Secrète, faisant jouer ses contacts au sein de la Milice¹⁹³. Il touchait une rétribution mensuelle de 5 000 francs, sans compter les extras¹⁹⁴. Il resta actif jusqu'en 1944,

186 Il avait servi en Syrie, de 1927 à 1932. Il appartenait d'ailleurs à la loge maçonnique « Orient et Occident réunis, Orient de Damas ».

187 Il fit plusieurs métiers : gérant d'une succursale de « L'Épargne », pointeur-comptable aux usines Latécoère jusqu'en août 1940, date où il est licencié.

188 Il n'a pas été permis de savoir la dénomination exacte de son poste. Il se disait « secrétaire au 4^{ème} service », chargé du matériel, etc.

189 Il entra en fonction assez tard dans l'année 1942, car Hirsch occupait encore le poste au 11 septembre 1942.

190 Il participe à l'assemblée constitutive du 28 février 1943 comme « représentant du chef régional Souverain », absent ce jour là. Il est également cité comme chef régional-adjoint dans une courte liste de miliciens toulousains.

191 Une conversation téléphonique interceptée entre la Milice régionale de Toulouse et celle de Tarbes, 26 juin 1943, montrent que Déguéret et De Bourmont conversent avec un responsable de Tarbes. La démission de Deguéret est donc intervenue quelques jours après cette date.

A son procès, Deguéret dira avoir démissionné car il refusa l'ordre de Souverain et De Bourmont. Ordre qui consistait à récupérer du matériel de guerre caché par l'armée française d'armistice...

192 Deguéret dira avoir rejoint le SD car il était menacé d'arrestation en raison de son passé franc-maçon... Hypothèse peu probable.

193 La Milice était entrée en contact avec des officiers de l'Armée Secrète. Deguéret avait été chargé par ses chefs du SD de les tenir au courant de ses contacts...

194 En 1944, Deguéret fit planer la menace d'arrestation à des juifs de Toulouse (au moins deux cas recensés), obtenant d'eux de fortes sommes, en échange de ne pas les livrer au SD. Il opérait avec Georges Pujol, agent du SD (voir volume 1).

Ces deux juifs avaient été dénoncés par un autre juif (le dénommé Ben Naïm), qui avait refusé les tractations frauduleuses de Deguéret et Pujol, et avait proposé à ces derniers de leur faire connaître des juifs riches, en échange de sa libération. Il avait également fait cela afin de faire libérer des membres de sa famille, en leur versant trois millions de francs (les membres de la famille ne furent même pas relâchés).

opérant avec les francistes toulousains et la brigade Marty¹⁹⁵.

Arrêté à Bourges le 23 octobre 1945, il vivait dans cette ville depuis la Libération. Jugé le 26 mars 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à vingt ans de travaux forcés, la dégradation nationale à vie, la confiscation de ses biens à hauteur de 100 000 francs, et dix ans d'interdiction de séjour en Haute-Garonne¹⁹⁶.

Déguéret est décédé à Toulouse le 22 janvier 1960.

Guy DOMERC

Légionnaire / Soldat

Guy David Joseph Louis Domerc est né le 25 août 1922 à Montpellier (département de l'Hérault). Apprenti aide-manutentionnaire à la maison Rouch & Dumas (épiciers en gros), à Toulouse, de janvier 1940 à novembre 1941.

Le bureau de son employeur étant situé juste à côté de la permanence du PPF et de la LVF, au 46 allée Jean Jaurès, Domerc passait tous les jours devant la vitrine. Il signa son engagement à la LVF début décembre 1941¹⁹⁷ (matricule 4831)¹⁹⁸. Il est tué au combat le 16 ou 18 juin 1944¹⁹⁹.

Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse le 21 juillet 1945. Un avis de cessation des recherches est émis le 2 avril 1954.

195 Avec ces derniers il semble avoir participé à des opérations de vol d'or chez des particuliers (à Moissac et Caraman), dans deux cas au moins, dont l'une d'elles fut fructueuse.

196 La Cour lui reconnut des circonstances atténuantes, car à au moins deux ou trois reprises, il aida à faire libérer des personnes (via le chef du 2^{ème} Service, Estrade, qu'il connaissait bien) et éviter le STO, sans qu'il demande le moindre sou. Mais il se pourrait fort que Deguéret ait agi ainsi pour se mettre de côté des témoignages à décharge...

197 A noter que Domerc avait tenté à trois reprises de signer un engagement dans l'armée française, mais qu'il n'avait pas été accepté en raison de sa fragile constitution.

198 Il bénéficia d'au moins trois permissions. Deux qu'il passa dans le village de ses parents, à Labastide d'Anjou (Aude), où son passage fut remarqué par les habitants. Et la dernière novembre 1943, à Lodève, où ses parents avaient déménagé.

Sa famille aura les dernières nouvelles de sa part en mai 1944.

199 Source : correspondance avec Eric Lefèvre.

Fernand DUTAUD

Sergent / Unteroffizier

Promotions :

Légionnaire de deuxième classe / Soldat : 04.09.1941

Caporal / Gefreiter : 01.01.1942

Sergent / Unteroffizier : 11.05.1942

Lucien Dutaur est né le 27 septembre 1910 à Decazeville (département de l'Aveyron). Engagé à la LVF le 4 septembre 1941 (il réside alors à Wattrelos), il combat au sein de la 2^{ème} compagnie durant le premier hiver. Il bénéficie d'une permission du 31 mai au 17 juin 1942, puis regagne la LVF en ligne.

Hospitalisé du 27 février au 18 mai 1943, et bénéficie à nouveau d'une permission pour le mois de juin 1943. Son contrat est résilié avec honneur le 1^{er} juillet 1943. Il se retire ensuite à Wattrelos, dans le Nord.

Titulaire de l'*Ost Medaille* (28 août 1942), de la *KVK II Klasse mit Schwertern* (10 décembre 1942) et de la *Croix de guerre légionnaire* avec une citation à l'ordre de la brigade²⁰⁰.

Jugé le 30 août 1946 par la Cour de justice de Toulouse²⁰¹, il est condamné à cinq ans de prison.

Louis ERRE

Secrétaire permanent de la Milice Française (Haute-Garonne)

Louis Joseph Erre est né le 9 mai 1921 à Narbonne (département de l'Aude). Rédacteur auxiliaire à la préfecture de l'Aude de juillet à octobre 1942, puis est embauché au Groupe Paysan de Vichy. Convoqué pour le STO début mars 1943, il prend le train, à destination de Stettin. Il abandonne le convoi en cours de route, à Dijon, et regagne Narbonne. Après quelques jours, il se rend à Toulouse, afin de solliciter un poste à la Corporation paysanne, qui lui rétorquent qu'il ne sera pas embauché avant plusieurs mois. Devant absolument régulariser sa situation, Erre fait la connaissance du chef milicien Frossard (membre du Conseil d'administration de la Corporation paysanne), fin mars 1943, qui l'embauche à la Milice, comme secrétaire permanent, rétribué 2000 francs par mois. Il adhéra peut-être également au PPF.

Envoyé à l'école des cadres d'Uriage fin mai 1943, afin de suivre un stage de quinze jours (le troisième organisé depuis la création de la Milice)²⁰². Tombé malade, il fut hospitalisé à La Tronche, puis part se rétablir à Capvern, dans les Pyrénées. Guéri, il apprend qu'il est nommé secrétaire de la Corporation paysanne de Toulouse. Il se considère ensuite comme démissionnaire de la Milice, malgré qu'il n'ait envoyé aucune lettre.

Il se rend de lui-même aux FFI de l'école vétérinaire, qui lui disent de rester chez lui. Il n'est arrêté que deux jours après, et relâché deux semaines après. Il demande à s'engager dans les FFI début octobre 1944, mais il est interné au camp de Noé avant de pouvoir rejoindre son corps. Jugé le 16 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à l'indignité nationale. Il ne sera pas libéré du camp de Noé avant août 1945.

200 Attribuée le 28 avril 1943 :

« Excellent sous-officier, a fait preuve en maintes circonstances de belles qualités militaires. S'est distingué le 1er novembre 1942 au cours d'un engagement où pris sous le feu des mitrailleuses a continué néanmoins sa progression avec la plus grande énergie. »

201 Pour quelle raison fut-il jugé à Toulouse ?

En tout cas, son dossier aux archives est quasiment vide, à l'exception de sa fiche matriculaire LVF.

202 Voici son appréciation : « Jeune élément non encore formé, froid, pourra bien faire si bien tenu et apte adjoint 4^{ème} service. »

Jacques FARAUT

Chef de centaine de la Franc-Garde bénévole (Saint-Gaudens – Haute-Garonne)

Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole (Aspet - Haute-Garonne)

Promotions :

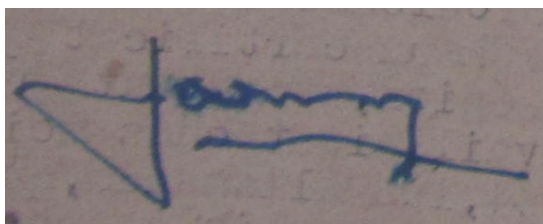
Chef de trentaine (Franc-Garde bénévole)

Chef de centaine (Franc-Garde bénévole) : septembre 1943

Jacques Bertrand Faraut est né le 30 mars 1912 dans le VI^{ème} arrondissement de Paris. Après son service militaire²⁰³, il s'installe une année chez ses parents (garagistes à Paris), puis part habiter Saint-Béat en 1934, où il monte une entreprise de concassage de marbre. Il travaille ensuite chez Renault, à Toulouse, comme voyageur, de 1935 à 1937, puis travaille dans une marbrerie à Saint-Pons (Hérault) jusqu'à sa mobilisation en septembre 1939 (corps franc du troisième groupe de corps d'armée de Montauban). Il sera décoré de la *Croix de guerre*.

Il s'installe à Arbon peu après sa démobilisation, et remet en marche une carrière de marbre. Devient président de la section LFC d'Arbon. Il adhère au SOL à la fin de l'année 1941, puis passe automatiquement à la Milice, dont il sera chef pour le canton d'Aspet (avec sans doute le grade de chef de trentaine)²⁰⁴. Fin septembre 1943, il apprend, à sa grande surprise, qu'il est nommé chef d'arrondissement de la Milice de Saint-Gaudens, succédant à Pagès-Bordes. Il a donc été promu, en théorie, chef de centaine. Le sentant réticent, Frossard le convaint d'assister à au moins une réunion, qui se déroule dans les locaux de la LFC d'Arbon. Peu enthousiaste, Faraut se rend à Toulouse le 15 octobre 1943, afin de donner sa démission en mains propres²⁰⁵.

Arrêté par les FFI à la Libération, dans les environs de Montréjeau, alors qu'il circulait en auto. Emmené prisonnier à Saint-Bertrand-de-Comminges, il est relâché peu après l'intervention d'un témoin en sa faveur (Faraut avait contribué à faire libérer un otage des allemands). Arrêté par un commissaire de police le 6 octobre 1944, et interné au camp de Noé. Jugé le 17 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est relevé de l'indignité nationale.



203 Il avait devancé l'appel en s'engageant en septembre 1930. Incorporé au 37^{ème} régiment d'aviation à Rabat, il était chauffeur du général Choutin, commandant l'aviation au Maroc. Faraut sera libéré en mars 1932, comme simple deuxième classe.

204 Absent de la liste de port d'arme de février 1943 (seul le chef de trentaine-adjoint Jacques Lorey est cité), on en déduit qu'il fut promu ultérieurement, comme remplaçant de Lorey.

205 Reçu par le secrétaire départemental Dumont et le chef Collomb, il sera traité de « mauvais Français » par ce dernier !

Jean FERRET

Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Jean Ferret était rédacteur principal du service des réquisitions à la préfecture de Haute-Garonne. Il adhère au SOL dès le mois de novembre 1941, et passera automatiquement à la Milice, dont il sera nommé chef de trentaine²⁰⁶. Il démissionne fin septembre 1943, après la mort du milicien Costes. Car selon lui les miliciens avaient reçus l'ordre d'établir des listes de gens à abattre en cas de nouvel attentat, et il réprouvait totalement ces méthodes.

Ferret était en relation avec des amis résistants depuis juin 1943, à qui il rendait quelques services. Il devient membre des FFI en novembre 1943, sous le pseudonyme de « Cahuzac », dans le réseau Ajax. Son domicile servait de lieu de réunion, et il receuillait des policiers recherchés et des juifs²⁰⁷. A la Libération, il devient chef de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées.

Arrêté sans ménagement le 21 octobre 1944, et interné au camp de Noé. Jugé le 6 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est relevé de l'indignité nationale, grâce à ses services rendus et les multiples témoignages à décharge des anciens FFI.

206 Nommé ultérieurement à février 1943, car il est absent des listes de permis de port d'armes de novembre 1942 et février 1943.

Selon un simple milicien du rang, il était « adjoint au chef de centaine » (ce qui ne veut pas forcément dire qu'il était chef de centaine-adjoint...).

207 Un de ses neveux fut tué par les allemands durant l'attaque du maquis de Gimont, en août 1944.

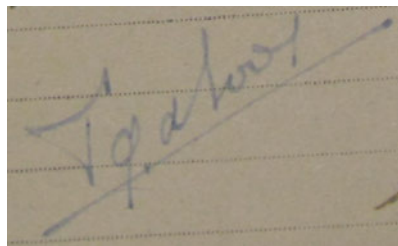
Paul GARDEY De SOOS

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Paul Marie Gardey De Soos²⁰⁸ est né le 20 août 1918 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Engagé volontaire dans l'armée en 1936, pour trois ans, et sert au 1^{er} régiment de Hussards, à Angers. Il combat en 1940, avec le grade de maréchal-des-logis, et est fait prisonnier le 23 juin 1940, près de Nancy.

Libéré le 29 juin 1941, comme soutien de famille (il était l'aîné d'une fratrie de six enfants). Il était titulaire de la *Croix de guerre*. Après un passage de quelques mois aux Chantiers de Jeunesse, il devient directeur de la compagnie d'assurances « L'Union », à Toulouse (avec son père). Il est membre fondateur et trésorier des Centres d'entraide des prisonniers de la Haute-Garonne, créés en septembre 1942.

Membre de la LFC depuis décembre 1941, il s'inscrit au SOL en mars 1942, et il est nommé chef de trentaine. Passe à la Milice avec le même grade, sous le matricule 232²⁰⁹. Il démissionne le 27 juin 1943²¹⁰. Il ne s'occupe plus de politique par la suite, et rejoint les équipes d'urgence de la Croix Rouge en octobre 1943. Il aura une activité résistante non négligeable par la suite, notamment via son oncle, le général Mollard²¹¹.



Arrêté par un groupe FFI le 27 août 1944, il est laissé en liberté sur parole, mais est interné dès le lendemain, et écroué à la prison Saint-Michel. Jugé le 10 janvier 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est relevé de l'indignité nationale un mois plus tard, et libéré du camp de Noé.

Chrétien fervent, il sera témoin d'un « miracle » (reconnu internationalement), en 1990 : une icône posée sur sa cheminée s'était mise à exhaler de l'huile aux odeurs orientales, et ce plusieurs jours durant. Ce sont près de 10 000 pèlerins qui auraient défilé chez lui durant trois mois²¹².

208 Vieille famille de notables (classée dans la « fausse noblesse »), dont le nom signifie « Gardien de Dieu ». Elle donna de nombreuses officiers à la France au XX^{ème} siècle.

La fille de Paul, Françoise De Veyrinas (1943-2008) fut une figure politique majeure de la Haute-Garonne (députée, premier adjoint à la mairie de Toulouse de 1995 à 2008, vice-présidente de la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, et brièvement secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté en 1995, sous Alain Juppé).

209 Absent de novembre 1942 à janvier 1943, pour des affaires de mariage, il était absent au moment de la transition SOL – Milice.

210 Quelques jours avant, à une réunion de cadres miliciens, le chef De Mones posa la question suivante à Frossard : « Faisons-nous la collaboration en Français pour rouler les allemands, ou faisons-nous cause commune avec les allemands ? ». Suite à la réponse évasive apportée, Gardey se décida à donner sa démission.

211 Chargé par le général De Gaulle du camouflage de matériel de guerre en zone sud, puis gouverneur militaire de la Corse à partir de septembre 1943 jusqu'à la fin de la guerre. Le général était souvent invité chez Gardey De Soos, qui se garda bien de toucher un seul mot de ceci. Il cacha également pendant près d'un mois l'abbé Mollard (frère du général).

Gardey connaissait le nom de près de deux cents officiers de l'Armée Secrète, grâce à son oncle, qui l'avait chargé de leur fournir des polices d'assurances semi-clandestines.

Plus tard, Gardey prit contact avec un autre oncle, le commandant De Carrère, chef d'un maquis près de Pau, afin de les rejoindre.

212 Extrait du site fede-eglises.com :

« Paul disait : « Cette date n'est pas sans signification. C'est un 11 février que la Vierge est apparue pour la première fois à Bernadette Soubirous, dans la grotte de Lourdes ». Et chaque fois que Paul téléphonait à Beyrouth, l'image divine suintait plus fort ! Quelques gouttes d'huile au parfum de jasmin suintèrent des yeux de la Vierge et des trois petites étoiles qui ornent son voile. L'icône avait été achetée en 84 « pour une poignée de centimes »...

Et pendant six ans, cette image pieuse n'a rien fait. Mais le 11 février, elle fut placée dans une coupelle en inox afin de ne pas perdre une goutte d'huile mariale. De quoi se compose cette huile miraculeuse ? Paul Gardey s'oppose à ce qu'on vienne tripoter la sainte image, fût-ce dans un but scientifique. 10000 pèlerins ont défilé chez lui en trois

Lettre de démission envoyée au chef départemental Frossard, 27 juin 1943

« Par la présente je vous adresse ma démission de la Milice Française. Les motifs de ma décision sont nombreux. Ils se résument en ces deux points principaux. D'abord la direction politique et morale que prend la Milice depuis quelques temps est incompatible avec mes sentiments, ensuite en raison de cette négligence d'organisation et de discipline due en grande partie à l'incapacité de certains chefs et le recrutement des hommes, et surtout à cette demi-obscurité dans laquelle le commandement supérieur nous laisse sur ses intentions d'ordre politique.

Dans ces conditions je considère de faire acte de bon français en vous donnant ma démission, et à la date d'aujourd'hui, je me considère libre de toute obligation vis-à-vis de la Milice. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'accuser réception de cette lettre. Ci-joint ma carte, mon bulletin de nomination et mon port d'arme.

Laissez moi vous exprimer les regrets d'être obligé de quitter un chef tel que vous et vous prie de croire à mes salutations distinguées. »

*mois. Ils viennent de partout, du Sud Ouest, du Nord, et de la très catholique Espagne.
Pour l'archevêché :*

« Mr. Gardey de Soos est un chrétien sérieux ». Toutefois, l'Eglise catholique reste prudente et ne veut pas se compromettre. Les autorités ecclésiastiques venaient de se faire échauder. »

Roger GRAU

Waffen-Rottenführer der SS

Légionnaire / Soldat

Membre du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Pyrénées-Orientales)

Promotions :

Franc-Garde (Franc-Garde bénévole)

Légionnaire / Soldat : 19.08.1943

Caporal / Gefreiter : 01.07.1944

Waffen-Sturmmann der SS: 01.09.1944

Waffen-Rottenführer der SS : 01.11.1944

Roger Jean Grau est né le 12 décembre 1922 à Llupia (département des Pyrénées-Orientales). S'engage au R.I.C.M (basé à Rabat) en 1941. Bénéficiant d'une permission en novembre 1942, il retourne dans son village natal, en métropole, et y reste bloqué à cause du débarquement allié qui vient d'avoir lieu.

Il travaille alors dans l'exploitation agricole de ses parents, mais n'y reste pas car en froid avec eux et ses sœurs. Le partage de la propriété à l'amiable avec ses sœurs ayant tourné court, il les quitte pour s'engager dans la LVF, le 19 août 1943 (matricule 11 526). Il arrive au camp de Kruszyna le 13 septembre²¹³. A noter qu'il était membre du SOL depuis le 22 décembre 1942, et passa ensuite à la Milice.

Grau rejoint le front et est affecté à la compagnie d'état-major régimentaire, comme ordonnance du chef de compagnie (et notamment le lieutenant Piqué). Versé à la brigade « Charlemagne », il servira ensuite dans la compagnie d'état-major régimentaire du *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 58*. On ignore son parcours en 1945, mais il parvient à rentrer en France sans se faire arrêter, sans doute durant l'été 1945²¹⁴.

Effrayé par sa condamnation à mort par contumace, il passe en Espagne, mais est arrêté par les autorités espagnoles à la frontière, qui l'incarcèrent au camp de Miranda, où croupissent des internés de diverses nationalités (dont des soldats de l'Axe). Le régime du camp étant très dur, il se porte volontaire pour la Légion étrangère espagnole, signant un engagement de trois ans, qu'il effectuera au Maroc espagnol. Libéré en mars 1949, il part s'installer à Barcelone chez des amis.

Sur conseil d'amis de ses parents, il décide de se livrer aux autorités françaises, en janvier 1950. Jugé le 25 mai 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à deux ans de prison et dix ans d'indignité nationale.

Lettre de Roger Grau à un ami resté en France, 15 mars 1944

« Bien chers amis, camarade milicien

Après six mois de front je suis arrivé à ce jour pour te donner de mes nouvelles. Excuse moi cher ami car la vie que nous menons ici comporte tellement de déplacements et de changements que le courrier s'en trouve relativement ralenti. Du côté envoi on a guère le temps d'écrire. J'ai appris par les journaux que la Milice Française faisait de la bonne besogne, j'en suis fier car j'ai été un des premiers à m'élancer dans ses rangs.

Je voudrais mon cher Philippe que tu ailles en mon nom au siège et que tu me fasses décerner ma carte de Milicien. Dis leur que mon départ étant précipité je n'ai pu aller les voir. J'ai déjà écrit au chef, mais sans obtenir de réponse. Fais ton possible pour leur rappeler mon nom et ma façon de servir la France ! En qualité de chef de village, j'espère que tu arriveras à faire revivre mon souvenir, car ma permission approche.

Ici c'est le combat acharné, tenace qui nous oppose aux bolcheviks sauvages et cruels. J'ai vu le

213 Il gardera contact avec ses anciens camarades miliciens, leur écrivant parfois du front.

214 A son procès, Grau déclara avoir bénéficié d'une permission en juillet 1944, qu'il passa dans son village natal. A l'issue de celle-ci, il aurait décidé de ne pas rejoindre la LVF, et s'être caché clandestinement chez ses parents durant un an.

Cette version est fautive, Grau était bien en permission (durant vingt jours) en juillet 1944, mais des documents écrits émanant de la division « Charlemagne » elle-même (février 1945) prouvent qu'il était incorporé à cette dernière...

paradis soviétique avec toute son horreur et son désarroi, j'ai vu les kolkhoses et les misères sans nom de ces pauvres paysans russes. Dans les grandes villes c'est pire partout, tristesse et misère.

Maudits soient les Juifs et les Staliniens !

Jour et nuit par la neige et le vent nous menons à bien la mission que nous nous sommes imposés ; l'idéal que nous avons juré de servir jusqu'au sacrifice de notre vie !

Cher ami, je compte sur toi, ma main dans la tienne cordialement. Bien le bonjour à tes parents et grands-parents. »

Paul GRIVEL

Chef départemental-adjoint du SOL & de la Milice Française (Haute-Garonne), Chef de Cohorte de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Promotions :

Aspirant : 25.12.1914

Sous-lieutenant de réserve : 10.04.1915

Lieutenant de réserve : 11.08.1917

Capitaine : 14.06.1928

Commandant : 01.09.1939

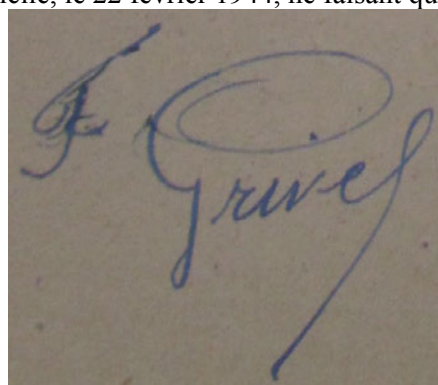
Chef de Cohorte (Franc-Garde bénévole)

Paul Ferdinand Ernest Grivel est né le 30 octobre 1894 à Trèbes (département de l'Aube). Il est mobilisé en septembre 1914, au 24^{ème} régiment d'artillerie coloniale²¹⁵. Démobilisé en septembre 1919, avec le grade de lieutenant, décoré de la *Croix de guerre* avec deux citations (une à l'ordre de l'armée, l'autre à l'ordre de la division). Il sera fait capitaine le 14 juin 1928 et *Chevalier de la Légion d'honneur* le 25 décembre 1929.

Titulaire d'une licence en droit, et d'une licence en sciences, qu'il obtient quelques années après sa démobilisation, il est embauché comme ingénieur chimiste dans une usine de Toulouse. Il reprend ses études de droit de 1925 à 1927, et s'inscrit comme avocat stagiaire au barreau de Toulouse. Il sera ensuite avocat, puis nommé avoué de la Cour d'appel de Toulouse en avril 1938, reprenant le titre de son père, récemment décédé.

Mobilisé en septembre 1939 à l'état-major du 17^{ème} Corps d'Armée, comme commandant du quartier général, puis chef du 5^{ème} Bureau (liaisons et courrier). Démobilisé le 3 août 1940. Il reçoit une citation à l'ordre de la division, et une *Croix de guerre* non homologuée ultérieurement.

Il adhère au SOL en novembre 1942 (il fut un simple membre de la LFC), sur demande de Frossard²¹⁶, comme chef départemental-adjoint du SOL de Haute-Garonne, poste qu'il garde à la Milice. Il fut aussi nommé chef de Cohorte de la Franc-Garde bénévole²¹⁷. Il cesse toute activité en juin 1943, après une altercation avec Collomb. Mais Grivel ne donna sa démission écrite à la Milice que fin septembre²¹⁸. Malgré cela, une bombe explosa à son domicile, le 22 février 1944, ne faisant que des dégâts matériels.



215 Il quitte le front en décembre 1914, et devient instructeur de la classe 1915. Remonte au front en Champagne, il est évacué pour cause de fièvre tyroïde le 20 mai 1915.

Il rest en convalescence jusqu'en septembre 1915, puis est nommé instructeur au camp du Larzac en janvier 1916.

Il demande à monter au front en mai 1916, et est affecté au 32^{ème} régiment d'infanterie. A nouveau blessé (par obus) en mai 1918. Il regagne le front en juillet, et sera officier adjoint du commandant du 9^{ème} bataillon de marche. Passe par l'école de Saint-Cyr de septembre à décembre 1918.

Il totalise deux ans et trois mois de présence au front, et près de quatre mois de convalescence.

216 Grivel avait connu Frossard à l'école de perfectionnement des officiers de réserve.

217 Il fut nommé postérieurement à début mars 1943, car il est absent des listes de cadres de la Franc-Garde de novembre 1942 et février 1943.

218 En désaccord avec l'orientation pro-allemande de la Milice, vantée par le chef Collomb. Grivel disait aussi ne pas vouloir être sous la tutelle de Laval, « l'homme de toutes les trahisons ».

Arrêté à son domicile le 4 septembre 1944, par le commissaire du premier arrondissement. Interné à la prison Saint-Michel, puis au camp de Noé. Jugé le 7 mars 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à la dégradation nationale à vie et la confiscation de ses biens à hauteur de trente mille francs, malgré des témoignages à décharge²¹⁹. Rejugé le 17 septembre 1945, cette fois par la Cour de justice²²⁰, il est condamné à un an de prison.

Mort le 9 octobre 1976 à Billère (Pyrénées-Atlantiques).

Citations de la guerre 14-18

1) Citation à l'ordre de la division, ordre n°1633

« Le huit mai 1917, après avoir, en tête de sa section, enlevé la première tranchée allemande, a résisté pendant trois heures aux contres-attaques faites par un ennemi supérieur en nombre. Exemple de courage et de calme.

Signé : Général Dilleman, Cdt le 17^{ème} Division d'Infanterie »

2) Citation à l'ordre de l'armée, ordre n°26

« Son capitaine blessé, a pris le 18 avril 1918 le commandement de sa compagnie dès le début de l'action, dans des circonstances critiques. A réduit successivement plusieurs nids de mitrailleuses, poussé sa compagnie sur l'objectif final, où il est resté en flèche, cramponné au terrain. Grâce aux dispositions judicieuses qu'il a su prendre a repoussé plusieurs contre-attaques. Jeune officier d'un allant et d'une bravoure remarquables. Déjà cité à l'ordre.

Signé : Général Debenay, Cdt la 1^{ère} Armée »

Citation de la guerre 39-40

3) Citation à l'ordre de la division, ordre n°1

« Officier d'état-major qui a fait preuve de courage et de sang-froid aux cours de périlleuses missions de liaisons en première ligne.

Signé : Général Noël, Cdt le 17^{ème} Corps d'Armée »

Note de fin de campagne inscrite sur le feuillet de campagne

-« Chef de la section du courrier, intelligent, réfléchi, méthodique, obtenant de ses subordonnés un rendement remarquable, aimé de ses camarades pour son imperturbable aménité, a réussi à mener à bien dans des circonstances graves, sous la menace d'encerclement et sous les bombardements, une section du courrier qui n'a jamais été déficiente au cours de la retraite de juin 1940. En bref le commandant Grivel est un officier supérieur de réserve très distingué, alliant des qualités d'intelligence et de cœur, une parfaite éducation et un caractère toujours égal.

PC le 1er juillet 1940. Signé : Lt-Colonel De gardes, chef de l'Etat-Major »

219 Notamment celui du capitaine Guisset (chef du noyau de résistance de l'état-major de la Subdivision militaire de Toulouse), qui l'avait bien connu en 1940.

Guisset déclara que Grivel, au moment de l'invasion allemande de la zone sud, l'aida à détruire nombre de papiers importants, concernant les prisonniers de guerre évadés, les plans de défense de la frontière pyrénéenne, etc. Grivel donna également à Guisset bon nombre de renseignements concernant les allemands. Les deux hommes se perdent de vue peu après.

Guisset termine son témoignage par ceci :

« Je souhaite de tout cœur, que le commandant Grivel, qui gagna sur le champ de bataille en 1914-1918 ses galons d'officier et mérita ses citations élogieuses, qui en 1939-40 fut un officier digne de tout éloge par son calme courage et donna partout l'exemple de la bravoure et de l'esprit d'abnégation, qui après la démobilisation se montra vis-à-vis de moi un ami loyal et sincère animé d'un excellent esprit patriotique, reprenne dans la société actuelle la place de choix qu'il mérite. »

220 Il avait écrit une lettre à l'intendant de police (le 10 mars 1943) pour signaler deux réfractaires au STO (qui désiraient passer en Espagne), et qui furent arrêtés.

Lucien JANTAUD

*Chef de trentaine-adjoint de la Franc-Garde permanente
Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Martres-Tolosane – Haute-Garonne)*

Promotions :

Soldat de deuxième classe

Soldat de première classe : 02.04.1919

Brigadier : 13.08.1919

Maréchal-des-logis : 13.02.1920

Adjudant : 27.05.1927

Adjudant-chef : 26.06.1930

Chef de trentaine (SOL / Franc-Garde bénévole)

Chef de main (Franc-Garde permanente)²²¹ : juin 1944

Chef de dizaine (Franc-Garde permanente) : septembre 1944

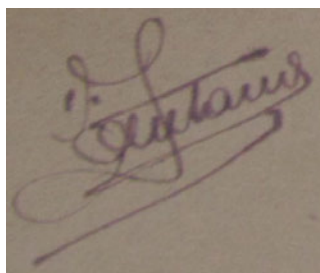
Chef de trentaine-adjoint (Franc-Garde permanente) : novembre 1944

Lucien Jantaud est né le 21 mars 1901 à Rochechouart (département de la Haute-Vienne). Engagé volontaire en octobre 1918, pour la durée de la guerre. Incorporé au 10^{ème} régiment de dragons. Il résigne pour cinq ans peu après la fin du conflit. Il effectuera dix-huit années de service dans la Légion étrangère, prenant sa retraite en 1937, au grade d'adjudant-chef. Il servira de 1921 à 1931 dans les trois pays d'Afrique du nord, dont la guerre du Rif. Il était titulaire de la *Médaille militaire*, *Médaille coloniale* (agraphe « Maroc » et « Maroc 1928 ») et de la *Croix de guerre T.O.E*²²².

Libéré, il s'installe à Martres-Tolosane comme exploitant d'une biscuiterie, appartenant à son beau-père décédé. Mobilisé en février 1940, et affecté au dépôt de cavalerie n° 29 de Limoges. Démobilisé le 17 juillet 1940. A noter qu'il fut membre du PSF avant-guerre.

Membre de la LFC dès ses débuts, puis du SOL, comme chef de trentaine responsable du canton de Martres-Tolosane. Il suit un stage de huit jours à l'école des cadres du SOL, à Tarbes, en février 1943. Il garda le même poste à la Milice.

Il répond à l'appel de mobilisation de la Milice, en juin 1944, intégrant la Franc-Garde permanente de la Haute-Garonne, à la villa des Rosiers. Il participa notamment à l'opération de Rieumes, début juillet, où la localité fut cernée et la population contrôlée. Selon ses dires, il s'occupa principalement de l'accueil des familles de miliciens.



Replié en Allemagne, il est nommé sergent (chef de dizaine?). Refusant d'être incorporé dans la Waffen-SS, il fait valoir son âge et son mauvais état de santé. Il est donc envoyé au camp d'Heuberg, regroupant les inaptes, et est promu chef de trentaine-adjoint²²³. Il y tint un emploi de bureau, sous les ordres du capitaine Rollet. Il fait partie du bataillon Carus (probablement dans la 4^{ème} compagnie, celle du capitaine

221 Il est probable que vu son passé militaire, Jantaud n'ait pas été un simple Franc-Garde.

222 Citation, ordre général n° 72 des T.O.M :

« Au cours des combats du 3 juillet 1928 a donné à ses hommes un bel exemple de courage et de mépris du danger afin d'assurer avec son groupe le feu de F.M. N'a pas hésité à se faire tireur, provoquant par l'efficacité de son tir l'arrêt d'une infiltration sur le flanc droit de l'escadron. »

Il recevra une lettre de félicitations du ministre le 31 septembre 1929.

223 A son procès, il déclara avoir été proposé pour être chef de trentaine / Sous-lieutenant (grâce à son passé militaire), mais il refusa cette nomination, pour n'être que adjudant. On présume donc qu'il fut chef de trentaine-adjoint...

Rollet), envoyé en Italie du nord, en mars 1945, pour combattre les partisans. Fait prisonnier lors de la reddition du bataillon.

Après avoir connu l'itinéraire classique de rapatriement, de l'Italie du sud à Marseille, il est jugé le 15 mai 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à un an de prison et la dégradation nationale à vie²²⁴.

Henri LARGILLIÈRE

Waffen-Grenadier der SS
Légionnaire / Soldat

Henri Raymond Largillière est né le 25 août 1918 à Hermes (département de l'Oise). Manoeuvre à Villefranche-de-Lauragais, il s'engage à la LVF (matricule 12894) le 27 mars 1944²²⁵, à Toulouse, comme soldat de seconde classe. Dirigé sur le Centre d'Instruction des Cadres de Montargis, il y reste jusqu'au 13 avril 1944, où il arrive à Versailles, puis dirigé sur Greifenberg. Déclaré inapte à une unité combattante, il aurait été affecté à la compagnie vétérinaire, restant à Greifenberg jusqu'en septembre 1944.

Il déserte le 4 septembre 1944, mais est repris trois jours après²²⁶. Jugé à Dantzig par un tribunal militaire allemand, il est condamné à cinq mois de camp disciplinaire. Il est libéré avant la fin de sa peine, et est envoyé à la brigade « Charlemagne », le 8 janvier 1945, et affecté à la compagnie vétérinaire. Largillière déserte une seconde fois, juste après les premiers combats de la division, vers le 28 février 1945, à Neustettin, et rallie les partisans polonais. Il reste à leur service (comme boucher) jusqu'en avril 1945, date où les troupes russes débarquent. Baucent Largillière comme cuisinier (mais pas comme prisonnier). Il rentre en France dans un convoi civil le 14 juillet 1945, et est arrêté par la Sécurité militaire.

Jugé le 28 mars 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à dix ans de travaux forcés, la dégradation nationale à vie et la confiscation des biens présents et à venir. Après sa libération, le 5 février 1949, il s'installera à Rognes.

224 Le docteur de la Cour avait conclu à un état physique et moral largement diminué. Affaibli et vieilli prématurément, ayant peu de jugeotte, gardant des séquelles des fièvres contractées aux colonies.

225 Requis pour la garde de voies ferrées, il avait abandonné son poste. S'étant rendu à Toulouse dans l'espoir d'y trouver un emploi. Ne trouvant rien (dira t-il...), il passa devant le bureau de la LVF, et décide de s'y enrôler.

226 C'est ce qu'il prétendit à son procès. Mais on peut aussi imaginer qu'il fut de ceux qui refusèrent d'être intégrés dans la Waffen-SS, et que c'est pour cette raison qu'il fut envoyé devant un tribunal militaire.

Fernand LARTIGUE

Chef de trentaine-adjoint de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

Chef de trentaine du SOL (Toulouse - Haute-Garonne)

Promotions :

Chef de dizaine (SOL)

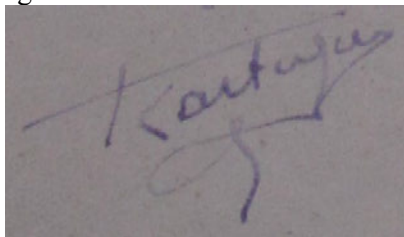
Chef de trentaine par intérim (SOL) : novembre 1942 – janvier 1943

Chef de trentaine-adjoint (Franc-Garde bénévole) : février 1943

Fernand Jean Jules Lartigue est né le 7 janvier 1907 à Boulogne-sur-Gesse (département de la Haute-Garonne). Mobilisé de septembre 1939 à août 1940, dans des unités non-combattantes. Il revient après l'armistice à Boulogne-sur-Gesse, exercer son métier de boulanger. Il déménage à Toulouse en novembre 1941, reprenant un fond de gérance d'une boulangerie (35 rue Pharaon).

Membre du SOL depuis mars 1942, il est nommé chef de dizaine, puis chef de trentaine à titre intérimaire, en l'absence de son supérieur, de novembre 1942 à janvier 1943²²⁷. Au sein de la Milice il sera chef de trentaine-adjoint. Le jour de l'assassinat du chef Mas, dans la rue Pharaon, il entend la détonation et se lance à la poursuite du tueur, sans parvenir à l'attraper. Il démissionne début octobre 1943, car très pris par son travail.

Un mois après, il déménage à la campagne, à Roquesérière, pour la santé de sa fille. Arrêté en août 1944 et interné à la prison Saint-Michel, puis au camp de Noé. Jugé par la Chambre civique de Haute-Garonne le 8 mai 1945, il est relaxé, grâce à son aide apportée à la résistance locale (caches d'armes et hébergement de résistants), et libéré le 19 mai. Quelques jours après, il est à nouveau arrêté, et accusé d'avoir donné des renseignements au chef Mas²²⁸. Jugé le 25 juillet 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à quatre ans de prison, la dégradation nationale et la confiscation de ses biens.



227 Le chef de trentaine Paul Gardey De Soos, qui s'était absenté pour se marier.

228 Lartigue fut accusé d'avoir dénoncé Frenkel, l'homme qui tua Mas. Mais la Cour établit qu'il n'y avait aucun fondement valable à cette accusation, et qu'il s'était contenté de le poursuivre en courant, le jour où Mas fut tué.

Eugène MAURY

Chef de trentaine-adjoint de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

Promotions :

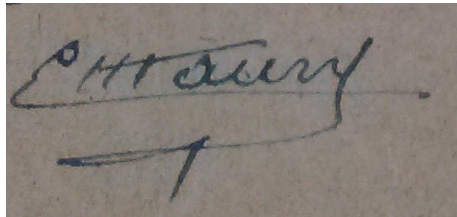
Chef de dizaine (SOL / Franc-Garde bénévole)

Chef de trentaine-adjoint (Franc-Garde bénévole)²²⁹

Eugène Jean-Marie Maury est né le 28 janvier 1914 à Balma (département de la Haute-Garonne). Effectue son service militaire (1933-1934) comme soldat au 53^{ème} groupe d'aéropostiers de Toulouse.

Employé aux établissements de recherches aéronautiques (comme chauffeur mécanicien) depuis août 1942²³⁰, il adhère au SOL en mars de la même année, comme chef de dizaine. Passe automatiquement à la Milice (matricule 275), où il sera promu chef de trentaine-adjoint (du chef Authier)²³¹. Il donne sa démission vers le 20 septembre 1943.

Il se rend de lui-même au service de renseignements de la préfecture, le 24 août 1944. Jugé le 12 avril 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, et condamné à cinq ans de dégradation nationale.

A photograph of a handwritten signature in dark ink on a light-colored, textured paper. The signature is written in a cursive, somewhat stylized script. It appears to read 'E. Maury' with a long horizontal stroke extending to the right and a small mark below it.

229 Selon Maury, il n'aurait été nommé que courant août 1943 à ce poste.

230 De 1930 à 1942 il fut apprenti puis ouvrier à la maison de transports Blanc, située 19 rue Bayard à Toulouse.

231 Il dépendait de la centaine du chef Lionel Bergé.

Gabriel MIGINIAC

Membre de la Milice Française (Haute-Garonne)



Gabriel Jean Miginiac est né le 4 juin 1883 à Argentat (département de la Corrèze). Participe à la guerre 14-18 (126^{ème} régiment d'infanterie), décoré de la *Croix de guerre* et *Chevalier de la Légion d'honneur*. Il sera mis à la retraite avec le grade de médecin-capitaine du service de santé.

Chirurgien de métier, il était professeur de clinique chirurgicale et du cancer à la faculté de médecine de Toulouse. Adhère à la LFC dès sa création, comme chef de secteur. Il n'adhère pas au SOL, mais fut membre de la Milice (matricule 1158). Durant l'été 1943 il se porte volontaire pour être médecin chirurgien bénévole et attiré de la Milice, mais n'a guère pu exercer ses talents²³².

Fuit le 19 août 1944 dans le convoi des familles miliciennes. Il quitte le convoi lorsqu'il arrive dans le Gard. Il part s'installer à Paris, résidant à l'hôtel, où il est arrêté le 23 octobre 1945²³³. Jugé le 20 décembre 1945 par la Chambre civique de Toulouse, il est condamné à cinq ans de dégradation nationale.

Il est décédé le 11 janvier 1967 à Bordeaux, et sera enterré à Saint-Pardoux-la-Croisille.

232 Il avait trois fils, l'un s'engagea dans l'armée de la Libération (François), le second (Pierre) s'est engagé dans la Waffen-SS et est mort sur le front de l'est, et le dernier (Michel), membre de l'Avant-Garde, fut versé à la division « Charlemagne » à la fin de la guerre, et survécut.

Quand à son frère, Louis Miginiac, il était avocat de métier, et maire de Brive de février 1941 à août 1944. Il est décédé en 1948.

Enfin, le gendre, Pierre Frouté, sera chef départemental-adjoint de la Milice des Hautes-Pyrénées, et fusillé à la Libération.

233 Sa femme, Thérère, assistance sociale à la Milice, sera internée au camp de Noé en janvier 1945.

Pierre MIGINIAC

SS-Frw. Schütze

Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Pierre Miginiac est né le 15 juillet 1925 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Fils de Gabriel Miginiac, chirurgien émérite de Toulouse, il adhère à la Milice dès ses débuts, et suit un stage de trois mois à l'école des cadres d'Uriage, de mai à août 1943, date où il bénéficie d'une permission.

Engagé à la Waffen-SS à une date inconnue, il trouvera la mort en Poméranie, dans les combats de Neustettin, le 28 février 1945²³⁴.

234 L'acte de décès a été rédigé en 1953, et est donc peut-être imprécis d'un ou deux jours...

Louis MOIGNARD

*Membre de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)
Chef de trentaine du SOL (Toulouse – Haute-Garonne)*

Louis Jean Moignard est né le 29 juillet 1889 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Vétéran de la guerre 14-18, mobilisé à nouveau en 1939, au grade de capitaine. Il commandait la compagnie de transports de l'état-major du 17^{ème} Corps d'Armée. Titulaire de la *Croix de guerre 14-18*, *Croix de guerre 39-40*, et de trois citations. Il était aussi *Chevalier de la Légion d'honneur* à titre militaire depuis 1932. Il fut militant des Croix de feu puis du PSF.

Négociant en quincaillerie à Toulouse, il adhère à la LFC dès sa création, et nommé vice-président de la cinquième section de Toulouse (quartier Saint-Cyprien)²³⁵. Vers le mois de janvier 1942, il est nommé chef de trentaine du SOL du quartier Saint-Cyprien. A la création de la Milice, il perd son grade de chef de trentaine et devient simple milicien (matricule 1325). Il fait part à son chef de centaine, Jean Darrigade, de son désir de démissionner. Celui-ci le convint de rester. Ce n'est qu'en mars 1943 que Moignard donne sa démission définitive²³⁶.

Jugé le 26 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à dix ans de dégradation nationale²³⁷.

François De MONES DEL PUJOL

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

François De Mones Del Pujol est né le 31 mars 1917 dans le XVI^{ème} arrondissement de Paris. Mobilisé de septembre 1939 à août 1940, au 22^{ème} S.I.M, puis dans l'artillerie. Nommé aspirant le 8 août 1940. Etudiant à la faculté de médecine (il préparait le concours d'externe des hôpitaux), il adhère à la LFC en février 1941, puis au SOL en octobre 1941, date de sa création. Il sera nommé chef de trentaine courant 1942.

L'orientation de la Milice lui déplaisant (il y avait le matricule 90, et était toujours chef de trentaine), il entre en contact avec des éléments de la Résistance (le commandant Simon et le commandant Roux) dès février 1943, qui lui demandent de rester à la Milice afin de pouvoir donner un maximum de renseignements pour ses supérieurs résistants. Sur ordre de ses chefs, il donne sa démission le 25 juillet 1943. En effet, cela devenait trop dangereux de faire semblant d'être un milicien actif. De Mones prend un peu le large chez de la famille (à Verdun et Paris) et revient à Toulouse, se consacrant à ses études de médecine.

Ce n'est qu'en juin 1944 qu'il devient un agent permanent des Services spéciaux du Sud-Ouest (matricule R.G. 2057). Durant la Libération de Toulouse, il travaille à l'hôpital de La Grave, puis est affecté par le commandant Dux (futur colonel André Dulac) à une équipe volante, chargée de repérer les colonnes allemandes dans toute la région.

Jugé le 12 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est relevé de l'indignité nationale.

235 Il jouissait d'une certaine considération dans le quartier, car était connu pour aimer rendre service à ses compatriotes.

236 Toutefois, selon un rapport de police, il aurait répondu à une convocation de Frossard en novembre 1943...

237 Deux de ses trois fils étaient officiers dans l'Armée d'Afrique.

Jean OLLIER

Légionnaire / Soldat

Membre de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

Jean Victor Louis Ollier est né le 30 septembre 1923 à Saint-Etienne (département de la Loire). Engagé au sein du 5ème régiment d'infanterie (à Saint-Etienne), il part habiter Toulouse chez sa mère à la dissolution de l'armée, en novembre 1942. Après six mois de jeunesse, il trouve un emploi de bureau à Toulouse.

Adhère à la Milice le 26 février 1943, mais en démissionne début octobre 1943²³⁸. Il démissionna pour pouvoir s'engager dans la Garde Mobile, à Saint-Etienne.

Engagé le 20 février 1944 dans la LVF, et incorporé au Centre d'Instruction des Cadres de Montargis²³⁹, puis dirigé à Versailles le 2 mars, puis au camp de Greifenberg une semaine plus tard. Il est considéré en absence illégale le 26 mai 1944. Il était revenu dans la région toulousaine, où il travaillait chez un agriculteur de Lanta.

Arrêté fin août 194 et interné au camp de Noé. Jugé le 16 mars 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à dix ans de dégradation nationale. Toute la partie sur son engagement à la LVF étant passée sous silence...

238 A son procès, Ollier clama avoir démissionné le 15 avril 1943, mais n'avoir reçu la réponse qu'en octobre ! Peu probable !

En effet, en août 1943, Ollier fréquentait des amis pro-résistance, et ces derniers parlaient librement de leurs activités.

239 A son procès, il dira être revenu dans la région toulousaine en avril 1944, car il n'avait pas été admis dans l'école de la Garde, et qu'il était menacé d'être envoyé au STO...

Jacques PANIER Des TOUCHES

Chef de centaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

Promotions :

Aspirant : avril 1915

Sous-lieutenant : mai 1917

Lieutenant : septembre 1918

Capitaine : 1927

Chef de centaine (SOL / Franc-Garde bénévole) : mars 1942

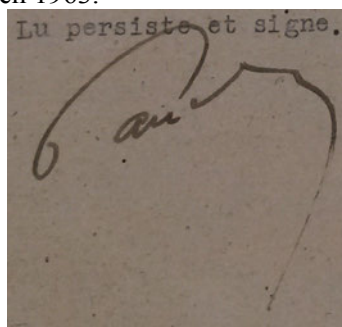
Jacques Marie Panier Des Touches est né le 16 août 1895 à Rochechort-sur-Mer (département de la Charente-Maritime). Mobilisé en septembre 1914, et incorporé au 9^{ème} régiment d'infanterie, à Agen. Après avoir suivi le concours des élèves caporaux, il suit un stage d'aspirant. Affecté au 11^{ème} régiment d'infanterie, à Montauban, il rejoint le front le 8 mai 1915. Il combat jusqu'à l'armistice de novembre 1918 (156^{ème} puis 167^{ème} régiments d'infanterie), finissant au grade de lieutenant. Titulaire de la *Croix de guerre* avec cinq citations (dont deux à l'ordre de l'armée), et nommé *Chevalier de la Légion d'honneur* (arrêté ministériel du 4 février 1921, Commission Fayolle) et de la *Médaille interalliée*. Jusqu'en octobre 1919 il est placé au Service des Etudes et Expériences chimiques, rue Saint-Thomas d'Aquin, à Paris.

Mobilisé le 3 septembre 1939, au 22^{ème} bataillon d'ouvriers d'artillerie (à Aubervilliers) et nommé directeur de l'Atelier de chargement d'obus toxiques. De mars à juillet 1940 il est placé en affectation spéciale aux établissements Duffour & Igon, à Toulouse. Il était en effet directeur de ces établissements depuis 1930²⁴⁰. Il fut avant-guerre membre du PSF.

Adhère à la LFC, puis au SOL en février 1942, nommé chef de la 5^{ème} centaine SOL (puis Franc-Garde) à Toulouse, en mars. Quelques mois après la création de la Milice, il est placé à la tête de la 3^{ème} centaine (suite à un remaniement des effectifs). Il démissionne verbalement en octobre 1943²⁴¹, déçu de l'orientation pro-allemande prise par le mouvement²⁴². Il confirme sa démission par écrit le 24 décembre, mais ne reçoit pas de réponse.

Arrêté par les FFI le 5 octobre 1944, et interné au camp de Noé. Jugé le 12 avril 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, et est relevé de l'indignité nationale, pour services rendus à la Résistance²⁴³.

Panier Des Touches est décédé en 1963.



240 Il s'était marié avec une fille Duffour.

241 Il pensa démissionner vers août 1943, mais le meurtre des miliciens Costes et Mas venant de se produire, il ne voulait pas passer pour un lâche.

242 A son procès, il expliqua avoir été choqué par le fait que durant un défilé milicien, à Nîmes (700 à 800 miliciens, selon Panier Des Touches), une musique militaire allemande fut jouée...

243 Il avait caché plusieurs centaines de kilos de métaux, qui auraient pu être réquisitionnés par les allemands.

Et surtout, on lui fut reconnaissant d'avoir caché, durant l'hiver 1943-1944, le commandant Voulgre (responsable FFI dans l'Aude).

Il avait également fourni du ravitaillement au capitaine Brachet (alias « Denis »), de la compagnie FTP 3201 à Tarbes, alors incarcéré à la prison Saint-Michel.

Enfin, il avait fourni des certificats de complaisance à des ouvriers de son usine, afin qu'ils ne soient pas envoyés au STO.

Témoignages à décharge

Témoignage de ses anciens employés aux établissements Duffour & Ivon

« ...déclarons que notre directeur Jacques Panier Des Touches a toujours été vis-à-vis de nous un patron d'élite.

Il s'est toujours efforcé en toute circonstances d'améliorer notre sort, de rendre notre condition moins pénible, notre travail plus facile.

Il ne s'est pas contenté d'être pour nous un directeur des travaux mais encore s'est toujours intéressé à la vie de chacun de nous s'efforçant de venir en aide aux plus malheureux.

Il a voulu améliorer nos conditions de vie familiale, un jardin a été créé et exploité par nous, dans l'enceinte de l'usine. Depuis peu, une installation de bains douches est en cours d'exécution et sera aussi à la disposition du personnel.

Plusieurs d'entre nous, ayant été désignés pour le travail obligatoire en Allemagne, il a réussi à les embaucher à l'usine et à éviter leur départ, après de longues et difficiles recherches.

Monsieur Panier Des Touches laissait toute liberté d'action à chacun de nous tant sur les questions politiques que sur les questions confessionnelles. »

Témoignage de Georges Chadirat, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien de 14-18 (Croix de guerre et Légion d'honneur), détenu politique sous Vichy (et accessoirement Grand Maître du Grand Orient de France de 1948 à 1950)

« Je soussigné Georges Chadirat, certifie :

Avoir servi sous les ordres du capitaine Panier Des Touches pendant la guerre 39-40.

Qu'au cours de nos nombreuses conversations que j'ai eues avec lui, je puis certifier que ses sentiments ont toujours été emprunts d'un patriotisme élevé.

Qu'il a toujours eu des sentiments et des opinions nettement hostiles aux allemands, aux méthodes et aux théories nazies.

Qu'ayant été recherché personnellement, tant par les autorités de Vichy, que par la Gestapo allemande, connaissant mes qualités, connaissant mes opinions, qui n'étaient pas celles du capitaine Panier Des Touches, ce dernier m'a spontanément offert asile dans son appartement personnel de Toulouse.

Je suis allé chez lui à Toulouse, où j'ai eu la joie de rencontrer notre collègue, le lieutenant Bernheim, qui Israélite s'était réfugié chez monsieur Panier Des Touches.

En l'époque où nous vivions, donner asile à la fois à un Israélite et à un Franc-Maçon démontre la générosité du capitaine Panier Des Touches. »

Citations de Jacques Panier Des Touches, 1914-1818

Citation à l'ordre du régiment n° 172 du 12 novembre 1916 :

« A bien entraîné sa section à l'assaut du 24 octobre 1916 »

Citation à l'ordre de l'armée n° 872 du 1er juin 1917 :

« D'une bravoure et d'un entrain remarquables, s'est emparé d'un fortin allemand capturant quinze prisonniers. »

Citation à l'ordre de la division n°137 du 26 mars 1918 :

« A maintenu sa section sur ses positions de combat et organisé une résistance repoussant l'assaillant. »

Citation à l'ordre de la division n°165 du 30 août 1917 :

« A enlevé brillamment ses hommes à l'assaut d'un ouvrage ennemi. »

Citation à l'ordre de l'armée n° 633 du 1er octobre 1918 :

« Est entré le premier dans un village à la tête de sa section faisant plusieurs prisonniers et capturant trois mitrailleuses. »

Georges PARTHAIX

Chef de Centre-adjoint de la Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Chef de Cohorte-adjoint du SOL(Toulouse – Haute-Garonne)

Promotions :

Sous-lieutenant de réserve

Capitaine de réserve

Chef de dizaine (SOL) : mai 1942

Chef de trentaine (SOL)

Chef de Cohorte-adjoint (SOL) : novembre 1942

Chef de Centre-adjoint (Franc-Garde bénévole) : février 1943

Georges Étienne Paul Parthaix est né le 19 janvier 1897 à Argent-sur-Sauldre (département du Cher). Mobilisé en janvier 1916, et incorporé au 85^{ème} régiment d'infanterie, puis dans le 414^{ème} régiment d'infanterie. Il fut blessé, décoré de la *Croix de guerre*, cité à l'ordre de la division, et fait prisonnier. Il rentre de captivité en janvier 1919.

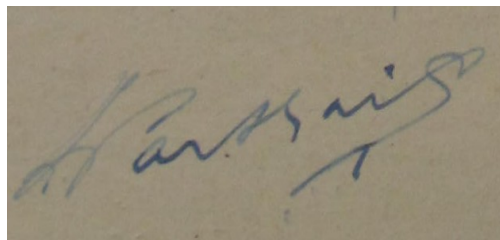
Démobilisé en septembre 1919, au grade de sous-lieutenant de réserve, il reprend ses études, et obtient sa licence de sciences à la faculté de Toulouse. Il exerce ensuite le métier d'ingénieur électricien à la Compagnie électro-mécanique de Toulouse, dirigeant l'antenne départementale, au salaire de 8000 francs par mois. Il fut brièvement inscrit au parti radical-socialiste en 1935. Mobilisé à nouveau de septembre 1939 à septembre 1940, comme capitaine.

Adhère à la LFC (seconde section de Toulouse) dès sa création, puis au SOL en mai 1942, comme chef de dizaine, puis chef de trentaine. Il suit un stage à l'école de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, du 15 au 30 octobre 1942. A l'issue du stage, il est nommé chef de Cohorte-adjoint (adjoint du chef Barrère). Il passe à la Milice avec le grade de chef de Centre-adjoint²⁴⁴ (matricule 457), secondant Jean Collomb. Assez vite, l'orientation du nouveau mouvement lui déplait, notamment le fait qu'ils passent sous la tutelle de Laval. Il démissionne en octobre 1943, lorsque les miliciens reçoivent une note officielle de Darnand demandant des volontaires pour la Waffen-SS.

Il reçoit deux ordres de mobilisation, en juin puis juillet 1944, auxquels il ne répond pas. Le 15 août, c'est carrément un ordre de réquisition venant du préfet ! Parthaix se rend alors au siège régional, et rencontre le chef régional-adjoint (Rebouet) que le rassure que cette réquisition était envoyée à tous les anciens membres, afin de les impressionner.

Arrêté avec sa femme à son domicile, le 26 août 1944. Jugé le 24 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à la dégradation nationale et la confiscation de ses biens à hauteur de 10 000 francs. A son procès, il s'était dit prêt à abandonner son grade et partir comme volontaire dans les corps francs de l'armée française.

Il est décédé le 4 juin 1960 à Pau.



244 Signe un document à ce poste le 28 août 1943.

Jean PHEULPIN

*Chef de centaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)
Délégué départemental aux sports du SOL (Haute-Garonne)*



Jean Paul Pheulpin est né le 23 mai 1903 à Hérimoncourt (département du Doubs). Chef de service aux Etablissements Bernard Pagès, à Toulouse, où il réside depuis 1934. Mobilisé en 1939 comme sous-lieutenant mécanicien dans le troisième groupe du 317^{ème} régiment d'artillerie.

Membre de la LFC dès les débuts, il apprend que le SOL est nouvellement formé dans le département, en novembre 1941, et il y adhère comme délégué départemental aux sports. Devant le peu de succès et les difficultés matérielles concernant les séances de culture physique qu'il organisa, il demande à être remplacé à ce poste. Il est alors pressenti pour être chargé d'assister aux visites médicales, que subissent les SOL tous les trois mois. Pheulpin assiste alors les deux médecins SOL, et classe les sujets par catégorie de résistance physique. Considérant que le mouvement SOL stagne, il abandonne son rôle en octobre 1942. Convoqué par Frossard quelques semaines après, il lui demande les raisons de son désintéressement vis-à-vis du SOL. Pheulpin lui répond qu'il lui paraît difficile qu'un parti vraiment français puisse conserver son autonomie et sa liberté sous l'occupation allemande.

Fin janvier 1943, il reprend son poste précédent au Service de santé. Frossard lui avait donné le grade de chef de centaine, pour qu'il soit à égalité avec les médecins miliciens, et afin de l'amadouer probablement... Pheulpin démissionne de la Milice le 22 juin 1943²⁴⁵. Sa démission ne fut acceptée que le 28 août 1943. Il regagne alors la LFC, comme membre du Directoire départemental. En décembre 1943, le chef départemental de la LFC, Lannefranque, propose à Pheulpin d'être nommé officier d'artillerie du colonel Danglade, chef de maquis. Pheulpin accepte avec plaisir, mais il ne sera finalement jamais appelé à son poste, même après juin 1944.

Arrêté à la Libération, et interné au camp de Noé, il est condamné à la dégradation nationale par la Chambre civique de Haute-Garonne, le 17 février 1945.

A photograph of a handwritten signature in dark ink on a light-colored background. The signature is written in a cursive, somewhat stylized script. It appears to read 'Jean Pheulpin'.

245 Il arguera de son manque de temps, et du temps passé à s'occuper de sa femme malade.

A noter qu'à son procès il prétendra avoir démissionné en avril 1943.

André PRAT

Franc-Garde permanent (Haute-Garonne ; Vichy)

André Jean Louis Prat est né le 15 mars 1921 à Balma (département de la Haute-Garonne). Travaillant comme auxiliaire à la Poste depuis septembre 1939, il y fait la connaissance du chef Saint-Jean en 1943. Craignant de devoir partir pour le STO, Prat adhère à la Milice fin mai 1943. Il est embauché comme Franc-Garde dactylographe du 1^{er} Service, à Vichy, à compter du 20 juin. Il officiait à l'hôtel Moderne, et était appointé 2000 francs. Son rôle étant de remplir les fiches individuelles de miliciens et de taper le courrier.

Il part pour l'école des cadres d'Uriage vers le 20 août 1943. Revenu à Balma, chez ses parents agriculteurs, lors d'une permission, le 2 septembre 1943, il décide de ne pas regagner l'école. Convoqué par Frossard quelques temps après, le 16 octobre, Prat donne sa démission, après une violente discussion²⁴⁶.

Il passe le concours d'élève gendarme en janvier 1944, et est envoyé à l'école de Mamers le 10 avril suivant. Il sort de l'école le 5 juillet 1944, et est affecté à Vichy. Arrêté par des inspecteurs à Toulouse le 10 octobre 1944. Jugé le 10 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à cinq ans de dégradation nationale.

246 Prat expliqua à son procès qu'il démissionna car il s'était rendu compte des buts de la Milice, et qu'il ne voulait pas entrer en action contre la Résistance.

Toutefois, il sollicitait encore, à la date du 15 août 1943, un emploi rétribué au sein du 2^{ème} Service...

François REBOUET

Chef régional-adjoint de la Milice Française (Toulouse)

Promotions :

Maréchal-des-logis

Sous-lieutenant d'artillerie : 01.10.1932

Lieutenant d'artillerie : 01.10.1934

Capitaine d'artillerie

François Alfred Léopold Rebouet est né le 16 décembre 1906 à Fontainebleau (département de la Seine-et-Marne)²⁴⁷. Entre au Service Géographique de l'Armée en 1936, après avoir servi comme lieutenant de réserve d'artillerie. Promu capitaine, le S.G.A est dissous après l'armistice de 1940. Il passe ensuite ingénieur géographe à l'Institut Géographique National, remplaçant le S.G.A²⁴⁸.

A partir d'avril 1944 il travaille à Laguian (il venait alors de Paris), dans le Gers, pour le compte de l'Institut, comme chef de brigade astronomique, avec une petite équipe sous ses ordres. Il fut sans doute, dès ce moment là, adhérent de la Milice, mais n'a eu aucune activité particulière.

Nommé chef régional-adjoint de la Milice de Toulouse²⁴⁹ dans la seconde moitié de juin 1944, après avoir rencontré Darnand à Vichy²⁵⁰. Il participa aussi à des émissions radiophoniques sur Radio-Toulouse, dans la chronique « La Vérité »²⁵¹. Militant convaincu mais non sectaire, il sauva de l'arrestation un lieutenant FFI²⁵². Organise le départ des miliciens de la région de Toulouse, prenant le commandement de la colonne à partir de Carcassonne, De Perricot étant parti de son côté.

Réfugié en Allemagne, il aurait parlé à plusieurs reprises à la radio officielle du Gouvernement Français en exil de Sigmarigen (sa voix fut reconnue par d'anciens collègues)²⁵³. Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse, le 2 août 1945.

Il s'était engagé dans la Légion étrangère (3^{ème} Régiment Etranger d'Infanterie), sous le pseudonyme

247 Son père est le général Jacques Rebouet (1875-1947), contrôleur général des Armées. Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 14-18.

Son grand-père est le général Jacques Plantey (1851-1933). Commandeur de la Légion d'honneur 10 avril 1915, titulaire de la Croix de guerre avec palme, de l'Ordre du Bain britannique, Croix de guerre belge 14-18.

Il était l'ami du Général puis maréchal Foch car issu de la même promotion de Polytechnique en 1871. Général de brigade, en Septembre 1914, il commande la place militaire de Douai. Il est nommé par Foch gouverneur de la place de Dunkerque, place stratégique à ce moment de la guerre. En 1915 il est promu Général de Division, puis gouverneur de la ville d'Amiens en 1916.

248 Décrit comme « un ingénieur distingué, robuste, sportif, d'une excellente culture générale, et qui montrait beaucoup d'aisance et de confiance en lui-même. »

249 Un document émanant du préfet régional fait état que Rebouet François fut réquisitionné le 30 juin 1944 au titre de Franc-Garde.

250 Le 15 juin 1944, Rebout fut interpellé par des FFI, alors qu'il prenait son déjeuner. Après perquisition de son domicile (et la menace d'être pris en otage dans le maquis), les FFI prirent la fuite à l'approche d'une compagnie de Waffen-SS. Rebouet, bon prince, ne leur indiqua pas la direction prise par les fuyards (à pied, ils auraient été aisément rattrapés). Il préfère quitter Laguian sans délais, par peur d'un retour des FFI.

Rebouet passa par Auch, puis Toulouse, et part à Vichy après le 20 juin, afin de rencontrer Darnand en personne.

Il est mentionné à ce poste date dans un document du 14 août 1944 (lettre du préfet régional de Toulouse adressée à Rebouet), preuve qu'il resta chef régional-adjoint jusqu'à la fin.

251 Deux prises de parole par jour (un quart d'heure chacune) fin juillet 1944, et une prise de parole hebdomadaire en août.

252 Le lieutenant FFI Coffet, de Montauban, qui rendit visite à Rebouet pour lui demander de lui sauver la mise. Rebouet déclara à Coffet :

« La Milice et le Maquis sont des gens bien, car ils ont un idéal. L'un comme l'autre veulent le salut du pays. Je suis certain qu'une solution interviendra et que sous peu on verra le Maquis et la Milice à l'avant-garde du combat de demain. »

A noter qu'il détestait le PPF, déclarant à un collègue à lui : « Ce sont des gens méprisables. Ils sont payés par les boches. »

253 Les 10 et 11 novembre 1944 notamment. Rebouet parla des martyrs de la Milice dans l'Ain, et s'adressa aussi aux 1,5 millions de travailleurs Français en Allemagne, et de leur futur rôle dans la reconstruction du pays.

de « Raoul Quessast », au rang de caporal. Il trouva la mort des suites de ses blessures, au Tonkin, le 28 février 1948²⁵⁴. Décoré de la *Médaille Militaire* et de la *Croix de guerre T.O.E.* Mentionné « Mort pour la France », il est réhabilité sur décision de la Cour d'appel de Toulouse, le 7 décembre 1950.

Louis RIGAUD

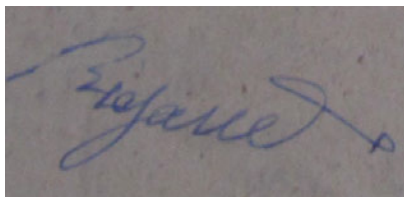
Inspecteur du 2^{ème} Service de la Milice Française (Toulouse)

Louis Jules Rigaud est né le 26 janvier 1903 à Pauligne (département de l'Aude). Malgré sa fragile constitution, il fait quand même dix huit mois de service militaire. A l'issue de ce dernier, il tente de s'engager dans la Garde mobile, mais est réformé au bout de quinze jours. Il navigue alors entre plusieurs petits travail, comme manœuvre notamment.

Mobilisé en septembre 1939 à la Poudrerie nationale, à Toulouse. Il ne quitte cet emploi que fin avril 1944, date où le milicien Combret le débauche pour entre au 2^{ème} Service de la Milice (probablement à l'échelon régional). Sans grande conviction et se laissant facilement entrainer, Rigaud suit Combret dans ses déplacements, et en profite pour mener un grand train de vie. Depuis qu'il était entré à la Milice, la famille Rigaud (sa femme et ses trois enfants) étaient passés de la misère complète (appartement insalubre, etc) à un train de vie fastueux, remarqué des voisins²⁵⁵. Rigaud touchait 3 800 francs par mois, sans compter les divers « extras ».

Le 28 juillet 1944, son chef le désigne avec Combret pour effectuer une mission en Dordogne : localiser le maquis qui détient l'amiral Platon. Ils acceptent la mission afin de pouvoir s'éloigner de Toulouse. Arrivés à La Réole, ils essaient de se mettre en relation avec le maquis, et sont arrêtés par les FTP. Fin août, il sont incarcérés à la Centrale d'Eysses, où ils restent jusqu'au 6 novembre 1944, date de leur transfert au camp de Carrère. Libérés le 21 novembre 1944, ils seront à nouveau arrêtés ultérieurement.

Jugé en même temps que son comparse Combret, son cas est finalement disjoint pour être envoyé devant la Chambre civique²⁵⁶, le 21 juillet 1945, où il est condamné à la dégradation nationale à vie.



254 Route de Cao Bang à Dong Khé.

Il sera enterré à Fréjus, à la nécropole nationale des guerres d'Indochine (carré R44, tombe E16).

255 Notamment une fête qui dura toute la nuit. Organisée pour fêter la mort du résistant Achille Viadieu.

256 En effet, la Cour a jugé qu'il avait été entraîné par Combret, et s'était contenté de suivre docilement ce dernier dans ses déplacements.

De plus, l'examen mental de Rigaud était en faveur de ce dernier. En effet, selon le docteur chargé de l'examiner, il était considéré comme un sujet maladif depuis l'enfance, accumulant les retards, sujets à des vertiges récurrents qui lui ont fait quitter l'école à douze ans.

Justin ROUMAGNOU

Franco-Garde permanent (Haute-Garonne)
Membre de la KriegsmarineWerft-Polizei

Justin Eugène Roumagnou est né le 4 juin 1909 à Pamiers (département de l'Ariège). Membre du PPF depuis 1942, il sert au sein de la *KriegsmarineWerft-Polizei*, dans la base allemande de La Pallice, de mai 1943 à février 1944. Il sera ensuite membre de la Franco-Garde permanente de Haute-Garonne de juin à août 1944.

Jugé le 22 novembre 1946 par la Chambre civique de Toulouse, et condamné à la dégradation nationale à vie. Le tribunal militaire le condamne à trente mois de prison, huit jours plus tard.

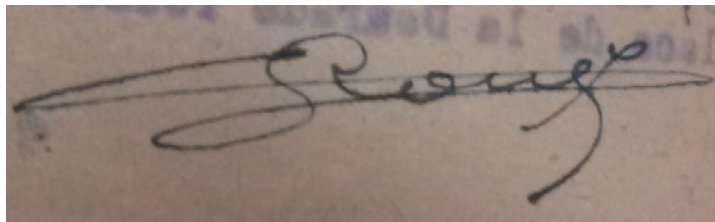
Edmond ROUX

Chef de trentaine-adjoint du SOL & de la Franco-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

Edmond Roux est né le 5 avril 1894 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Mobilisé de 1914 à 1918, au grade de sergent-chef. Il fut dans les années 1930 membre de l'A.R.A.C. (Association Républicaine des Anciens Combattants). Il était artiste musicien professionnel, employé au syndicat des artistes (CGT) de Paris.

Adhère au SOL dès sa création, en octobre 1941, avec le grade de chef de trentaine-adjoint. Passe à la Milice automatiquement en février 1943. Démissionne avant juillet 1943²⁵⁷.

Jugé le 11 avril 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est relevé de l'indignité nationale.



257 Un papier officiel datant de juillet 1943 demande sa radiation de la liste des titulaires de port d'arme.

A son procès, Roux prétendra avoir démissionné vers mars 1942 !

Roux prétextait avoir adhéré au SOL pour justifier ses sorties nocturnes et quitter l'ambiance de son foyer.

Jacques ROUX

*Franc-Garde permanent (Vichy)
Membre de la Jeunesse Franciste (Haute-Garonne)*



Jacques Gaston Marie Roux est né le 21 juillet 1926 à Boulogne-sur-Seine (département de la Seine). Employé (speaker) à Radio-Toulouse et étudiant, il s'inscrit à la Jeunesse Franciste (matricule 46 054) début 1943. Il se disputera parfois avec son père au sujet de son engagement²⁵⁸.

Renvoyé de son travail à cause de ses opinions, il quitte Toulouse pour Paris en janvier 1944, s'installant chez sa tante et s'engageant dans la *Selbstschutz* dans la foulée, sur conseil d'un dirigeant franciste. Il suit un stage d'instruction d'un mois à Taverny du 17 janvier au 24 février 1944, date où il démissionne²⁵⁹.

Fin avril 1944, la direction nationale du Francisme lui donne l'ordre d'incorporer la Franc-Garde permanente à Vichy. En effet, à compter d'avril 1944, les francistes sont fortement sollicités pour rejoindre les rangs miliciens.

Faisant partie de la trentaine commandée par le chef Roland Miserez, envoyée à Saint-Amand du 19 juin au 28 juillet 1944²⁶⁰. A cette date, sa trentaine (alors commandée par Henri De Vaugelas) gagne Orléans, puis Paris. Il regagne probablement Toulouse peu avant la Libération, et fuit en Allemagne avec sa famille²⁶¹.

Revenu en France à une date inconnue, et engagé dans l'armée le 2 janvier 1946. Jugé le 12 juin 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est acquitté comme ayant agi sans discernement.

258 Le père, Fernand Roux (chef de bataillon retraite), était membre de la Milice. Il rejoint la Franc-Garde permanente de Haute-Garonne en juin 1944, et assura notamment le service de garde à la villa des Rosiers.

259 N'ayant pas de consentement parental, sa démission fut immédiatement acceptée.

260 Parmi les opérations effectuées par cette unité :

- opération contre le maquis de la forêt d'Abert, où un milicien fut blessé et trois voitures FFI détruites.

- arrestations à Châteauroux, Châteauneuf-sur-Cher et Blet.

- arrestation de trente-cinq juifs à Saint-Amand (fusillés et jetés dans le puit du Guéry).

Il n'a pas été permis de savoir si Roux avait participé à ses opérations. Mais selon des témoignages, il était affecté à la garde de la sous-préfecture la plupart du temps.

261 Selon ses dires, il n'a pas été incorporé dans la Waffen-SS.

Henri SAINTES

Chef de trentaine du SOL (Toulouse – Haute-Garonne)

Henri Saintes est né le 15 juillet 1924 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Ingénieur civil au Service des Fabrications dans l'Industrie, à Toulouse, il adhère à la LFC en novembre 1941, puis au SOL, où il reste jusqu'à sa démission, fin juin 1942²⁶². Il aurait été nommé chef de trentaine²⁶³.

Par la suite, il participera au camouflage de matériel de guerre, et à la destruction d'un stock de 80 000 obus (probablement au moment de l'arrivée des allemands en zone sud). Arrêté par un groupe FTP, rue de Metz, le 23 août 1944. Jugé le 20 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à l'indignité nationale.

Pierre TAVERA

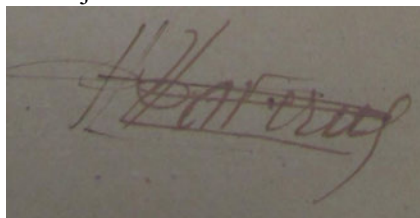
Trésorier de section du PPF (Toulouse - Haute-Garonne)

Pierre Marceau Tavera est né le 1^{er} mars 1894 à Le Pouzin (département de l'Ardèche). Vétéran de la guerre 14-18, où il fut fait prisonnier et décoré de la *Croix de guerre*. Brièvement mobilisé en septembre-octobre 1939, comme adjudant-chef de réserve, puis renvoyé dans ses foyers.

Il adhère au PPF en juin 1941. Secrétaire à la Chambre des Métiers de Toulouse. Il faisait parfois un peu de propagande pro-allemande, vantant la façon dont il avait été traité en tant que prisonnier durant le premier conflit mondial. Il fut d'ailleurs à deux doigts de se faire licencier par la Chambre pour cette raison. Tavera fut trésorier par intérim de la section PPF de Toulouse durant le dernier trimestre de 1943.

Arrêté le 28 août 1944, et interné au camp de Noé. Jugé le 16 mars 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à quinze ans de dégradation nationale, malgré que le dossier soit presque vide et des témoignages à décharge²⁶⁴. Il sera libéré du camp de Noé quelques semaines plus tard, peut-être grâce à une supplique de sa femme au préfet.

Tavera est décédé à Toulouse le 17 juillet 1974.



262 Selon certains témoignages (moyennement fiables) et divers rapports, il n'aurait pas démissionné avant août 1943 au moins, et portait le numéro 29 de la Milice départementale. D'autres ajoutent qu'il était actif, et participa même à l'expédition contre le restaurant « La Reine Pédauque ».

Ce qui est certain, c'est qu'il est absent des listes de cadres (permis de ports d'armes) datées de fin 1942 et début 1943. Il n'était donc pas chef de trentaine à la Milice.

263 Selon Saintes à son interrogatoire, il n'aurait pas eu le temps d'être promu. Ce qui est possible.

264 Celui de madame Moulet notamment :

« Monsieur,

Résistante de la première heure, j'ai souvent jugé très sévèrement les ennemis de la Résistance ; je sais cependant rester juste et ne pas frapper implacablement les égarés.

J'ai eu l'occasion de m'occuper de monsieur Tavera, trésorier par intérim (durant trois mois) du parti PPF.

[...] Monsieur Tavera est certainement un honnête homme qui n'a jamais été capable de donner ou de vendre un patriote ou un résistant, bien qu'il ne fut pas de ces idées.

Huit mois d'internement suffisent grandement, Monsieur Tavera a payé son erreur. Il a une femme d'une santé fragile, une très jeune fillette et la présence de M. Tavera dans son foyer est certainement de la plus grande nécessité. Moi-même patriote et française 100% considère que l'on doit tendre la main à un égaré lorsqu'il est honnête.

Je vous prie, Monsieur, de faire ce qui est en votre pouvoir pour sa libération.

[...] »

Gabriel UHL

*Inspecteur régional du Commissariat général à l'Action sociale des travailleurs français (Toulouse)
Délégué cantonal du Groupe Collaboration, Membre du RNP & et du FST (Villemur-sur-Tarn –
Haute-Garonne)*



Gabriel Uhl est né le 6 septembre 1912 à Carpentras (département du Vaucluse). Admis en 1931 au concours des commis titulaires des contributions directes, il exercera son métier à Chambéry, Besançon puis Marseille. Il travaille ensuite dans les assurances à partir de 1937. Il déménage à Toulouse en octobre 1938, comme représentant de commerce de la maison de papeterie « Latune ».

Brièvement mobilisé de septembre à décembre 1939, il est ensuite affecté aux usines Dewoitine, jusqu'en juin 1940. Il reprend ensuite son métier de représentant, pour la maison « Johannot ». Il adhère au Groupe Collaboration en décembre 1941 (numéro de carte 41 096), et sera délégué cantonal du mouvement pour Villemur-sur-Tarn²⁶⁵, où il réside depuis 1941. Il quitte le Groupe Collaboration en novembre 1942. Il était également membre du RNP (N° 100 308) et du Front Social du Travail.

Le 31 mars 1943 il est nommé inspecteur régional du commissariat général à l'action sociale des travailleurs français en Allemagne²⁶⁶, couvrant une bonne partie du sud-ouest de la France²⁶⁷. Il semble qu'à partir du 16 juin 1944 il ne soit plus que inspecteur départemental pour le Tarn-et-Garonne. Son salaire était de 8 000 à 10 000 francs par mois.

Arrêté à son domicile le 20 août 1944 par des FFI, il est amené au commissariat de Montauban. Seront retrouvés des papiers contenant des informations sur l'état d'esprit de la population, une lettre au Maréchal Pétain demandant de l'avancement pour services rendus, une carte de police allemande. Pour sa défense, il arguera avoir joué un double-jeu subtil, car sa femme était israélite, et il désirait la protéger au mieux²⁶⁸.

Jugé le 16 mars 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à dix ans de

265 Son père, Charles Uhl, sera secrétaire général du Groupe Collaboration du Vaucluse.

A son procès, Gabriel Uhl dira avoir une ascendance juive par son père. Inquiété par le commissariat aux Questions juives, il adhéra au Groupe Collaboration pour ne plus avoir d'ennuis.

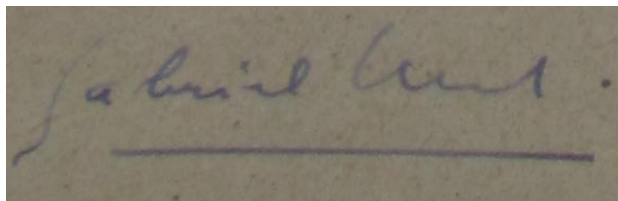
266 Parmi ses missions : création des comités d'Entraide du STO (envoi de colis, aide administrative), classement d'enfants, intervention pour le paiement des assurances maladies en Allemagne, intervenir auprès des Offices de Placements Allemands pour les prolongations de permission, etc.

Uhl, bien que fervent collaborateur, affirma avoir aider plusieurs personnes à se soustraire au STO.

267 Tout d'abord les départements suivants : Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Gers et Lot-et-Garonne. A partir du 5 janvier 1944 s'ajoutent : Ariège, Haute-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Lot, Tarn, Creuse, Corrèze, Dordogne, Haute-Vienne, Indre, Landes et la Vienne.

268 A noter que celle-ci avait également une réputation de collaboratrice. Institutrice de métier, elle avait été révoquée en 1940. Elle fut arrêtée et internée peu avant la Libération de Villemur-sur-Tarn, à cause de la rumeur publique (nombreux témoignages de locaux, la plupart peu fiables et composés de « on dit »).

dégradation nationale. Il reste malgré tout interné au camp de Noé. Bénéficiant d'une permission pour sortir du camp et voir sa famille, le 23 juin 1945, il ne regagne pas le camp à l'issue de sa permission. A la date du 9 septembre 1947 il était toujours recherché par la justice...

A photograph of a piece of aged, light brown paper. On the paper, the name 'Fabrice' is handwritten in dark ink. Below the name, there is a single horizontal line drawn in the same ink.

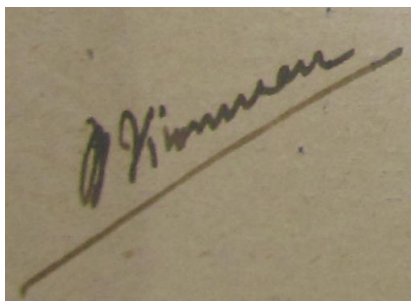
René VIRONNEAU

Chef de trentaine-adjoint du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

René Louis Adrien Henri Vironneau est né le 2 août 1917 à Tunis, en Tunisie. Etudiant en médecine, il fut mobilisé en septembre 1939, et aura une belle conduite en 1940. Il adhère à la LFC, puis au SOL en mars 1942. Il sera nommé chef de trentaine-adjoint, détaché au Groupe de commandement de la Cohorte de Toulouse, comme infirmier. Il assistait les docteurs SOL dans les visites médicales. Il passe à la Milice avec cette même fonction.

Il obtient son doctorat en médecine à l'université de Toulouse en avril 1944, et donne sa démission de la Milice. Il est nommé médecin inspecteur de la main d'oeuvre à Cahors en juin 1944. Il y sera arrêté trois mois plus tard, alors qu'il faisait partie des FFI locaux.

Jugé le 23 février 1945 par la Chambre civique de Haute-Garonne, il est condamné à l'indignité nationale²⁶⁹. Il s'installera ensuite à Beaumont-sur-Lèze, comme médecin de campagne, où il laissa un excellent souvenir²⁷⁰. Installé plus tard à Colomiers, il prit sa retraite en 1982, et s'investit au sein de la Croix Rouge (il fut le fondateur de celle-ci à Colomiers). Il est décédé le 28 décembre 2009²⁷¹.



Jean-Marie ZANOT

Chef de trentaine-adjoint du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Toulouse – Haute-Garonne)

Jean-Marie Zanot est né le 21 avril 1901 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Contrôleur de la Caisse d'Epargne, mobilisé de septembre 1939 à juillet 1940, comme sergent comptable au 220^{ème} régiment d'infanterie.

Adhère au SOL en janvier 1942, et nommé chef de trentaine-adjoint en avril de la même année²⁷². Au sein de la Milice il sera secrétaire auxiliaire de la Cohorte de Toulouse. Son rôle principal étant de tenir le fichier des miliciens de la ville. Il cesse toute activité en octobre 1943, et donne sa démission écrite en janvier 1944.

Afin de ne pas donner suite à l'ordre de mobilisation de juin 1944, il se fait établir un certificat médical pour incapacité physique. Arrêté par les FFI le 24 août 1944. Condamné à dix ans de dégradation nationale par la Chambre civique de Haute-Garonne, le 26 mars 1945.

269 Malgré les témoignages à décharge, le citant tous comme un garçon droit et honnête, pas spécialement germanophile.

270 Se déplaçant à vélo dans tout le canton, puis à moto, et enfin en voiture. Il allait lui-même chercher les médicaments à Toulouse toutes les semaines.

271 Source : site internet de La Dépêche du Midi.

272 Dans son interrogatoire il clame avoir été nommé « chef de trentaine » à cette date. Mais les papiers officiels (liste port d'arme de décembre 1942) ne le cite que chef de trentaine-adjoint.

Peut-être fut-il promu plus tard ?

PARTIE III – ARIÈGE

Albert BLAZY

Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole (Foix - Ariège)

Albert Jean Baptiste Pascal Blazy est né le 3 novembre 1909 à Foix (département de l'Ariège). Agent d'assurances à Foix, il adhère au SOL en août 1942 (voire avant), puis passera à la Milice. Il avait fait affaire avec la Milice, en assurant les motos et les locaux. Il faisait partie de l'équipe de sécurité de Foix²⁷³. Il fut ensuite peut-être chef de trentaine²⁷⁴. Convoqué à l'école des cadres d'Uriage en décembre 1943, il refuse de participer au stage. Mobilisé en février 1944 pour partir en Haute-Savoie, il donne sa démission, car indigné de devoir aller se battre contre des Français.

Hospitalisé en août 1944 à Toulouse, il y passe plusieurs semaines en convalescence, avant d'y être arrêté en novembre. Jugé le 30 mai 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à vingt ans d'indignité nationale.

273 Avec Masset et Bonnefont.

274 Source : une note du Président de la Commission d'épuration de l'Ariège datée du 9 novembre 1944.

A noter qu'il est absent des listes de ports d'armes de la Milice datées de début 1943 (il y est listé dans une seule, comme faisant partie de l'équipe de sécurité de Foix).

Jean BONREPAUX

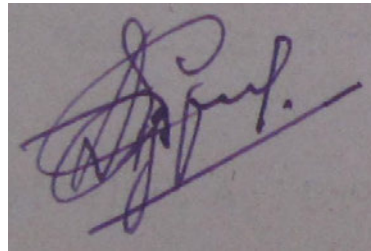
Membre de la LFC & du Groupe Collaboration (Ariège)

Jean Gérard Adolphe Bonrepaux est né le 11 février 1887 à Ax-les-Thermes (département de l'Ariège). Mobilisé d'août 1914 à octobre 1919 (dans la 17^{ème} division coloniale), il reçut la *Croix de guerre* avec trois citations. Il fera ensuite carrière dans la coloniale, et est promu médecin lieutenant-colonel le 15 septembre 1934, et admis à la retraite le même jour.

Mobilisé en septembre 1939, comme médecin-chef de la Place de Pamiers et président de la commission de réforme de l'Ariège. Nommé *Officier de la Légion d'honneur* en septembre 1940. Il travaillera durant l'occupation comme conservateur de la bibliothèque municipale de Foix.

Membre de la LFC²⁷⁵, il fut pressenti en 1941 par le comité directeur du Groupe Collaboration, à Paris, pour prendre la direction d'un bureau départemental du mouvement. Mais finalement, le bureau départemental ne fut jamais constitué dans l'Ariège, par manque de potentiel. Il avait donc sans doute adhéré au Groupe Collaboration à ses débuts²⁷⁶. Sollicité pour devenir le chef du Service de santé de la Milice de l'Ariège, il déclina l'offre. Membre permanent de la commission chargée du recensement pour le STO²⁷⁷, il est désigné médecin contrôleur pour le service de réquisition des voies ferrées en décembre 1943.

Arrêté dans la nuit du 19 au 20 août 1944. Jugé le 4 mai 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à l'indignité nationale à vie. Il est décédé à Foix le 24 septembre 1960.



275 Il ne renouvela pas sa cotisation en 1943.

276 Il se défendra d'avoir adhéré ou cotisé au Groupe Collaboration à son procès, mais il recevait toutefois des brochures et tracts du mouvement à son lieu de travail (la bibliothèque de Foix), ce qui est pour le moins étrange, pour un membre non adhérent.

De plus, il explique plus loin que quand on lui demandait d'interférer en la faveur d'un prisonnier de guerre, il écrivait au Groupe Collaboration !

277 Il fut également délégué de l'amicale ariégeoise des travailleurs de Vienne, une association chargée du bien-être des travailleurs en Allemagne.

Il était également délégué départemental de la Ligue maritime et coloniale.

Marcel BRUNET

Délégué fédéral aux prisonniers de guerre du PPF ; Franc-Garde permanent (Ariège)



Marcel Brunet est né le 13 mars 1904 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Représentant de commerce à Paris pour la maison Chaubet, de 1931 à 1939. Il fut membre du Parti Socialiste, avant d'en démissionner en octobre 1938 et de rejoindre le PSF. Mobilisé en septembre 1939 au 220^{ème} régiment d'infanterie, à Pamiers. Fait prisonnier en juin 1940, il est rapatrié d'Allemagne comme malade en mars 1941.

Il entre alors comme gardien du camp du Vernet d'Ariège, dont il démissionne en octobre 1941. Embauché ensuite comme commis de district au Ravitaillement général de Foix, il adhère au PPF en octobre 1942, sur influence d'Henri Allières. Il devient ensuite délégué fédéral aux prisonniers de guerre du PPF de l'Ariège.

Engagé dans la Franc-Garde permanente en décembre 1943, malgré le fait que le chef PPF Meunier ait interdit la double appartenance. Devant partir de Foix pour la Haute-Savoie le 25 février 1944, avec plusieurs autres miliciens, il parvient à se faire réformer médicalement (bronchite chronique) auprès d'un docteur complaisant, et donne sa démission auprès du chef Pincemin. Ce dernier le convaint de rester seulement à Tonneins (première étape du voyage) comme employé de bureau. Il n'y reste que quelques jours, et rentre à Foix, où il est définitivement démobilisé.

Jugé le 3 février 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à une peine d'indignité nationale.

Lucien CABIROL

*Waffen-Grenadier der SS
Franc-Garde permanent (Ariège)*

Promotions :

Franc-Garde (Franc-Garde permanente)

Waffen-Grenadier der SS : 06.11.1944

Lucien Cyprien Cabirol est né le 12 février 1927 à Mirepoix (département de l'Ariège). Fils d'un photographe pro-milicien notoire de Mirepoix, il subit l'influence de son père²⁷⁸. Par sécurité, il quitte Mirepoix pour Foix avec son père le 5 juin 1944, et les deux s'inscrivent officiellement à la Milice.

Envoyé suivre un stage à l'école des cadres de Pamiers, il est affecté à sa sortie à la seconde trentaine de la Franc-Garde permanente de l'Ariège (commandée par le chef Mahenc), comme pourvoyeur de mitrailleuse. Il participa à une rafle de suspects dans son village natal de Mirepoix, le 5 juillet, où vingt-quatre habitants furent amenés prisonniers à Foix.

Replié en Allemagne à la Libération²⁷⁹, il est intégré à la division « Charlemagne » en novembre 1944, et est tatoué sous le bras gauche. Il participe aux combats de Poméranie, et est fait prisonnier par les troupes soviétiques le 7 ou le 9 mars 1945. Libéré le 23 septembre 1945, et remis aux autorités françaises à Berlin, il est interné à la prison de Berlin-Tegel, puis au camp du Struthof.

Jugé le 12 avril 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est acquitté en raison de son jeune âge (ayant agi sans discernement).

Édouard CANTO

Membre du GAJS du PPF (Ariège)

Édouard Canto est né le 28 novembre 1902. Fabricant de meubles à son compte à Tunis, il est rapatrié en France en 1943. Membre du PPF de Saint-Girons, il sera membre du GAJS en 1944.

Condamné aux travaux forcés à perpétuité par le Tribunal militaire permanent de l'Ariège, le 4 octobre 1944. Rejugé le 28 novembre suivant par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à une peine d'indignité nationale.

278 Il était accusé de rôder à la recherche de gaullistes ou d'auditeurs de la radio anglaise.

279 Il fut blessé à la poitrine à Uzès, quand le convoi germano-milicien fut attaqué par l'aviation américaine. Il sera hospitalisé quelques temps en Allemagne.

Pierre CASTET

Waffen-Sturmmann der SS
Chef de main de la Franc-Garde permanente (Ariège)

Promotions :

Franc-Garde (Franc-Garde permanente)

Chef de main (Franc-Garde permanente) : juillet 1944

Waffen-Sturmmann der SS : 06.11.1944

Pierre Castet est né le 31 janvier 1925 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Il effectue ses études au Petit séminaire de Carcassonne²⁸⁰, puis au pensionnat Saint-Joseph de Toulouse. Ayant échoué au baccalauréat à trois reprises (malgré un parcours très brillant et d'excellentes notes), il désire alors s'engager dans l'armée. Celle-ci n'existant plus, il signe un engagement dans la Franc-Garde permanente de l'Ariège le 28 avril 1944.

Il suit les cours de l'école des cadres de la Milice de Pamiers, en juin-juillet 1944. Nommé élève sous-officier (chef de main), il rejoint son unité à Foix. Il servait notamment au poste de serveur de fusil mitrailleur. Il monta également la garde au transformateur de Lavelanet.

Malgré des hésitations, il suit le convoi milicien en exil à la Libération. Il est versé à la brigade « Charlemagne », le 6 novembre 1944, au grade de Sturmmann²⁸¹. Il est affecté au sein de la 6^{ème} compagnie du *Waffen-Grenadier-Regiment der SS* 58. Il participe aux premiers combats de Poméranie, et perd sans doute ses camarades le 27 février 1945 (ou déserte volontairement ?²⁸²). Il trouve refuge dans une ferme quelque part entre Hammerstein et Schlochau. Il sera ensuite fait prisonnier par les russes, et envoyé au camp de Bromberg, puis sur celui de Lünsdorf, près d'Odessa. Castet est rapatrié avec des prisonniers français du STO vers le 15 août 1945.

Jugé le 9 avril 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à quatre ans de prison, 12 000 francs d'amende, la dégradation nationale et cinq ans d'interdiction de séjour.

280 Il en fut renvoyé, car Castet n'avait plus le désir de devenir prêtre, et s'était disputé avec le supérieur.

281 Il fut tatoué de la lettre O.

282 La chose n'est pas très claire ! Il fut peut-être même fait prisonnier par les russes dès le 27 février 1945, et affecté au camp 163 de Bromberg deux jours après seulement...

Roger CLARAC

Waffen-Schütze der SS
Légionnaire / Soldat

Roger Clarac est né le 13 décembre 1925 à Foix (département de l'Ariège). Apprenti-tailleur à Foix, sympathisant du PPF, il était en relation avec les milieux collaborationnistes via son père (tailleur) qui les fournissait en vêtements. Il signe un engagement à la Franc-Garde le 12 juin 1944, mais semble avoir quitter la caserne le jour même²⁸³. Craignant pour sa sécurité, il se rend à Pamiers, soi-disant pour rejoindre la Résistance, mais n'ayant pu le faire, il s'engage à la LVF.

Envoyé à Montargis, puis arrive à Versailles le 22 juin (matricule 13 275), où il est incorporé. Dirigé au camp de Greifenberg une semaine plus tard. Il aurait été nommé tailleur pour les officiers de l'unité, après quinze jours de classes. Versé à la brigade « Charlemagne », il semble avoir connu les premiers combats de Poméranie, car il était hospitalisé à Neustettin à une date inconnue. Devant l'avancée russe, il tente de gagner l'ouest pour rejoindre les lignes américaines. Il est à nouveau hospitalisé à Bad Wildungen, après avoir longtemps marcher²⁸⁴. Fait prisonnier par les américains, et interné dans les camps de Namur et Mailly. Il demande à être rapatrié en France.

Arrêté par les autorités à Châlons. Jugé le 2 octobre 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à trois ans de prison et la dégradation nationale.

283 A l'issue d'un repas, un chef milicien déclara qu'il ne fallait pas hésiter à abattre les hommes qui sont dans le maquis, même si c'est des Français.

Clarac aurait été dégoûté par de tels propos.

284 Il est difficile de démêler le vrai du faux dans ses déclarations. Clarac prétendit avoir refusé le transfert à la Waffen-SS en septembre 1944, et avoir été envoyé en camp de discipline, puis hospitalisé à ...Neustettin (comme par hasard non loin des premiers combats de la division « Charlemagne ».)

De plus, Clarac explique n'avoir pas reçu le tatouage de groupe sanguin sous le bras, preuve qu'il n'aurait pas intégré à la Waffen-SS. Mais il faut bien préciser que tous les membres de la « Charlemagne » n'ont pas été tatoués.

De plus, il semble avoir connu le moment où les miliciens furent versés à la « Charlemagne », en ... novembre 1944 !

Pierre COSTE

Chef de Centre du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Foix - Ariège)

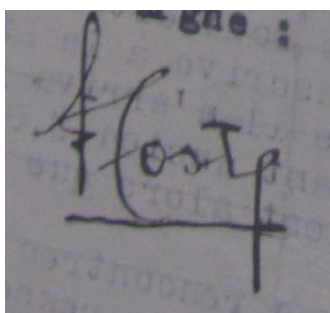
Pierre Jean Marie Joseph Coste est né le 9 novembre 1902 à Lalinde (département de la Dordogne). Directeur de l'Energie électrique du Sud-Ouest, à Miramont (Lot-et-Garonne), mobilisé d'août 1939 à juillet 1940, comme sergent-chef au 1^{er} Régiment de Tirailleurs Marocains, à Agen.

Peu après l'Armistice de juin 1940, il s'implique dans la Résistance militaire naissante, en devenant chef de section dans le groupement du commandant De Bentzmann. Mais très vite, il semble avoir changé de bord, faisant de la propagande active pour la LFC (puis le SOL), et passait pour un collaborateur à Miramont²⁸⁵. Il était en effet délégué à la propagande du Maréchal dans le canton de Lauzun.

Installé à Foix le 15 octobre 1942, comme distillateur, il devient membre du SOL local dans la foulée, comme chef de Centre²⁸⁶. A la création de la Milice, il se contente d'assister aux réunions des débuts, avant de rompre petit à petit. Il donne sa démission définitive le 3 octobre 1943, arguant que la Milice devient un parti politique aux ordres du Gouvernement...²⁸⁷

Plus tard, il n'hésitait pas à ravitailler en vins des personnes liées aux maquis, tout en donnant le minimum aux allemands. Par son intervention, il évita aussi à un jeune maquisard (le fils d'un ami d'enfance) pris les armes à la main de ne pas être fusillé.

Arrêté à son domicile le 21 août 1944. Jugé le 30 mai 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est relevé de l'indignité nationale²⁸⁸.



285 Contrairement à Foix, où il n'était pas trop mal vu, il laissa de mauvais souvenirs à Miramont, où il était jugé de piètre moralité, faisant pression sur ses employés pour les rallier à ses opinions. Il fut même accusé d'avoir remis le courant volontairement, tuant ainsi un contre-maître !

286 A son procès, Coste expliqua que Pincemin l'avait inscrit comme chef de Centre sans demander son avis. Il est en effet cité à ce grade dans une liste de permis de ports d'armes.

287 Pincemin lui répondit simplement d'attendre encore un peu avant de prendre sa décision définitive. D'au moins attendre le passage du chef Darnand à Foix, afin de s'entretenir avec lui. Coste lui répondit quelques jours après que cela ne changeait rien, « que les vrais Français ne sont pas à leur place à la Milice », et qu'il n'avait de toute manière jamais prêté serment, que ce soit au SOL ou à la Milice.

288 Sa date de décès n'est pas connue (absente de son acte de naissance), mais elle est en tout cas postérieure à 1962.

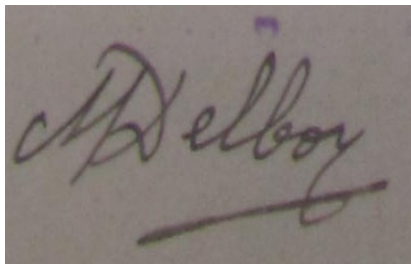
Michel DELBOY

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Mazères - Ariège)

Michel Delboy est né le 3 février 1912 à Mazères (département de l'Ariège). Menuisier de métier, il avait adhéré au PSF en 1936.

Adhère au SOL en août 1942, et sera nommé chef cantonal du SOL de Mazères, poste qu'il garda aux débuts de la Milice. Il avait théoriquement le grade de chef de trentaine²⁸⁹. Il aurait démissionné en mars 1943, sur conseil de son frère, prisonnier de guerre.

Arrêté à son domicile par les FFI, le 8 septembre 1944. Incarcéré à la caserne de Pamiers, il est brutalisé par de jeunes FFI. Jugé le 9 février 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à cinq ans de dégradation nationale.

A photograph of a handwritten signature in dark ink on a light-colored, slightly textured paper. The signature is written in a cursive, flowing style and appears to read 'Delboy'. There is a small, faint purple mark above the signature.

289 Dans la liste de ports d'armes miliciens, il est cité simplement comme « Chef responsable à Mazères ». Il n'avait donc peut-être que le titre civil de chef, et non pas le titre paramilitaire.

François DELPECH

Membre de la LVF (Ariège)

François Delpech est né le 23 février 1871. Il fit partie de la section SFIO de Pamiers de 1900 à 1912. Mobilisé de 1915 à 1918, au 134^{ème} régiment territorial, à Foix.

Commis greffier à Pamiers, il se retrouve sans emploi à la mort de son employeur, en avril 1941. Il adhère à la LVF le 4 août 1943²⁹⁰, comme planton du bureau de Pamiers. Son travail consistait à introduire les personnes dans les locaux. Il touchait 1400 francs par mois, puis sa solde passe à 1800 francs mensuel en février 1944.

Arrêté par les FFI le 18 septembre 1944. Jugé le 23 février 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à la dégradation nationale.

acte

LÉGION DES VOLONTAIRES FRANÇAIS
CONTRE LE BOLCHEVISME

19, RUE SAINT-GEORGES, 19 - PARIS-IX^e TÉLÉPHONE : TRUDAINE 79-67 ET 79-68

GROUPEMENTS CIVILS EN FRANCE

Je déclare adhérer à la Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme.

Nom : DELPECH Prénoms : François

Profession :

Adresse : 19 Rue Saint-Georges Ville et Dépt : Pamiers

MEMBRE

Observations :

Si j'ai été ou suis devenu, à tout moment, appartenir à une fraction ennemie, à une secte ou à une organisation contraire à l'Etat ou à la Nation, je m'en déclare responsable.

Date : 4.8.43 Signature :

ADRESSER LES DEMANDES D'ADHESION à notre Délégation Départementale, Régionale, ou au COMITE CENTRAL, 19, Rue St-Georges, PARIS IX^e.

Collations :

²⁹⁰ Apparamment grâce à Simorre, chef de la LFC à Pamiers...

Joseph DUPIN

*Chef de trentaine-adjoint de la Franc-Garde permanente (Ariège)
Chef du 2^{ème} service du SOL & de la Milice Française (Ariège)*

Promotions :

Chef de dizaine (Franc-Garde permanente) : décembre 1943

Chef de trentaine-adjoint (Franc-Garde permanente) : juin 1944

Joseph Dupin est né le 18 octobre 1917. Secrétaire à Ganac, il adhère au SOL en octobre 1942. Il fut chef du 2^{ème} service du SOL puis de la Milice de l'Ariège²⁹¹.

Il fait partie de la Franc-Garde permanente de l'Ariège de décembre 1943 à août 1944, comme chef de dizaine²⁹² puis chef de trentaine-adjoint. Participe à plusieurs opérations²⁹³, dont celle contre le maquis de Roquefixade, celui de Betchat, etc.

Fuit en Allemagne à la Libération. Il refuse d'être intégré à la brigade/division « Charlemagne », et passe le reste de la guerre employé au déblaiement des ruines, à Stuttgart.

Jugé le 28 décembre 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à mort. La peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité sur décision du garde des sceaux (Pierre-Henri Teitgen) et du directeur des affaires criminelles et des grâces (Félix Gouin).

291 On ignore quand il entre en poste (peut-être dès octobre 1942). En tout cas, il occupait le poste dans les premiers mois de 1943.

Quitte le poste au plus tard en décembre 1943 (quand il passe à la Franc-Garde).

292 Jérôme Miquel cite qu'il est le seul chef de dizaine de la première trentaine de la Franc-Garde permanente à ne pas être allé en Haute-Savoie.

293 Aurait formé un faux maquis composé de miliciens et d'allemands, lequel attaqua le camp de Négrillou (Ariège) en vue de libérer les militaires allemands qui y étaient détenus.

Paul GABARRE

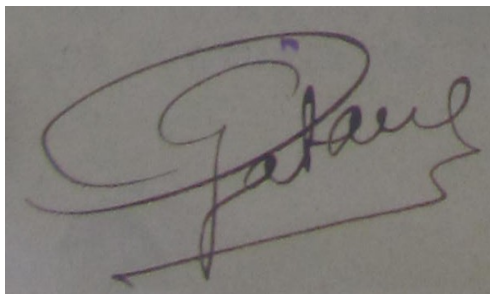
*Chef départemental-adjoint de la Milice Française (Ariège)
Chef des Services administratifs du SOL (Ariège)*

Paul Louis Gabarre est né le 28 février 1909 à Jussy (département de l'Aisne). Enseigne de vaisseau de 1^{ère} classe, mobilisé durant la guerre 1939-1940, et affecté à la défense anti-sous-marine de la base navale d'Hyères.

Négociant en vins à Foix²⁹⁴, membre de la LFC depuis début 1942, puis du SOL à partir du 3 septembre 1942²⁹⁵. Le 31 octobre suivant, il est nommé « chef administratif » du SOL²⁹⁶. Nommé par Pincemin chef départemental-adjoint de la Milice Française de l'Ariège en février 1943²⁹⁷. Il démissionne en septembre ou octobre 1943, de plus en plus mécontent de l'orientation du mouvement.

Appelé à rejoindre la Franc-Garde en juin 1944, il refuse, malgré les menaces. Refusant de partir dans les bagages de l'armée allemande, en août 1944, il sera arrêté à son domicile.

Jugé par la Chambre civique de l'Ariège le 21 décembre 1944, et condamné à une peine d'indignité nationale, malgré plusieurs témoignages à décharge.



Extrait de la lettre de témoignage à décharge de Jean Suby (chef de Service de la délégation du Comité Central de ravitaillement des boissons), 21 septembre 1944, Foix

« [...] Je puis vous affirmer qu'il a toujours été loyal et honnête envers moi et qu'il ne m'a même pas fait suspecter par la Milice et les Allemands.

De plus, je suis convaincu que c'est un homme qui est entré aux SOL parce qu'il était partisan de l'ordre et qu'il voulait défendre la France et la Famille contre les fauteurs de désordre. Par la suite, il est entré à la Milice, mais il a démissionné de son grade de chef adjoint, lorsqu'il s'est aperçu que cette clique au lieu de suivre ses engagements, devenait le laquais du boche et un exécuteur de représailles contre les patriotes.

A ma connaissance, Monsieur Gabarre est resté en dehors de toute dénonciation et il ne peut lui être reproché d'avoir fait livrer un Français aux Allemands.

Dans son activité commerciale et dans ses activités de délégué du C.C.R.B, il a, par deux fois, lors de l'étude du budget de la délégation, refusé le traitement qui lui était offert (ce qui ne se pratique pas habituellement dans les autres Comités) et a demandé que cette somme soit reportée sur le traitement de ses employés à la délégation.

Puisse cette déclaration être prise en considération, car je crois être l'interprète des négociants en vins de l'Ariège, qui m'ont parlé de lui depuis son arrestation et qui sont unanimes à souhaiter avec moi la prompte libération de Monsieur Gabarre. »

294 En 1942, il fut nommé président du syndicat G.A.R.V.I.N de l'Ariège par les autres négociants en vins du département.

295 Durant une visite à Vichy (dans le cadre de son métier), courant 1942, il rencontra l'amiral Darlan, qu'il connaissait (il avait servi sur sa vedette). Ce dernier lui conseille d'adhérer au SOL.

296 Gabarre ne donne que ce titre dans son interrogatoire. On ignore s'il s'agit du terme officiel et consacré.

Il ne s'agit pas en tout cas de secrétaire départemental, car Dupin occupait le poste depuis les débuts du SOL...

297 Des documents datés du 2 avril et 8 août 1943 le citent à ce poste. Gabarre nia maladroitement avoir été nommé à ce poste, car il prétendait avoir refusé de suivre un stage de quinze jours à Uriage, stage qui était selon lui nécessaire à sa nomination définitive...

Déclaration de Paul Bonnet, garagiste à Foix, membre de la Résistance, 20 novembre 1944

« Je connais Gabarre depuis de longues années, étant journallement, ou presque, en contact avec lui et nous parlions souvent de la débâcle.

Nous causions souvent des SOL et de la Milice, il connaissait mes idées, il défendait les siennes, croyant fermement que les SOL et la Milice avaient été formés dans l'intérêt de la France, pour chasser, le moment venu, les boches de chez nous et constituer en somme une sorte d'armée camouflée...

Evidemment, étant officier de marine, il ne blairait pas trop les Anglais, ayant, comme tous les marins, le « coup de Trafalgar » sur le cœur... Les croyant incapables de tenir tête aux boches et par cela même nous sauver nous !

Au début, comme d'ailleurs la majorité française, il croyait en Pétain, il avait confiance en lui, croyant qu'il reconstruirait l'unité française, sans intrigue politique ! Par la suite il a déchanté, surtout quand il a vu rentrer dans les casernes de la Milice, des gens sans foi ni loi, des propres à rien, femmes et enfants compris, le tout faisant ripaille... Et dont les agissements écoeurèrent M. Gabarre. C'est d'ailleurs à ce moment là qu'il a donné sa démission, qui n'a jamais été acceptée.

Les maquis faisant du bruit et voyant qu'on envoyait la Milice pour les traquer, M. Gabarre s'est indigné contre cette façon d'agir, disant que « ce n'était pas du travail pour des Français de traquer d'autres Français » et comprenant que la Milice coopérait avec les boches. Et était en un mot à la solde des Fritz !

Ceci a contribué pour une large part à sa démission en 1943 (septembre ou octobre). M. Pincemin, qu'il a toujours cherché à accrocher lors de ses passages à Foix, a toujours fait la sourde oreille, et n'a jamais voulu rencontrer Gabarre pour explications, qui j'en suis sûr auraient été plus qu'orageuses !

Arrive le débarquement Anglais, en Normandie, nous en parlons tous les deux, il m'avoue sa joie, en me disant « je ne les croyais pas capables de cela, je m'excuse, c'est des hommes, et grâce à eux, nous irons à la bagarre. »

Arrive le désastre de la Milice, Gabarre est convoqué, il n'y va pas. Il vient chez moi et me confie que la Milice l'obligeait à partir, lui et sa famille, il a refusé, disant qu'il n'avait pas besoin de fuir car il avait la conscience tranquille, n'ayant jamais rien fait de mal. Mais il faut qu'il se cache car il est considéré comme traître à la Milice.

Sur mes conseils, il envoie sa femme et ses enfants chez ses parents, à Vèbre, lui reste à Foix. La Milice partie, Gabarre, sachant que je faisais partie de la Résistance, me demanda de participer au « coup dur », je lui ai conseillé de rejoindre sa famille, lui disant que si l'on avait besoin de lui, on l'appellerait, car, sachant qu'il était milicien, on aurait pu le descendre avant qu'il ait pu se justifier.

Il y a certainement des rapports dans son dossier, attestant que Gabarre a ravitaillé au moins deux maquis en vins, qu'il a sauvé un employé de la préfecture faisant de fausses cartes d'identité pour la Résistance.

J'ai assisté à plusieurs de ses refus de livrer aux boches du vin sans bons officiels. N'en a jamais donné ¼ de litre de plus. Donc, il était loin d'être collaborateur.

Il connaissait ma modeste part à la Résistance, et me sachant traqué continuellement par la Gestapo et la Milice, il lui aurait été très facile de me faire prendre d'une façon ou d'une autre, ce qu'il n'a d'ailleurs jamais dû faire à aucun Français.

J'ai eu confiance en lui, comme lui en moi, lui ancien officier de marine, moi ancien matelot engagé volontaire en 1917, et je crois fermement que Gabarre n'a fait aucun mal à personne, au contraire... Etant pacifique et **BON FRANÇAIS**... A qui l'occupant n'a rapporté que des ennuis ! »

Émile GIRAL

Délégué d'arrondissement de la Légion Tricolore (Saint-Girons – Ariège)

Émile Gabriel Giral²⁹⁸ est né vers 1904²⁹⁹. Il exploitait une boucherie chevaline à Casablanca³⁰⁰ avant de rentrer en métropole, et s'installe chez ses parents, agriculteurs à Sabarat, en Ariège, en avril 1942. Nommé délégué d'arrondissement de la Légion Tricolore à Saint-Girons en juillet 1942. Il était appointé 1600 à 1800 francs par mois. Il était aussi membre du PPF depuis le 27 mai 1942.

Il se porte volontaire pour le travail en Allemagne au début de l'année 1943, et quitte l'Ariège avec sa femme et son enfant. Il était parti travailler dans les environs de Vienne.

Jugé par contumace le 30 mai 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à la dégradation nationale à vie et la confiscation des biens. Il semble qu'il se trouvait encore en Allemagne à cette date.

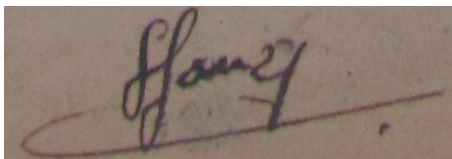
Georges GOUZY

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Foix - Ariège)

Georges Gouzy est né le 13 mars 1912 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Mobilisé comme sergent-chef en septembre 1939, au 5^{ème} régiment du Génie, à Versailles. Démobilisé le 15 juillet 1940, il sera blessé à l'oeil gauche dans un accident de travail.

Adjoint technique des Ponts-et-Chaussées à Foix, il adhère au SOL en août 1942, puis passe à la Milice. Il avait le rang de chef de trentaine, et démissionna sans doute courant 1943³⁰¹.

Jugé le 29 novembre 1944 par la Chambre civique de l'Ariège, il est relevé de l'indignité nationale.



298 Parfois nommé « Giral ». Il s'agit d'une erreur.

299 Les listes et documents retrouvés aux archives départementales donnent le 10 décembre 1904 à Puylaurens (Tarn). Mais Giral est absent des listes de l'état-civil de cette commune pour cette année là !

300 Avant cela il fut garçon de bord sur un bateau de commerce.

301 Gouzy prétendit à son procès avoir démissionné dès novembre 1942. Mais une liste de port d'arme datée d'avril 1943 le montre encore présent dans les cadres de la Milice !

Paul GUILLOUX

*Légionnaire / Soldat
Franc-Garde permanent (Ariège)*

Paul Guilloux est né le 12 avril 1921 à Nanterre (département de la Seine). Membre actif de la Jeunesse Communiste de Nanterre depuis 1936, il devient le chef de la section Jeunesse Communiste et du Secours Rouge de Nanterre l'année suivante. Après un vol de phare de bicyclette, en 1938, il est placé dans une ferme à Saint-Amans, en Ariège. C'est là qu'il rencontre sa future femme (fille de ses employeurs), qu'il épousa en 1942. A la suite de dissentiments avec sa belle-famille, il part habiter à Pamiers, et travaille comme tourneur dans une usine métallurgique. Le travail étant très dur, il démissionne et se fait embaucher comme maître-valet chez un oncle de sa femme, au Vernet d'Ariège.

Désigné pour le STO, il part le 25 mai 1943 travailler dans une usine à gaz d'Heydebreck. Il rentre en permission cinq mois après, et décide de ne plus rentrer en Allemagne. Il se fait embauché chez un marchand de bois, se faisant passer pour prisonnier évadé. Ne pouvant rester longtemps dans cet emploi, il le quitte, et est arrêté par un milicien. Amené au siège de Foix, on lui laisse le choix entre le STO et la Franc-Garde. Il choisit cette dernière option³⁰². Désigné pour le convoi de volontaires devant partir en Haute-Savoie, il refuse catégoriquement, et est chassé de la Milice début février 1944, après avoir été rossé³⁰³. Devant repartir pour le STO, il se rend à Pamiers, où il s'engage à la LVF.

Reconnu apte, dirigé à Montargis le 6 mars, où il arrive le 17 au soir. Dirigé sur Versailles début avril, avec 76 autres volontaires. Il est reconnu inapte lors d'une visite, comme atteint de pleurésie et bronco-pneumonie. Il regagne alors Montargis, et pose sa démission, qui est refusée. Un matin, on demanda des volontaires pour intégrer le groupe de garde et de protection de Fernand De Brinon. Guilloux se porte volontaire. Durant son service, il était parfois amené à faire du travail de bureau. Il en profita pour communiquer des listes de volontaires à son père, Pierre Guilloux, chef de la cellule communiste de Nanterre. Le 26 juillet 1944, il bénéficie d'une permission de dix jours pour retourner voir sa femme à Bonnac, en Ariège. Il ne regagna jamais Paris.

Arrêté par des FFI à son domicile le 20 août 1944. Jugé par la Chambre civique de l'Ariège le 26 janvier 1945, et condamné à la dégradation nationale et dix ans d'interdiction de séjour en Ariège.

302 Il avait passé vingt-huit jours en camp de concentration pour avoir saboté le travail à l'usine, en Allemagne.

303 Selon Guilloux, il n'aurait passé que onze jours dans la Franc-Garde.

Henri LOMBARD

Chef de centaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Foix – Ariège)

Promotions :

Chef de centaine-adjoint (SOL) : juin 1942

Chef de centaine (SOL ; Franc-Garde bénévole)

Henri François Lombard est né le 3 janvier 1910 à Foix (département de l'Ariège). Mobilisé d'août 1939 à juillet 1940, au 5^{ème} bataillon de Chasseurs pyrénéens. Décoré de la *Croix de guerre* et d'une citation à l'ordre de la brigade. Epicier à Foix, secrétaire départemental de l'Amicale des sous-officiers de réserve et secrétaire de l'école de perfectionnement de Foix.

Il entre au SOL le 3 juin 1942, sur influence de son ami d'enfance, Robert Pincemin, avec le rang de chef de centaine-adjoint. Il passera ensuite chef de centaine. Son activité se borna à participer aux diverses manifestations légionnaires et SOL, à Gergovie et Lyon notamment. Il tenta de démissionner une première fois en novembre 1942, après une réunion de cadres SOL à Toulouse, où le Maréchal aurait été traité de « gâteaux » ! Mais la démission fut refusée par Pincemin, qui lui demande de rester.

Lombard rompt définitivement avec le mouvement quelques semaines après la création de la Milice³⁰⁴. Il recevra ultérieurement des menaces de Pincemin pour cela, qui l'accusait de faire de la contre-propagande. Il rejoint brièvement les troupes FFI à la Libération.

Jugé par la Chambre civique de l'Ariège le 29 novembre 1944, il est condamné à l'indignité nationale, mais en sera relevé ultérieurement, grâce à plusieurs témoignages à décharge.

Marcel MALHERBE

Sergent-chef (Légion Tricolore)

Membre du PPF (Ariège)

Marcel Malherbe est né en 1904. Employé au Contrôle technique de La Poste à Foix, il adhéra au PPF local, grâce à Allières (dont il fréquentait le café à Foix), et à sa femme, plus fervente que lui politiquement, Malherbe n'ayant eu aucune activité significative dans le parti.

Licencié de son emploi en août 1942, il quitte l'Ariège, et s'engage à la Légion Tricolore comme sergent-chef, il est employé au bureau de recrutement de Guéret. Il n'y reste que quelques mois, et aurait peut-être gagné Paris par la suite, pour rechercher une situation.

Jugé par contumace le 18 mai 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à la dégradation nationale à vie et la confiscation des biens.

304 Il dira à son procès avoir démissionné au moment de la création de la Milice, mais il est noté encore présent comme chef de centaine dans la liste de port d'arme pour les cadres miliciens, datée d'avril 1943...

Joseph MARTINEZ

Inspecteur du 2^{ème} Service de la Milice Française (Ariège)



Joseph Martinez est né le 28 janvier 1920 à Septèmes-les-Vallons (département des Bouches-du-Rhône), de parents espagnols. Il effectue sa scolarité à Septèmes, et travaille chez un primeur du village jusqu'en 1939. Il était alors membre des Jeunesses Communistes.

Mobilisé en septembre 1939, et affecté dans des dépôts militaires de diverses villes : Marseille, Aix, Nîmes, où il fut blessé par accident au bras, et hospitalisé. Peu après sa démobilisation, il est envoyé dans les Chantiers de jeunesse, au groupement 39, dans l'Allier. A l'issue de son stage, il travaille aux usines Schoelleng (à Septèmes). Part travailler volontairement en Allemagne en juillet 1942. Revenu en France, comme blessé du travail, en mars 1943³⁰⁵, il ne rejoint pas l'Allemagne à l'issue de sa convalescence. Il occupe ensuite divers emplois dans différentes régions³⁰⁶, et se fixe comme garçon à tout faire chez une exploitante du Moulin Neuf, en novembre 1943. Il fait alors la connaissance du chef milicien Fargeaudou, de Mirepoix, qui lui conseille d'adhérer à la Milice, pour éviter le STO.

Il entre donc à la Milice début mai 1944 (voire avant comme simple membre), comme inspecteur du 2^{ème} Service de l'Ariège³⁰⁷. Zélé et très actif, il participa à l'arrestation et l'interrogatoire d'au moins une vingtaines de personnes, usant souvent de la torture (machine électrique, ceinturon, etc)³⁰⁸. Il touchait 2400 francs de solde mensuelle. A noter qu'il participa au moins une fois aux opérations anti-maquis³⁰⁹. Il quitte Foix avec le convoi de la Milice, le 16 août 1944. Il « déserte » lorsque le convoi arrive à Montpellier, quelques jours après.

Il s'engage dans les Milices Patriotiques (émanation des FTP), le 27 septembre 1944. Il rejoindra ensuite Septèmes. C'est là qu'il est arrêté, à son domicile, le 3 janvier 1945. Jugé le 30 juin 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à la peine de mort et la confiscation de ses biens. Son pourvoi en cassation ayant été rejeté le 12 juillet, il est finalement fusillé.

305 Ou août 1943 selon une autre source.

306 Employé de la mine de Saint-Savournin, vendanges dans l'Hérault, etc.

307 Avant cela, il s'était fait remarquer comme mouchard, surveillant les ouvriers des usines de Lavelanet, donnant des renseignements à la Milice sur leur compte.

308 Dont au moins l'un d'eux est mort sous les coups : Clovis Dedieu, arrêté à Castelnau-Durban le 2 août 1944. Martinez clamera que les inspecteurs miliciens de Vichy étaient responsables de sa mort sous la torture.

A noter qu'en au moins une occasion, Martinez (avec l'inspecteur Capelle) opéra à Toulouse, où il arrêta (et tortura) un couple de prisonniers au siège de la rue Fourtanier.

309 Proposé pour une citation (collective avec le chef de trentaine Pernet) :

« Se sont portés seuls à la rencontre de vingt cinq terroristes et les fixant par leur feu ont permis leur encerclement et par la suite leur anéantissement. »

François MAURY

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Foix - Ariège)

François Maury³¹⁰ est né le 14 mai 1906 à Siguer (département de l'Ariège). Sous-officier de carrière, il servit dans l'armée de mai 1926 à octobre 1941 (il passa sept années au Levant, de 1928 à 1935), date où il est envoyé à la retraite, au grade d'adjudant-chef avec une pension de 9000 francs par an. Décoré de la *Croix de guerre 39-40* avec une citation à l'ordre de la demi-brigade, de la *Médaille militaire* et de la *Médaille de Syrie*.

Il est ensuite employé comme aide-comptable à l'O.C.A.D.C de Foix, puis à partir d'avril 1942 il est embauché comme secrétaire à l'union départementale de la LFC. Il adhère au SOL début juillet 1942, comme chef de trentaine à Foix. Il participa activement aux réunions et cours de formation données par Pincemin dans le département ou ailleurs. Il garda le même poste aux débuts de la Milice³¹¹.

Jugé le 31 mars 1945 par la Chambre civique de l'Ariège, il est condamné à cinq ans de dégradation nationale.

Rapport du capitaine Bazerque sur François Maury, 28 juillet 1941

« L'adjudant-chef Maury est entré en service le 10 mai 1926, il a donc 15 ans et 3 mois de service. Il a passé sept ans au Levant de 1928 à 1935. Maury est un sous-officier d'élite, intelligent, énergique et calme, il est ferme et juste. Il a une grande autorité sur les sous-officiers et sur la troupe.

Chef de section de premier plan, ardent et habile sur le terrain, au cantonnement ou en caserne, attentif à tous les détails de la vie de ses hommes. Instructeur patient qui aime son service et le connaît à fond.

Au moral, caractère droit et franc, d'un dévouement total, l'adjudant-chef Maury est un de ces trop rares gradés qui forment les piliers solides d'une unité. Pour son commandant de compagnie, c'est un auxiliaire précieux par sa connaissance parfaite des cadres et de chaque soldat par un souci du service bien fait et par sa franchise.

En quinze ans de service il n'a pas eu une défaillance et pas une punition. Les notes inscrites à son dossier du personnel par ses chefs successifs forment une longue suite d'éloges ou l'on chercherait en vain un mot restrictif.

En juillet 1940 il a été noté de la façon suivante : « Chef de section qui possède toute l'autorité et toutes les connaissances nécessaires pour faire un excellent officier. »

C'eût été certainement le sort de Maury si la guerre avait duré plus longtemps.

L'Armée ne peut que gagner en conservant ce sous-officier d'élite qu'elle ne remplacera pas facilement. »

310 Bizarrement, il est parfois prénommé « Jean » dans certaines listes retrouvées aux archives... Il s'agit d'une erreur, qui n'est pas rare (Paul Gabarre étant parfois dénommé Jean-Louis...).

311 Il est bien cité dans la liste des titulaires de port d'arme miliciens datée du 2 avril 1943. Maury déclara à son procès avoir cessé toute activité peu après l'invasion de la zone libre par les allemands.

Il occupa toutefois son emploi de secrétaire à la LFC jusqu'à la fin.

Casimir RIVIÈRE

Membre du SOL & de la Milice Française, Secrétaire fédéral paysan du PPF & Secrétaire administratif de section du PPF (Mirepoix – Ariège)

Casimir Rivière est né le 14 juillet 1905 à Castelnau-Durban (département de l'Ariège). Instituteur à Mirepoix depuis 1930, il adhéra avant-guerre au Mouvement démocrate-chrétien, dont le directeur était alors Georges Bidault. Il dirigea également le Groupement des universitaires publics catholiques dans l'Ariège, fréquentant les dignitaires religieux les plus estimés de la région.³¹²

Rivière se rallie à la politique du Maréchal Pétain après l'Armistice, et fait la connaissance de Pierre Begué, tout juste rapatrié d'Allemagne. Il adhère donc au SOL, mais ne signa jamais aucun engagement à la Milice (il y fut sans doute versé automatiquement), se contentant d'assister à l'assemblée constitutive. Rivière fut sollicité par le PPF, et fut secrétaire fédéral paysan et un secrétaire administratif de la section de Mirepoix durant une année environ. Il rompt avec le parti courant 1943. Il reçoit une convocation de la Milice en juin 1944, mais n'y répond pas. Le 6 juillet 1944, lorsque Mirepoix est investie par les troupes miliciennes, il est arrêté, en compagnie de Begué, et est brièvement arrêté et frappé au visage. Il avait en effet la réputation d'être lié aux miliciens gaullistes.

Jugé par la Chambre civique de l'Ariège le 15 décembre 1944, il est condamné à une peine d'indignité nationale.

Daniel SANS

Secrétaire administratif de section PPF (Pamiers – Ariège), Membre de la Franc-Garde bénévole & de la LVF

David Sans est né le 14 juin 1908 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Il adhère en 1924 à l'Association Catholique de la Jeunesse Française, comme délégué aux questions ouvrières de l'organisation. Installé à Castres après 1930, il crée le Syndicat chrétien des cheminots et la Section des ligues ouvrières chrétiennes. Il déménage à Pamiers en 1936, et travaille comme facteur enregistrant. Mobilisé au 15^{ème} régiment du Génie de septembre 1939 à juillet 1940.

Il fait la connaissance de Victor Blanc (délégué de la Légion Tricolore), qui le convaint d'adhérer au PPF. Sans en sera le secrétaire administratif de la section de Pamiers³¹³. Il adhéra aussi à la Franc-Garde bénévole (il adhère en août 1943) et aux Amis de la LVF. Il refusa de répondre à l'appel de mobilisation de juin 1944, mais se présenta au siège de la Milice à Toulouse, prétextant qu'il serait plus utile à son poste à la SNCF, car plus à même de fournir des renseignements. Pincemin accepte, et le renvoie chez lui.

Arrêté le 21 août 1944 à son domicile, il est jugé par la Chambre civique de l'Ariège le 15 novembre 1944, et condamné à une peine d'indignité nationale.

312 Monseigneur Salièges (archevêque de Toulouse), son auxiliaire Monseigneur De Courrèges, Monseigneur De Solages et l'abbé Gleizes (ces deux derniers déportés en Allemagne).

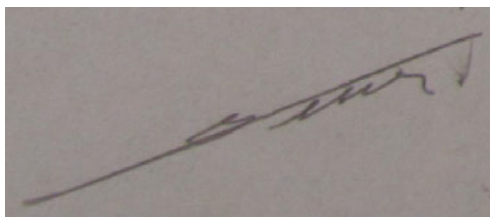
313 D'après Sans, il n'aurait jamais rempli cette fonction, car la section de Pamiers ne fut jamais très active. Blanc (le chef de section) aurait donc créé un organigramme semi-fictif, afin de justifier de son activité auprès de ses supérieurs.

Gaston SAURAT

Secrétaire fédéral administratif du PPF (Ariège)

Gaston Saurat est né le 5 janvier 1912 à Bosc (département de l'Ariège). Clerc d'avoué à Foix, il fréquentait le café Allières depuis une quinzaine d'années, quand il s'inscrit au PPF en juin 1943. Il devient peu après secrétaire fédéral administratif du PPF de l'Ariège³¹⁴, poste qu'il garde en théorie jusqu'à la Libération, même si son activité fut mince, et qu'il renseigna la Résistance à plusieurs reprises sur l'activité du parti.

Jugé par la Chambre civique de l'Ariège le 29 novembre 1944, il est relevé de l'indignité nationale.



Henri SIRET

Délégué du Centre de Diffusion Franciste (Saint-Girons - Ariège)

Henri Charles Siret est né le 20 mai 1918 à Toulon (département du Var). Délégué du Centre de Diffusion du Francisme à Saint-Girons³¹⁵ (il avait adhéré au parti en 1940, et résidait à Saint-Girons depuis l'armistice), il organisait régulièrement des réunions, et passait pour un mouchard auprès de la rumeur publique. Il fut peut-être membre des Amis de la LVF depuis le 28 juillet 1942. Il part travailler pour l'Organisation Todt en mai 1944.

Arrêté à Elne par la gendarmerie (il s'y trouvait avec sa famille depuis janvier 1945), le 12 avril 1946, et transféré à Toulouse. Jugé le 23 septembre 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est acquitté, mais condamné à la dégradation nationale à vie et dix ans d'interdiction de séjour en Ariège³¹⁶.

314 Il occupait le poste depuis janvier 1944 au moins.

315 Cité à ce poste dans le « Francisme » du 25 octobre 1942.

Cette section compta au moins six membres (sur le minimum de vingt francistes recensés dans l'Ariège).

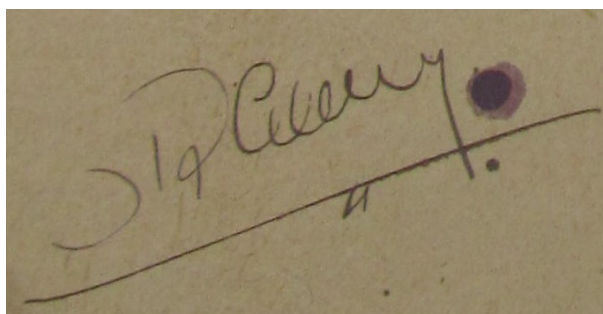
316 En même temps que son père et sa sœur, également Francistes. Ils furent arrêtés à Elne, quelques jours après Henri. Ils écopent de la même peine.

Robert TILLOIS

Délégué départemental du Francisme (Ariège)

Robert Tillois est né le 28 novembre 1912 à Saint-Omer (département du Pas-de-Calais). Fait prisonnier par les allemands en 1940³¹⁷, rapatrié sanitaire le 18 juillet 1941, grâce à un faux certificat médical. Il rejoint sa famille dans l'Ariège, évacuée de Verdun, et travaille ensuite comme employé au service des substances de l'Intendance, jusqu'au 17 mai 1944³¹⁸. Il est ensuite comptable à la Caisse mutualiste Ariégeoise.

Délégué départemental du Francisme de l'Ariège à partir d'octobre 1942 (il avait adhéré peu de temps avant, dans le but de pouvoir passer facilement en zone nord). Il démissionne du Francisme en janvier 1943³¹⁹. Arrêté chez lui par la gendarmerie le 20 août 1944, et détenu jusqu'au 20 octobre suivant. Condamné par la Chambre Civique de l'Ariège à l'indignité nationale, le 28 novembre 1944.



317 Il servait au sein du 2^{ème} régiment du Génie. Tillois reçoit une citation à l'ordre du bataillon durant la campagne.

318 Il avait tenté de se faire embaucher comme interprète à l'Office de placement allemand, espérant ainsi un meilleur salaire.

En avril 1944, il refusa un poste à l'Organisation Todt (4000 francs par mois !), car il voulait rester à Foix avec sa famille.

319 Pour raisons de santé et pour le peu d'attrait qu'il avait pour le mouvement.

Il expliquera à son procès avoir adhéré au mouvement afin d'obtenir un laissez-passer pour la zone occupée plus facilement (congrès franciste de novembre 1942). La preuve en est que Tillois désira démissionner dès fin novembre 1942, mais on lui demande de rester à son poste jusqu'en janvier 1943, date de passage d'un cadre franciste.

Jean TILLOT

Légionnaire / Soldat

Jean Maxime Léonard Tillot est né le 22 juin 1909 à Caudéran (département de la Gironde). Commerçant à Libourne, il signe un engagement de cinq ans, en avril 1937, au 2^{ème} régiment étranger, à Marrakech. Il se trouve encore au Maroc lorsque survient l'armistice de juin 1940. Il sera nommé caporal. Il signe un nouveau contrat courant 1942. Fin décembre 1942, son unité est envoyée en ligne contre les troupes de l'Axe, à Pont-Dufa. Fait prisonnier par les allemands le 23 janvier 1943.

Envoyé dans un camp de prisonniers en Italie, et libéré en juin 1943, comme tous les prisonniers de guerre français capturés en Tunisie. Il regagne Libourne, et fait plusieurs petits boulots (manœuvre, réparateur de vélos, garde de voies et communications à Agen), il signe un engagement à la LVF, à Toulouse, le 15 octobre 1943. Passe par Versailles puis Greifenberg, jusqu'au 3 janvier 1944³²⁰. On ignore son unité d'affectation, mais il semble qu'il n'était que simple soldat.

Réfractaire au passage à la Waffen-SS, début septembre 1944³²¹, il est envoyé dans un camp de travail pour réfractaires, près de Cassel. Il y travaille comme manœuvre et terrassier. Libéré par les troupes américaines le 24 avril 1945³²², et rapatrié via le Bénélux.

Interrogé par les autorités à Dijon, le 5 juin 1945. Jugé le 23 janvier 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à quatre ans de prison et la dégradation nationale.

320 Tillot reviendra sur ses déclarations, et dira ne s'être engagé à la LVF que le 15 mai 1944, et qu'il était auparavant travailleur en Allemagne, à Kassel...

321 La principale preuve étant le fait qu'il n'ait pas été tatoué.

322 L'armée américaine s'emparant de la ville de Kassel le 4 avril 1945, le témoignage de Tillot sur ses activités entre 1944 et 1945 est à prendre avec précaution. Il se pourrait qu'il ait volontairement « gommé » son parcours au sein de la « Charlemagne ». Sa capture tardive par les forces américaines aurait pu avoir lieu dans le sillage du Régiment Hersche en Bavière, de nombreux SS français profitant de la situation chaotique pour discrètement se rendre ou disparaître.

Antoine TULLIÉ

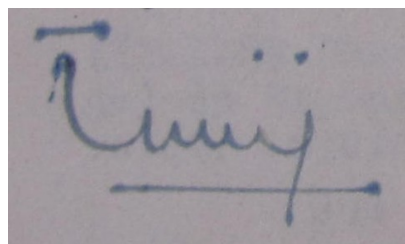
Délégué fédéral à la presse et à la propagande du PPF (Ariège)

Antoine Tullié est né le 30 mai 1890 à Laure (département de l'Aude). Mobilisé d'août 1914 à mars 1919, dans le 281^{ème} régiment d'infanterie. Grièvement blessé dès septembre 1914, il passe le reste de la guerre dans des services auxiliaires. Titulaire de plusieurs décorations : *Croix du combattant*, *Médaille interalliée*, *Insigne des blessés*.

Nommé professeur du cadre secondaire en Indochine, il gravit tous les échelons, et finit chef de Service de l'enseignement du Laos. Il prend sa retraite en 1938, et s'installe à Foix, pour monter un cabinet d'avocat. Invité par le PPF à assister au congrès national à Paris, en octobre 1942, il accepte d'y assister, sur conseil de sa femme³²³.

Il adhère au parti en janvier 1943, sur pression du PPF Vidal. Nommé délégué fédéral à la presse et à la propagande du PPF de l'Ariège³²⁴. Il n'assista qu'à quelques réunions où il était convoqué, et partait souvent avant la fin ! Il n'eut quasiment aucune activité de propagande, notamment après mai 1943. A la mort de son épouse, emportée en quelques jours en septembre 1943, Tullié se replie sur lui-même et cesse toute activité au sein du PPF (il garde toutefois officiellement son poste jusqu'à la fin). En mai 1944, il aurait été pressenti pour devenir préfet de l'Ariège, mais cela n'est pas certain³²⁵.

Ami du docteur Labro, assassiné par le Groupe d'Action en juillet 1944, il s'éleva contre ce crime, désirant faire la lumière sur les responsables. Jugé le 29 novembre 1944 par la Chambre civique de l'Ariège, il est relevé de l'indignité nationale, grâce aux multiples témoignages en sa faveur³²⁶.



323 Apparemment car celle-ci avait une sœur grièvement malade à Paris, et cela facilitait la possibilité de pouvoir lui rendre visite.

324 Tullié n'avait été choisi qu'en raison de son statut de notable. En effet, il était en désaccord avec la plupart des idées du PPF.

325 On lui proposa également le poste de président de la Croix Rouge départementale, mais il refusa. Il faut dire que Tullié, en deuil et déprimé, n'avait plus guère d'activité.

326 Il avait un fils, Roger Tullié, lieutenant dans les troupes coloniales, mort le 16 mars 1944 sur le front d'Italie.

Nommé Chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume le 16 mai 1944 :

« Tullié Roger-Auguste-Antoine, lieutenant au R.T.M.

Jeune officier, commandant de compagnie qui, par son action personnelle, a su communiquer à son unité sa foi, son allant et son courage.

Envoyé dans le recteur du Cifalco (Italie) avec une troupe subissant pour la première fois l'épreuve du feu, y a maintenu un esprit offensif, digne des plus pures traditions militaires.

Le 16 mars 1944 a été mortellement frappé au cours d'un violent bombardement et dans l'exercice de son commandement. »

Témoignage à décharge de la veuve Labro (épouse du docteur assassiné par le GAJS en même temps que le sénateur Laffon), 29 août 1944, Rimont

« L'amitié qui unissait mon mari assassiné le 13 juillet 1944 à Maître Tullié me dicte ces lignes. Depuis longtemps mon mari connaissait les idées politiques de Maître Tullié, il avait pu se rendre compte de l'évolution dont paraît responsable Madame Tullié. Ceci est tellement certain qu'à la mort de sa femme Maître Tullié déclara avoir cessé toute activité politique et toute relation avec les dirigeants du PPF.

Lorsque mon mari a été enlevé et assassiné, Maître Tullié m'a entouré de sa sympathie et a tout fait pour éclaircir le drame qui endeuille ma famille. Je lui en ai voué une telle reconnaissance que je serais heureuse si je pouvais contribuer à rétablir aujourd'hui l'exacte vérité sur son attitude politique dictée, je le répète, par sa femme qui semblait exercer sur lui un réel ascendant.

J'ajoute que Maître Tullié a tenu à s'associer à la manifestation publique qui a marqué les obsèques de mon mari et du sénateur Laffont, pour protester contre les crimes que sa loyauté et sa conscience ont toujours réprouvés. »

Lettre à décharge de l'ex-député Amédée Thalamas³²⁷, 26 septembre 1944

« Monsieur,

Merci d'abord de votre lettre du 17 qui ne m'est parvenue qu'hier. Je n'avais aucune nouvelle de Monsieur Tullié depuis la fin de juillet, date à laquelle il m'annonçait avec une émotion extrême la mort de son fils, capitaine aux troupes marocaines, tué pour la France sur le front d'Italie. Je m'étais empressé de répondre de mon mieux à Monsieur Tullié, car ce deuil, s'ajoutant au décès de sa femme dans les conditions cruelles que vous connaissez, n'était pas fait pour l'aider à retrouver le calme dont il avait tant besoin, et que nous l'aurions aidé à regagner chez nous sans les circonstances qui l'ont empêché de venir à Vichy pour la cure annuelle qui lui est nécessaire.

Certes votre lettre m'annonce une mauvaise nouvelle, mais elle me laisse espérer qu'on reconnaitra bientôt l'erreur qu'à fait connaître, en ce qui concerne Monsieur Tullié, cette passion explosive d'arrestations, dont la sagesse du Gouvernement provisoire de la République Française vient de déclarer qu'il était temps d'en supprimer les excès.

Voilà plus de 20 ans que je connais M. Tullié, je l'ai eu sous mes ordres en Indochine pendant près de 10 ans, en des temps parfois critiques et en des postes de confiance. J'ai suivi de près les efforts qui l'ont conduit là-bas à une activité universitaire et colonisatrice de premier ordre, couronnée par la conquête brillante du Doctorat en droit, puis après sa retraite par sa réinstallation au pays natal avec un succès mérité qui a pu exciter contre lui des jalousies. Mon âge, mon rang social et mon passé, ainsi que la connaissance que j'ai pu mieux que beaucoup, avoir ici du cours des événements depuis l'Armistice et aussi palinodies cyniques actuelles de trop de faux ouvriers de la onzième heure de notre renaissance nationale.

Tout cela me donne quelque autorité pour dire qu'il n'y pas beaucoup de gens plus dignes que M. Tullié du nom de bon et vrai Français.

Si son caractère enthousiaste, exaspéré par les deuils qui viennent de le frapper et si sa franchise naturelle ont pu l'amener comme tant d'autres, à être parfois le dupe de faux prophètes, il y a chez nous peu de cœurs aussi vraiment patriotes que le sien.

Faites de ma lettre l'usage que vous voudrez mais surtout essayez de lui en donner connaissance afin qu'il sache que ni Mme Thalamas, ni mes enfants ni moi ne cessons de lui garder notre entière estime et notre confiance amitié.

Je vous prie de me tenir au courant et de croire à mes très vifs remerciements.

A. THALAMAS

Recteur honoraire, ancien directeur général de l'Instruction publique en Indochine
Ancien député de Versailles
F.M (33°) du Grand Orient et figurant à ce titre sur les listes d'ex-communications à l'Officiel de Vichy

327 Amédée Thalamas (1867 – 1953), enseignant puis député de Seine-et-Oise de 1910 à 1914 sous l'étiquette radical. Il aura de graves démêlés avec la droite royaliste et l'Action Française, en 1904 puis 1908, pour avoir outragé la mémoire de Jeanne d'Arc durant ses cours.

PARTIE IV – TARN

André ALAUX

SS-Frw. Schütze

André Louis Alaux est né le 17 mars 1913 à Castres (département du Tarn). Il apprend le métier de peintre en bâtiment. Accusé de vol dans la caisse par son patron, il clame son innocence, malgré les mauvais traitements des agents. De nature triste et suicidaire, il est interné près de six mois en 1931, à l'asile du Bon Sauveur, à Albi, après avoir avalé un tube de médicaments. Alaux avait aussi une tendance au vagabondage, quittant son domicile plusieurs jours d'affilée pour aller vivre dans la nature, ne revenant chez lui que lorsqu'il a trop faim.

Engagé volontaire d'août 1931 à septembre 1934, et incorporé au 5^{ème} régiment d'infanterie, où il servit comme trompette basse. Il se fait ensuite embauché comme auxiliaire au service électrique de la SNCF, à Castres. Mobilisé en septembre 1939 au 18^{ème} régiment de Dragons, à Carcassonne. Fait prisonnier le 4 juin 1940 à Dunkerque, et dirigé sur le Stalag VIII/C, puis en juillet au kommando de travail en Silésie. Ramené au Stalag en avril 1942, il n'y reste que peu de temps, car envoyé à Glogow au mois de janvier 1943.

Il tenta de s'évader, mais fut repris après une soixantaine de kilomètres. Sévèrement maltraité (à coups de matraque et de tisonnier) à son retour par les gardiens. Après plusieurs semaines de cellule, il demande à repartir dans un kommando de Silésie, afin de retrouver une polonaise qu'il avait connu. Il devient alors travailleur libre. Il bénéficie d'une permission en septembre 1943, à Castres, afin de rendre visite à ses enfants, placés à l'Assistance. Revenu en Allemagne très attristé, Alaux décide de s'engager à la Waffen-SS en octobre 1943, avec l'espoir qu'il trouvera la mort au combat³²⁸.

Il semble avoir suivi un parcours assez classique (il ne s'étend pas trop là-dessus...), et participe aux combats de la Sturmbrigade en Galicie, en août 1944, où il fut blessé par balle à la main gauche. Il aurait déserté avec plusieurs camarades (après avoir vendu leurs armes à des paysans)³²⁹, et revint vers Dantzig. Repris par la Feldgendarmarie à Fulda, en septembre 1944. Un tribunal militaire allemand le condamne à six mois de camp de concentration.

Libéré par les autorités allemandes avant la fin de l'année 1944, il est envoyé rejoindre les français de la brigade « Charlemagne », à Wildflecken, et est intégré dans une compagnie du régiment SS 57. Il déserte à nouveau le 3 janvier 1945, et parvient à se faire embaucher dans une ferme, en attendant l'arrivée des américains, à Gotha, début avril. Il rentre en France comme prisonnier rapatrié, et arrive à Castres le 27 avril.

Jugé le 1^{er} octobre 1945 par la Cour de justice de Haute-Garonne, il est condamné à cinq ans de prison et la dégradation nationale à vie³³⁰. Il referra sa vie dans le Vaucluse, se remariant en 1954, et décèdera le 2 novembre 1986, à Avignon.

328 Sans nouvelles de sa femme depuis octobre 1940, il apprit en janvier 1941 que celle-ci avait quitté le domicile conjugal en abandonnant les deux enfants du couple, placés à l'Assistance publique.

329 Il avouera avoir déserté après avoir repensé au sort de ses enfants.

330 Le médecin de la Cour de justice avait jugé que Alaux était un être instable, ultra-émotif, déséquilibré, avec troubles du jugement et de l'affectivité, avec des tendances impulsives.

Gustave CAPELLE

Secrétaire administratif du 2^{ème} Service de la Milice Française (Tarn)

Gustave Capelle est né le 19 mai 1897 à Tourcoing (département du Nord). Combat en 1940, et fut capturé par les allemands. Revenu de captivité en 1942, il s'installe à Mazamet.

Rentre à la Milice en juillet 1943, comme secrétaire administratif du 2^{ème} Service, rétribué 2 000 mille francs. Il démissionne en janvier 1944, et revient à Mazamet. Il exerçait soi-disant le métier d'agent d'assurances, mais ne possédait aucun bureau et aucune clientèle. Il tente de convaincre certains miliciens de démissionner également, comme son frère Jules (concierge de la Milice à Castres), qui ne l'écouta pas.

Jugé le 22 mars 1945 par la Chambre civique du Tarn, il est condamné à cinq ans d'indignité nationale.

Julien DUPUY

Chef du 4^{ème} Service de la Milice Française (Tarn)
Chef départemental-adjoint de la LFC (Tarn)

Promotions :

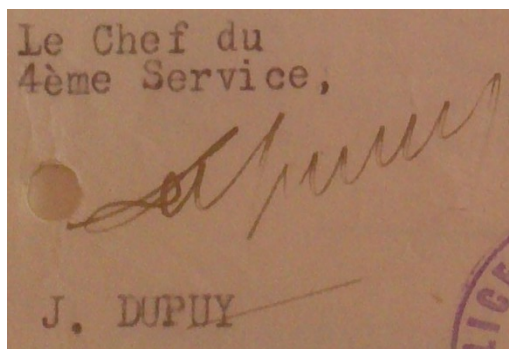
Aspirant : janvier 1915

Sous-lieutenant : ... 1915

Julien Victor Séraphin Dupuy est né le 27 juillet 1893 à Labastide-Dénat (département du Tarn). Engagé volontaire en août 1914 au 19^{ème} régiment de Dragons. Suit un stage de quelques mois à l'école militaire de Saumur, début 1915, puis repart au front volontairement en août, dans son ancienne unité. Demande à être versé dans une unité d'infanterie en octobre, et affecté au 358^{ème} régiment d'infanterie, avec lequel il combat en Lorraine. Blessé le 4 mars 1916, il reste convalescent jusqu'en août, et regagne son ancienne unité (troisième départ volontaire). Combat à Vauquois, au Mort d'homme, puis en 1917 dans le secteur de Verdun, l'Argonne, etc. Blessé très grièvement à la face et au bras droit le 12 avril 1918. Cette troisième blessure le laisse aveugle³³¹ et convalescent de nombreux mois, subissant de nombreuses interventions. Titulaire de la *Croix de guerre* avec trois citations, et nommé *Chevalier de la Légion d'honneur* (1918), plus tard promu *Officier* puis *Commandeur* de l'ordre.

Avocat à Albi depuis 1923, devient bâtonnier de l'ordre en juillet 1939. Chef départemental-adjoint de la LFC du Tarn de fin novembre 1940 à janvier 1943, date de sa démission de la LFC. Pétainiste convaincu, dénonçant à ses supérieurs les fonctionnaires ennemis du régime³³². Dupuy est nommé chef du 4^{ème} Service de la Milice du Tarn dès février 1943³³³. Militant dynamique et plein d'éloquence, son activité s'est bornée principalement à la propagande. Il finit par être en froid avec le chef Gerlié, reprochant à ce dernier de ne pas être assez actif. Il cesse toute activité milicienne début juin 1944, quand le siège de la Milice est déménagé à Castres. Dupuy désapprouvait la mobilisation³³⁴.

Brutalement arrêté à son domicile par les FFI le 24 août 1944, et interné à l'asile du Bon Sauveur, à Albi. Soumis à des mauvais traitements physiques et moraux durant sa détention. Détenu à la maison d'arrêt d'Albi, il est jugé le 24 juillet 1945 par la Cour de justice de Toulouse, qui le condamne à quinze ans de travaux forcés.



331 Perte complète de la vision des deux yeux par brûlure des deux cornées, leucome à la cornée de l'oeil droit, énucléation de l'oeil gauche, poussière d'éclats métalliques dans la face.

Il devra subir l'énucléation de l'oeil droit en 1943.

332 Comme Rouzies, chef de division à la mairie d'Albi, qui fait l'objet d'un rapport au chef de la LFC, en octobre 1942.

Il écrit également au 2^{ème} Service de la Milice pour dénoncer des suspects gaullistes, à Fraysse (l'abbé et l'institutrice), et également l'attitude peu zélée de la gendarmerie pour retrouver les auteurs de l'enlèvement des miliciens Barriquand et Maillé, à Carmaux, en avril 1944 (le premier sera abattu).

Il flétrissait également les réfractaires au STO lorsqu'il prenait la parole dans les réunions publiques de la Milice, en 1944.

333 Cité à ce poste vers février 1943 (source : PVF de Jean Gerlié). Cependant, dans son interrogatoire, il dit n'avoir adhéré à la Milice que le 8 avril 1943...

334 C'est du moins ce qu'il raconta à son interrogatoire...

Citation à l'ordre de la 71^{ème} division, mars 1916

« Jeune officier plein d'entrain et de courage. Chargé le 4 mars 1916 d'observer le tir de nos canons de tranchées, est froidement resté à son poste sous un violent bombardement, envoyant d'utiles renseignements. Quoique blessé est resté à son poste continuant à faire parvenir des renseignements. »

Citation à l'ordre de l'Armée, attribution de la Légion d'honneur, 1918

« Excellent officier, d'un courage et d'un entrain remarquable, d'un bel exemple pour ses hommes. Le 12 avril 1918 a été très grièvement blessé au moment où sous un violent bombardement il entraînait ses hommes à leurs positions de combat. »

Xavier EPAGNEUL

Chef du 5^{ème} Service du SOL & de la Milice Française (Tarn)

Xavier Georges Léon Epagneul est né le 12 février 1913 à Langeais (département de l'Indre-et-Loire). Combat en 1940 au sein du 501^{ème} R.C.C (basé à Tours), comme sergent-chef³³⁵. Après l'armistice, il passe au 51^{ème} régiment d'infanterie, à Albi.

Chef du 5^{ème} Service du SOL (depuis novembre 1942 environ, date de la dissolution de l'armée) puis de la Milice du Tarn, il avait adhéré au mouvement sur influence du général Foucault. Il était rétribué par la Milice. Démissionne en octobre 1943, et occupe ensuite un poste de comptable dans l'usine de Grimald (lui aussi ex-milicien).

Jugé le 13 mars 1945 par la Chambre civique du Tarn, il est acquitté, même s'il était plutôt considéré par ses proches comme anglophobe et antigaulleiste dans ses propos. Il est libéré quelques semaines après du camp de Brens, où il était détenu.

335 Son supérieur de l'époque (le capitaine Le Cloître) le décrit comme tel : De caractère droit, de moralité parfaite. Sous-officier modèle ayant l'étoffe d'un officier. Estimé de ses chefs et de ses subordonnés qui, tous, sans exception, pourraient confirmer mes dires, il a fait preuve pendant toute la période active de cette campagne du plus pur esprit de patriotisme. D'un courage jamais démenti, volontaire pour toutes les missions, il a été avant tout un soldat dans la plus large acceptation du terme.

Je ne sais exactement les faits qui lui sont reprochés, mais je me refuse de croire avec la dernière énergie qu'il ait trahi et ne puis imaginer qu'il soit inculpé d'intelligence avec l'ennemi, lui le « mangeur de boches ». »

Élie FABRE

*Secrétaire fédéral-adjoint du PPF (Tarn) & Secrétaire de section du PPF (Castres – Tarn), Chef du GJAS (Tarn)
Chef de dizaine du SOL (Castres - Tarn)*

Élie Joseph Fabre est né le 12 juin 1897 à Aiguefonde (département du Tarn). Il participa à la guerre 1914-1918. Habitant Castres depuis 1927, il fut représentant de commerce en alimentation, puis devient en 1932 agent immobilier à son compte³³⁶. Vice-président de l'Union corporative des Agents immobiliers français pour le département du Tarn. Adhérent de l'Action Française, il la quitte lorsque celle-ci fut condamnée par le Pape. Il devient ensuite correspondant du journal « L'Éclair » (basé à Montpellier)³³⁷.

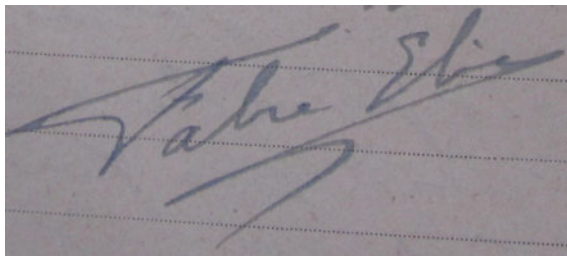
Brièvement mobilisé de septembre à décembre 1939, il est libéré à cause de sa famille nombreuse à charge et de son âge. Il est l'un des fondateurs de la LFC à Castres, comme chef de quartier puis chef de secteur. Il la quitte à cause de son manque d'activisme. Il fut aussi chef de dizaine du SOL, mais pas de la Milice.

Adhère au PPF en 1943 (séduit par son programme social), comme secrétaire fédéral-adjoint du Tarn³³⁸ et secrétaire de la section de Castres. Nommé chef du Groupe d'Action pour la Justice Sociale du Tarn³³⁹, il effectue une partie du stage (dix jours) à la caserne Mortier. Il aura une certaine activité dans ce groupe (recherche de réfractaires principalement)³⁴⁰.

Se sachant menacé de mort par le maquis, et n'ayant plus de directives de la part du siège du parti à Paris, il quitte Castres pour Toulouse le 16 juillet 1944³⁴¹. Dans cette ville il se serait borné à faire la liaison entre le siège du PPF et l'Office de Placement Allemand, réfutant toute activité au sein du GA local³⁴². La Kommandantur avait réquisitionné l'hôtel Dubriac, puis ils s'installèrent à la villa des Palmiers trois semaines après.

Quitte la ville le 16 août 1944, et gagne Villefranche-sur-Saône. Il part pour Paris en octobre 1944. Jugé le 27 juillet 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à dix ans de travaux forcés, la dégradation nationale à vie et cinq ans d'interdiction de séjour dans le Tarn³⁴³.

Décédé le 13 octobre 1983 à Cadalen.



336 Il fut condamné à un mois de prison avec sursis pour abus de confiance. Abus commis par deux de ses employés (d'après Fabre).

337 Journal de tendance royaliste et catholique. Interdit à la Libération, il sera remplacé par le Midi Libre.

338 Il est décrit comme tel dans un rapport de police : « Il a toujours milité dans les partis de droite mais il n'a jamais eu aucune autorité, c'est un sujet insignifiant, assez fanatique, cependant, sans être pour cela de taille à faire un chef de parti, il est incapable d'exercer une influence quelconque sur les masses, les qualités physiques, entre autres, lui font défaut, il est petit, pâle, chétif, et paraît malade. [...] A Castres il passe inaperçu et il ne jouit que d'une petite considération. [...] Il n'a pas grande envergure et est très peu sûr. C'est l'avis des personnes consultées à son sujet. »

339 A son procès, Fabre dira n'avoir eu aucune activité dans le GA, dont Pierre Bonhomme était le chef ! Les témoignages des autres membres prouvent que c'est faux.

340 Le GA du Tarn se borna principalement à cette activité. Bien que l'on relève également quelques arrestations dans les cafés (café de la Paix et café Delmas, à Castres).

341 Plusieurs membres du GA l'accompagnent : Gilbert Arnaud, Delaplace et Delfau.

342 Tout ceci est assez flou. Car par définition, les PPF en relation avec l'OPA (notamment la garde du site) étaient des membres du GAJS !

343 Condamné à mort par contumace par la Cour de justice du Tarn, le 12 avril 1945.

8
Copie d'une lettre trouvée dans le dossier du nommé FABRE Elie
aux archives de la Police d'Etat à CASTRES

16
PARTI POPULAIRE FRANCAIS
CHEF Jacques DORIOT

cher Camarade,

Les communs maquisards et l'armée secrète tous à la solde de LONDRES ou de MOSCOU profitent du moment ou les Anglo-Américains minent et dévastent notre malheureux pays pour accomplir de laches attentats contre les membres de notre parti et ceux des autres mouvements nationaux.

Devant ce danger notre Chef et le Parti vient de décider la mobilisation intégrale de tous les membres. Et comme seule l'union fait la force, il a été décidé de se grouper autour des forces du maintien de l'ordre. La Milice étant dans notre région la seule force organisée et armée c'est autour d'elle que doit se faire notre rassemblement.

Arrière donc toute considération personnelle c'est le moment d'être disciplinés. Donc en vertu des pouvoirs qui me sont conférés j'ordonne à tous les membres du Tarn de rejoindre CASTRES le plus rapidement possible. Ici tous ensemble réunis avec la Milice nous mènerons une vie communicative et P.P.F..- Ne pas répondre à l'appel du Chef serait une désertion ou une trahison.

Tous ceux qui auraient un doute sur la sécurité de leurs familles peuvent les faire replier sur CASTRES où des locaux leur seront réservés sous la surveillance de camarades armés.

Du courage, de la discipline nous vaincrons.
Vive Jacques DORIOT, vive la France.

Le Secrétaire général Adjoint

Signé: Elie FABRE

Siège de la Milice
64 Avenue de Lavour
CASTRES

Gaston HAMER

Lieutenant / Oberleutnant

Promotions :

Maréchal-des-logis d'artillerie

Sous-lieutenant d'artillerie : 1916

Lieutenant d'artillerie : 1918

Oberleutnant : octobre 1941

Capitaine

Gaston René Hamer est né le 10 juin 1893 à Lunéville (département de la Meurthe-et-Moselle), dans une famille ayant quittée la Lorraine en 1880, pour ne pas devenir allemande. S'engage dans l'armée en 1911. Combat dès 1914, il avait servi sous les ordres directs du général Pétain au début du conflit. Il sera blessé trois fois et gazé une fois. Décoré de la *Croix de guerre* avec trois citations et nommé *Chevalier de la Légion d'honneur*. Trop grièvement blessé, il ne peut continuer une carrière militaire après le conflit.

Photographe-portraitiste à Castres (il y vivait depuis juillet 1940 au moins), il déménage à Mende début septembre 1941, prenant un poste au commandement militaire de la Lozère (état-major du 2^{ème} Bureau). Il s'engage à la LVF comme lieutenant d'artillerie, à la mi-octobre 1941³⁴⁴. Il ne reste à la LVF que six semaines³⁴⁵, et fait résilier son engagement. Il semble avoir quitter la LVF à la mi-septembre 1941 au plus tard, au camp de Deba donc. Il expliquera n'avoir pas voulu revêtir l'uniforme allemand³⁴⁶.

Entré en résistance, il forma et dirigea un groupe FFI de Boulogne-Billancourt à la Libération, composé de trois cent cinquante hommes, qui participa à la « prise » des usines Renault, à Billancourt³⁴⁷. Ses hommes l'appelaient « Papa Hamer » ! Il s'engage ensuite dans la 2^{ème} division blindée du général Leclerc, comme capitaine, chef du 7^{ème} escadron du 1^{er} Régiment de Marche de Spahis Marocains³⁴⁸. Décoré de la *Croix de guerre avec une étoile d'argent* durant la campagne d'Alsace, le 3 janvier 1945, sur proposition du général Leclerc lui-même³⁴⁹. Hamer avait la réputation d'être une tête brûlée avec une chance inoïte, ayant échappé plusieurs fois à la mort.

Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse le 21 juillet 1945. Il se présente de lui-même à la justice, à Toulouse, le 27 septembre, et est laissé en liberté provisoire. Rejugé le 6 décembre 1945, cette fois par la Chambre civique de Toulouse, il est acquitté³⁵⁰.

344 Il désirait faire libérer son beau-frère, son fils et un neveu à lui, prisonniers de guerre en Allemagne.

345 Un document daté du 3 octobre 1941 montre qu'à cette date, Hamer était domicilié à Mende, et qu'il venait de quitter la caserne de la LVF à Versailles.

346 A noter que dans une lettre privée datée d'octobre 1941, il explique s'être engagé à la LVF car ça correspondait à ses opinions...

347 Douze hommes du groupe sont morts durant les combats.

348 Environ cent soixante hommes de son groupe FFI formèrent l'effectif de son escadron (près de 160 autres partirent dans une autre compagnie, sous les ordres du capitaine Riquet).

A la fin de la campagne d'Allemagne, il ne restait plus que dix-sept hommes du contingent FFI original. 52 avaient été tués, et les autres évacués pour blessures.

349 Citation à l'ordre de la division du capitaine Gaston Hamer, de l'E.H.R. :

« Officier aux sentiments patriotiques ardents. Malgré son âge (52 ans), a pris part activement à la résistance en créant une formation des Forces Françaises de l'Intérieur. Dès la libération de Paris, a été volontaire pour rejoindre une formation en campagne. Au cours de la campagne d'Alsace a effectué plusieurs missions de liaisons, souvent sous les tirs violents de l'artillerie ennemie, donnant toujours un magnifique exemple de courage, de sang-froid et d'un mépris absolu du danger. »

350 A son procès, Hamer sera accusé d'avoir dénoncé un homme avec qui il avait eu une altercation (politique, l'homme en question étant gaulliste et ne s'en cachant pas) sur la route, alors qu'il circulait en vélo dans la campagne tarnaise. Cela se déroula le 21 juin 1941 !

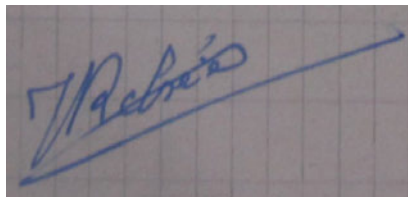
Roger ICHÉ

*Secrétaire fédéral du PPF (Tarn)
Secrétaire de section PPF (Mazamet – Tarn)*

Roger Albert Iché est né le 18 mai 1913 à Aiguefonde (département du Tarn)³⁵¹. Mégissier à Mazamet (son père avait une usine au domaine « Les Vignals »), il était secrétaire de la section PPF de cette localité³⁵² (il avait adhéré dès 1936) à partir de courant 1942 au moins. En juillet 1943³⁵³ il est promu secrétaire fédéral du PPF du Tarn, mais continue de résider principalement à Mazamet. Il parvint à recruter quelques membres, malgré la date tardive, en jouant sur la peur de l'envoi au STO. On lui reprochera d'avoir fait arrêté plusieurs suspects³⁵⁴.

Convoqué au siège du parti à Toulouse vers le 10 juillet 1944, on lui demande de se joindre au Groupe d'Action local, avec plusieurs de ses hommes tarnais, ce qu'il aurait refusé catégoriquement³⁵⁵. A la Libération, il se trouvait déjà en Allemagne, dans une usine de fabrications de fusées V.6, à Hausach, où il reste jusqu'en octobre 1944, date où il est muté à Dresde. Il parvient à rejoindre les lignes américaines en avril 1945.

Jugé le 14 mai 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à dix ans de travaux forcés, la dégradation nationale à vie et la confiscation de ses biens présents et à venir³⁵⁶.



351 Cette date de naissance est sans doute en partie erronée, car il n'a pas été possible de retrouver l'acte de naissance de Iché dans les archives en ligne...

352 Le 8 juin 1944, alors qu'il se trouvait à son domicile, il reçut des coups de feu, mais aucun ne l'atteignit. Iché s'en alla se plaindre au commissariat de Mazamet. Devant le peu d'entrain des autorités, il alla se plaindre auprès du chef PPF Fossat, à Paris, déclarant que si les auteurs de l'attentat n'étaient pas arrêtés sous 48 heures, il ferait intervenir les allemands. Cette requête n'eut finalement aucune suite.

353 Selon Iché à son procès, il n'a pris le poste que vers octobre 1943. Mais son prédécesseur, Charles Assie, déclara avoir démissionné en juillet 1943, et avoir « donné les clefs » du parti à Iché dans la foulée...

354 Notamment deux personnes de Mazamet (dont le fils du consul de Belgique), et a tenté d'en faire arrêter deux autres (qui parvinrent à fuir avant leur arrestation), dont Gardet (futur maire de Mazamet).

Il chargea également Edouard Issalys (PPF et agent du SD) de faire arrêter Brun, commissaire de police à Mazamet, en relation avec le maquis de la Montagne Noire.

355 A son procès, Iché déclara avoir été convoqué à Toulouse fin juillet 1944, et somme de s'enrôler dans le GA local. Et que suite à son refus catégorique devant l'inspecteur régional PPF (Jalbert) et le commandant allemand de l'OPA, il fut gardé à vue deux jours dans les locaux de l'OPA, puis envoyé comme travailleur en Allemagne...

Tout ceci est à prendre avec précaution, car selon des témoignages il aurait été vu plusieurs fois se baladant librement au siège du parti (allée Jean Jaurès) et au siège de la « Gestapo française » (rue Maignac).

356 Condamné à mort par contumace par la Cour de justice du Tarn, le 15 février 1945.

Édouard ISSALYS

Délégué fédéral à la propagande du PPF (Tarn), Agent du SD (Toulouse)



Édouard Albert Sylvain Cyprien Issalys est né le 23 septembre 1903 à Vabre (département de l'Aveyron). Effectue son service militaire d'octobre 1923 à avril 1925³⁵⁷. Il vit ensuite de son métier de photographe, à Castres, Pau puis Cap-Breton, avant de s'installer à son compte à Antibes en 1930. Il adhère au PPF en 1937. Mobilisé comme spécialiste au 35^{ème} régiment d'aviation, de septembre 1939 à août 1940³⁵⁸.

Après l'Armistice, il part habiter chez ses parents, à Carmaux. Il devient le garde-champêtre de Saint-Juéry en août 1942. Il démissionne de son travail le 31 août 1943, car il était entré depuis peu comme permanent du SD de Toulouse, faisant partie d'une équipe de membres du PPF, l'équipe « Weber T.S 261 »³⁵⁹, sous le pseudonyme d'Albert Perillet. Il touchait une paye de 5 000 francs par mois (et jusqu'à 20 000 francs de frais de déplacement). Issalys opéra essentiellement dans le Tarn, dénonçant résistants et réfractaires à la *Feldgendarmarie* d'Albi (le SD n'ayant pas d'antenne départementale)³⁶⁰.

En outre, il est nommé en septembre 1943 délégué fédéral à la propagande du PPF du Tarn³⁶¹, après une visite des inspecteurs PPF Jarlan et Sourdon, qui amenèrent Issalys au congrès national du PPF à Paris, au mois d'août. Issalys recevait un traitement de 3000 francs par mois. Son rôle étant de distribuer des journaux et recruter des membres. Il reçoit un permis de port d'arme en novembre 1943 (libellé en français et en allemand).

A photograph of a handwritten signature in red ink. The signature appears to be 'Issalys' written in a cursive, stylized script. The ink is on a light-colored, slightly textured paper.

357 Au 12^{ème} bataillon de Chasseurs alpins, avant d'être muté (grâce à sa formation de photographe) au 35^{ème} régiment d'aviation, à Mayence.

358 Il fut condamné pour vol et détournement de matériel militaire en septembre 1940, et condamné à quatre ans de prison avec sursis.

359 Dans cette équipe figurent également : Pierre Jousset (alias Jousset) et Christian Barillet (alias Dandrade) (voir volume 2), et les dénommés « Marcel Renard » et « Lucien Rivière » (des pseudonymes)

360 Il se serait vanté d'avoir fait fusiller une quarantaine de maquisards qui avaient fait sauter un pont...

361 A la fin de la période, Issalys dira que son secteur couvrait également le Tarn, la Haute-Garonne et le Tarn-et-Garonne...

En tout cas, il n'était en contact qu'avec le siège du parti à Paris, et avec Charles Jarlan au niveau local.

Issalys quitte Saint-Juéry pour Toulouse à la mi-juillet 1944, puis Gujan-Mestras au début du mois d'août 1944 (il y avait envoyé sa famille deux mois avant, afin de les mettre en sécurité). Il eut une certaine activité avec la Kommandantur locale, révélant l'emplacement de maquis (Sanguinet, Lacanau, etc).

Arrêté le 1er septembre 1944 à Facture, et incarcéré au camp de Mérignac, puis au fort du Hâ. Jugé le 17 juillet 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à la peine de mort et la confiscation de tous ses biens. Son recours en grâce auprès du Président du Gouvernement provisoire est rejeté trois semaines plus tard, et il est fusillé.

Charles LOMBARD

Caporal-chef / Obergefreiter

Charles Lombard est né le 4 mars 1914 à Carmaux (département du Tarn)³⁶². Arrêté par les allemands, début 1941, à Longevilles-Mont-d'Or. Il est accusé de propagande anti-allemande, sur fausse dénonciation. Libéré de la prison de Pontarlier en mai 1941, il fait ensuite du franchissement illégal de la frontière suisse et de la ligne de démarcation. Arrêté par les allemands, et mis vingt et un jours au cachot, on lui propose de s'engager à la LVF pour effacer son ardoise.

Lombard accepte, et signe son contrat le 8 septembre 1941 (matricule 2119), au grade de caporal-chef³⁶³. Affecté à la 1^{ère} compagnie avec laquelle il combat probablement en Russie, en décembre 1941. Blessé par balle à la main droite le 28 décembre³⁶⁴, et hospitalisé.

Rapatrié à Versailles le 11 janvier 1942, il bénéficie d'une permission de convalescence de vingt et un jours. Il est porté déserteur le 3 février suivant. Arrêté par la Feldgendarmerie le 16 avril 1942, et interné à la prison de Bruchsal. Condamné à deux ans et six mois de prison le 9 juin 1942 (et perd ses droits de servir dans l'armée)³⁶⁵. Son contrat est résilié sans honneur le 30 juin 1942.

Délivré en mai 1945 par une unité de la 1^{ère} Armée Française, dans laquelle il s'engage. Plus tard il se présente de lui-même à la Sécurité Militaire de Strasbourg, afin de régulariser sa situation, et il est arrêté. Jugé le 27 décembre 1945 par la Cour de justice de Toulouse, il est acquitté.

362 Bizarrement, il n'apparaît pas dans l'état-civil en ligne de la ville de Carmaux à cette date là...

363 Repris de justice, il fut condamné à plusieurs reprises :

- Condamné en 1934 à trois mois de prison par le tribunal correctionnel d'Albi, pour outrage public à la pudeur, tentative d'escroquerie, extorsion de fonds et excitation de mineurs à la débauche.

- Un an de prison pour vol, en 1942, par le tribunal de Lons-le-Saunier (peut-être est ce l'affaire qui l'a incité à s'engager à la LVF?).

- Six mois de prison et cinq mille francs d'amende pour escroquerie, en 1946 à Troyes.

- Quatre mois de prison pour séjour irrégulier (et détention de fausse carte d'identité) en Allemagne, en 1948.

- Trois mois de prison pour vol à Sarreguemines, en 1949. La peine fut purgée à Tarbes.

364 Probablement blessé volontairement lui-même... Même si la mère de Lombard, à l'époque, reçut une lettre de son fils qui disait avoir été blessé par un éclat d'obus aux reins.

365 Il fut condamné à mort le 16 avril 1942, mais il fit appel de cette sentence.

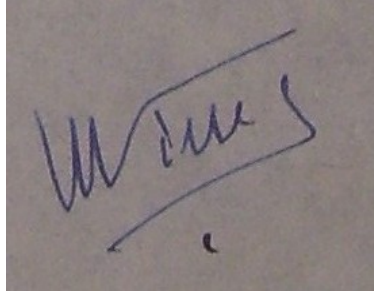
Michel PIERRE

Chef du 3^{ème} Service de la Milice Française (Tarn)

Michel Pierre est né le 12 février 1913 à Niort (département des Deux-Sèvres). Après des études secondaires à Sarlat, en Dordogne, il effectue son service militaire, au 31^{ème} régiment du Génie, au Maroc. Libéré, il travaille trois années durant dans le commerce de tissus de ses parents, à Niort. Il achète un portefeuille d'assurances à Albi en 1938.

Mobilisé en septembre 1939, au centre d'élèves mécaniciens de Rochefort. Démobilisé en juillet 1940 sans avoir combattu. Revient à Albi, et s'inscrit à la LFC en 1941. Membre influent du SOL du Tarn³⁶⁶, nommé chef du 3^{ème} Service de la Milice du Tarn à partir de février 1943. Il répond à l'appel de mobilisation de la Franc-Garde, le 9 juin 1944, et rejoint Castres. Il s'occupe de loger et de prendre soin des familles de miliciens, à l'hôtel de l'Europe, réquisitionné pour elles. Pierre n'était jamais en uniforme, mais était armé. Quitte la ville avec ses camarades miliciens en août, direction Toulouse. Dans cette ville, il se refuse à suivre le convoi milicien, et gagne Bordeaux dans l'espoir de trouver un emploi.

Quelques semaines après la Libération, il part vivre chez ses parents à Niort, où il reste jusqu'en 1948. Il s'installe ensuite à Sceaux, sous le faux nom de « Michel Larderet ». Il travaillait notamment comme surveillant de collège et aide-comptable. Il se présente spontanément aux autorités, à Saint-Sulpice, le 24 juillet 1950. Jugé le 27 mai 1950 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à six mois de prison et la dégradation nationale³⁶⁷. Il s'installera ensuite à Rabastens, comme inspecteur général d'assurances.



366 Son rôle à l'époque du SOL n'est pas connu, mais il avait une certaine importance, car il présida une importante réunion du SOL, le 18 juin 1942, au théâtre du Taur, à Toulouse (il était assisté de Bianconi et Grambos, membres du bureau central).

367 Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse le 24 mai 1945.

Henri De POUS

Chef de centaine de la Franc-Garde permanente (Tarn)
Chef de trentaine de la Franc-Garde bénévole (Castelnau-de-Montmiral - Tarn)

Promotions :

Chef de trentaine (Franc-Garde bénévole) : janvier 1943

Chef de trentaine (Franc-Garde permanente)

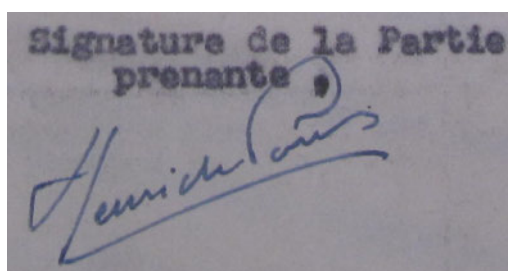
Chef de centaine (Franc-Garde permanente) : 16.06.1944

Henri De Pous est né le 30 novembre 1908 à Rabastens (département du Tarn). Propriétaire et exploitant agricole, il possédait le château de Lugan. Mobilisé de septembre 1939 à juillet 1940, il passa par les dépôts d'Auch, Montauban et Toulouse.

Adhère à la Milice à sa formation, en janvier ou février 1943, comme chef cantonal de la Franc-Garde bénévole de Castelnau-de-Montmiral, avec le grade de chef de trentaine³⁶⁸. Le 8 juin 1944 il est appelé à Castres pour prendre le commandement de la Franc-Garde permanente du Tarn, au rang de chef de trentaine. Il est promu chef de centaine vers le 16 juin 1944. Il effectue des rafles de maquisards dans les fermes isolées. Le chef De Pous se signala par sa modération dans le traitement des prisonniers, qui pour la plupart n'eurent à se plaindre d'aucun sévices³⁶⁹. Il faut dire aussi que l'action milicienne fut volontairement tempérée par le chef départemental Gerlié.

Réfugié en Allemagne, il refuse d'être intégré dans la Waffen-SS. Il sera le chef de la 2^{ème} compagnie de fusiliers du bataillon autonome de la Milice à Heuberg puis en Italie du nord, avec le grade de lieutenant³⁷⁰. Fait prisonnier avec les autres miliciens par les partisans italiens.

Jugé le 6 juin 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à vingt ans de travaux forcés, la dégradation nationale à vie et la confiscation des trois quarts de ses biens³⁷¹.

A photograph of a document with a typed header "Signature de la Partie prenante" and a handwritten signature in blue ink that reads "Henri De Pous".

368 Il succède ainsi à Jean Serres, qui avait le rang de chef de centaine, et qui démissionna en décembre 1942. Mais De Pous ne fut sans doute que chef de trentaine (aucune indication précise dans son dossier en justice, si ce n'est le terme inexact et flou de « sous-lieutenant de la Milice » selon sa femme).

De Pous ne semble pas avoir fait preuve d'une grande activité de propagande et de recrutement dans la région. Bon nombre de locaux ignorant sa position de chef milicien.

369 Ainsi, beaucoup de personnes initialement arrêtées furent relâchées au bout de quelques jours, et tous leurs biens personnels leur furent remis.

De Pous était également peu enthousiaste à l'idée de remettre les prisonniers à la Milice de Toulouse.

370 Le 28 avril 1945 il reçoit du chef Carus la garde de 1 million de francs provenant des fonds de la Milice.

371 Condamné à mort par contumace le 15 février 1945 par la Cour de justice du Tarn.

Henri RAYNAUD

Chef-adjoint du 2^{ème} Service de la Milice Française & Chef de trentaine de la Franc-Garde permanente (Tarn)
Chef de centaine de la Franc-Garde bénévole (Castres – Tarn)

Promotions :

Chef de dizaine (SOL)

Chef de centaine (intérim, Franc-Garde bénévole) : juillet 1943 (?)³⁷²

Chef de trentaine (Franc-garde permanente) : juin 1944³⁷³

Henri Joseph Jean Raynaud est né le 19 septembre 1906 à Lavaur (département du Tarn). Il effectua sa scolarité au séminaire de Saint-Sulpice. Employé de banque à Castres, membre de la LFC puis du SOL, comme chef de dizaine. Passe à la Milice, participant au second stage organisé à Uriage. Il est nommé chef de la Milice du secteur de Castres (par intérim) en juillet 1943, succédant au chef Siguier limogé. Cède ce poste à Roques (son beau-frère) en janvier 1944.

Répond à l'appel de mobilisation du 7 juin 1944. Il sert comme chef-adjoint du 2^{ème} Service du Tarn³⁷⁴, et chef de trentaine de la Franc-Garde permanente (il n'avait toutefois qu'une dizaine d'hommes sous ses ordres directs). Toutefois, il s'absenta à Bordeaux du 15 au 30 juillet 1944, afin de remplacer un collègue à la Société Bordelaise de Crédit industriel et commercial.

Il déserte le 16 août 1944, avec le milicien Gasc et leurs familles respectives. Ils se réfugient dans la maison de campagne de Gasc, à Vieilleville (Haute-Garonne). Arrêté par les autorités, et détenu à la maison d'arrêt d'Albi. Condamné à mort par la Cour de justice du Tarn le 14 novembre 1944, le jugement est cassé par la Cour d'appel de Toulouse, et l'affaire est renvoyée devant la Cour de justice du Tarn-et-Garonne. A nouveau condamné à mort le 9 avril 1945. Son pourvoi en cassation est rejeté le 19 avril suivant. Sa peine est commuée en vingt ans de travaux forcés par le général De Gaulle, le 27 avril.

Décédé le 10 janvier 1973 à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).

Ernest ROHRBECK

Chef de dizaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Vielmur - Tarn)

Ernest Rohrbeck est né le 23 juillet 1899 à Thale, en Allemagne. Engagé dans la Légion étrangère le 29 janvier 1921. Combat en 1940, comme adjudant-chef, décoré de la *Croix de guerre* et de la *Médaille militaire*. Démobilisé et mis à la retraite le 26 octobre 1940, il totalisait 25 années de service. Il avait également été naturalisé français.

Rohrbeck s'inscrit à la LFC, puis fut chef de dizaine du SOL puis de la Franc-Garde bénévole à Vielmur³⁷⁵. Hostile à la Résistance, traitant celle-ci d'anarchiste. Il quitte Vielmur pour Albi vers août 1943, travaillant comme interprète (il faisait aussi partie du service social franco-allemand) à la Kommandantur. Le 27 juin 1944, il passe prendre sa famille à Vielmur, et les emmène à Paris, pour des raisons évidentes de sécurité. Il ne reviendra que quelques jours à Vielmur, vers le 26 juillet 1944, avant de devoir repartir³⁷⁶.

Condamné à vingt ans de travaux forcés par contumace par la Cour de justice du Tarn le 8 mars 1945. Rejugé à Toulouse le 17 juillet 1946, toujours par contumace, il est condamné à la peine de mort et la confiscation de ses biens. A cette date, il était toujours signalé en fuite et recherché par les autorités...

372 Assurant seulement l'intérim de la Franc-Garde bénévole de Castres de juillet 1943 à janvier 1944, il est possible qu'il ne soit que chef de trentaine (mais faisant fonction de chef de centaine).

373 Il ne fut peut-être que chef de dizaine.

374 Source : correspondance avec François Le Goarant De Tromelin. Raynaud était notamment actif à l'été 1944.

375 Souscrit un engagement à la Phalange Africaine à Castres, le 9 décembre 1942. Il n'a pas eu l'occasion de partir réellement, pour une raison inconnue.

376 Il avait fait l'objet d'une plainte pour menaces de mort. On ignore la raison exacte, mais il est probable que Rohrbeck s'était embrouillé avec un habitant de la localité...

Pierre ROUX

*Président départemental du Groupe Collaboration (Tarn)
Secrétaire départemental de la Légion Tricolore / LVF (Tarn), membre du Francisme & de la
Milice Française
Sergent / Unteroffizier*

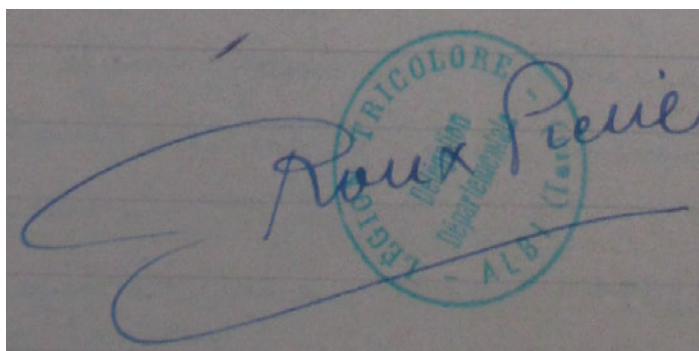
Pierre Jules Adrien Roux est né le 21 novembre 1913 à Toulouse (département de la Haute-Garonne). Sous-ingénieur agricole à Toulouse (diplômé de l'Institut de Toulouse), il s'engage à la LVF le 1^{er} septembre 1941.

Réformé en avril 1942 (au grade de sergent), il se fixe à Saint-Gaudens, comme régisseur agricole à Montrejeau. Il était membre du Francisme³⁷⁷. Arrive à Albi le 8 août 1942 pour devenir secrétaire départemental de la Légion Tricolore. A peine arrivé il presse le préfet de lui fournir un logement et un local !

Révoqué de son poste de secrétaire départemental de la LVF vers décembre 1943 pour indécatesse, il est nommé président départemental du Groupe Collaboration dans le Tarn le 14 décembre 1943. L'activité de ce groupement sera quasiment nulle dans les mois qui suivent. Il était aussi agent rémunéré de la police allemande à Albi, et travaillait pour l'Office de Placement Allemand.

Suite à un attentat à la bombe contre son domicile, le 3 mai 1944, il quitte Albi pour Toulouse, où il travailla probablement pour le SD. Il aurait fuit en Espagne à la Libération. Condamné à mort par contumace par la Cour de justice du Tarn, le 30 mai 1945.

Décédé le 14 mai 1978 à Saint-Nazaire.



377 Numéro de membre : 41 259. Il semble avoir été le principal animateur du Francisme dans le Tarn, qui fut quasiment inexistant.

Louis TAPIÉ De CELEYRAN

SS-Frw. Unterscharführer

Chef de centaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Gaillac - Tarn)

Promotions :

Chef de centaine (SOL ; Franc-Garde bénévole)

SS-Frw. Schütze

SS-Frw. Sturmman : 01.07.1944

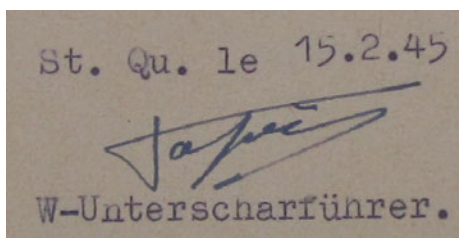
SS-Frw. Unterscharführer : 01.09.1944

Louis Marie Joseph Tapié De Celeyran est né le 12 février 1921 à Maurillac (département du Tarn)³⁷⁸. Agriculteur à Gaillac, il s'engage volontairement pour la durée de la guerre le 6 janvier 1940, et affecté au dépôt de cavalerie n° 16, à Carcassonne. Combat en mai-juin 1940 comme agent de liaison à l'état-major du 7^{ème} régiment de Dragons portés. Proposé pour la *Croix de guerre* (une citation à l'ordre du régiment), et démobilisé le 2 août 1940.

Chef cantonal du SOL puis de la Milice de Gaillac de juillet 1942 à octobre 1943 (au plus tard), avec le grade de chef de centaine. Effectua le second stage organisé à Uriage, en avril 1943. Il signa un engagement (caduque) à la Phalange Africaine le 7 décembre 1942.

Engagé dans la Waffen-SS le 12 octobre 1943 à Uriage. Envoyé à l'école d'artillerie de Beneschau, le 20 février 1944. Il combat en Galicie en août 1944, et est décoré pour sa bravoure. Versé à la compagnie d'état-major de la brigade « Charlemagne », probablement comme agent de liaison. Il combat en Poméranie, où il est fait prisonnier le 10 mars 1945.

Jugé le 9 avril 1946 par la Cour de justice de Toulouse³⁷⁹, il est condamné à cinq ans de réclusion, la dégradation nationale et la confiscation de ses biens à hauteur de 200 000 francs.



378 Il avait deux frères : Alain (chef départemental de la Milice de l'Aveyron) et Michel (critique d'art et artiste de renommée internationale).

Les Tapié De Celeyran sont des cousins de Toulouse-Lautrec.

379 Condamné à mort par contumace le 1^{er} février 1945 par la Cour de justice du Tarn.

PARTIE V – TARN-ET-GARONNE

Paul ABADIE

Chef départemental du RNP (Tarn-et-Garonne)

Paul Célestin Abadie est né le 14 juillet 1889³⁸⁰ à Carcassonne (département de l'Aude). Publiciste, arrive à Montauban le 19 novembre 1943 pour devenir chef départemental du RNP du Tarn-et-Garonne³⁸¹. Il sera peu apprécié dans la localité, contractant vite de nombreuses dettes et ayant tendance à se mêler de tout. On peut noter qu'il avait à son actif une vingtaine de condamnations pour escroqueries et abus de confiance. Abadie travaillait également pour le compte de l'Office de la main d'oeuvre de Montauban, et à ce titre, il recherchait les réfractaires du STO, au sein d'un groupe de français (dont le chef était le capitaine Lina).

Il quitte précipitamment Montauban (peut-être pour Toulouse) en mars 1944. Le 20 mai 1944 il fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour escroquerie, par le juge d'instruction de Montauban. Abadie fuit à la Libération, probablement en Allemagne. Jugé par contumace le 10 juillet 1945 par la Cour de justice de Toulouse, et condamné à cinq ans de prison, 10 000 francs d'amende et l'indignité nationale.

380 Ou 1884 selon une autre source.

381 Suite à un rapport du préfet à Albertini (secrétaire général du RNP) sur l'attitude d'Abadie, Albertini répondra que jamais Abadie ne fut nommé délégué départemental par l'état-major du parti, mais qu'il s'était proposé pour être correspondant du RNP sur place ! Pourtant, le dossier Cour de justice d'Abadie ne laisse planer aucun doute sur les fonctions de ce dernier.

François BÉGOT

Adjudant / Feldwebel

Promotions :

Sergent-chef / Unterfeldwebel

Adjudant / Feldwebel : 01.04.1942

François Bégot est né le 3 septembre 1906 à Brest (département du Finistère). Second maître de la Marine nationale, il est limogé pour avoir voler dans la caisse de la popotte, en 1935 (après douze années de service). Le tribunal militaire de Bizerte le condamne à 157 jours de prison. Il dirige le groupe « Henri Barbusse » du Parti Communiste, à Toulon, de 1936 à 1938. Mobilisé dans la Marine en 1939-1940.

Il adhère au Parti Social Français après l'armistice, ainsi qu'à la LFC, à Toulon. Engagé à la LVF le 3 septembre 1941 (matricule 7233), avec le grade de sergent-chef³⁸². Il participa à la campagne d'hiver, probablement au sein de la 8^{ème} compagnie. Réformé le 9 avril 1942 à Breslau, il débarque à Versailles quelques jours après, et son contrat est résilié le 21 avril.

Il se retire à Toulon, à la campagne³⁸³. Il se présente à nouveau à Versailles, le 12 juin 1942, pour se ré-engager, mais il est refusé à la visite médicale. Il se portera ensuite volontaire pour le travail en Allemagne (il y aurait séjourné à quatre reprises³⁸⁴, et fut chef d'équipe en usine), faisant également de la propagande dans son entourage, à Toulon³⁸⁵. Il avait été sympathisant du PPF.

Il quitte Toulon pour Lafrançaise (Tarn-et-Garonne), en mars 1944 (suite aux bombardements de la ville), et trouve un emploi dans un garage de la localité. De début juin au 12 août 1944, il travaille comme ouvrier agricole. Il rejoint les FFI de Montauban³⁸⁶, avec le grade d'adjudant-chef³⁸⁷, et nommé chef du camp de prisonniers de guerre de Montech. Il se fait remarquer par ses nombreuses « réquisitions » abusives (nourriture, essence, etc) avec menaces de mort³⁸⁸, ainsi que plusieurs arrestations illégales, qu'il menait avec son petit groupe. Il était également assez coulant avec les prisonniers de guerre³⁸⁹.

Jugé le 13 mars 1945 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité, l'indignité nationale et la confiscation de ses biens.

382 Notamment pour des raisons pécunières. Son couple étant criblé de dettes.

383 Il se serait vanté d'avoir capturé une femme russe et de l'avoir mitraillée après l'avoir pendue. Il montra même une photographie.

Mais à son procès, il déclara avoir acheter cette photo à Versailles, où de nombreuses photos de la LVF étaient en vente.

Ceci est plausible. Car les légionnaires de la LVF étaient peu nombreux à avoir leur propre appareil photo !

384 Une première fois de l'été 1942 à novembre 1942, puis de début 1942 à décembre 1943 à Innsbruck.

385 Il décida sa femme (une divorcée qu'il avait sorti d'une maison close, vers 1930) à l'accompagner en Allemagne. Il brutalisa également son propre frère, afin qu'il se décide à se porter volontaire lui aussi !

386 Il se fera passer pour un vieux résistant de la première heure, agent de liaison de l'état-major de l'Armée Secrète depuis juin 1942 (dans les Vosges et le Jura) !

387 Son engagement fut en apparence sincère (bien que le 10 août 1944, il demanda à emprunter le vélo d'un voisin, afin de se rendre à Montauban pour s'engager dans la Franc-Garde!). Il écrit à un ami, ancien de son maquis :

« A présent il faut penser à libérer notre pays et à sauver notre honneur. [...] Ton copain qui ne t'oubliera jamais et qui t'embrasse de loin. Vive les maquisards. »

388 Il déclara à un père devant sa famille que « si cela s'était passé quinze jours plus tôt -avant la Libération-, il les aurait tous tués. » !

Il se vanta également, auprès de son ancienne patronne, d'avoir tuer plusieurs miliciens ! A noter que plusieurs personnes ayant connu Bégot le considèrent comme un homme peu scrupuleux et vantard, se contredisant fréquemment.

389 Parmi eux de nombreux « mongols » enrôlés dans la Wehrmacht. Bégot fut vu à Lafrançaise (en octobre 1944) en train de leur offrir des fruits et du vin, alors qu'il transportait des prisonniers mongols en camion.

Abel BLAZY

Chef de dizaine de la Franc-Garde permanente, Membre du PPF (Tarn-et-Garonne)

Abel Célestin Blazy fut un milicien actif de Montricoux. Il est intégré dans la Franc-Garde permanente du Tarn-et-Garonne, à l'appel de Darnand de juin 1944, comme chef de dizaine. Il amène également sa famille en sécurité. Il fut aussi membre du PPF. Il participa notamment à l'opération de Montricoux (sa commune de résidence), où deux maquisards furent tués. Il aurait renseigné la police allemande sur l'emplacement d'un maquis à Vayssac.

Replié dans le convoi germano-milicien, il trouve la mort le 31 août 1944 à Die (Drôme), dans un combat contre les FFI. Condamné à mort par contumace le 12 juillet 1945 par la Cour de justice de Toulouse. Un avis de cessation des recherches est émis le 6 juin 1952.

Charles BOILEAU

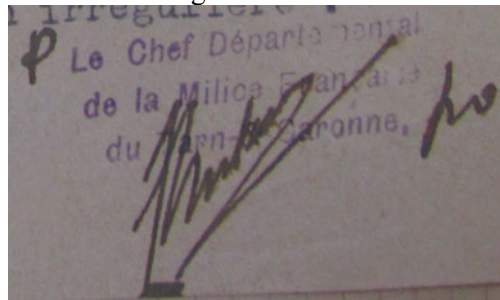
Secrétaire départemental et chef du 5^{ème} Service de la Milice Française (Tarn-et-Garonne)

Charles Marie Scipion Boileau est né le 24 juin 1879 à Besançon (département du Doubs), d'un père officier (commandant). Lieutenant de l'armée d'active (ancien de Saint-Cyr), dont il démissionne en 1904. Reprend du service à la déclaration de guerre de 1914, il sera nommé capitaine durant le conflit. Finit la guerre titulaire de la *Croix de guerre* et *Chevalier de la Légion d'honneur*.

Se porte volontaire à la déclaration de guerre, en septembre 1939, mais sera refusé en raison de son âge. Ingénieur (spécialiste en tramways et lignes électriques) il travaille au service des poudres. Se trouve sans travail depuis septembre 1942, car ayant dépassé la limite d'âge. Il postule ensuite au contrôle économique et aux gardes voies et communications, sans succès³⁹⁰. Adhérant de la Milice depuis mars 1943, il écrit une lettre de démission le 24 septembre, afin de protester contre le fait qu'il ne trouve aucun emploi.

Nommé secrétaire départemental de la Milice du Tarn-et-Garonne le 1^{er} novembre 1943, après une visite de Victor De Bourmont, qui cherchait un homme « propre » et non corrompu. Il était appointé 4250 francs par mois³⁹¹. Il prend la direction du 5^{ème} Service, fin mai 1944³⁹². Il démissionne fin juillet 1944³⁹³, en raison des bruits d'exactions dont la Milice se rendait coupable.

Arrêté dans la rue à Montauban par trois jeunes FFI, le 20 août 1944, et amené au commissariat, puis à la caserne Doumerc. Plus tard interné au camp de Septfonds. Jugé le 25 novembre 1944 par la Chambre civique du Tarn-et-Garonne, et condamné à l'indignité nationale.



390 Toutes les portes se fermant devant lui (on lui reprochait son âge avancé), il ira jusqu'à écrire au Maréchal Pétain et à Pierre Laval. Là encore sans résultat, le premier lui ayant fait une réponse toute faite, le second ne donnant pas suite.

391 Boireau et sa femme avaient de grosses difficultés financières. Il n'avait accepté le poste que pour se trouver une situation.

392 Le poste de secrétaire départemental fut supprimé par mesure d'économie.

393 Selon Boileau, le poste de secrétaire départemental fut supprimé en mai 1944, et il fut nommé chef du 5^{ème} au départ de Gamel. Boileau (confirmé par sa femme) prétend avoir démissionné le 15 juillet 1944. Mais il signe un document au 17 juillet, preuve qu'il était encore en fonction.

Claude BOSREDON

SS-Frw. Schütze

Membre de l'UPJF / JPF (Tarn-et-Garonne)

Claude Bosredon est né le 3 juin 1925 à Bourg-la-Reine (département de la Seine). Etudiant à l'école régionale d'agriculture de Ondes, en Haute-Garonne, Bosredon était un membre actif de l'UPJF / JPF. Avec quelques camarades, il monte un petit cercle de collaborationnistes dans le lycée, fin 1943. Le directeur d'établissement, M. Ravault, entre en conflit avec le groupe. Bosredon fait alors appel au PPF Buffa, avocat à Montauban, et Paul Abadie, chef du RNP, afin de les aider à se débarrasser du directeur gaulliste³⁹⁴. Ce dernier sera inquiété, mais pas arrêté.

Il quitte l'école le 11 juin 1944, pour des raisons familiales. Il part ensuite pour l'Allemagne avec sa mère. Engagé dans les Waffen-SS début juillet 1944³⁹⁵.

En fuite à la Libération, il est jugé par contumace le 10 juillet 1945 par la Cour de justice de Toulouse, et condamné à mort.

394 Le directeur sera accusé par ses élèves de les brimer un maximum, de les menacer, et de faire baisser leurs notes. Car une partie du personnel de l'école menaçait également le petit groupe.

L'affaire montera jusqu'à Albertini (Secrétaire général du RNP) qui écrit une lettre de doléances à Cathala, ministre de l'Agriculture.

395 Il écrivit une lettre à un ancien camarade PPF de son école, pour lui annoncer la nouvelle.

Paul BUFFA

*Agent du Service de renseignements du PPF (Tarn-et-Garonne)
Président du Tribunal d'honneur de la LFC (Tarn-et-Garonne), membre du PPF*

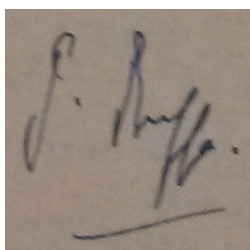
Paul Raymond Marcel Pierre Buffa est né le 4 juillet 1894 à Montauban (département du Tarn-et-Garonne). Il effectue ses études au lycée Ingrès (Montauban) puis au lycée Louis Le Grand (Paris). Appelé sous les drapeaux en septembre 1914, il servira comme simple soldat (67^{ème} puis 102^{ème} régiments d'infanterie). Il sera blessé deux fois, et aura les pieds gelés par deux occasions. Démobilisé en 1919, il passe un concours qui lui permet de devenir rédacteur à la Compagnie générale des omnibus (plus tard la S.T.C.R.P.), à Paris. Il la quitte en 1923, car est devenu clerc d'avoué, grâce à sa licence en droit.

Revenu à Montauban en 1925, il devient avocat au barreau. Il sera même bâtonnier de l'ordre de 1936 à 1938. Politiquement, il adhère à la Fédération Républicaine en 1928, et devient conseiller d'arrondissement du canton de Montauban-Est³⁹⁶. Il adhère au PPF en 1937, sur influence de son collègue avocat, Botreau-Bonnetterre (secrétaire fédéral du PPF). En raison de ses convictions politiques, il était la cible d'attaques politiques venant de La Dépêche et des milieux maçonniques³⁹⁷. Brièvement mobilisé de septembre à novembre 1939, mais il est libéré car père de quatre enfants.

Nommé conseiller municipal et membre de la commission départementale en mars 1941 il était également président du Tribunal d'honneur de la LFC du Tarn-et-Garonne. Avant 1944, il se contente d'être un simple membre adhérent du parti. Il devient agent du service de renseignements (aussi appelé 2^{ème} Service) du PPF en février 1944³⁹⁸, recevant une autorisation de port d'arme, libellée en français et en allemand. Son statut de notable local lui permettant d'être fort utile aux yeux du parti. Son indicatif étant Y.S.3. Il fut également accusé d'avoir fait de fausses promesses à des israélites (qui constituaient une part non négligeable de sa clientèle !)³⁹⁹ afin de s'occuper de leurs affaires administratives auprès des autorités, moyennant finances. Malgré tout, il se contenta d'un rôle d'agent de renseignements auprès de ses supérieurs, n'opérant aucune arrestation.

Jugé le 28 novembre 1944 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, il est condamné à vingt ans de travaux forcés, l'indignité nationale et la confiscation des biens.

Buffa est décédé le 2 avril 1956 à Montauban.



396 Il sera candidat malheureux aux législatives de 1932, et à plusieurs élections locales.

397 Un rapport décrit Buffa en ces termes : « Protestant, jouissant de nombreuses sympathies dans les milieux protestants, catholiques et libres penseurs. Esprit très cultivé et introduit dans les divers groupements intellectuels, littéraires, artistiques et traditionnalistes de la région. »

398 Sur influence de l'inspecteur régional PPF Laugier et de Gaston Laborde. Selon les dires de Buffa, ayant reçu des menaces de mort et, désirant s'armer, il essuya des refus de la part des autorités françaises (préfecture, etc) et il n'avait comme option que de s'adresser au PPF.

Buffa fut victime de deux attentats durant la période.

399 Environ 300 personnes de 1940 à 1944.

Hippolyte CALLARD

Chef départemental du SOL (Tarn-et-Garonne)

Promotions :

Brigadier : 14.11.1913

Maréchal-des-logis : 24.04.1916

Sous-lieutenant : 06.01.1919

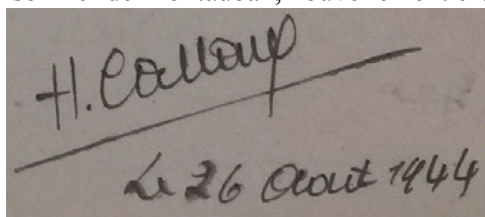
Lieutenant de réserve : 14.07.1929

Capitaine de réserve : 10.08.1940 (pour prendre rang au 26.06.1940)

Hippolyte Aristide Callard⁴⁰⁰ est né le 25 mai 1894 à Les-Trois-Moutiers (département de la Vienne). Engagé volontaire en novembre 1913, vétéran de la guerre 14-18, décoré de la *Croix de guerre* avec deux citations⁴⁰¹, et de la *Médaille militaire*. Il effectua deux années de service dans les colonies, et deux d'occupation en Allemagne⁴⁰². De juillet 1927 à janvier 1931 il est employé comme directeur du service de désobusage pour le département de la Meuse⁴⁰³.

Il exerçait la profession de viticulteur à Montauban. Mobilisé en septembre 1939 comme capitaine de réserve. Fait prisonnier en juin 1940, interné dans un stalag de Nuremberg, il ne rentre en France qu'en août 1941, grâce à son statut d'ancien de la Grande Guerre. Adhère à la LFC dès son retour. Décoré de la *Croix de guerre 39-40* (une citation).

Nommé chef départemental du SOL du Tarn-et-Garonne en mars 1942⁴⁰⁴. Il démissionne en juillet 1942, donnant sa lettre au chef LFC d'Escayrac⁴⁰⁵. En août, il prend la vice-présidence du comité d'entraide des familles de la Maison du prisonnier de Montauban, nouvellement créée.



H. Callard
26 août 1944

Arrêté à son domicile par les gendarmes, le 21 août 1944. Amené au poste, il est mis en liberté provisoire le lendemain matin. Le 26 août, ce sont les FFI qui l'interpellent, avec sa femme. Il sera interné au

400 Son prénom n'apparaît dans aucun des documents consultés par l'auteur aux AD du Tarn-et-Garonne. Mais la liste des personnes passées devant la Cour de justice de Montauban (AD Haute-Garonne, 3808 W 19) ne donne qu'un seul « Callard ».

401 Citation à l'ordre du régiment, portant attribution de la Croix de guerre, 12 mai 1916 :

« Etant agent de liaison pendant les journées des 4 et 5 mai 1916, a montré le plus grand mépris du danger en allant porter des ordres aux batteries sous un bombardement intense. »

402 Il fera carrière dans des régiments d'artillerie d'ouvriers.

403 Son travail consistant à rechercher, stocker, trier et livrer toutes sortes de munitions et d'obus datant de la Grande Guerre, qui parsemaient encore le territoire.

404 Mentionné à ce poste dans une brochure interne de la LFC du Tarn-et-Garonne, datée du 1^{er} mai 1942, ainsi que dans la liste des propositions de chefs SOL, datée de début mars 1942.

405 Il garde toutefois des idées anti-républicaines, déclarant que la République était bien morte, et pour longtemps encore.

Callard passait pour avoir changé depuis son retour de captivité, et semblait professer des idées vaguement collaborationnistes.

Son ami d'enfance, le capitaine de réserve de l'armée de l'air R. Maître (Légion d'honneur, Croix de guerre) témoignera à sa décharge :

« C'était un garçon loyal, honnête et doux, qui croyait que tout le monde lui ressemblait, et l'homme qu'il est devenu est resté le jeune garçon qu'il était, plein de naïveté devant la vie.

La vie n'a pas été tendre pour lui qui, comme la plupart de ceux de notre âge, ont passé le plus clair de leur jeunesse sur le front (c'est son cas), et sont de nouveau repartis en 39 (c'est encore son cas), aggravé par quatorze mois de captivité en Allemagne – avec une entre-deux guerres laborieuse pour assurer son existence, car il n'était pas riche et ne l'est pas devenu. »

camp de Septfonds. Jugé le 25 novembre 1944 par la Chambre civique du Tarn-et-Garonne, et condamné à l'indignité nationale.

Admis dans le cadre des officiers de réserve (service du matériel) par décret du 24 mai 1948, il s'était retiré à Corbarieu (au domaine de Brassac), où il est décédé le 6 décembre 1963.

Marius CAZENEUVE

Caporal / Gefreiter

Marius Guillaume Cazeneuve est né le 8 décembre 1908 à Aucamville (département du Tarn-et-Garonne). Diplômé ingénieur de l'Ecole des Arts-et-Métiers d'Aix-en-Provence. Il fait ensuite son service militaire⁴⁰⁶. Employé du cadastre à Verdun-sur-Garonne⁴⁰⁷, mobilisé en septembre 1939, et affecté au 33^{ème} régiment d'infanterie coloniale, puis au service topographique de l'état-major. Démobilisé en juillet 1940, au grade de caporal. En octobre 1940, il se fait embaucher à la Société Forclum (topographe), à Neuvic d'Ussel. Il doit quitter son travail en août 1941, et rentre chez lui à Verdun-sur-Garonne.

Il s'engage à la LVF le 22 octobre 1941 (matricule 3505), avec le grade de caporal, par manque de ressources⁴⁰⁸, et dans le but de faire libérer deux cousins, prisonniers de guerre en Allemagne. Intégré à la 3^{ème} compagnie, à Deba. Evacué le 27 novembre 1941⁴⁰⁹. Après avoir séjourner dans des hôpitaux (Apolda, puis Breslau), où on le déclare atteint de cardiopathie. Il rentre à Versailles et est libéré de son engagement le 25 janvier 1942.

Il trouve un emploi de topographe en mars 1942, et est envoyé à Nancy. Requis pour le STO à deux reprises (juillet, puis septembre 1942), il rentre en zone libre, à Verdun-sur-Garonne. Il entre à la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, comme dessinateur-topographe. Envoyé au centre de Dax, où il reste jusqu'au 6 juin 1944. A cette date, il rejoint le maquis de Castelnau-sur-Auvignon⁴¹⁰. Puis fera partie de la brigade Armagnac.

Arrêté durant une permission, le 2 septembre 1944, à Verdun-sur-Garonne (à la sortie de l'autobus). Jugé le 20 février 1945 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, il est condamné à cinq ans de prison, 5 000 mille francs d'amende et l'indignité nationale à vie. Transféré à la prison d'Eysses en mai. Il écrit au général De Gaulle, demandant un recours en grâce, en insistant sur ses faits de résistance. Il obtient satisfaction, et est libéré le 2 avril 1946. Il reprend son emploi à la S.N.P.A. (à Dax d'abord, puis Toulouse, et enfin Pau en 1949).

Décédé le 1er avril 1966 à Pau.

406 Au 14^{ème} régiment de tirailleurs sénégalais, puis au service géographique de l'armée, au Maroc. Libéré en 1929, il restera deux années de plus au Maroc, comme topographe.

407 Précédemment agent d'assurances, condamné à de courtes peines pour abus de confiance et escroquerie, en 1933.

408 Il avait manifesté l'envie de passer en Angleterre, en essayant de trouver une embarcation à Port-Vendres. Mais son manque d'argent l'en avait dissuadé...

A noter que selon un autre proche, Cazeneuve avait hésité durant un mois avant de s'engager à la LVF. Il avait aussi déclaré qu'il ferait tout pour ne pas combattre.

409 Bien qu'il n'en déclare mot à son procès, il est possible qu'il ait été blessé (au genou) avant le début des combats.

410 Il participa aux combats d'Astaffort (12 et 13 juin 1944).

Pierre CHAUDERON

Waffen-Grenadier der SS

Chef de dizaine de la Franc-garde permanente (Tarn-et-Garonne)

Franc-Garde bénévole (Toulouse - Haute-Garonne)

Promotions :

Franc-Garde : mars 1944

Chef de dizaine (Franc-Garde permanente) : août 1944

Waffen-Grenadier der SS : 06.11.1944

Pierre Antony Chauderon est né le 21 août 1924 à Moissac (département du Tarn-et-Garonne). Il effectue des études techniques à l'école pratique de commerce et d'industrie de Romans (Drôme) de 1940 à l'été 1942. Nanti d'un diplôme (brevet industriel), il est embauché par son père, à Moissac, comme coordonnier-bottier. Convoqué par le STO en novembre 1943, il parvient à éviter le départ en Allemagne en se faisant embaucher à la manufacture de chaussures « Barroussel », à Toulouse, entreprise affiliée au STO.

C'est dans cette ville, que, sous l'influence d'amis, il assiste à diverses réunions de la Milice, où il donne son adhésion comme Franc-Garde bénévole le 15 mars 1944⁴¹¹. Il sera assez actif, présent aux obsèques des miliciens assassinés, aux conférences de Philippe Henriot, à des séances de maniement d'armes, déblaiement et garde d'immeubles détruits par les bombardements, etc.

Il rentre chez lui, à Moissac, fin mai 1944, afin de se faire opérer de l'appendicite. Alors en convalescence, il reçoit la convocation de la Milice du 8 juin 1944. Il ne rejoint le centre de la Milice de Montauban que le 17 juillet 1944, où se trouve déjà un ami à lui et un oncle (Joseph Chaubet). Il n'y reste que six jours, car envoyé à l'école des cadres de Pamiers, qu'il ne quitte que le 15 août⁴¹², quand celle-ci est évacuée et les élèves dirigés à Toulouse. Cantonnés à l'école Sainte-Barbe, siège de la Franc-Garde, ils quittent cette dernière (et la ville) le 19 août. Il suit alors le parcours classique des exilés jusqu'en Allemagne.

Versé à la Waffen-SS en novembre 1944, et affecté comme coordonnier de la 2^{ème} compagnie du *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 58*. Le 28 décembre, il est muté à la compagnie d'état-major de ce même régiment, toujours comme coordonnier. Vu son statut de spécialiste, il ne participa qu'à deux entraînements en rase campagne. Chauderon participe aux combats de Poméranie de février 1945, et connaît la retraite vers Kolberg, au début du mois suivant.

Le 18 mars 1945, ils embarquent de Kolberg pour Stettin, puis Wildflecken, puis Neustrelitz, où la division « Charlemagne » est regroupée⁴¹³. Il déserte avec trois camarades vers le 2 avril 1945, afin de rejoindre les lignes américaines. Il sera fait prisonnier par des éléments de la 11^{ème} division blindée, à Richtenhausen, et passe par divers camps de prisonniers, avant d'être remis aux autorités françaises, le 26 août 1945 à Châlons-sur-Saône. Durant son séjour au camp de prisonnier de cette dernière ville, il se porta volontaire pour la Légion étrangère, afin de combattre le Japon.

Jugé le 21 février 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à quinze ans de travaux forcés et la dégradation nationale. Il se pourvoit en cassation le même jour, et l'arrêt sera cassé en mars. Finalement, il n'est condamné qu'à deux ans de prison et la dégradation nationale, le 15 avril 1946.

411 A noter qu'avant cela, il avait été indicateur pour l'inspecteur Raoul Laurens, membre de l'Armée Secrète ! Les informations fournies par Chauderon avaient permis à plusieurs personnes d'éviter l'arrestation.

412 Il est fort possible qu'il ait été nommé chef de dizaine (ou chef de main?) à l'issue du stage. Le but de l'école étant de former des chefs de dizaine.

413 Chauderon dira n'avoir pas combattu et avoir été évacué par la mer. Mais c'est peu probable, car le 18 mars correspond à la dernière journée de combat des troupes allemandes (dont une compagnie française de la « Charlemagne ») dans la forteresse. Si Chauderon a été embarqué ce jour là, alors il est plus que possible qu'il soit du « dernier carré ».

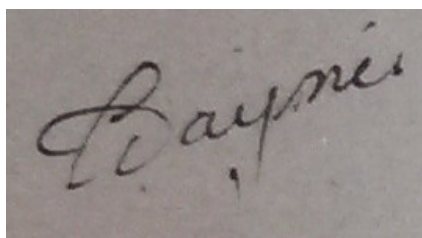
Lucien DAYNÈS

Chef du 4^{ème} Service du SOL (Tarn-et-Garonne)

Lucien Antoine Jean Daynès est né le 8 juillet 1913 à Montauban (département du Tarn-et-Garonne). Négociant à Montauban. Chef du 4^{ème} Service (matériel, transports et habillement) du SOL d'avril à fin décembre 1942⁴¹⁴. Il démissionne à cette date, et est raillé par les chefs d'Ayral et Guilhemsans, qui le traite de dégonflé, et le menace du départ en Allemagne.

Il rendra ensuite des services à des amis de la résistance, et sera même agent de liaison des FFI, sous les ordres du lieutenant-colonel Nil (de l'état-major régional des FFI à Toulouse), du 17 août au 5 septembre 1944. Interrogé par les policiers à son domicile le 3 septembre 1944, et laissé en liberté, à condition qu'il se rende de lui-même une semaine plus tard. Ce qu'il fait, il est mis en état d'arrestation, et sera interné au camp de Septfonds.

Jugé le 3 décembre 1944 par la Chambre civique du Tarn-et-Garonne et condamné à l'indignité nationale (il en sera relevé).

A photograph of a handwritten signature in dark ink on a light-colored, slightly textured paper. The signature is written in a cursive, flowing style and appears to read 'Lucien Daynès'.

414 Son frère René s'occupait du 2ème Service.

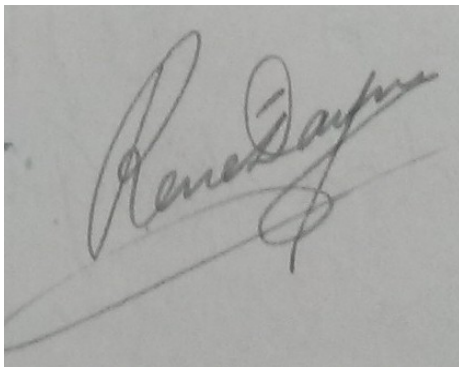
René DAYNÈS

Chef du 2^{ème} Service du SOL (Tarn-et-Garonne)

René Marie Jean Daynès est né le 28 juillet 1910 à Montauban (département du Tarn-et-Garonne). Chef du 2^{ème} Service du SOL d'avril à fin décembre 1942, démissionnant au même moment que son frère Lucien. Marchand de bois en gros à Montauban, il disposait de plusieurs hangars et remises, qui lui permettront de cacher du matériel et des véhicules pour le compte de la Résistance, dès l'occupation de la zone sud.

Il sera membre des FFI, servant comme sergent dans la compagnie A (lieutenant-colonel Mayenson) du 20 août au 2 septembre 1944. Il est prié de se rendre à Montauban par la police, et est mis en état d'arrestation le 4 septembre 1944. Jugé le 4 janvier 1945 par la Chambre civique du Tarn-et-Garonne et condamné à l'indignité nationale, il en sera relevé grâce à son activité résistante.

Passionné de photographie, il créa « L'amicale des photographes montalbanais », pratiquant assidûment cette passion de 1947 à 1952⁴¹⁵. Il reviendra à sa passion durant ses années de retraite. Un de ses clichés, pris en 1947, intitulé « L'effort – pêcheur de sable » fut retenu (parmi près de 25 000 autres) lors du grand concours de La Poste⁴¹⁶, en 2002, qui en fit un timbre devenu célèbre, tiré à quatre millions d'exemplaires. Il est décédé au début de l'année 2009⁴¹⁷.



415 Il avait refusé un poste aux studio Harcourt, à Paris. Daynès n'avait pas voulu quitter Montauban, où il avait déjà son commerce et sa famille.

416 Le thème étant « La vie quotidienne des Français au XX^{ème} siècle ». Le cliché fut pris à Cap-Breton.

417 L'on pourra trouver plus d'informations sur son œuvre sur le site « cotesudmemoirevive.com ». La photo jointe à la biographie en est tirée.

Adrien DOUMERGUE

Légionnaire / Soldat

Adrien Doumergue est né le 9 avril 1905 à Montauban (département du Tarn-et-Garonne). Mobilisé au 615^{ème} régiment de pionniers, sur le front italien, en 1940. Il reprend son travail de journalier agricole, près de Tarbes, puis se fait embaucher dans une briquetterie de Tarbes.

Il s'engage à la LVF dans cette dernière ville, le 18 août 1941, comme simple légionnaire (matricule 2186). Affecté à la 6^{ème} puis à la 2^{ème} compagnie (à compter du 25 septembre 1941), et enfin à la 8^{ème} compagnie (à partir du 14 octobre), unité avec laquelle il monte en ligne. Réformé pour blessures et pieds gelés, le 20 mars 1942. Il arrive à Versailles six jours après, et son contrat est résilié le 1^{er} avril.

Après un bref séjour sur Agen, il se porte volontaire pour le travail en Allemagne fin avril 1942. Il travaille ainsi comme manœuvre dans une gare jusqu'en juin 1943, date où il bénéficie d'une permission mais décide de ne pas revenir en Allemagne. Il se fixe alors à Lamothe-Capdeville, où il trouve un emploi de journalier. Un beau jour d'octobre 1943, alors qu'il se trouve dans un café, il est interpellé par des policiers allemands. Ces derniers, se montrant compréhensifs étant donné le passé d'ex-légionnaire de Doumergue, lui proposent de signer un nouveau contrat de travailleur⁴¹⁸.

Envoyé à Eger, en Bohême, où il reste jusqu'en avril 1945 et l'arrivée des américains. Rentre en France comme rapatrié du STO, il se fixe à Miramont, où il est arrêté par les gendarmes le 27 mai 1945, au retour de la chasse. Jugé le 14 janvier 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à un an de prison, 1000 francs d'amende et l'indignité nationale.

Guy GOLDRÉE-BOILEAU De LACAZE

Franc-Garde permanent (Tarn-et-Garonne)

Franc-Garde bénévole (Moissac - Tarn-et-Garonne)

Guy Jean Goldrée-Boileau De Lacaze est né le 22 août 1919 à Toulouse (département de la Haute-Garonne)⁴¹⁹. Il abandonne ses études secondaires au lycée de Tarbes, afin de s'occuper de la propriété de son père, à Plaisance (Gers).

Agent d'affaires à Moissac (il avait racheté un cabinet en 1941), il adhère à la Milice en juillet 1943, sur conseil du chef Roudié, pour éviter le départ au STO. Peu assidu aux réunions, il est critiqué par le chef Roudié, en octobre 1943, qui le menace de le faire partir au STO. De Lacaze accepte alors de suivre un stage de quinze jours à l'école des cadres d'Uriage.

Répond à l'appel de mobilisation le 7 juin 1944 (sur pression de ses supérieurs), et quitte Moissac. Il est affecté à la Franc-Garde permanente de Montauban. Semble t-il mécontent de cette nomination, il regagna Uriage afin de demander sa radiation (auprès du chef De Vaugelas), puis tente de gagner Limoges pour retrouver ce dernier. Ne pouvant y arriver à cause du climat insurrectionnel, il s'arrête à Vichy, où il arrive le 30 juillet 1944 (en compagnie des miliciens Jean Barrau et Jean De La Forest-Divonne). Il séjourne à l'Hôtel National, puis à la villa d'Angers (16 rue Rambert). Quitte Vichy tout seul, par train, le 22 août 1944, et gagne Paris⁴²⁰.

Arrêté dans la capitale française le 28 août 1945, il y exerçait un travail de courtier-publiciste. Interné à Fresnes⁴²¹. Jugé le 20 décembre 1945 par la Chambre civique de Toulouse, et condamné à dix ans d'indignité nationale.

418 C'est du moins la version des faits présentée par Doumergue à son procès.

419 Son père est Henri Goldrée-Boileau De Lacaze, qui ne fut pas membre de la Milice. A noter qu'ils n'ont pas de lien de parenté avec les Botet De Lacaze (miliciens du Lot-et-Garonne).

420 Il remplit peut-être un rôle subalterne au Secrétariat général de la Milice de Vichy en août 1944, mais il n'a pas été possible de le prouver.

Il faut dire que les explications de Lacaze sont assez bancales sur certains points, et que son dossier en justice est quasi-vide.

421 Condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse, le 30 août 1945.

René JAMPY-SICRES

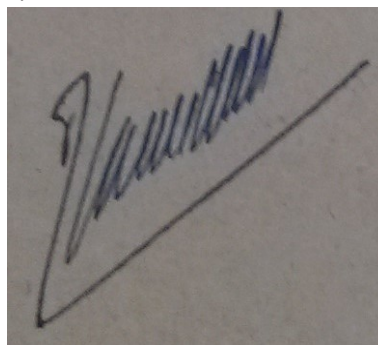
*Inspecteur de police au Secrétariat Général du Maintien de l'ordre (Vichy)
Chef du 2^{ème} Service de la Milice Française (Tarn-et-Garonne)
Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Montauban - Tarn-et-Garonne)*



René Jampy-Sicres est né le 13 mai 1904 à Toulouse (département de la Haute-Garonne)⁴²². Il effectue sa scolarité au gré des déplacements de ses parents, à Toulouse, Nantes puis Tunis, où il est élève au lycée. Il fait ensuite trois années d'études de dentiste à Paris. Suite à des revers de fortune de sa famille, il doit interrompre ses dernières, et devance l'appel en 1925. Incorporé au 5^{ème} groupe d'artillerie de Tunis. Après ses dix-huit mois de service, entre comme agent d'assurances pour la compagnie « L'Union », à Philippeville.

Il regagne la métropole fin 1933, et s'installe à Toulouse, travaillant comme manutentionnaire à l'O.N.I.A (qu'il ne quittera qu'en 1941). Mobilisé en septembre 1939 comme brigadier au 117^{ème} R.A.L. Il monte en ligne en Alsace, puis dans l'Aisne, dirigeant une batterie de tir de 105. Il refusa d'être placé en affectation spéciale à l'O.N.I.A., préférant rester dans les rangs.

Il bouge pour Montauban début 1942, son grand-père ayant acheté un magasin (« Les Galeries Modernes »), et emploie Jampy-Sicres et sa femme. Membre de la LFC, puis du SOL, comme chef de dizaine. Chef de trentaine du SOL puis de la Franc-Garde bénévole à Montauban. Il passe chef du 2^{ème} Service, en décembre 1943. Il établit une centaine de fiches de renseignements sur des suspects politiques, avec l'aide d'informations apportées par les miliciens (ces derniers devant surveiller certains individus). Il n'était pas rémunéré pour cette fonction.



⁴²² Son père (nommé Jampy), pharmacien boulevard Carnot à Toulouse, étant décédé en 1906, et sa mère s'étant remariée avec un monsieur Sicres (employé de la Société Générale, il finira directeur de l'agence de Castelsarrasin, au moment de sa retraite en 1942) qui adopta le jeune René, ce dernier portait donc les deux patronymes.

Démissionne de la Milice fin mars 1944, pour raisons de santé (atteint de tuberculose pulmonaire) et car la tournure prise par la Milice ne l'inspirait plus⁴²³. Il entre comme inspecteur de police auxiliaire au secrétariat général du Maintien de l'ordre, à Vichy. Le chef Marionnet (qui l'a « pistonné » à cet emploi) le charge de vérifier la validité des permis de séjour des personnes de la région, et en cas de fraude, de faire interner les personnes. A partir du mois de mai, Jampy-Sicre entre au service relations franco-allemandes⁴²⁴, chargé des ausweis pour les véhicules naviguant entre Paris et Vichy. Son salaire était de 4500 francs mensuels.

Il est arrêté par les FFI le 26 août 1944, devant l'hôtel Thermal, à Vichy⁴²⁵. Il est transféré au camp du Vernet. Jugé le 23 mai 1945 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, et condamné à sept ans de prison et l'indignité nationale.

René LE PLAT

Chef de trentaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Villemade – Tarn-et-Garonne)

René Le Plat est né le 2 février 1916 à Inor (département de la Meuse). Secrétaire au ravitaillement à la mairie de Villemade, où il était réfugié depuis l'armistice de juin 1940.

Chef de trentaine du SOL puis de la Franc-Garde bénévole du canton de Villemade⁴²⁶. Il recrute au moins une dizaine de membres. Démissionne le 18 juin 1943. Il tente de s'engager dans les FFI de Montauban à la Libération. Il sera arrêté presque immédiatement, le 25 août 1944.

Jugé le 20 mars 1945 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne⁴²⁷, et condamné à quinze ans de travaux forcés et l'indignité nationale. Son appartenance à la Milice fut peu évoquée, et lui fut surtout reprochée le fait d'avoir fait tomber du matériel de guerre entre les mains allemandes.

423 Dès décembre 1943 il avait songé à démissionner, mais il aurait reçu des pressions, voire des menaces directes, de la part du chef Guilhemsans.

424 Sous la direction du commissaire Roussel.

425 On avait voulu l'incorporer dans les rangs de la Milice, en août, allant jusqu'à le menacer. Jampy-Sicres refusa.

426 Il est possible qu'il n'ait été que chef de trentaine-adjoint...

427 Huit autres hommes comparaissent, pour certains membres de la Milice également. Ils écoupent de peines bien moins lourdes.

Alfred LINA

Membre de la Milice Française (Tarn-et-Garonne)

Alfred Édouard Jules Lina est né le 7 janvier 1894 à Matton (département des Ardennes). Vétéran de la guerre 14-18⁴²⁸, qu'il finit lieutenant de réserve de la Légion étrangère. Titulaire de la *Croix de guerre* (deux citations)⁴²⁹ et *Chevalier de la Légion d'honneur*⁴³⁰. Démobilisé en novembre 1919, comme lieutenant, pensionné à 25% (blessé deux fois).

Il exerce le métier de représentant de commerce à Nègrepelisse⁴³¹. Mobilisé en septembre 1939, comme capitaine, chef de compagnie au 214^{ème} régiment d'infanterie, à Toulouse. Hospitalisé à Clermont-Ferrand pour raisons de santé le 28 mars 1940. Il quitte la ville avant l'arrivée des allemands, regagnant Montauban par ses propres moyens. Démobilisé en août 1940.

Il travaille ensuite plus d'un an comme comptable-magasinier à la Croix Rouge à Montauban, puis part comme travailleur volontaire en Allemagne, le 4 octobre 1942. Il effectuera le métier de comptable pour la société Siemens, à Berlin. Rentré en France le 15 novembre 1943, il se repose un mois, puis devient comptable pour la commission allemande de la Main d'oeuvre à Montauban, afin de ne pas devoir repartir pour le STO. Il dirigeait un petit groupe de français, chargés notamment de rechercher les réfractaires du STO. Lina quitte cet emploi en mai 1944⁴³², puis travaille comme représentant de maroquinerie.

Le 8 juin 1944, il écrit à l'inspecteur régional de la LVF d'Agen, pour faire une demande d'engagement⁴³³. Ne pouvant la rejoindre, il fait une demande d'engagement dans la Milice, en écrivant directement à Darnand, le 13 juin. Mais demande comme condition de servir en dehors de Montauban. Le chef Salmon lui répond le 23 juin, lui demandant de se mettre en rapport avec le chef départemental du Tarn-et-Garonne. Il ne semble pas que Lina ait rejoint une unité Franc-Garde, mais il aurait donné des renseignements au SD de Montauban, et touché des sommes d'argent...

Jugé par le Tribunal militaire de Montauban. Lui seront reprochés son adhésion (tardive et peu fructueuse) à la Milice, et le fait qu'il ait pris contact avec le SD en avril-mai 1944, afin de gagner de l'argent en débusquant les titulaires de fausses cartes d'identités⁴³⁴. Fusillé le 19 septembre 1944 à Montauban, lieu-dit « Beausoleil-Bas ».

428 Engagé volontaire en août 1914, monte au front comme caporal en décembre 1914. Blessé à l'omoplate dans l'Argonne le 22 février 1915, et évacué sur Montauban. Après sa guérison, il rejoint le 48^{ème} R.I en octobre 1915, comme sergent.

Fin 1916, il est envoyé à l'école de Saint-Maixent, dans une école d'élèves aspirants. Nommé aspirant après six mois, rejoint le 48^{ème} R.I, et est blessé au bras gauche. Hospitalisé à Carcassonne. Fin 1917, il se porte volontaire pour le 1er Régiment de marche de la Légion étrangère (colonel Rollet), comme sous-lieutenant.

429 Une à l'ordre du régiment, et l'autre à l'ordre de la division.

430 Cette décoration lui fut attribuée en mars 1932, et nommé capitaine en 1933.

431 Il faisait ce métier depuis 1920, avec toutefois une période où il vécut à Reims (entre 1925 et 1930).

432 Il fut apparemment congédié car il avait refusé de convoier un groupe de requis à Paris, et qu'il avait aidé une dizaine de personnes à se soustraire au STO.

433 « J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en raison du grave péril qui menace notre France, je me décide à reprendre du service, et pour cela faire, je voudrais contracter un engagement d'un an à la LVF. »

434 Sa femme et sa fille, très belles et élégantes, étaient connues à Montauban. Elles auraient entretenu des relations avec des officiers allemands, la fille étant elle-même fiancée à un officier SS (Lina l'aurait mise à la porte vers le 15 août 1944, après l'avoir appris). Ces faits seront bien sûr reprochés à Lina.

Comme défense, il arguera qu'il avait grand besoin d'argent pour entretenir le train de vie de sa famille. A noter qu'il était réputé pour s'adonner à la boisson.

Léopold LONGUEVILLE

SS-Frw. Schütze

Franc-Garde permanent (Tarn-et-Garonne ; Haute-Vienne)

Léopold Longueville est né le 15 avril 1921 à Durfort (département du Tarn-et-Garonne). Engagé volontaire en octobre 1939, et affecté au 12ème régiment d'artillerie coloniale, à Agen. Démobilisé début août 1940. Il retourne habiter chez ses parents, à Durfort. Il travaille comme manœuvre, puis dans une distillerie.

Franc-Garde à Valence d'Agen depuis octobre 1943 au moins, il se porte volontaire pour être envoyé en Haute-Savoie, en février 1944 (aurait transité par la Franc-Garde de Tonneins). Rentré à Valence d'Agen à la mi-avril 1944, il rejoint la Franc-Garde permanente de Limoges⁴³⁵.

Engagé dans la Waffen-SS courant juin 1944 (il semble s'être lassé de la Milice), et envoyé au camp de Sennheim⁴³⁶. Versé à la brigade « Charlemagne » en novembre 1944, il clamera n'avoir pas combattu et avoir déserté en avril 1945, et s'était rendu à Berlin. Il fut arrêté par la Sécurité militaire, à Charleville, le 6 juin suivant.

Jugé le 23 janvier 1946 par la Cour de justice de Toulouse, il est condamné à vingt ans de travaux forcés, la dégradation nationale et la confiscation de ses biens. Atteint de tuberculose durant sa détention, il décède à l'hôpital d'Albi le 5 mai 1946.

435 Il affirma à son procès s'être engagé dans la Franc-Garde permanente de Limoges vers le 15 mai 1944. Ce qui est probable, car sa femme recevra plusieurs lettres, postées de Thiviers (en Dordogne).

Des témoins affirmeront qu'il n'a quitté Valence d'Agen pour Montauban qu'en juin !

436 A son procès, il affirma avoir déserté de la Franc-Garde de Limoges le 20 juin 1944, et s'être fait arrêté par le SD, à Paris, le 30 juin, qui lui offrit ensuite le choix de s'engager dans la Waffen-SS pour éviter le camp de concentration.

Lucien QUÉREILHAC

*Secrétaire départemental de la LVF (Tarn-et-Garonne), Membre du PPF
Adjudant / Feldwebel*

Promotions :

Soldat

Caporal : 1929, 1934

Sergent : 1937

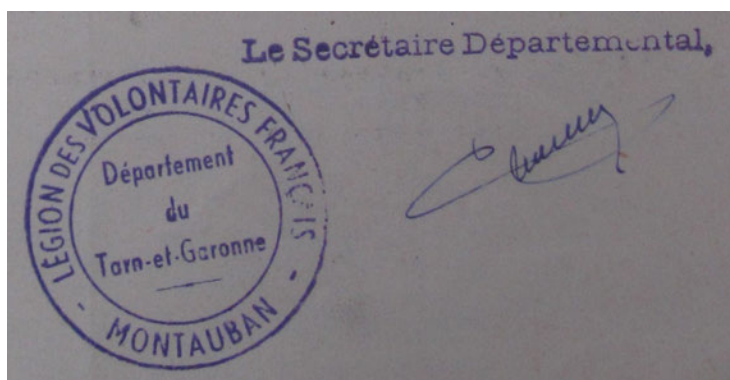
Unteroffizier : septembre 1941

Adjudant / Feldwebel : février 1943⁴³⁷

Lucien Jean Bernard Quéreilhac est né le 10 mars 1910 à Mirabel (département du Tarn-et-Garonne). Après des études au collège de Moissac, il passe le concours de surnuméraire des PTT, en 1926. Sa nomination tardant à venir, il s'engage en 1928 au 18^{ème} R.T.S., à Montauban. Promu caporal, il est cassé de son grade pour avoir détourné trente boîtes de nourriture, et condamné à six mois de prison (remis à deux) le 20 juin 1930. Il est muté au 14^{ème} R.T.S., à Mont-de-Marsan. Il sert en Indochine de 1930 à 1933, comme soldat au 11^{ème} R.I.C.

De retour en métropole, affecté au 42^{ème} B.B.M., à Pamiers. Passe le concours d'infirmier à Marseille, en 1936, et passe dans le cadre des infirmiers coloniaux. Affecté à Djibouti de 1938 à juin 1940. Revenu en métropole après l'armistice, il est affecté comme sergent infirmier dans les camps de Souge, Rivesaltes puis Fréjus. Il se met en congé d'armistice en février 1941⁴³⁸ et part à Montauban retrouver sa femme. Il travaille comme infirmier à l'hôpital puis comme comptable du 3^{ème} régiment de Hussards.

Son couple battant de l'aile⁴³⁹, il s'engage à la LVF en septembre 1941, comme sergent infirmier. Il participe aux combats du premier hiver, en décembre 1941. Blessé dans un combat contre les partisans (une balle à la main et une autre à la cuisse) le 15 novembre 1942, et évacué dans un hôpital militaire, où il reste jusqu'en février 1943. Réformé (avec probablement le grade d'adjudant), il rentre en France, et est nommé secrétaire départemental de la LVF du Tarn-et-Garonne au mois d'avril.



Appointé 3800 francs, son salaire passe à 6000 francs en novembre 1943. Son activité sera assez terne, on lui reprochait le peu d'adhérents⁴⁴⁰, son manque de contacts avec la préfecture, et son penchant pour la boisson. Il adhère également au PPF.

437 Il dira à son procès avoir été proposé pour ce grade avant d'être démobilisé, et l'avoir refuser ! Peu probable...

438 Durant son temps aux armées, il fut décoré de la *Croix de guerre T.O.E.*, de la *Médaille militaire* (par ancienneté) et de la *Médaille coloniale* avec l'agrafe « Côte des Somalis ».

439 Marié depuis 1937, il ne s'entendait pas avec sa belle-famille. Et son beau-père avait refusé qu'il reprenne l'épicerie familiale, en 1941.

Le divorce sera prononcé en 1944.

440 Quand aux volontaires pour la LVF proprement dite, il n'y en aurait eu que cinq ou six sous Quéreilhac.

Il est arrêté pour tentative d'escroquerie⁴⁴¹, sans doute fin mars 1944⁴⁴², alors qu'on venait de lui signifier sa mutation (à titre disciplinaire) au poste de « délégué adjoint de la LVF à Toulouse ». Il est condamné à un an de prison par le tribunal correctionnel de Montauban, le 2 juin 1944.

Jugé le 28 novembre 1944 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, il est condamné à vingt ans de travaux forcés, la dégradation nationale à vie et la confiscation de ses biens.

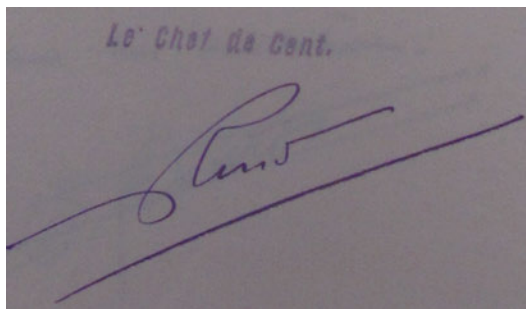
Quéréilhac est décédé le 25 juillet 1989 à Créteil.

Henri RENARD

Chef de centaine du SOL & de la Franc-Garde bénévole (Valence d'Agen – Tarn-et-Garonne)

Henri Renard⁴⁴³ est né le 12 octobre 1897 à Roquecor (département du Tarn-et-Garonne). Capitaine, il se fixe avec sa femme à Saint-Bauzeil en 1933. Chef de la 4^{ème} centaine (arrondissement de Valence d'Agen) du SOL puis de la Franc-Garde bénévole du Tarn-et-Garonne.

Il participe activement à des actions contre les maquis, notamment en pays de Serres. Il est capturé et fusillé en même temps que son chef d'Artenset, alors qu'ils circulaient en voiture sur la commune de Montbeton, le 16 juin 1944⁴⁴⁴.



441 Un agent du SD de Montauban (le dénommé Pierre Laurent), chargé de dénicher les caches de matériel et d'armes issue de l'armée d'armistice, avait pris contact avec lui afin de lui demander son aide, et de le pryer grassement pour cela.

Quéréilhac prit contact avec le chef résistant Escaffré, qui ainsi fit sauter un camion afin qu'il ne tombe pas entre les mains allemandes.

Plus tard, Laurent obligea Quéréilhac (ce dernier accepta pour ne pas avoir à dévoiler ses liens avec la Résistance) à monter une escroquerie au préjudice d'un homme, qui les dénonça à la police.

Quéréilhac avertit également plusieurs personnes de l'imminence de leur arrestation par la police allemande. Ces gens purent ainsi se mettre à l'abri. Il avait également donné des documents précieux concernant la LVF à Escaffré, dont le sceau de l'organisation, et même une fausse carte de délégué !

442 A son procès, Quéréilhac dira avoir été arrêté en avril 1944. Or, un document montre qu'au 3 avril de ce mois, Dechambe occupait déjà le poste ! On peut donc en déduire que Quéréilhac fut démis fin mars au plus tard.

443 Dénommé « Renart » par André Lacombe, historien local. Il s'agit d'une erreur.

444 Selon André Lacombe, Renard aurait imploré la pitié à ses bourreaux.

Albert REPOS

SS-Frw. Schütze

Albert André Repos est né le 17 novembre 1920 à Beaumont-de-Lomagne (département du Tarn-et-Garonne). Domicilié à Castelsarrasin, dans le Tarn-et-Garonne, il travaille comme fossoyeur, avec son père. Engagé dans l'armée française en 1941, démobilisé après novembre 1942.

Appelé au STO le 22 mars 1943, il travaille dans une usine de scies à métaux, à Remscheid. Il s'engage dans la Waffen-SS le 29 janvier 1944⁴⁴⁵. Il semble avoir combattu en Galicie en août 1944, et peut-être en Poméranie⁴⁴⁶.

Parvient à rentrer chez lui peu après la guerre. Il sera arrêté le 22 mai 1945, par la gendarmerie. Condamné à cinq ans de prison et la dégradation nationale par la Cour de justice de Toulouse le 5 septembre 1945⁴⁴⁷.

445 Il se serait évadé en septembre 1943, et fut repris par les allemands. Emprisonné trois mois, il fut menacé d'exécution, et il n'aurait eu que la Waffen-SS comme alternative (il aurait rencontré des Waffen-SS français, qui le convainquirent...).

Cette version est douteuse (mais pas impossible), car un camarade du STO déclara que Repos avait longuement réfléchi avant de s'engager dans la Waffen-SS. De plus le père de Repos était très fier de son fils, montrant une photo de ce dernier en uniforme allemand dans un bistrot (ça se passait en avril 1944) ! Le père déclara également : « Je ne regrette qu'une chose c'est de ne pas être plus jeune, car sans cela je ferais comme mon fils. »

446 Il prétendit avoir déserté de son unité peu après les combats de Galicie, et avoir rejoint les lignes alliées. Allégations totalement gratuites et invérifiables, Repos ne donnant aucune date ou précisions utiles sur son parcours ! Tout laisse à penser qu'il « déserta » effectivement durant la débacle de Poméranie, en mars 1945.

447 D'une manière incompréhensible, il fut condamné à mort par contumace par la Cour de justice de Toulouse le ... 4 janvier 1946 !

Paul RUFFIÉ

Sergent / Unteroffizier

Promotions :

Brigadier : 1937

Brigadier-chef : 1938

Maréchal-des-logis : 1939

Unteroffizier : 1941

Paul Ruffié est né le 10 septembre 1917 à Bourg-de-Visa (département du Tarn-et-Garonne). Apprenti serrurier de 1932 à 1936, date où il s'engage au 117^{ème} régiment d'artillerie. En 1940 il se porte volontaire pour entrer dans la 58^{ème} brigade de chasseurs de chars. Décoré de la *Croix de guerre* avec une citation (à l'ordre de la brigade). Démobilisé le 19 juillet 1940 à Moissac. Il se fait embaucher dans la Compagnie Electrique Pyrénéenne.

Engagé à la LVF à une date non connue (probablement octobre 1941), soi-disant pour se sortir d'une histoire sentimentale avec une femme⁴⁴⁸. Il passe par Versailles, suit l'instruction à Deba, mais regrettant son acte, il parviendra à se faire démobiliser pour inaptitude à Smolensk (novembre 1941)⁴⁴⁹ alors que l'unité est en route pour le front. Revenu à Versailles, on lui propose de devenir sous-officier d'instruction, mais il repousse l'offre. Définitivement démobilisé courant janvier 1942.

Après avoir travailler comme ouvrier chez un industriel, à Moissac, il rejoint les Gardes Voies et Communications, à Moissac, le 20 septembre 1943. Il rejoint l'unité FFI « Brigade Claude » le 14 août 1944, comme maréchal-des-logis, chargé de plusieurs missions de reconnaissance périlleuses (sur les ponts de la Garonne). Participe à la libération de Toulouse. Démobilisé, il retourne aux Gardes-Voies, mais apprend que son unité est dissoute. Il est alors mis à la disposition d'un colonel, à Hendaye.

Alors qu'il bénéficie d'une permission, il est arrêté à Moissac, le 27 septembre 1944. Jugé le 19 février 1945 par la Cour de justice du Tarn-et-Garonne, il est condamné à six mois de prison et quinze ans d'indignité nationale.

448 La femme en question se reconnaîtra en lisant l'article dans La Dépêche. Elle écrira aux autorités, déclarant qu'elle fréquentait Ruffié depuis 1940, et que si celui-ci est parti, c'est de son plein gré. Elle dira aussi aux enquêteurs que Ruffié est resté trois mois à la LVF, avant de se faire réformer pour maladie (et non pas trois semaines, comme il le déclara à la justice).

449 Dans une déclaration, il clamera avoir été démobilisé au camp de Deba, peu de temps après son arrivée.

Mais le témoignage d'une personne qu'il a connu semble montrer que Ruffié est bien allé jusqu'à Smolensk, selon une déclaration qu'il aurait faite à cette personne.

Paul SARDA

Chef du Service de renseignements du PPF (Tarn-et-Garonne)

Paul Sarda est né le 21 mai 1917 à Castelsarrasin (département de l'Aude). Étudiant avant-guerre, il était membre de l'Union Syndicale des Etudiants. En janvier 1939, il est sollicité par son syndicat, pour fournir des soins à titre bénévole aux réfugiés espagnols, sous l'égide de la « Croix bleue », organisme rattaché au Secours rouge international.

Mobilisé le 16 septembre 1939, envoyé à Bordeaux, puis à Bar-le-Duc, comme médecin auxiliaire. Affecté en mai 1940 au groupe sanitaire du secteur fortifié de Savoie. Après l'attaque italienne, il est affecté sur sa demande au 6^{ème} bataillon de chasseurs mitrailleurs, avec lequel il combat quatre jours. Démobilisé à Grenoble en août 1940, il rejoint Toulouse, dans l'espoir de retrouver ses anciens camarades d'avant-guerre.

Il s'installe en novembre 1940 à Castelsarrasin, où il ouvre un cabinet médical. Adhère à la LFC vers avril 1941. Réalisant que cet organisme ne peut rien changer à la situation sociale (notamment celle des ouvriers de l'usine des Métaux de la ville), il adhère au SOL dès sa formation, pensant qu'il s'agit d'un mouvement plus révolutionnaire. Il en démissionne assez vite, écoeuré de l'attitude de certains SOL venus de Montauban.

Il est sollicité pour entrer au PPF courant 1942, et devient chef du Service de renseignements de ce parti à la fin de l'année. Il était chargé de surveiller l'activité maquisarde naissante. Il aura au moins cinq hommes sous ses ordres⁴⁵⁰. En juillet 1943 il est envoyé en mission en Corrèze par le capitaine Paris (chef régional du Service de renseignements du PPF à Toulouse), afin d'observer les mouvements de troupes maquisardes. Il envoyait deux ou trois rapports par mois à Toulouse, sur la situation du Tarn-et-Garonne. Sa solde était de 2000 francs par mois, mais il en reversait la moitié à l'agent Lavigne.

Condamné à mort par le Tribunal militaire de Montauban le 7 septembre 1944, il est fusillé le lendemain.

450 Au départ, ils étaient seulement deux : Lavigne (de Castelsarrasin, matricule YS 201) et Cruzel (de Moissac, YS 202). Plus tard seront recrutés : Miramont (de Castelferrus, matricule YS 203), madame Darches (YS 1) et Paul Buffa (YS 3). L'indicatif de Sarda était YS 2.

ANNEXES & DOCUMENTATION

- Lettre du *Corpo Volontari della Liberta Division Alpona ci Waltellna* au Bataillon Français de la Milice, 21 avril 1945
- Lettre du Commando S.A.P à Tirano au commandant du camp de concentration des prisonniers de guerre français à Plaisance, 8 mai 1945
- Sièges et permanences des mouvements de la Collaboration : Haute-Garonne, Ariège, Tarn, Tarn-et-Garonne
- « Alerte Miliciens », par Joseph Darnand
- Cours politiques SOL
- Combats numéros 6, 7, 8 (extraits choisis)

Lettre du commandant du C.L.N (*Corpo Volontari della Liberta Division Alpona ci Waltellna*) au Bataillon Français de la Milice, 21 avril 1945

« Dernier avertissement aux Français,

Vous êtes venus comme ennemis dans nos montagnes, où nous voulons défendre nos jeunes gens que les fascistes envoyaient en Allemagne comme bétail humain ; nos maisons que les fascistes incendient de la façon la plus bestiale et stupide, nos centrales électriques que les boches veulent faire sauter comme partout où ils quittent nos territoires occupés, en plongeant des centaines de milliers d'ouvriers dans le chômage, des régions immenses dans le froid, dans l'obscurité et la misère.

Si l'on vous dit que nous sommes des communistes, l'on vous a menti ; nos formations s'appellent « Justice et Liberté » et nous voulons bâtir, non détruire ; empêcher les destructions et non provoquer de nouveaux troubles et destructions matérielles et morales.

On nous dit que vous vous êtes indignés pour vos morts qui ont été trouvés dans les chantiers de la centrale de Grosio ; mais c'est nous, ce sont nos formations qui ont le droit d'être indignées.

Savez-vous exactement ce qui s'est passé ?

Sept de vos hommes se sont rendus, personne ne les a touchés, et quatre étaient déjà montés dans le wagon [illisible] d'où ils auraient été dirigés en Suisse.

D'un coup, un des prisonniers a arraché l'arme qu'un de nos hommes (qui lui tournait le dos en toute confiance et tranquillité) tenait sous le bras et l'a abattu.

Ce geste injustifié de trahison a naturellement provoqué l'indignation et la réaction de nos hommes ; c'est ainsi que vous avez eu des morts inutiles, et que la méfiance la plus justifiée règne à votre égard. Vous avez violé les lois de la guerre, vous avez perché des hommes sur les clochers, vous les avez logés dans les églises.

Le dernier avertissement et conseil que nous vous donnons est de vous en aller. En Suisse, c'est le seul endroit qui vous convient.

Les autorités suisses se sont engagées à vous accepter ; nous vous escorterons, en vous garantissant la vie.

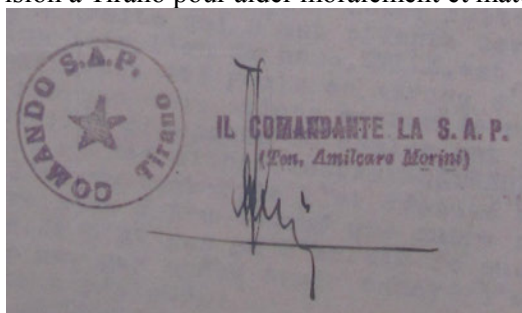
Si vous n'acceptez pas, tant pis pour vous ; vous partagerez le sort des nazis-fascistes. »

Lettre du Commando S.A.P à Tirano au commandant du camp de concentration des prisonniers de guerre français à Plaisance, 8 mai 1945

« Le Commandant du bureau S.A.P à Tirano, certifie que le Bataillon français dissous en Haute-Valtelline s'est comporté d'une manière absolument correcte. Cette unité, par son attitude dans les combats, a mérité et obtenu des divisions alliées les honneurs des armes. La population est unanime à reconnaître la parfaite correction individuelle et collective de ce bataillon.

Il ajoute que le lieutenant De Pous qui commandait la garnison française de Grossotto, a, dès les premiers jours de sa permanence, contribué par tous les moyens à sa disposition à assurer le ravitaillement de la population, rendu très difficile par les circonstances de la guerre, et a énergiquement protesté contre les violences et les réquisitions illégales des autres unités qui se trouvaient dans la garnison, réussissant finalement à les faire cesser.

Le Commandant américain ayant eut connaissance des faits exposés ci-dessus a fait tout le possible durant le séjour de la susdite division à Tirano pour aider moralement et matériellement les prisonniers.



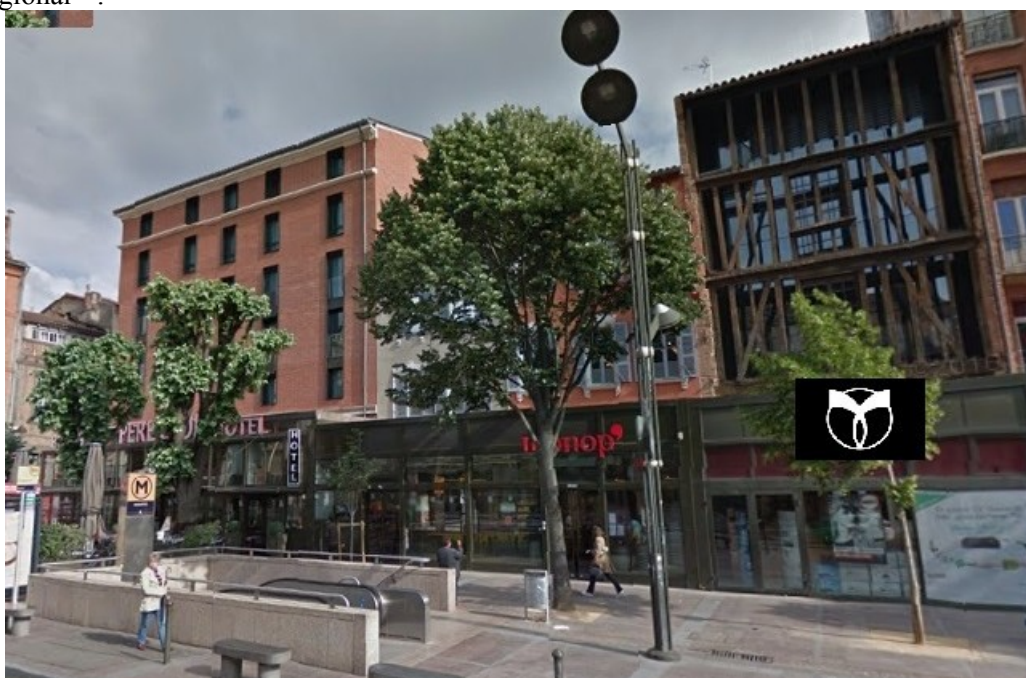
Siège et permanences de la HAUTE-GARONNE

SOL & Milice Française

1. Durant toute la période Milice (février 1943 à août 1944), le siège régional se situe au 34 rue Bayard, à Toulouse.



2. Tardivement dans l'année 1944, le 6 place Esquirol (à Toulouse) fut aussi occupé par l'échelon régional⁴⁵¹.



⁴⁵¹ Source : PV de Marcel Chaudon (secrétaire régional).

3. A l'époque du SOL, le siège départemental se situe au 55 allée Jean Jaurès, à Toulouse.



4. Dès la création de la Milice, le siège départemental déménage au 11 rue Alexandre Fourtanier⁴⁵². Il y restera jusqu'à la Libération.



⁴⁵² Si la rue ne semble pas avoir beaucoup changée, le numéro 11 lui n'existe plus (le numéro le plus élevé de la rue est le 7, qui est un bâtiment moderne...).

5. La villa des Rosiers, située au 125 avenue Jean Rieux à Toulouse⁴⁵³, sert de permanence secondaire durant l'époque SOL et Milice. Elle servait notamment d'école de formation, puis de regroupement pour les Francs-Gardes mobilisés en juin 1944.



5. Le Château Bertier, situé sur la commune de Pinsaguel, servit de lieu d'instruction militaire des Francs-Gardes jusqu'à mi-juillet 1944.



453 Cette vieille bâtisse toulousaine appartient aujourd'hui à la commune, qui en a fait une maison de quartier.



6. L'école Sainte-Barbe⁴⁵⁴, située 19 boulevard Armand Duportal à Toulouse, servira de cantonnement pour la Franc-Garde permanente départementale, en juillet-août 1944. Peu avant la Libération, elle sert également comme lieu de regroupement des miliciens de la région et de leurs familles.



454 Aujourd'hui le Lycée Sainte-Marie de Saint-Sernin.

Parti Populaire Français

1. Jusque vers la fin de l'année 1943, le siège du PPF se situe au 46 allée Jean Jaurès, à Toulouse.



2. La permanence départementale se situe au 46 rue du Languedoc (Toulouse) en 1943-1944.



3. Le siège du GAJS se trouvait à la villa Les Palmiers, située 16 rue Bégué David, à Toulouse.



Rassemblement National Populaire

1. La permanence était située rue Lafayette, à Toulouse.

Francisme

1. A partir de la fin de l'année 1942, la permanence départementale était située au 28 boulevard de Strasbourg, à Toulouse.



Groupe Collaboration

1. Jusqu'à la fin de l'année 1942, le siège du Groupe se situe au 28 boulevard de Strasbourg, à Toulouse. Cette adresse devient ensuite la permanence du Francisme (cf. photo plus haut).
2. Le siège est ensuite transféré au boulevard Carnot.

Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme

1. De 1942 à 1944 le siège de la LVF se situait au 32 rue de Metz, à Toulouse⁴⁵⁵.



Jeunesse de France et d'Outre-Mer

1. La permanence était située au 85 boulevard Alsace-Lorraine, à Toulouse (le petit bâtiment au premier plan ci-dessous).



⁴⁵⁵ En 1941, la permanence du PPF (46 allée Jean Jaurès) servait également de permanence LVF.

Sipo-SicherDienst

1. Le siège du SD à Toulouse (d'octobre 1942 à mars 1943) était l'hôtel de l'Ours Blanc (25 place Victor Hugo).



2. De mars 1943 à août 1944 le siège du SD est situé au 2 rue Maignac⁴⁵⁶.



⁴⁵⁶Aujourd'hui rue des Martyrs de la Libération.

3. Les auxiliaires français du SD étaient logés à l'hôtel Family, au 1 rue Maignac, à partir du 15 avril 1944.



NB : Plusieurs autres locaux seront occupés par les services annexes du SD à Toulouse. Parmi eux citons : le 36 rue des Chalets, le 10 rue des Chalets, le 10 rue Saint-Bernard, le 1 rue Boulingrin, le 9 rue Boulingrin, le 23 rue d'Aubuisson.

4. La Villa Raphaël, à Bagnères-de-Luchon, fut le siège de la Grenzpolizei (dépendant administrativement du Sipo-SD)



Sièges et permanences de l'ARIÈGE

SOL & Milice Française

1. A l'époque du SOL, le siège départemental se situe au 12 rue du lieutenant Paul Delpech, à Foix.



2. Dès la création de la Milice, le siège s'installe à la ville Egeïra, au 6 rue du lieutenant Paul Delpech, à Foix.



3. La Franc-Garde permanente, créée en décembre 1943, s'installe au 17 place du Champ de Mars⁴⁵⁷, à Foix.



4. Le 2^{ème} Service occupait le 12 boulevard Alsace-Lorraine (villa Descamps), à Foix.



457 Le bâtiment en question semble ne plus exister, car seuls les numéros 1 à 13 existent aujourd'hui...

5. L'école régionale des cadres de la Milice s'installa à la caserne Sarrut⁴⁵⁸, à Pamiers, de juin à août 1944.



⁴⁵⁸ Aujourd'hui le 1 avenue du général Leclerc. Le site sert aujourd'hui de caserne pour la gendarmerie. Il a été entièrement rénové et modernisé, et n'a plus grand chose à voir avec ce qu'il fut autrefois.

Parti Populaire Français

1. La permanence départementale se situait à Foix, au café du Pont, situé 40 cours Bouychères.



2. Le parti réquisitionna également l'hôtel des Voyageurs, à Pamiers, qui n'existe sans doute plus aujourd'hui.
3. Le Groupe d'Action pour la Justice Sociale s'installe à la villa Horizon, à Saint-Girons.

Légion des Volontaires Français

1. Le siège de la LVF était situé à Pamiers, au 17 rue Victor Hugo.



Sipo-SD

1. La Villa Lauquié (rue Capdeville, à Foix) sera le siège du SD jusqu'à août 1944.



2. Le poste frontière de Grenzpolizei (dépendant du SD de Foix) de Saint-Girons était situé allée des Soupirs.
3. Le poste frontière de Grenzpolizei (dépendant du SD de Foix) d'Aix-les-Thermes était situé à la Villa Régine.

Sièges et permanences du TARN

SOL & Milice Française

1. De mars 1942 à février 1943, le siège départemental se situe à Castres, au 26 avenue Albert Ier⁴⁵⁹.



2. De février 1943 à à l'été 1943 au plus tard, le siège départemental se situe à Albi, au 11 boulevard Magenta⁴⁶⁰.



⁴⁵⁹ Par la suite, et probablement jusque courant 1944, le lieu servit tout de même comme permanence locale.

⁴⁶⁰ Aujourd'hui le boulevard Andrieu.

3. Du courant de l'année 1943⁴⁶¹ à fin mai ou début juin de la même année, toujours à Albi, le siège est transféré au 5 Lices du Nord⁴⁶².



4. Début juin 1944, et jusqu'à la Libération, le siège départemental revient à Castres, au 64 avenue de Lavaur⁴⁶³.



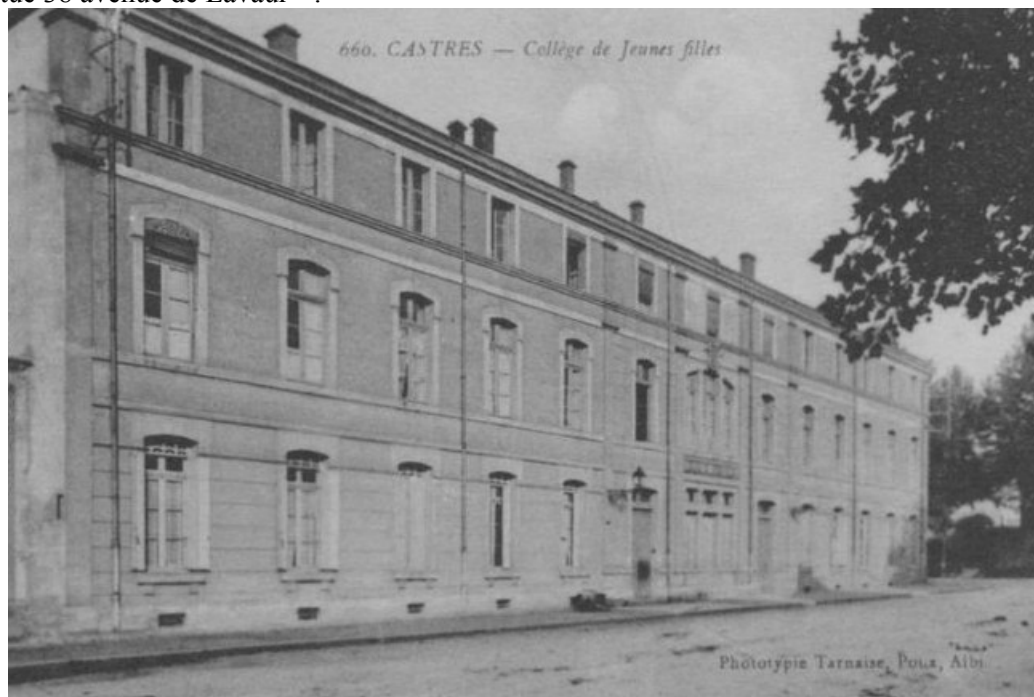
461 Le document le plus ancien mentionnant cette permanence date du 24 septembre 1943.

462 Un document interne daté de mai 1944 mentionne cette adresse.

NB : cette rue est aujourd'hui nommée Lices Georges Pompidou.

463 Selon Julien Dupuy, le 2^{ème} Service avait déménagé à Castres dès octobre 1943. Peut-être à cette adresse ?

5. De juin à août 1944, la Franc-Garde mobilisée est cantonnée au collège de jeunes filles de Castres, situé 38 avenue de Lavour⁴⁶⁴.



Le collège aujourd'hui.

⁴⁶⁴ Aujourd'hui le collège privé De La Salle.

Parti Populaire Français

1. La permanence départementale se situait au 37 boulevard Alsace-Lorraine, à Albi⁴⁶⁵.



Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme

1. Le secrétariat départemental se situait au 33 rue Timbal, à Albi.



465 A noter que aucun local ne fut réquisitionné pour le Groupe d'Action (qui opérait sur Castres principalement) en 1944...

2. Une permanence locale exista à Mazamet, courant 1942, au 3 rue de Montplaisir.



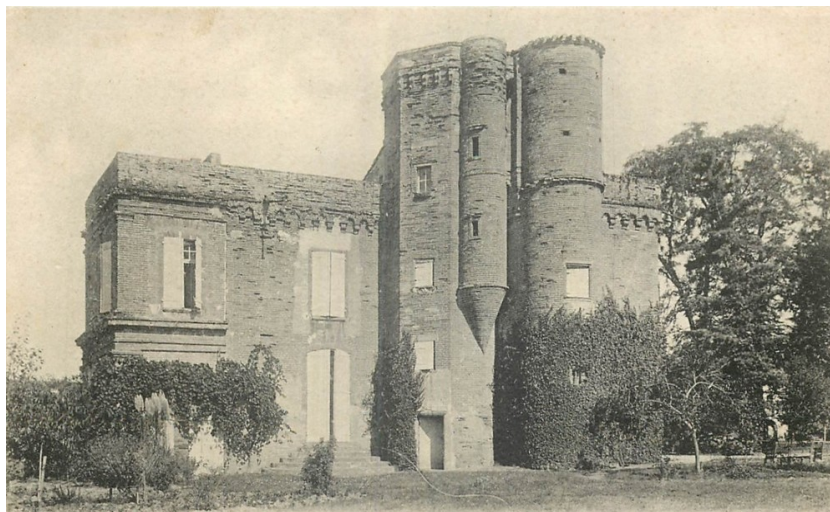
Sièges et permanences du TARN-ET-GARONNE

SOL & Milice Française

1. Durant toute la période Milice, le siège départemental se situait au 75 faubourg du Moustier, à Montauban.



2. Le château de Capoue servit de lieu de cantonnement pour la Franc-Garde permanente, en mai-juin 1944.



3. Le lycée Michelet (22 boulevard Lacapelle, à Montauban) fut le cantonnement de la Franc-Garde permanente, du 11 juin 1944 environ à la Libération.



Parti Populaire Français

1. La permanence se situait à Montauban, rue Mary Lafon (numéro inconnu).

Légion des Volontaires Français

1. La permanence se situait à Montauban, au 9 rue du Greffe.



2. Courant 1943, elle déménage au 6 rue Porte du Moustier, à Montauban.



Sipo-SD

1. Le SD occupa le 3 faubourg du Monstier, à Montauban, de janvier à août 1944



ALERTE MILICIENS !

Par Joseph DARNAND



LA MILICE N'ABANDONNE PAS LE COMBAT

Je ne vais pas ce soir vous annoncer un « virage » de la Milice : nous ne sommes ni des Badoglio, ni des Valentins. Peut-être nous traitera-t-on de naïfs, mais nous croyons à l'honneur et nous n'éprouvons que mépris pour le parjure.

Que nos conseillers se résignent : nous ne rejoindrons pas les assassins de nos militants. Nous n'abandonnerons pas le combat pour nous consacrer aux bonnes oeuvres. Loin de nous renier, de nous replier, de « virer », nous sommes résolus à durcir notre action.

Aussi, ai-je tenu, aujourd'hui, à l'heure où tant de ceux qui proclamaient naguère les champions de la Révolution Nationale, cherchent de faciles retraites, à prendre publiquement mes responsabilités.

NOTRE COMBAT REVOLUTIONNAIRE NATIONAL

LA REVOLUTION DOIT SE FAIRE

Je ne m'adresse pas aux seuls Miliciens, mais à tous les Français qui, en 1940, se sont dressés, avec la volonté de faire une révolution. Non aux opportunistes, non aux réactionnaires en quête de revanches, mais à ceux d'entre vous qui aspirez vraiment à un ordre nouveau, français et socialiste, et qui êtes prêts à sacrifier, pour l'instaurer, leur propre vie. Je sais que vous avez été déçus, que la Révolution Nationale ne s'est pas faite, qu'elle a été trop souvent trahie par ceux là même qui la proclamaient sans cesse. Quelles que soient les vicissitudes de la guerre, elle n'en reste pas moins la condition nécessaire de notre relèvement. Y renoncer, serait consentir à la ruine de notre patrie.

LES LACHES ABANDONNENT.

Hier encore, cette vérité semblait évidente à beaucoup : l'avance des armées de Staline la leur voile aujourd'hui. Notre conviction reste la même. Elle n'est pas chaque jour dictée par le communiqué.

Pour l'instant, les prudents, les opportunistes, essaient de rentrer en grâce auprès de la cour d'Alger. Je leur souhaite meilleure chance qu'à tous ceux qui, le 8 novembre 1942, ont pactisé avec les Américains et

qui, aujourd'hui, en exil ou en prison, peuvent méditer sur les conséquences de leur trahison. Leur lâcheté nous a trop écoeurés pour que leur départ nous attriste. Le mot de révolution avait été trop galvaudé par des bourgeois sans courage et sans idéal, il était temps de le rendre aux vrais révolutionnaires.

NOUS, NOUS NE FAILLIRONS PAS.

Quant à nous, nous avons un peu de fierté, et un sens plus haut de notre mission : nous n'avons jamais pris la parole que pour définir les exigences permanentes du redressement national ou les devoirs les plus impérieux, les plus difficiles, que nous imposaient les circonstances. Nous n'avons pas un mot à retirer, pas un acte à regretter.

APPEL A TOUS LES VRAIS REVOLUTIONNAIRES

Aussi, pouvons-nous affronter les devoirs que nous impose l'évolution des événements politiques : et d'abord, celui de rassembler autour de nous tous les révolutionnaires nationaux de la zone sud qui refusent de se laisser conduire trop ostensiblement vers de trop classiques voies de garage.

La Milice leur ouvre ses rangs. Je les appelle à l'action et je voudrais qu'ils entendent sans trop tarder mon appel, car le temps nous est mesuré.

L'Europe est en danger, la France est menacée de perdre son indépendance. Notre civilisation serait asservie par le judaïsme triomphant ou détruite par le bolchevisme. Mais rien n'est perdu si un assez grand nombre d'homme courageux affrontent la lutte.

IL FAUT JUGULER LE DÉSORDRE INTÉRIEUR.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés que rencontre le Gouvernement dans la tâche courageuse qu'il entreprend tous les jours. Nous n'avons ni armée, ni flotte, ni Empire, et, pour l'heure, il ne dépend pas de nous de les recouvrer.

Dans des régions chaque jour plus étendues du territoire national, l'ordre est troublé par des bandes rebelles qui, hier simples réfractaires, se transforment de plus en plus en pillards et meurtriers

Les terroristes assassinent nos militants, mais aussi des gendarmes parce qu'ils défendent la vie des citoyens, des paysans parce qu'ils refusent de brûler leur blé, des fonctionnaires parce qu'ils font leur devoir.

Nous sommes tous solidaires et fidèles au Gouvernement pour mettre un terme au trouble des esprits et empêcher l'anarchie qui nous menace.

Il faut juguler le désordre. Il faut prévenir le massacre et apaiser le désespoir qui pousse à la révolte tant de braves gens désarmés.

Pour y parvenir, des mesures de force s'imposent, mais aussi la mise en oeuvre d'une véritable politique révolutionnaire.

NOTRE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE

LES TRAVAILLEURS SOUFFRENT.

Dans l'ordre social, c'est l'injustice sociale, multipliée par le marché noir triomphant, qui amasse dans les coeurs le plus d'amertume et le plus de haine. Je n'appartiens pas à l'école de ces rhéteurs distingués qui, selon les régimes, modifient leurs étiquettes et qui passent leur temps à chercher les moyens de perpétuer la servitude prolétarienne tout en couvrant de fleurs les ouvriers.

Je n'ai jamais flatté les travailleurs. Mais ils ont aujourd'hui plus que leur part de souffrances. Ils ont droit à des salaires normaux. Je ne veux pas, en me taisant, être complice des trafiquants qui détournent leur nourriture, des patrons qui sabotent la Charte du Travail.

POUR UN SOCIALISME FRANCAIS.

Je sais que les Français ont trop souvent tendance à se moquer des lois : mais les lois sociales sont d'ordre public, et doivent être scrupuleusement respectées. D'autant plus respectées qu'elle ne sont qu'une étape, une première étape sur le chemin du vrai socialisme. De toutes nos forces, nous sommes décidés à lutter, malgré la guerre, pour cet idéal. Si les réactionnaires sociaux comprennent à temps, ce socialisme sera

humain. Sinon, il s'imposera quand même, mais avec une rigueur inexorable, et ce jour-là, il ne faudra pas compter sur nous pour défendre le capital.

Si le socialisme progresse vite, le barrage que nous opposons à l'anarchie sera solide et durable. Mais nous n'accepterions pas de risquer notre vie dans la lutte anti-bolchévisme si ce n'était pour contribuer à sa victoire.

Nos conseillers peuvent méditer ces paroles : s'ils n'y voyaient qu'une manœuvre démagogique, ils se tromperaient aussi lourdement que lorsqu'ils murmuraient naguère, quand nous lançons des appels pour la collaboration franco-allemande, que nous jouions double jeu avec l'Allemagne, et qu'au fond nous étions d'accord avec Giraud.

NOTRE COMBAT POUR LA CIVILISATION EUROPÉENNE

SUR LE FRONT INTÉRIEUR

Aujourd'hui, il ne peut y avoir aucune équivoque. Le sang versé par nos martyrs témoigne de notre sincérité. Depuis plusieurs mois, les terroristes de zone sud s'acharnent contre nous. Jusqu'ici, la lutte était inégale : nous étions matériellement hors d'état de riposter, ou même de nous défendre.

Aussi, chaque jour nous apportait-il la nouvelle d'un attentat contre l'une de nos permanences ou de l'assassinat d'un de nos militants.

Demain, les assassins frapperont sans doute encore, mais les Miliciens auront les moyens de résister. Nous avons déjà vengé nos morts. A l'avenir, nos vengeance seront plus fortes et plus rudes.

Mais les terroristes ne sont plus que les agents des puissances étrangères qui donnent l'assaut à la France et à l'Europe. Et la lutte que nous menons sur le front intérieur à son complément naturel sur les champs de batailles européens.

SUR LES FRONTS EXTÉRIEURS

Nous connaissons trop bien l'enjeu de cette guerre pour demeurer indifférents et passifs. Nous l'avons dit, quand la France avait encore une puissance militaire, et que les armées européennes se battaient sur la Volga. Nous le répétons à l'heure du danger alors que, désarmés par la trahison des chefs français de l'Afrique, nous ne pouvons plus engager qu'une poignée de volontaires. La France est une nation guerrière ; sa grandeur sera restaurée par l'héroïsme de ses fils. Plusieurs de nos camarades l'ont depuis compris, et risquent depuis plus d'un an leur vie sur le front de l'est où Charles Barbe est tombé dans notre idéal.

Un grand nombre d'autres, à l'heure où les « habiles » passaient dans le camp des juifs, viennent d'imiter leur exemple, et de gagner les camps d'instruction où s'organise la division française de la Waffen S.S.

Je suis décidé à les rejoindre lorsque, dans quelques mois ils aborderont le feu. Moi qui ai volontairement combattu au premier rang dans les deux dernières guerres que la France a livrées je suis résolu à reprendre une troisième fois les armes, aux côtés de tous les Européens, pour confondre en commun notre révolution et l'avenir de nos peuples. Je ne le ferai ni par désespoir, ni par bravade. Je partirai avec la conviction de servir plus utilement que jamais la cause française.

Je resterai sur le front quelques temps. Puis je reprendrai, à l'intérieur, mon poste de lutte. Dans un an, nos camarades rentreront. D'ici là, nous aurons franchi bien des étapes sur le chemin révolutionnaire.

NOUS VOULONS LUTTER ET VAINCRE

Aujourd'hui la Milice reprend sa marche en avant avec une ardeur accrue. Le péril multiplie nos forces. Alors que, politiciens ou hauts fonctionnaires, tant de ceux qui depuis trois ans ont joui de quelque crédit dans l'Etat Français, cherchent des alibis avec un effroi comique ou consomment leur félonie, alors que Kérenski, grîmé en général, abandonne l'Afrique du Nord à Marty et à la clique juive internationale, nous nous raidissons dans notre volonté de lutte.

L'heure est décisive. Pour les Français qui ont assez d'honneur national pour ne livrer leur pays ni aux barbares de l'Oural, ni aux ploutocrates anglo-saxons, il faut aujourd'hui vaincre ou mourir. Plutôt mourir libre, que vivre en esclaves d'Israël dans un monde d'où seront bannies toutes les hautes valeurs de notre idéal occidental. Mais quel que soit le destin particulier de nos personnes, notre Révolution vaincra.

Je sais que mes paroles scandaliseront les Pharisiens. Mais je sais qu'elles trouveront dans tout le

pays un écho chez des hommes purs et droits qui méprisent les pleutres et haïssent le mensonge qui veulent qu'on leur parle franc et qu'on agisse comme on parle, qui ont soif d'action révolutionnaire, qui ont pour leur Patrie d'immenses ambitions sont prêts à lui sacrifier leur vie.

C'est pour eux que j'ai parlé, non pour les vieux débris d'un monde déjà mort.

Joseph DARNAND

COURS POLITIQUES SOL

DEFINITION D'UNE REVOLUTION (Cours numéro 1)

Dès l'automne 1940, le Maréchal PETAIN déclarait ouverte la Révolution Nationale,

Qu'est une Révolution ?

Les émeutes, les troubles de la rue se traduisant par des changements d'équipes politiques, parfois même par des changements de régime ne sont pas, à proprement parler, des révolutions : La révolution de 1830 a remplacé la monarchie absolue de Charles X par la monarchie de Louis-Philippe ; celle de 1848, Louis-Philippe par la seconde République, éphémère, puis par Napoléon III, entraînant l'une et l'autre quelques modifications superficielles ; mais ces mouvements n'ont pas été, au sens profond du mot, des révolutions : les Français, avant et après 1830, sentaient, pensaient, vivaient d'identique façon et les Français de 1860 ne différaient en rien de ceux de 1838.

Une Révolution est bien autre chose : **c'est une coupure dans la vie d'un peuple, qui entraîne l'abandon de tout un système politique, économique, social et l'apparition d'un ensemble de formes nouvelles, dans tous les aspects de la vie commune.**

« 1 7 8 9 » a été une véritable révolution parce qu'il a sonné le glas d'un régime, l'ancien régime monarchique et qu'il l'a remplacé par un régime nouveau, le régime libéral. Cassure complète, qui a été non seulement le changement d'aspect du pays mais la transformation radicale de la masse des Français qui sur tous les plans : politique, spirituel, moral, économique, social, **réagissaient et jugeaient nouveau.**

LA CAUSE PROFONDE DES REVOLUTIONS.

Nous écrivons à dessein : la cause, au singulier.

De tels bouleversements ne s'accomplissent pas au hasard des événements ou sous l'influence spontanée des hommes. Un homme, ou des hommes, peuvent profiter un jour de circonstances favorables pour provoquer le déclenchement de la crise, mais cette crise ne peut être ouverte que parce que depuis longtemps et progressivement, jouent des causes profondes, étrangères à la personnalité des acteurs du moment.

Ces causes se résument à ce fait essentiel que les institutions, toutes les institutions, réglant le fonctionnement des rouages de l'Etat, les divers rapports entre l'Etat et les individus ou des individus entre eux, sont restés figées dans leur forme initiale alors que la réalité subissait des changements successifs.

Ainsi un système conçu au début pour des formes de vie déterminées, se trouve de plus en plus inadapté aux formes de vie qu'il a à inspirer, à diriger et à contrôler.

Il y a rupture entre les institutions et la vie, et l'apparition d'un malaise qui va se précisant jusqu'au jour où il éclatera en forme violente.

LE ROLE DES HOMMES ET DES CIRCONSTANCES DANS UNE REVOLUTION.

L'action des hommes n'est que de conduire, en ce sens que s'ils peuvent provoquer le déclenchement de la crise, orienter son développement, la marquer d'une empreinte personnelle, ils ne font qu'exploiter un état de fait, longuement préparé en dehors d'eux.

Pas plus que l'action des hommes, les circonstances ne jouent dans le déclenchement des révolutions, un rôle primordial : elles n'en sont que l'occasion et non la cause. — Si La défaite de 1940 n'était pas survenue, entraînant la chute de la IIIe République, le régime n'en était pas moins à l'agonie, et, sous la poussée d'un autre événement que la défaite, il se serait effondré.

Notons enfin que la qualité propre du système conditionne sa durée : c'est ainsi que le régime libéral portait en lui avec l'individualisme, un germe de corruption qui est vite devenu un germe de mort et qu'il a vécu à peine plus d'un siècle.

EXEMPLE D'UNE REVOLUTION.

Nous pourrions maintenant donner au mot révolution, la définition suivante, plus complète : **Une Révolution est avant tout un bouleversement profond dans tous les aspects, toutes les formes de la vie**

d'un peuple, causé par le déséquilibre entre des théories figées et la réalité qui évolue, bouleversement dont des circonstances propices entraînent l'apparition et qu'exploitent des hommes de génie ou des meneurs en le marquant souvent de leur empreinte.

1789 a été une Révolution véritable, abolissant rapidement le pouvoir royal et le remplaçant par la République, c'est-à-dire substituant au pouvoir de droit divin, celui du peuple, décrochant l'individu des corporations et le libérant de toute contrainte, donnant libre cours à l'activité économique, supprimant en un mot, l'ancien régime pour jeter les bases du monde libéral et l'établir.

Ce monde libéral que nous avons connu, qui a été celui de la France pendant cent cinquante ans, qui s'est usé à l'application, qui s'est vidé des sentiments généreux qui l'ont fait éclore, qui n'était plus adapté aux conditions actuelles de la vie, et qui s'est effondré, sans la moindre réaction, sous le souffle de la défaite....

Dans une série de cours, nous en étudierons la nature, en ferons ressortir le vice fondamental et exposerons sur quels grands principes, sur quelle grande idée de base. Indiqués par le Maréchal, la Révolution Nationale veut bâtir une France nouvelle.

I. La France d'avant – guerre (Cours numéro 2)

LA FRANCE D'AVANT GUERRE

Notre cours N° 1 a donné la définition d'une révolution : C'est un bouleversement profond de la vie d'un peuple entraînant l'abandon de tout un système politique, économique, social et l'apparition d'un ensemble de formes nouvelles dans tous les aspects de la vie commune.

La défaite de 1940 a ouvert en France, une crise économique entraînant notre pays dans le grand cycle de la Révolution du XX^e siècle. Après la Russie, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, etc....

Des formes anciennes sont mortes ou agonisent : des formes nouvelles vont les remplacer.

Avant d'exposer les principes nouveaux qui inspireront la reconstruction qui s'impose, nous allons dans une série de cours étudier la nature et les aspects de la vie politique, économique et sociale du régime libéral qui vient de faire une si complète faillite.

Mais en premier lieu il est indispensable de rappeler les idées philosophiques qui l'ont fait naître et qui l'ont inspiré.

LES IDEES PHILOPHIQUES DU 18 ° SIECLE

A – POURQUOI SONT-ELLES NEES ?

Ces idées sont nées et se sont développées en réaction contre un régime dont les défaillances, les imperfections, les maladroites avaient ruiné l'autorité, rendu la vie difficile d'abord, impossible enfin.

Le régime monarchique de droit divin confiait au roi le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif (cette toute puissance était en fait diminuée par les privilèges, ou l'action de la magistrature parlementaire, des seigneurs, des provinces, des villes, des corporations). Ayant tous les pouvoirs, le roi se trouvait riche de tous les droits, et les Français vivaient sous le régime de l'arbitraire.

Mais la France qui avait une monarchie centralisée n'était pas un pays unifié avec un véritable imbroglio de gouvernements et de généralités, une diversité de lois variant selon les provinces et les villes, une multiplicité d'impôts dont le taux et le mode de perception n'étaient jamais les mêmes, un système de poids et mesures sans unité, des douanes intérieures multiples, etc....

Au point de vue judiciaire la même confusion régnait avec des abus nombreux, qui dans bien des cas se traduisaient par l'enrichissement des magistrats aux dépens des justiciables.

Mais le mal le plus profond du régime était la mauvaise organisation des finances caractérisées par une fiscalité mal conçue, inégale, arbitraire qui aggravait un déficit constant.

Le déficit était d'autant plus cruellement jugé qu'il était pour une part importante dû à l'entretien d'une cour innombrable dont bien des éléments étaient à la fois comblés d'avantages et de pensions et parfaitement inutiles.

Certains droits féodaux de la noblesse existaient toujours, justifiés à l'origine par des services rendus au temps où les seigneurs ne vivaient pas encore à la cour, mais devenus intolérables parce qu'ils n'impliquaient plus d'obligations pour ceux qui en étaient bénéficiaires.

Cette multiplicité d'abus entraînait à tous les niveaux de l'échelle sociale un mécontentement profond chez tous : peuple des villes et des campagnes irrités par les privations, gent bourgeoise aisée souvent, active et ambitieuse, nobles de campagne appauvris, petits curés et vicaires à portion congrue, courtisans même de Versailles, las d'une vie parasite.

Les abus créaient la réaction, une réaction qu'allaient traduire et exploiter des idées nouvelles dont le grand courant allait bientôt balayer l'ancien régime.

B – QUI LES A EXPRIMEES ? ET CE QU'ELLES SONT.

Ce sont les philosophes du 18^e siècle qui, par leur travaux, ont préparé, créé, orienté l'état d'esprit révolutionnaire.

Ils ont été nombreux mais, de la diversité de leurs théories, des idées maîtresses se dégagent, dressées contre les principes du régime établi et permettant la formation d'une doctrine révolutionnaire qui devait rallier de nombreux adeptes.

Et cette lutte contre l'arbitraire de pouvoir, l'inégalité artificielle, l'intolérance religieuse, le sevrage, l'esclavage, toutes les entraves aux activités diverses, etc....

Parmi les théoriciens, trois tiennent une place de premier plan : Montesquieu, Voltaire et Rousseau, Montesquieu s'est attaché surtout à défendre le principe de la liberté politique, Voltaire l'idée d'humanité.

Quant à J.J. Rousseau il a fait l'oeuvre la plus précise celle qui a constitué le fondement de la doctrine révolutionnaire. **Son action a été d'autant plus considérable que dans un siècle de froids raisonneurs il a été un théoricien passionné, suscitant des adhésions dans l'enthousiasme.**

Il pose en principe que l'homme nait bon et que c'est la société qui corrompt, le peuple prêt de la nature est infaillible et sain.

Rousseau établit les bases de la société future qui doit assurer aux hommes l'exercice de leurs droits naturels. Ces fondements sont l'égalité complète des associés, l'aliénation des droits de chacun au profit de la collectivité, la subordination des contractants à la volonté générale, qui est la voix profonde de la conscience humaine : **l'égalité des droits** et la **souveraineté** du peuple deviennent ainsi les dogmes de base.

La tâche essentielle, dès lors, est de détruire et d'empêcher de renaître de tous les organismes qui jusque là soutenaient les individus qui sont oppressifs et immoraux, c'est à dire la famille, la corporation, la propriété, la ville, la province, la patrie.

Les principes de l'individualisme étaient posés : la Révolution devait les adopter et les Jacobins devaient quelques années plus tard faire entrer « le contrat social » tout entier dans les lois de la République.

Ainsi pendant cent cinquante ans, la France allait vivre sur ce principe invraisemblable que le Maréchal a défini : **l'individualisme dissolvant.**

CRITIQUE DE L' INDIVIDUALISME

Croire que l'homme doit tout trouver en lui-même, qu'il peut tout par lui-même, qu'il a en lui sa raison d'être, sa raison de vivre, les moyens de la réaliser est pure folie.

Si l'homme porte en lui tous les germes, il ne les développe que grâce au contact et à l'aide des autres hommes, de la société. Tout ce que nous avons de sécurité matérielle de civilisation, le développement même de notre vie intellectuelle et morale, nous le devons à la société qui nous a fait et qui nous porte.

Ce qui est naturel c'est d'être nu, d'avoir froid, d'avoir faim, d'être traqué par les difficultés et les dangers. **Si les hommes cessaient de former une société organisée ou tout s'appuie, ou tout s'entraide se consolide, ils retourneraient vite au stade de la bête ou les plus forts et les mieux armés s'imposeraient aux autres sans pitié.**

L'homme n'existe que parce qu'il est dans une société où il vaut d'autant plus que la société est plus complexe, plus riche en activités inactuelles et en héritages du passé. **L'homme est l'homme parce que ses activités trouvent à s'exercer dans un cadre social approprié et parce que pour exercer chacune de ces activités il s'appuie sur une communauté spécialisée.** Il a une famille, il appartient à un métier, il est l'habitant d'une ville, il relève d'une province, il a une patrie. L'homme n'est que par la société et il est d'autant plus riche humainement qu'il participe à la vie d'un plus grand nombre de sociétés ou mieux d'une société plus complexe, plus riche elle-même.

L'idéologie individualiste a oublié tout cela, l'a détruit. De n'avoir voulu connaître que l'individu de l'état, elle a placé les hommes côte à côte, sans liens humains, sans chaleur commune, avec un seul arbitre : l'état qui vite devait perdre tout prestige et toute autorité. Nous l'avons bien vu en 39-40.

Notre première tâche révolutionnaire est de rejeter l'esprit individualiste, de nous pénétrer de l'esprit communautaire, de comprendre que c'est lui seul qui nous assurera la véritable liberté.

Dans le cour N° 3 que nous joignons à celui-ci, nous étudions ce qu'ont donné à l'application, sur le plan politique, les principes de 89.

II. La France d'avant guerre (Cours numéro 3)

I – LE SYSTEME PARLEMENTAIRE

Sur le plan politique, les doctrines libérales et individualistes du XVIII^e siècle ont trouvé leur expression logique dans le dogme de la souveraineté du peuple, proclamé par Rousseau dans son Contrat social. Les lois n'étant que l'expression de la volonté général, le pouvoir chargé de les promulguer et de les appliquer tient toute son autorité du peuple au nom duquel il exerce.

Le système parlementaire anglais, tant admiré par les philosophes et les Encyclopédistes, fournira à ce dogme ses formes institutionnelles : régime représentatif comportant un pouvoir législatif désigné par l'élection et un pouvoir exécutif subordonné au pouvoir législatif. Ce système a fonctionné en France à travers des vicissitudes diverses et quelques crises passagères depuis 1789. Il a trouvé sa formule définitive dans la constitution de la 3^e République.

II – CRITIQUE DU SYSTEME PARLEMENTAIRE

Ce système est mauvais :

- Fondé sur des principes faux,
- il s'est réalisé dans des institutions profondément injustes
- il s'est révélé dans son fonctionnement inapte à gérer convenablement la chose publique.

I° - Les principes étaient faux : En effet, **le dogme de la souveraineté populaire livre l'Etat aux forces même qu'il a mission de diriger** : dans un pays où le peuple est souverain, le pouvoir est enchaîné, ligoté, asservi, puisque les Gouvernements chargés de donner des ordres et de les faire exécuter sont choisis et contrôlés par ceux là même qui doivent obéir à ces ordres et les exécuter. Situation paradoxale, ridicule et lourde des plus mortels dangers.

D'autre part, derrière le principe de la souveraineté populaire, se cache une idée chère aux hommes de 1780, **l'idée d'identité. La volonté générale n'est autre que la somme des volontés individuelles**, considérées comme autant d'unités identiques et équivalentes. C'est ainsi que les choses se passent aux élections. Si toutes les voix ont la même valeur dans le scrutin, c'est qu'on suppose que les votants sont des hommes semblables, interchangeable bref égaux. Or, rien de plus chimérique que cette idée n'existe pas en fait, que les hommes ne se ressemblent pas et n'ont pas tous la même valeur physiquement, moralement et intellectuellement : **l'égalité n'est qu'un mythe**, une invention et tout ordre politique qui viendra se fonder sur elle sera fatalement artificiel et vicieux.

II° - Il sera aussi, pour la même raison, profondément injuste. - Comment admettre, en effet, que l'opinion d'un ivrogne, d'un paresseux ou d'un imbécile puisse compter autant que celle d'un savant, d'un travailleur probe et consciencieux ? - Comment admettre qu'un célibataire, un homme sans enfant, puisse avoir la même influence dans la cité, qu'un père de famille nombreuse ?

Mais, il y a plus : La volonté générale, expression de la souveraineté populaire, n'est en fait que la volonté de la majorité. Il en résulte que les minorités si fortes soient-elles, si justifiées que soient leurs revendications ne pourront jamais les faire triompher, seront donc contraintes de subir **la loi du nombre**, la plus injuste, la plus inhumaine de toutes. C'est ainsi qu'en 1936, une faible majorité de voix ayant donné le pouvoir au Front Populaire, la règle du jeu parlementaire a confié les destinées de la France à des hommes dont un nombre important de Français n'attendaient que du mal.

III° - Il n'est donc pas étonnant que, bâti sur des bases pareilles, procédant d'une théorie aussi contestable, le régime parlementaire ait eu une carrière si funeste, ait porté des fruits si amers. La pratique du régime n'a fait que dégager, souligner, rendre criante ses tares originelles et tous les malheurs qu'il a causés étaient contenus en puissance dans les principes mêmes.

1° - Le régime parlementaire, c'est d'abord le règne de la médiocrité.

Jamais, ou presque jamais, les élus parlementaires n'ont représenté l'élite du pays : ni l'élite intellectuelle peu soucieuse de se soumettre à l'aveugle et inconstante faveur d'une masse qui demande non pas d'être éclairée, mais à être flattée par ses passions et dans ses préjugés, ni l'élite morale que dégoutent à l'avance les basses manœuvres, les compromissions, les mensonges, les hypocrisies qu'exige nécessairement tout succès électoral. L'arène politique était donc presque toujours abandonnée aux démagogues ou aux intrigants, aux beaux parleurs superficiels, mais souples et sans scrupules. D'où l'extrême médiocrité de la faune parlementaire. Avec elle, la vie politique du pays tombe au niveau le plus bas, n'étant plus faite que de préoccupations mesquines dominées par le souci de la réélection, les combinaisons de clocher, les intrigues de combat. **Tout ce que la 3ème République a fait de grand, elle l'a fait malgré le Parlement et parfois contre lui.**

Les grands coloniaux, les bâtisseurs de l'Empire n'ont pas eu de pire adversaire que le Parlement, et en 1917, il a fallu que CLEMENCEAU impose sa volonté souveraine aux politiciens bavards des deux Chambres pour que la France se raidisse et vainque.

2° - Le régime parlementaire est le règne de l'incompétence.

Ainsi recruté, le personnel parlementaire est nécessairement peu qualifié pour l'accomplissement des tâches qui lui incombent. Songez aux connaissances multiples exigées par cette science complexe et délicate qu'est la politique ! Songez qu'un député avait à se prononcer sur des questions touchant tous les domaines de l'activité nationale : industrie, commerce, agriculture, armée, marine, finances, éducation, diplomatie. Songez que pour acquérir une certaine compétence dans chaque domaine, il faut en dehors des dons naturels indispensables, une longue formation, un long apprentissage rendu encore plus difficile par la complexité de la vie moderne. Et songez que ces hommes appelés à se prononcer sur les problèmes les plus graves venaient de professions non techniques (avocats, professeurs, etc.), et qu'ils n'avaient d'autre formation politique que celle qui s'acquiert dans les campagnes électorales, dans les meetings et dans les congrès.

Il ne faut donc pas s'étonner que du Parlement ne soit jamais sorti malgré tous les efforts de certains hommes d'Etat clairvoyants, que des lois insuffisantes, mal étudiées, et des mesures mal adaptées aux circonstances.

3° - Le régime parlementaire est le règne de la discorde

C'est la Patrie divisée en groupes politiques rivaux, écartelés : c'est la haine s'installant et s'envenimant au foyer national ; ce sont les querelles violentes où l'intérêt du parti prime sur celui du pays. Le souvenir de la France d'avant-guerre, déchirée à la veille de la guerre civile, le triste spectacle d'un Parlement où les députés en viennent publiquement aux mains, sont trop présents dans tous tes mémoires pour qu'ils soit nécessaire d'insister longuement.

4° - Enfin le Régime Parlementaire est le régime de l'impuissance.

- Impuissance du pouvoir législatif, ballotté entre des influences diverses, partis, syndicats, forces capitalistes dont le conflit s'exaspère sans cesse, laissant de moins en moins place pour le compromis et frappe de stérilité toute action parlementaire incapable de dégager de débats de plus en plus orageux une décision quelconque.

- Impuissance de pouvoir exécutif caractérisée par l'instabilité ministérielle des Cabinets dont l'existence éphémère ne permet plus d'envisager et de mener une politique de longue haleine cohérente et tenace.

- Cette impuissance frappait déjà les esprits clairvoyants bien avant la guerre : elle apparaissait à beaucoup avec une évidence aveuglante dans les années qui précédèrent le conflit et la pratique de plus en plus généralisée des décrets-lois attestait que le Parlement lui-même en prenait conscience. Mais il a fallu la guerre pour faire éclater aux yeux de tous, la nocivité l'inconsistance, la corruption de régime. **Il ne pouvait plus vivre, il agonisait, accablé par le microbe qu'il portait en lui dès sa naissance : il est mort et bien mort.**

III. La France d'avant Guerre (Cours numéro 4)

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE SOUS L'ANCIEN REGIME

Sur le plan économique et social les doctrines libérales du 18ème siècle ont trouvé leur expression logique dans le libéralisme économique.

CE QU'EST LE LIBERALISME ECONOMIQUE

Le libéralisme économique espérait que la meilleure organisation de la production et de la répartition viendrait du libre jeu des lois naturelles, c'est-à-dire que la formation des prix aurait à sa base la loi de l'offre et de la demande, et que la lutte des intérêts individuels assurerait, du fait de la concurrence, qualité et bon marché.

Par ailleurs, les producteurs soucieux d'écouter la marchandise fabriquée devaient être entraînés à la répartir selon les besoins de tous.

Les consommateurs auraient ainsi tous leurs besoins satisfaits et dans les meilleures conditions.

Ce mécanisme, d'ailleurs jamais réalisé dans sa pureté, a été totalement faussé durant les dernières années, par le double développement du machinisme et des trusts. En multipliant, en effet, les produits, les progrès du machinisme auraient détraqué tout le jeu de l'économie libérale (offre plus importante que demande) et auraient eu pour conséquence d'abaisser les prix jusqu'à un niveau trop faible pour rémunérer le producteur, si tous les moyens n'avaient été employés pour limiter la production, et stériliser ainsi les avantages du progrès industriel.

En fait, l'économie passa rapidement sous le contrôle de puissantes organisations financières qui l'asservirent à leur fin égoïste : celle du bénéfice maximum, ne reculant, pour obtenir, devant aucune manoeuvre ni aucune spéculation.

Les trusts signaient la faillite du système. Le libre échange était devenu un principe mort et le maréchal, dans son message du 12 Octobre 1940; pouvait écrire : « le jour où les coalitions et les trusts brisèrent ce mécanisme essentiel (celui du libre échange) la production et les prix furent livrés sans défense à l'esprit de lucre et de spéculation ».

CONSEQUENCES DU LIBERALISME ECONOMIQUE SUR LE PLAN SOCIAL.

Jusqu'en 1789, la France vivait un régime corporatif, ce régime imposait aux différentes catégories de travailleurs et de producteurs des règles strictes. Il avait, à sa base, une association étroite du Travail et du Capital.

En instaurant la liberté de travail, la révolution a du même coup libéré le capital de tout frein. Le travail et le capital cessèrent d'être obligatoirement tenus de concourir au même but.

Ces anciens associés devinrent concurrents, des adversaires, enfin des ennemis.

Un fossé se creusait donc de plus en plus profond entre les capitalistes et les prolétaires.

La lutte des classes était née.

D'une part, le patron, sous l'emprise des trusts, obligé de diminuer au maximum son prix de revient, ne pouvait considérer le travail que comme une marchandise qu'il fallait payer au minimum.

D'autre part, l'ouvrier, rendant le patron responsable du déséquilibre entre son salaire et ses besoins, et formant des syndicats pour essayer par tous les moyens, y compris la force (les grèves) de faire aboutir ses revendications.

LES DIFFERENTES CLASSES SOCIALES

La France du régime libéral était ainsi divisée en plusieurs classes sociales d'importance inégale.

1° - **La haute bourgeoisie égoïste** à l'extrême **et souvent incapable**, faite d'une partie active donnant au pays les grands financiers spéculateurs, certains mauvais patrons, des hauts fonctionnaires, des officiers et d'une autre partie strictement des ses plaisirs.

2 ° - **Les classes moyennes** : artisanes, commerçantes, industrielles, fonctionnaires, libérales, proie facile et toujours dupées (impôts, emprunts, etc...)

Leur faiblesse venait de l'absence d'un Chef et du manque d'une doctrine. Leur lâcheté naturelle aidant, elles étaient les victimes du régime disparu.

3 ° - **Les ouvriers**, longtemps défavorisés et exploités par des **acheteurs de main-d'oeuvre**, avaient perdu les notions de patrie et de travail, et s'étaient tournés vers les idées socialo-communistes (classe prolétarienne universelle). Ils étaient devenus des masses de manoeuvres, bonnes à enrichir leur dirigeants syndicaux et politiques.

4° - **Les paysans**, éternelles victimes des guerres, constituant la grande masse saine du pays : mais la **démagogie électorale** réussissait souvent à transformer les paysans, propriétaires nés, en socialistes internationaux. Enfin la grande industrie, et les plaisirs factices de la ville les entraînaient à désertier les campagnes.

5° - **Les juifs**, étrangers inassimilables, de plus en plus nombreux en France, méprisaient les travaux **des usines et des champs**, et furent les corrupteurs de la haute bourgeoisie et des classes moyennes. Alliés à la fois **aux puissances d'argent**, et aux socialo-communistes. Il ont failli tuer la France, dont ils avaient fait leur « dominion » préféré. Intriguants et envahissants, ils occupaient, à la veille de la guerre, tous les postes de commande : Ministères, enseignements, finances, banques, grands commerces, radio, cinéma, presse, publicité, etc, etc....

Pour que la France revive, il est nécessaire de substituer à ce régime anarchique de la lutte des classes, la collaboration sincère et harmonieuse de tous les Français : Patron et salariés.

La solution sera trouvée en dépassant le niveau matérialiste, en rendant la santé à l'organisme nation et en groupant les Français dans une série de communautés.

V. La France d'avant-guerre (Cours numéro 5)

DECADENCE INTELLECTUELLE, MORALE, MILITAIRE

I – La Société Française d'Avant-Guerre présente des signes de décadence.

S'il est juste d'excepter les rares français fidèles à un idéal, appuyé sur des croyances religieuses dans lesquelles ils trouvent une explication de la vie et une règle de conduite et ceux qui en dehors de tout confession, possédant une vue supérieure de l'homme, harmonisent leur mode de vie avec l'élévation de leur pensée, il est permis d'affirmer que l'égoïsme le plus bas ou tout au moins l'indifférence ont contaminé la grosse majorité du pays. Le scepticisme envahit les esprits : beaucoup se croient plus intelligents parce qu'ils se sont affranchis de toute croyance.

L'individualisme doublé d'une jalousie féroce durcit les cœurs : chacun pour soi, personne pour tous.

L'égalitarisme condamne les distinctions sociales : du moment que tous les citoyens sont égaux devant la loi et devant les urnes, pourquoi celui-ci gagne-t-il plus que celui-là ?

Le travail devient une servitude, une corvée que l'on exécute sans application. La société future apparaît comme un chantier où la plupart se croiseront les bras.

Le matérialisme s'érige en doctrine philosophique. Faire fortune, **arriver** à une belle situation en jouant des coudes ou du « piston » profiter des avantages que procurent l'argent et le pouvoir, satisfaire ses désirs ou ses passions, cela s'appelait « vivre sa vie ».

Les appétits se déchainent avec une violence constante à l'occasion des congrès, des conflits sociaux, des campagnes électorales !

Toutes les catégories sociales avaient quelque revendication en poche. Le paysan demandait qu'on arrête le flot montant du blé ou du vin qui déferlait sur le pays. L'ouvrier, comparant son gain avec celui de son patron, criait à l'injustice et concluait à la nécessité de renverser une société mal bâtie. Le fonctionnaire, aux moyens limités, s'estimait lésé à la fois dans sa dignité et dans ses intérêts. C'était un concert de réclamations qui s'élevait à la face des pouvoirs publics impuissants ou complices. La France souffrait d'une carence d'institutions prudentes capables de contenir les poussées trop dangereuses pour le **salut commun**.

II. La décadence de la société se reflète dans la littérature

Sur le point, il faut encore distinguer. La pensée française a produit dans un passé récent, et dans divers domaines, des ouvrages de valeur, qui supportent la comparaison avec les productions étrangères : mais ces oeuvres, destinées à un public restreint, n'atteignent pas la masse.

Celle-ci se nourrit d'une littérature dont l'abondance ne compense pas la qualité. Vainement l'école avait inspiré aux jeunes Français le goût des lectures saines, tirées des grands auteurs. Entrés dans la vie, ils se laissent séduire par une multitude de romans à bon marché, de contes pervers, d'illustrés alléchants, de nouvelles inédites pour esprits blasés.

On cherche vainement dans cette production étrange une pensée forte, traitant des sujets d'envergure : c'est le règne du superficiel, de l'extravagant, du morbide. Les valeurs traditionnelles y sont bafouées, la vertu moquée, l'histoire nationale travestie. On exalte les droits de l'individu contre la collectivité et l'on assigne à l'homme comme unique fin le bonheur sur terre.

Et que dire du style de cette littérature ? A côté de quelques écrivains brillants, beaucoup élèvent cyniquement le mépris de la forme à la hauteur d'un dogme : expressions barbares, conséquences clinquantes, épithètes à sensation, images bizarres, phraséologie sans élégance sinon sans prétention ! Que devenait la langue française, renommée par son tour facile et sa clarté.

Quant au cinéma, le public n'est pas mieux servi. A l'exception de quelques oeuvres d'inspiration française que de films importés plus recommandables par le charme des vedettes que par leur valeur éducative !

Est-ce un spectacle à présenter à la jeunesse que ces tournées qui se complaisent dans l'exploration des bas-fonds de la société ? Que ces exhibitions de scènes comiques, sans esprit. Comment ne pas s'élever contre les films prétendus historiques qui témoignent d'une ignorance et d'une incompréhension sans

bornes, à preuve ces tableaux de l'histoire de France vus à travers un télescope américain.

Le peuple français passait jadis pour le plus intelligent de la terre : les étrangers n'avaient plus sans doute la même opinion de nous.

III. - Le désastre militaire n'est pas un accident, il marque la fin d'un régime.

L'armée de 1940 ne mérite pas tous les reproches qu'on lui adresse. Jamais troupe ne s'est battue dans des conditions aussi défavorables, aussi seule dans une lutte désespérée contre un adversaire puissant par le nombre et la technique.

Cependant, il ne faut pas oublier que l'armée se recrute dans le civil. Une nation démoralisée, détournée de l'idéal orientée vers les satisfactions matérielles ne saurait s'imposer au moment du péril les sacrifices salutaires. Enlisée dans la paresse et les loisirs, comment lui demander du jour au lendemain l'effort intense requis pour résister et pour vaincre ?

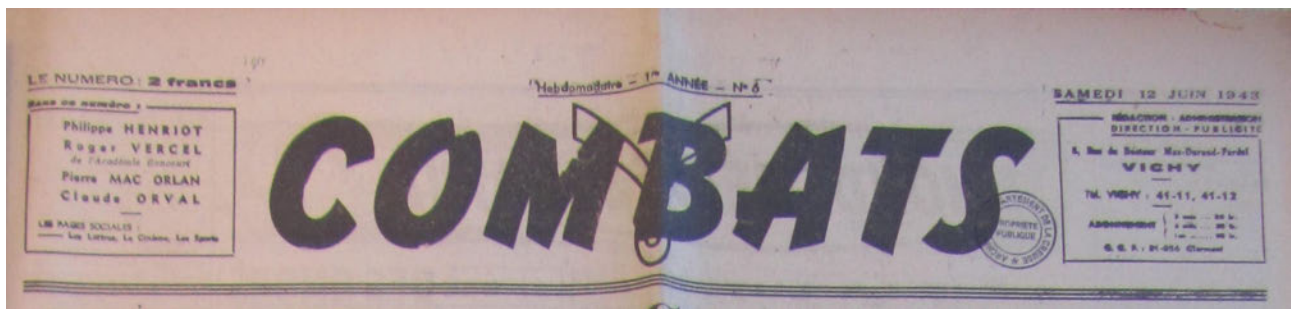
Une nation où se diluent les intelligences, où s'affaiblissent les caractères, verra-t-elle se lever une troupe énergique, endurcie aux privations, disciplinée avec le minimum de contrainte ?

Il est vain d'espérer qu'elle pourra retrouver au moment décisif une pléiade de chefs clairvoyants, capables de bousculer les routines, d'assumer virilement les plus redoutables responsabilités.

On peut trouver qu'avant le drame, la vie était douce, bien que le flot des plaintes à sens unique puisse rendre hésitants, les historiens de l'avenir. Précisément la vie était trop douce, nous avons suivi la pente, et nous avons roulé jusqu'au fond.

D'avoir fermé les yeux sur la nécessité de l'effort et des sacrifices, nous avons conduit notre pays à bien des niveaux les plus bas de son histoire.

Une part de responsabilité incombe à chacun de nous. Sachons le comprendre, le reconnaître, l'avouer, et surtout trouver dans la claire vision de la triste situation présente, l'énergie et la volonté, par un dévouement constant à la communauté nationale, de réparer en partie la grande faute commise.



UN FLOT D'ARGENT EN ARGENTINE

Lorsque l'on se souviendra que l'Argentine est l'un des seuls pays américains qui avaient refusé de déclarer la guerre de l'Axe, il ne sera pas difficile de comprendre le sens de cette « révolution » qui met brutalement le gouvernement pacifiste à la porte.

Ce que les U.S.A. n'avaient pu obtenir par le raisonnement et la douceur, les révolutionnaires le réalisent par l'argent et la force.

C'est par un procédé analogue qu'en 1903 l'Amérique s'est annexé le canal de Panama.

Le gouvernement des U.S.A. avait essayé de s'entendre avec la Colombie. Le cynisme d'une première proposition de contrat (une bande de 9 kilomètres cédée contre 10 millions de dollars) déchaîne la fureur dans les rues de Bogota.

Faisant fi de toute diplomatie Roosevelt réagit en homme d'action.

Par l'intermédiaire de Bruneau-Valeira, il fomente une révolution qui « libère le Panama de l'emprise colombienne »!

Quelques semaines plus tard, Bruneau-Valéra signa un traité qui donna une bande 10 milles à la souveraineté américaine.

Ainsi, un procédé qui avait réussi il y a 40 ans est réédité aujourd'hui avec le même succès.

L'ANTISEMITISME AU XVII^{ème} SIECLE

Ce n'est pas aujourd'hui que les juifs sont mis aux bans de la civilisation. Nous n'en voulons pour preuve que cet ordre royal fait à Versailles en l'an de grâce 1683.

« Sa Majesté ne voulant pas souffrir le mauvais exemple que les juifs établis dans les colonies donnent à ses sujets par l'exercice de leur religion, ni permettre, elle mande et ordonne aux dits juifs de sortir de l'étendue des isles française de l'Amérique, un mois après la publication du présent ordre, pour aller ou bon leur semblera ; leur défend expressément d'y faire un plus long séjour, à peine de désobéissance. Enjoint Sa Majesté aux sieurs de Blénac et Bégon, général et intendant des lédites isles, de tenir la main à l'exécution du présent ordre. »

Reçu et mis en application à la Martinique, le 2 Mai 1684.

MERCI, MESSIEURS !

Les Alliés ne se ménagent pas les compliments. Parlant des pourparlers qui se déroulent actuellement à Alger, le Times insiste sur la liberté qui a été laissée aux personnalités en présence pour résoudre les difficultés et se mettre d'accord sur la composition du gouvernement en formation. Le journal insiste sur cette « preuve de confiance » accordée aux dissidents français.

Mais n'ont-ils pas censé que faire preuve d'une telle « confiance » correspond à nier la liberté dont pourraient jouir les généraux dissidents ? Cette façon de procéder ne démontre-t-elle pas clairement une préférence marquée pour une des solutions susceptibles d'être adoptée ?

Merçi, Messieurs, de votre confiance. Le peuple de France garde la sienne pour le gouvernement que, librement, il s'est donné. Il lui fait confiance.

HYPOTHEQUE DE LA FRANCE

Le bénéfice de la loi « prêt-bail » a été étendu à l'Afrique du Nord. Désormais, les produits « made in U.S.A. » – surtout avant la guerre – seront fournis au gouvernement français dissident.

Se rend-on assez compte, en France, combien lourde est l'hypothèque que les Etats-Unis, s'ils gagnaient la guerre, font assez peser sur la France ?

Il suffit de regarder l'Angleterre : alliée à l'Amérique, elle a dû pourtant donner des gages tangibles de son désir de payer les dettes contractées : bases navales, richesses pétrolières, contrôle politique, rien ne lui a été épargné.

Prétendre que la France serait traitée différemment serait pure folie : si les Anglo-Américains étaient vainqueurs, la France de demain, pour laquelle Giraud a accepté l'aide des yankee, serait lourdement endettée... Et l'Afrique du Nord, gage admirable, servirait, n'en doutons point, de monnaie d'échange.

L'ELOQUENCE DES CHIFFRES

Le 9 juin 1942 – il y a un an – le major Attlee donnait, à la Chambre des Communes, le chiffre des victimes civiles des bombardements sur l'Angleterre : du 3 septembre 1939 au 2 décembre 1941, c'est-à-dire en presque deux ans et demi : 43.679 ont été tuées.

Malgré ce chiffre élevé, on ne peut que remarquer que la Grande-Bretagne est une nation belligérante, qui doit se résigner à subir le sort qu'elle cherche à imposer à ses ennemis ; mais que dire de la France, qui, du 1^{er} janvier 1941 au 15 avril 1943, c'est-à-dire en une période d'une durée à peu près égale, a vu, impuissante, périr sous les bombardements 4.758 civils ?

L'Angleterre, depuis de longs mois, connaît un calme relatif : mais la liste de nos victimes s'allonge de jour en jour : 200 morts à Bordeaux, 178 à Rennes, des dizaines chaque jour dans nos villes du Nord, de la Bretagne, de la Normandie....

L'ESCROQUERIE AU PATRIOTISME

Quand on veut réajuster les arguments des propagandes anglo-saxones, dissidentes et soviétiques – si l'on peut nommer « arguments » cet intarissable jaillissement, d'injure de menaces, d'excitations, de prophéties et de mensonges – il serait peut-être bon de rappeler que le critère du véritable patriotisme ne saurait être fourni, d'une façon décisive, par l'attitude que l'on adopte vis-à-vis de tel ou tel système politique, ou de telle ou telle nation étrangère. Car ces messieurs de Londres, de Boston, de Brazzaville, d'Alger ou de Moscou, se livrent à une véritable escroquerie intellectuelle et sentimentale en essayant de faire croire aux Français, blessés dans leur amour-propre national et gênés dans leurs routines, comme s'il s'agissait de vérités incontestables que la cause de la France s'identifie à celle de la démocratie, que sa liberté dépend de la victoire des Anglais et des Américains, ou que son bonheur est entre les mains du « génial père des peuples, le camarade Staline ».

Le véritable patriotisme, il serait temps de le dire, de le redire, et de le souligner, se reconnaît avant tout à un tendre et viril amour de la France, et par conséquent à un souci lucide de son destin, à un dévouement absolu et *désintéressé* à sa grandeur. Cela, et cela seul, est la pierre de touche de tout le reste. Et cela ne s'obtient que par le dépouillement des passions accessoires.

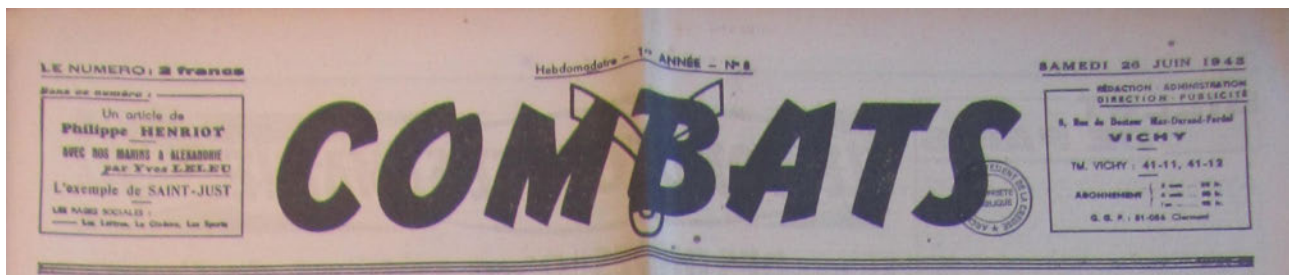
Or, de ce point de vue, on ne voit pas du tout, par exemple, pourquoi l'authentique visage de la France, qui a forgé son histoire à travers les régimes les plus divers, devrait, pour qu'on le reconnaisse, s'affubler obligatoirement des oripeaux démocratiques.

On ne voit pas, non plus, pourquoi l'entente avec les Anglo-Saxons serait une panacée et l'entente avec l'Allemagne, à priori, un sacrilège. Parce que les Anglais et les Américains ont été nos alliés dans la dernière guerre, et que cette fois-ci, les Allemands nous ont battus ? Mais, quand on accepte des antithèses de cette piètre qualité on peut se voir objecter que si les trois derniers conflits nous ont opposés à nos voisins d'outre-Rhin, ce n'est pas l'Allemagne qui a ordonné le supplice de Jeanne d'Arc, volé les Indes et le Canada ; humilié Napoléon, pour aboutir au lâchage de Dunkerque, à l'assassinat de Mers-El-Kébir et au rapt successif de toutes nos colonies. Et si les nécessités de la guerre, ont amenés les Allemands à se montrer parfois, stricts ou exigeants, tout comme les autres « occupants », maintenant en Afrique du Nord, nos anciens alliés se sont tout bonnement comportés, et continuent de se comporter à notre égard comme des gens sans aveu.

Quand au désintéressement, la tragi-comédie des tractations entre Giraud et de Gaulle n'en fournit pas un exemple particulièrement éclatant. C'est pourtant le vainqueur de Verdun, qui n'avait plus rien à demander à la gloire, ou l'homme politique à qui sa réussite personnelle et son habileté aurait permis d'attendre des temps moins calamiteux et des tâches moins ingrates, et que le revolver d'un assassin n'a pas fait dévier d'une ligne : c'est pourtant le Maréchal Pétain et le Président Laval que l'on couvre des plus odieuses calomnies. Quelle aberration ne faut-il pas pour ne pas voir, cependant, qu'à côté de ces deux hommes, les chefs de la dissidence ne sont que des mégalomanes et des fantoches ? De même, quelle affreuse partialité ne faut-il pas pour refuser aux jeunes Français qui se battent et meurent dans la Légion des Volontaires contre le Bolchévisme ou dans la Phalange Africaine l'hommage que mérite leur héroïsme lequel n'a rien de commun, évidemment avec les lâches exploits de tueurs ou de saboteurs qui n'osent se battre ouvertement.

Bref, on le voit, les confusions, les équivoques entretenues par les adversaires de la Révolution Nationale et du nouvel ordre européen tiennent du charlatanisme le plus vulgaire, et malheureusement, le plus malfaisant. Il faut si l'on est sincère s'en dégager pour assainir et clarifier son patriotisme.

Jean GUYON-CESBRON.



GRANDEUR ET MISERE DU CAPITAL

Par Alfred M. GIAUME

A force d'avoir entendu dire que le capitalisme est la source de tous les maux dont souffre la société contemporaine, on a fini par confondre dans une commune réprobation capital et capitalisme.

L'obsession qu'exerce sur les esprits l'idéologie marxiste est probablement à l'origine de cette confusion grossière qui n'est pas sans danger et nous montre que les Français, s'ils ont conservé le goût des généralisations, ont perdu le sens des nuances !

Le capitalisme désigne l'ensemble des exclus auxquels le libéralisme a donné lieu en matière économique. Il révèle que le capital qui n'est en fait qu'une façon de désigner la propriété, a été détourné de son but, et sert désormais à des fins étrangères à sa nature intime. Le capital est en effet, la propriété sous sa forme productrice et, pourrions-nous être, dynamique. Il indique non pas une propriété en puissance, susceptible seulement d'un rendement lointain mais une propriété en pleine activité, capable d'être dans l'actualité une source de richesses nouvelles et dont la productivité n'attend que le secours du travail pour devenir effective.

En lui-même, le capital reste donc très différent des déviations qu'il a permises, déviations qui s'expriment justement dans le capitalisme. Ce dernier accuse un mauvais usage du capital, devenu sans raison le maître unique de l'activité économique et, par là-même un moyen de s'assurer sur les choses et les hommes un pouvoir exorbitant. Le capitalisme implique qu'ont été abolies toutes les contraintes sociales qui, normalement, eussent permis de maintenir l'utilisation du capital dans de justes limites. Il signifie encore que les excès dont est capable l'argent ont reçu une consécration officielle et que, désormais le détenteur d'un capital à la latitude d'exploiter librement ses droits, sans s'inquiéter des intérêts légitimes qu'ils peuvent être amenés à lésés.

Le capitalisme, c'est très exactement la propriété qui abuse de ses droits, c'est la propriété qui renonce volontairement à sa fonction sociale, c'est la propriété qui veut n'être plus que le droit individuel de s'enrichir pour dominer les âmes par la matière.

Ces considérations, quelque peu abstraites nous permettent d'entrevoir qu'il n'est nullement nécessaire pour abolir le capitalisme, de supprimer le capital et d'avoir recours à des procédés faussement révolutionnaires.

La révolution consistera seulement à désigner des limites aux droits du capital et à ressusciter les disciplines sociales qui eurent autrefois pour effet d'empêcher la propriété de dégénérer en une source d'abus et en firent, tant pour l'homme lui-même que pour la société, le plus précieux des biens !

C'est l'idéologie de 1789 qui délivre l'argent de ces disciplines et ainsi créa le capitalisme avec ses excès ses abus et ses injustices.

Nous ne sommes nullement des idolâtres du passé et nous ne pensons pas que la révolution française du XX^e siècle doive être nécessairement le contrepied de celle qui agita la France et le monde. Il y a un siècle et demi. Notre révolution, nous ne la concevons pas comme une simple réaction contre les idées de 1789.

Nous croyons, au contraire, qu'elle comportera obligatoirement des particularités en rapport avec son temps et qu'elle sortira tout entière des circonstances actuelles. Mais ni le mythe du progrès, ni la foi en une révolution continue de l'humanité ne nous empêcheront néanmoins d'être assurés que l'homme du XX^e siècle présente des points communs nombreux avec celui qui vivait il y a deux siècles, et même avec son ascendant lointain de l'antiquité la plus reculée.

Nous ferons une oeuvre révolutionnaire d'autant plus durable que nous aurons recherché ces besoins communs à tous les hommes de tous les temps et que nous aurons enfin retrouvé des règles de vie sociale conformes à ce qui dans l'homme est éternel et échappe aux influences du moment ou du lieu.

Révolution et tradition, notions apparemment contradictoires et parfois si voisines ! La Révolution nationale sera une révolution véritable dans la mesure qu'elle saura adapter aux nécessités de l'heure les traditions françaises enfin retrouvées.

On avait compris, jadis, que l'argent pouvait être une force mauvaise, qu'il fallait la discipliner et qu'un but, le bien commun, devait obligatoirement lui être assigné. On avait compris que l'homme riche risquait d'être un danger pour la collectivité s'il n'était pas astreint à respecter certaines règles et si d'autres droits n'étaient pas opposés aux droits qu'il tenait de l'argent.

On avait compris aussi que l'homme, abandonné à ses instincts, ne recherche que la satisfaction de son propre intérêt, et que presque toujours l'égoïsme est pour lui une loi. Enfin, on avait compris que jamais l'égoïsme individuel ne pourrait engendrer le bien commun.

En libérant l'individu, la révolution libéra du même coup les forces maléfiques de l'argent, jusque là maîtrisée au nom de l'intérêt général. Le Capitalisme naquit le jour où l'argent cessa d'être une force disciplinée, au service de la société, le jour où il reçut la liberté de se livrer à des licences que plus rien ne contrôlait ni n'interdisait.

La Révolution sociale disciplinera l'argent : grâce à elle, le capital ne sera plus un simple prétexte utilisé en vue de l'enrichissement individuel, mais pour l'homme un moyen d'attendre son plein épanouissement, pour la nation un instrument de grandeur.

Ces perspectives nouvelles n'impliquent point le recours nécessaire aux solutions extrêmes du marxisme, ni même l'adoption des solutions moyennes proposées par les divers systèmes socialistes. Le socialisme eut le tort de croire que l'argent ne pouvait pas ne pas asservir les hommes et qu'il était impossible d'éviter qu'il ne fut pas un instrument de domination.

Pour écarter ces inconvénients, tenus pour inévitables, le socialisme ne vit qu'un moyen : mettre l'ensemble de la fortune primée entre les mains de l'Etat et faire ainsi de ce dernier le détenteur unique du capital. Ainsi la tyrannie exercée par l'argent risquait de se doubler d'une seconde tyrannie, celle de l'Etat, ou plutôt, on tendait à confondre deux tyrannies en une seule; capable celle-là, en aggravant les inconvénients conjugués des deux autres de réduire finalement les hommes à une misère définitive.

Le marxisme, et avec lui tous les socialismes plus ou moins orthodoxes, ont confondu le capital et ses abus. L'esprit complètement obnubilé par le spectacle de l'état social injuste, inhumain et anarchique qu'avait créé cette totale liberté laissée au capital. Ils proposèrent un système qui cristallises simplement les excès du capitalisme. Ils crurent qu'on ne pouvait échapper à une situation aussi désastreuse qu'en étendant à tous, une servitude qui, jusque là, avait atteint seulement une partie de la population.

Dans sa lutte contre le capitalisme, le socialisme a vu juste. Il s'est trompé par contre, en prétendant détruire le capital. Il s'est trompé parce que, en prétendant détruire le capital. Il s'est trompé croyant à une évolution continue de l'humanité, il a jugé impossible le retour à des principes anciens, excluant pourtant les abus et les injustices qu'il combattait.

Ne commettons pas les mêmes erreurs ! Etre révolutionnaire n'implique pas que l'on brûle trop vite, et sans discernement, tout ce que l'on a jadis adoré ! Le capitalisme est un système anti-social, dont il faudrait pouvoir détruire jusqu'au souvenir même ! Mais cet anathème, jeté sur le capitalisme, n'entraîne pas la condamnation parallèle du capital, qui a sa place dans l'ordre nouveau et une place d'autant plus brillante que l'on saura davantage le préserver de ses propres excès.